JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DEBATS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ETRANGER : 40 F
(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

2^e Législature

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

(Application des articles 133 à 138 du règlement.)

QUESTION ORALE AVEC DEBAT

13332. — 4 mars 1965. — M. Hostier rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que les stagiaires et élèves-professeurs des écoles nationales d'enseignement professionnel lui ont exposé, au cours d'une entrevue qui a eu lieu le 22 février 1965, les revendications suivantes : 1° création d'E. N. N. E. P. qui sont actuellement en nombre dérisoire, en fait 5 pour 21 académies ; 2° parité indiciaire de tous les enseignants des collèges d'enseignement technique ; 3° diminution de l'horaire hebdomadaire de travail ; 4° gratuité des fournitures scolaires, un stagiaire dépensant jusqu'à 800 F de premier équipement ; 5° amélioration des conditions de première affectation : logement, prime de déménagement et choix du poste ; 6° accélération du reclassement des stagiaires, certains faisant vivre leur famille de septembre à juin avec 600 F par mois ; 7° prise en compte, pour le reclassement des professeurs d'enseignement technique théorique, de l'année préparatoire effectuée par les élèves-professeurs ; 8° généralisation de la prime de dépaysement. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour donner satisfaction à ces revendications

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

13330. — 1^{er} mars 1965. — M. Mitterrand signale à M. le Premier ministre, pour le cas où il n'en aurait pas été informé, qu'un certain nombre de candidats aux élections municipales appartenant aux partis de la majorité, et notamment plusieurs membres du Gouvernement, n'hésitent pas à déclarer par voie de presse que la commune où ils souhaitent exercer un mandat aura à pâtir de son

* (1 f.)

choix si elle montre moins de bonne grâce à les élire qu'eux-mêmes n'en mettent à se présenter. Il lui demande de préciser à l'Assemblée nationale : 1° par qui les candidats en question ont été autorisés à violer de la sorte la liberté de vote ; 2° s'il entre dans les intentions du Gouvernement de mettre à exécution les menaces proférées à l'encontre des communes qui ne s'inclineront pas devant pareille pression ; 3° s'il lui paraît convenable et conforme à l'exercice de la démocratie de répartir les communes de France en deux catégories, l'une qui bénéficiera de subventions et d'investissements parce que, soit par préférence politique, soit par crainte d'être sacrifiée à l'arbitraire gouvernemental, elle aura voté pour l'actuelle majorité, l'autre qui sera frappée d'interdit parce qu'elle aura voté pour une liste d'opposition.

13331. — 1^{er} mars 1965. — M. Poudevigne appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes sur la situation des rapatriés d'Afrique du Nord, débiteurs vis-à-vis d'établissements financiers. Ces derniers ne manquent jamais de poursuivre leurs débiteurs, quels que soient leurs revenus en métropole. Ils exigent parfois le remboursement mensuel de sommes qui atteignent le montant des ressources actuelles de ces rapatriés. Il lui demande, en conséquence, s'il lui paraît équitable de faire supporter aux seuls propriétaires de biens immobiliers en Algérie le poids de l'indépendance, et s'il ne pense pas qu'il serait normal d'assimiler les pertes financières aux pertes immobilières, et de ne les indemniser qu'au moment où le problème général des biens laissés en Algérie aura été réglé.

13333. — 4 mars 1965. — M. Odru expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les industriels de Montreuil (Seine) reçoivent une circulaire signée, les invitant à souscrire en faveur d'une liste de candidats aux élections municipales. On les prie de faire

parvenir un chèque à l'ordre d'un périodique local, et on leur indique qu'un reçu leur sera ensuite adressé pour leur permettre de porter cette somme en frais généraux, au poste « publicité ou abonnement de soutien ». Ainsi, des industriels, s'ils répondent à cette circulaire, porteront dans les frais de leur entreprise une dépense d'ordre politique, qui n'a rien à voir avec les charges normales de cette entreprise. Cela constitue une fraude fiscale qui a comme conséquence de procurer aux chefs d'entreprise une économie d'impôts au détriment du Trésor public, tout en favorisant les activités électorales d'un parti politique donné. Il lui demande s'il ne compte pas intervenir d'urgence pour interdire ces pratiques illégales et, en accord avec M. le ministre de l'intérieur et M. le garde des sceaux, engager une procédure contre cette organisation publique de la fraude fiscale. D'autre part, on peut se demander comment seront traitées, du point de vue fiscal, les recettes ainsi effectuées par le périodique intéressé. C'est pourquoi il lui demande s'il n'a pas l'intention de faire vérifier la comptabilité de ce journal, qui se prête ainsi à l'organisation de la fraude fiscale.

13334. — 4 mars 1965. — M. Davoust, se référant à la réponse donnée le 23 janvier 1965 à sa question écrite n° 11685, demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques pour quels motifs des biens immobiliers, ayant fait depuis plusieurs années l'objet de l'exercice du droit de préemption en vertu de l'article 1904 du code général des impôts, n'ont pas encore été remis en vente conformément aux règles en la matière.

QUESTIONS ECRITES

Article 138 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois. »

PREMIER MINISTRE

13335. — 6 mars 1965. — M. Paquet expose à M. le Premier ministre que la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, complétée par un protocole additionnel signé à Paris le 20 mars 1952, a été ratifiée par tous les Etats membres du Conseil de l'Europe à l'exception de la France, et lui demande de faire connaître pourquoi le Gouvernement tarde à saisir le Parlement d'un projet de loi autorisant M. le Président de la République à ratifier cette convention.

13336. — 6 mars 1965. — M. Lollive expose à M. le Premier ministre que le reclassement professionnel des travailleurs handicapés dans les administrations de l'Etat, des départements et des communes, prévu par la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957, n'a pas encore été opéré, le décret portant règlement d'administration publique pour l'application de cette loi n'étant toujours pas publié. Or, dans la réponse du 28 mars 1964 à sa question écrite n° 7608 du 29 février 1964, M. le ministre de la santé publique et de la population annonçait comme imminente la communication au ministère du travail de son avis sur les projets de RAP élaborés par ce ministère en la matière. Il lui demande à quelle date son Gouvernement va publier le décret d'application, dans les diverses administrations, de la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957 sur le reclassement des travailleurs handicapés.

13337. — 6 mars 1965. — M. Robert Ballanger, se référant à la réponse faite au Journal officiel, débats A. N. du 16 janvier 1965 par M. le ministre de l'intérieur aux questions écrites n° 11687 et 11888 du 18 novembre 1964 de MM. Martel et Ramette, expose à M. le Premier ministre que les sapeurs-pompiers professionnels attendent depuis des années la publication des nouvelles échelles indiciaires, pourtant approuvées le 4 mai 1964 par la commission paritaire du conseil supérieur de la protection civile. M. le ministre de l'intérieur, dans la réponse précitée affirmant que de nouvelles consultations interministérielles sont nécessaires, il lui demande

s'il entend arbitrer cette différence de positions, et à quelle date son Gouvernement donnera satisfaction aux revendications légitimes d'un corps dont le mérite et le dévouement sont particulièrement incontestables.

13338. — 6 mars 1965. — M. Bérard expose à M. le Premier ministre qu'en vertu de l'ordonnance n° 62-611 du 30 mai 1962 les instituteurs et institutrices rapatriés d'Algérie peuvent bénéficier d'une bonification de cinq ans pour leur retraite, à la condition de la prendre dans les trois ans suivant la date de l'indépendance de ce pays. Les représentants des instituteurs et institutrices intéressés ont demandé à la direction de la coopération technique et culturelle de l'Algérie de bien vouloir prévoir une prolongation de ce délai de trois ans, expirant le 1^{er} juillet 1965, jusqu'au 1^{er} octobre 1966. Les formalités de demande de mise à la retraite demandant environ trois mois, il conviendrait que les intéressés puissent être fixés sur les intentions définitives du Gouvernement avant le mois d'avril 1965. C'est pourquoi, il lui demande : 1° si le Gouvernement a l'intention de faire droit à cette requête ; 2° s'il n'estime pas judicieux de faire connaître sa position avant le mois d'avril 1965.

AFFAIRES ETRANGERES

13339. — 6 mars 1965. — M. Davoust demande à M. le ministre des affaires étrangères si, comme suite au récent voyage en Inde de M. le Premier ministre, le Gouvernement n'envisage pas d'associer la République indienne à toutes les grandes décisions prises sur le plan mondial et si, notamment, la France ne proposera pas que ce pays puisse participer à toute conférence des Grands. Il lui demande également si le Gouvernement français n'a pas l'intention de l'associer à tout règlement des problèmes du Sud-Est asiatique

13340. — 6 mars 1965. — M. Noël Barrot, se référant à la réponse donnée par M. le ministre des affaires étrangères à sa question écrite n° 6226 (Journal officiel, débats A. N., du 22 février 1964, p. 337), appelle de nouveau son attention sur le problème des transferts de fonds de Tunisie en France. Il lui demande d'indiquer : 1° dans quelle mesure « l'arrangement particulier » auquel il était fait allusion dans la réponse à la question écrite susvisée a permis de débloquer un certain nombre de capitaux appartenant à des Français rapatriés ; 2° s'il n'y a aucun espoir pour les personnes qui ont des capitaux bloqués dans ce pays d'obtenir, grâce à une intervention énergique du Gouvernement français et leur faveur, une solution satisfaisante de ce problème et, dans ce cas, quelles mesures d'indemnisation le Gouvernement français envisage de prendre à l'égard des victimes de ces spoliations.

AGRICULTURE

13341. — 6 mars 1965. — M. Commenay expose à M. le ministre de l'agriculture que M. le ministre des armées envisage d'exproprier une zone d'une superficie de 127 hectares dans les communes de Miramont-Sensacq, Saint-Agnès et Sarron (Landes) en vue de son utilisation par les formations de la 11^e D. I. comme zone de parachutage. A cet égard, l'enquête en vue de la déclaration d'utilité publique est actuellement en cours. L'annonce de cette procédure a suscité de très vives réactions de la part tant des agriculteurs que des conseils municipaux des communes intéressées. En effet, les terrains en cause sont actuellement en voie de défrichement et auraient pu, dans un proche avenir, être utilisés pour la culture. L'appropriation de ces terres par l'armée, si elle devait être poursuivie, irait absolument à l'encontre de la politique de restructuration et de remembrement des exploitations, telle qu'elle a été définie par les diverses lois d'orientation agricole. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour défendre le patrimoine des trois communes intéressées, étant entendu que l'autorité militaire pourrait aisément trouver dans la zone forestière du département des Landes des espaces aussi vastes restant inutilisés, tant pour la culture que pour le boisement.

13342. — 6 mars 1965. — M. Emile-Pierre Halbout rappelle à M. le ministre de l'agriculture que, depuis plusieurs années, les agents contractuels de l'administration des eaux et forêts attendent une revalorisation de leur situation indiciaire permettant de rétablir la parité des traitements qui existait, jusqu'en 1952, entre le cadre contractuel et certains cadres de titulaires (ingénieurs des travaux, chefs de district, agents techniques) et, jusqu'au 1^{er} janvier 1962, entre les personnels administratifs contractuels et les sous-ingénieurs et ingénieurs contractuels. Etant donné l'ancienneté de la plupart de ces agents, les compétences administratives et techniques qu'ils ont acquises depuis leur recrutement, leur spécialisation dans le boisement, le contrôle de la production et l'étude des marchés du bois, et l'analogie des tâches qui leur sont confiées par le fonds forestier national avec celles dévolues aux cadres de titu-

laire, il apparaît également équitable de leur attribuer les avantages accordés aux personnels titulaires en matière de primes (rendement, heures supplémentaires, habillage, etc.) et d'envisager leur titularisation soit dans des cadres techniques et administratifs existants, soit dans un corps à créer. Il lui demande si, à l'occasion des mesures qui doivent intervenir dans le cadre de la réforme des services extérieurs de son ministère, il n'envisage pas de donner satisfaction aux légitimes revendications des agents contractuels des eaux et forêts.

13343. — 6 mars 1965. — **M. Paquet** demande à **M. le ministre de l'agriculture** : 1° combien de villages abandonnés ont été mis en vente au cours de ces dernières années ; 2° quelles sont les régions les plus touchées par ces ventes ; 3° quelle est la profession des acquéreurs et quels sont les prix de vente moyens qui leur ont été consentis.

13344. — 6 mars 1965. — **M. Paquet** expose à **M. le ministre de l'agriculture** qu'en application de l'article 6 de la loi n° 60-808 du 5 août 1960 d'orientation agricole, le Gouvernement devait présenter au Parlement, avant le 1^{er} juillet 1964, un rapport sur l'exécution du plan de production agricole et de commercialisation des produits agricoles, établi compte tenu des dispositions de l'article 2 de ladite loi. Dans ce rapport, le Gouvernement devait notamment indiquer l'évolution, durant la campagne agricole 1963-1964, des termes de l'échange, c'est-à-dire la relation entre les prix reçus par les agriculteurs pour les produits de leurs activités et les prix payés par eux, tant pour les moyens de production et les services que pour les achats destinés à leur vie courante, la période de référence étant celle de la campagne 1947-1948 ; indiquer la mesure dans laquelle les prix à la production de la campagne 1962-1963 ont, compte tenu de l'importance des récoltes, couverts les frais de production de la campagne 1963-1964 et permis l'autofinancement prévu par le plan de modernisation et d'équipement. Il lui demande si le Gouvernement, qui n'a pas présenté ce rapport avant le 1^{er} juillet 1964, a l'intention d'en saisir prochainement le Parlement.

13345. — 6 mars 1965. — **M. Boinvilliers** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation des agents contractuels de l'administration des eaux et forêts qui protestent contre le fait que leurs revendications concernant la dévalorisation de leurs traitements par rapport, d'une part, au secteur privé et, d'autre part, à leurs homologues titulaires, ainsi que pour l'attribution des primes diverses et leur titularisation, n'ont jamais fait l'objet, de la part de ses services, de l'examen attentif que ces personnels étaient légitimement en droit d'espérer. Il lui rappelle, outre le rôle important dévolu aux agents intéressés, qui sont chargés de la mise en œuvre du fonds forestier national, que ceux-ci peuvent, pour la plupart, faire valoir une ancienneté supérieure à quinze ans ainsi que des compétences administratives et techniques acquises depuis leur recrutement et une grande spécialisation dans le reboisement, le contrôle de la production et l'étude du marché du bois. Compte tenu de ces arguments et du fait que les tâches confiées aux contractuels par le fonds forestier national sont les mêmes que celles dévolues à certains cadres titulaires et que d'ailleurs, jusqu'en 1952, une parité de traitement existait entre le cadre contractuel et certains cadres titulaires (ingénieurs des travaux, chefs de district, agents techniques), il lui demande si, dans le cadre de la réforme des services de son ministère, il compte prendre des mesures : 1° en vue de la revalorisation de la situation indiciaire des agents contractuels de l'administration des eaux et forêts ; 2° pour une définition exacte de leurs attributions ; 3° pour étendre à tous les contractuels les avantages accordés aux personnels titulaires en matière de primes ; 4° pour la titularisation de ceux-ci soit par incorporation directe dans les cadres techniques et administratifs existants, soit dans des corps à créer.

13346. — 6 mars 1965. — **M. Jean Lainé** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que les coopératives laitières, ne pouvant traiter et commercialiser que la seule production de leurs adhérents, se trouvent, lorsque le Gouvernement décide l'importation de beurres étrangers, empêchées de procéder directement à des achats de cette denrée et sont dans l'obligation, pour honorer leurs contrats commerciaux, de s'adresser aux sociétés laitières industrielles. Il lui demande s'il n'estime pas que, dans de telles conditions, il serait préférable de donner aux laiteries coopératives la possibilité de s'approvisionner en beurres étrangers, dans la limite d'un contingent qui leur serait attribué sur le volume total des importations prévues.

13347. — 6 mars 1965. — **M. Tourné** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que, du fait de la fermeture des mines de fer du bassin minier du Canigou, plusieurs mineurs ont perdu leur emploi. De-ci, de-là, en tant que chômeurs, ils ont pu avoir du travail au compte des eaux et forêts pour le reboisement. En effet, il semble que dans

les Pyrénées-Orientales, du fait du dépeuplement des villages et hameaux de montagne, du fait aussi du retrait progressif du cheptel, notamment du cheptel ovin qui tend à disparaître à certains endroits, les possibilités de reboisement soient énormes. Toutefois, jusqu'ici, elles ont été limitées par suite du peu de crédits débloqués à cet effet. Le reboisement des Pyrénées-Orientales devrait donc pouvoir s'effectuer à une grande échelle avec un triple objectif : 1° donner du travail à la main-d'œuvre qui en est dépourvue ; 2° reconstituer une partie de la forêt détruite par les hommes ou par les éléments ; 3° garantir contre l'érosion les sols, dont la détérioration, à la suite des pluies diluviennes et des orages de montagne, prend des proportions véritablement catastrophiques. Il lui demande : a) quelle est sa politique en ce qui concerne le reboisement des contrées de montagne des Pyrénées-Orientales dénuées ou abandonnées ; b) quels sont les crédits alloués à cet effet pour l'année 1965 et quelles sont les perspectives, année par année, de 1966 à 1970.

13348. — 6 mars 1965. — **M. Marcel Guyot** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de lui préciser quels ont été, pour chaque département, depuis la création de l'association pour les mutations professionnelles en agriculture (A. M. P. R. A.), le nombre de demandes présentées et celui des dossiers acceptés pour : a) les agriculteurs ; b) les fils et filles d'agriculteurs ; c) les salariés agricoles.

13349. — 6 mars 1965. — **M. Fourvel** demande à **M. le ministre de l'agriculture** combien d'exploitants agricoles ont demandé à bénéficier de l'indemnité viagère de départ du F. A. S. A. S. A., depuis l'institution de celle-ci jusqu'à la date la plus récente, et combien de demandes ont été agréées.

13350. — 6 mars 1965. — **M. Fourvel** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que, dans un certain nombre de départements, les semis et plantations d'essences forestières peuvent être interdits ou réglementés dans les conditions prévues par le décret du 13 juin 1961. Il lui demande d'indiquer : 1° la liste complète de ces départements ; 2° pour chacun d'eux, les noms des communes concernées, avec les dispositions essentielles prises par les arrêtés préfectoraux.

13351. — 6 mars 1965. — **M. Ruffe** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de lui faire connaître quels ont été, depuis la création des S. A. F. E. R., jusqu'à la date la plus récente et pour chacune d'entre elles : 1° le montant des subventions perçues ; 2° les surfaces acquises ; 3° le montant des acquisitions ; 4° les surfaces rétrocédées ; 5° le montant des rétrocessions ; 6° le nombre d'exploitations créées ; 7° la surface totale des exploitations créées ; 8° le nombre d'exploitations créées attribuées aux rapatriés : a) d'Algérie ; b) de Tunisie ; c) du Maroc.

13352. — 6 mars 1965. — **M. Terrenoire** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la réorganisation des services extérieurs de son département ministériel. Il lui expose, à cet égard, que selon les informations recueillies, seuls les agents contractuels, pouvant justifier de diplômes et remplissant certaines conditions, verront leur situation régularisée. Or, il n'est pas douteux que l'application d'une telle mesure pourrait léser assez gravement les intérêts de contractuels qui ne rempliront pas lesdites conditions, mais dont les états de services dans l'administration sont néanmoins assez importants. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre, en accord avec **M. le ministre d'Etat** chargé de la réforme administrative, afin que l'ensemble des agents contractuels des services extérieurs de son département aient la certitude de voir régulariser leur situation.

13353. — 6 mars 1965. — **M. Terrenoire** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation des personnels contractuels de l'administration des eaux et forêts dont les revendications, renouvelées à maintes reprises et concernant la revalorisation de leurs traitements, l'attribution de primes auxquelles ils pensent pouvoir prétendre, ainsi que leur titularisation, n'ont jamais été prises en considération. Il lui expose, en effet, que ces personnels, non fonctionnaires et aux statuts incomplets (décret n° 49-748 du 7 juin 1949 modifié par le décret n° 64-139 du 13 février 1964), qui sont chargés de la mise en œuvre du fonds forestier national et du contrôle de la production du bois, sont à la base des importants travaux de remise en valeur entrepris dans les forêts privées depuis 1946. Il lui expose, en outre, que ces agents ont en général une ancienneté de service supérieure à quinze ans et des qualités professionnelles et humaines constamment reconnues. Compte tenu, en conséquence, de l'ancienneté de la plupart de ces personnels tant techniques qu'administratifs, de leur compétence et de leur spécialisation en ce qui concerne le reboisement et le marché du bois, compte tenu également du fait que, jusqu'en 1952, une parité de traitements existait entre le cadre contractuel et cer-

tains cadres titulaires (ingénieurs des travaux, chefs de districts, agents techniques), ainsi que de l'analogie des tâches confiées aux contractuels par le fonds forestier national avec celles dévolues pour le domaine soumis aux cadres titulaires, il lui demande quelles mesures il compte prendre, dans le cadre de la réforme des services de son ministère: 1° pour la revalorisation de la situation indiciaire des agents contractuels de l'administration des eaux et forêts; 2° pour une définition exacte de leurs attributions; 3° pour étendre à tous les contractuels les avantages accordés aux personnels titulaires en matière de primes; 4° pour la titularisation de ceux-ci, soit par incorporation directe dans les cadres techniques et administratifs existants, soit dans des corps à créer.

13354. — 6 mars 1965. — M. Deniau rappelle à M. le ministre de l'agriculture que le fonds d'action sociale pour l'amélioration des structures agricoles, aux termes de l'article 27 de la loi complémentaire d'orientation agricole n° 62-933 du 8 août 1962 « accordée des aides spécifiques destinées à améliorer le niveau de vie des familles et la formation intellectuelle des fils des agriculteurs qui doivent se maintenir sur leurs exploitations agricoles. Il contribue à maintenir dans leurs exploitations situées dans certaines zones désertées des agriculteurs dont la présence est indispensable, par l'octroi d'aides adaptées aux conditions exceptionnelles de ces exploitations ». Il lui expose que les décrets d'application définissant les conditions d'octroi et les modalités des aides ainsi prévues n'ont toujours pas été publiés. Il lui demande dans quels délais paraîtront ces textes attendus par l'agriculture française.

13355. — 6 mars 1965. — M. Deniau expose à M. le ministre de l'agriculture que les scories Thomas constituent en engrais phosphaté irremplaçable. Il appelle son attention sur les difficultés croissantes que les agriculteurs français rencontrent depuis quelques années à se procurer ces scories indispensables à la fertilisation de leurs terres. Il lui demande de faire connaître les mesures que ses services envisagent de prendre pour augmenter le tonnage de scories Thomas annuellement mis à la disposition de l'agriculture française.

13356. — 6 mars 1965. — M. Tomasini rappelle à M. le ministre de l'agriculture que l'article 7 de la loi n° 60-808 d'orientation agricole du 5 août 1960 prévoyait que, dans un délai de deux ans, un arrêté devait intervenir évaluant, par région naturelle et par nature de culture ou type d'exploitation, la superficie que devrait normalement avoir une exploitation mise en œuvre directement par deux unités de main-d'œuvre, ou plus en cas de sociétés de culture ou de groupements d'exploitants, dans des conditions permettant une utilisation rationnelle des capitaux et des techniques, une rémunération des travaux effectués ainsi que des capitaux engagés. Cet arrêté devait intervenir après consultation des organismes professionnels, lesquels, à l'origine, se sont montrés, semble-t-il, assez peu favorables aux dispositions prévues par cet article. Malgré ces difficultés, les commissions départementales et régionales de structures agricoles ont enfin été créées par un arrêté du 14 avril 1962. L'arrêté du 1^{er} août 1963 a créé un comité permanent chargé de centraliser les études entreprises par les commissions régionales. Il lui demande quel stade ont atteint les études entreprises et à quelle date pourra paraître le texte prévu par l'article 7 de la loi d'orientation agricole du 5 août 1960.

13357. — 6 mars 1965. — M. Barnlaudy expose à M. le ministre de l'agriculture que, pour l'édification du barrage de Serre-Ponçon sur la Durance, les terrains expropriés ont été payés par Electricité de France sur des bases adoptées par une commission interministérielle le 1^{er} mars 1956, et corrigées par les « accords Matignon » au cours de la séance tenue à Paris le 21 mars 1956. Sept ans plus tard, de nouveaux terrains devenus impropres aux cultures ont été acquis par Electricité de France, selon l'esprit des accords précités, mais les propriétaires intéressés ont demandé une révision des prix fixés en 1956, estimant ces derniers périmés. Il lui demande d'indiquer, à titre d'exemple, et d'après les statistiques officielles, quel est le pourcentage d'augmentation du prix des terrains agricoles entre le 1^{er} mars 1956 et le 1^{er} octobre 1963 (variation du prix moyen à l'hectare entre ces deux dates) et de préciser quelles raisons pourraient s'opposer à une révision des prix en cause.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

13358. — 6 mars 1965. — M. Tourné expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre qu'il existe un petit nombre de Français, patriotes alsaciens-lorrains, qui se voient privés du bénéfice de la qualité de réfractaire, parce qu'ils n'ont pas attendu les ordonnances allemandes instituant la conscription et le Reichsarbeitsdienst pour se soustraire aux troupes d'occupation. Ainsi, ils se verraient refuser le bénéfice de l'article L. 296 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre. Il lui demande ce qu'il pense de cette situation et ce qu'il compte décider pour y remédier.

ARMEES

13359. — 6 mars 1965. — M. Commenay expose à M. le ministre des armées que ses services viennent de manifester l'intention d'exproprier 112 hectares de terrains dans les communes de Miramont-Sensacq, Saint-Agnet et Sarron (Landes) en vue de la création d'une zone de saut pour la base-école des troupes aéroportées de Pau. Il lui rappelle que lesdits terrains sont constitués pour plus d'un quart par des terres cultivables, et pour le surplus par des landes en voie de défrichement. La mise en marche de la procédure d'expropriation a suscité, tant de la part des agriculteurs que des conseils municipaux des communes intéressées, des protestations unanimes. La mesure envisagée contredit en effet la politique de restructuration et de remembrement des exploitations agricoles définie par le Gouvernement. Il lui demande: 1° si la procédure sera menée jusqu'à son terme, et dans quelles conditions les propriétaires seront indemnisés; 2° pour quelles raisons l'expropriation frappe uniquement des terrains situés dans le département des Landes aux limites des Basses-Pyrénées et, par voie de conséquence, en vertu de quel critère aucune parcelle de territoire des Basses-Pyrénées ne se trouve visée; 3° s'il est exact que, dans un passé récent, des tentatives ont été faites par l'armée pour s'approprier des terrains situés dans les Basses-Pyrénées, mais que celles-ci se sont heurtées à l'opposition résolue des autorités locales de ce département; 4° comment, en l'état actuel, l'administration peut prétendre que l'utilisation de ces terrains se fait par accord amiable alors que, selon les propriétaires intéressés, il n'y a jamais eu de convention soit orale soit écrite pour légitimer cette utilisation; 5° s'il ne lui paraîtrait pas plus expédient de rechercher dans la zone forestière du département des Landes des zones absolument inculcées pouvant plus utilement servir de zones de saut.

13360. — 6 mars 1965. — M. Commenay, se référant à la question écrite n° 12167 de M. Sellenave et à la réponse parue au *Journal officiel*, débats A. N., du 30 janvier 1965, expose à M. le ministre des armées que les inconvénients signalés dans le Béarn et dans les vols supersoniques d'avions militaires existent également dans le département des Landes. Les dommages causés aux immeubles, tant anciens que récents, s'aggravent de jour en jour. Le syndicat des producteurs de palmipèdes et de foie gras des Landes, qui groupe plus de mille adhérents contrôlant une production vitale pour la région (oies et foie gras), vient de protester contre les pertes causées aux couvées par le franchissement du mur du son. Puisque, selon les propres termes de sa réponse, les conditions techniques de l'exécution des vols ne permettent pas de les effectuer exclusivement au-dessus de l'océan, il lui demande de faire connaître comment seront indemnisés les dommages immobiliers et agricoles susrelatés.

13361. — 6 mars 1965. — Mme Ploux demande à M. le ministre des armées de quelle façon il faut interpréter le décret n° 64-138 du 13 février 1964 permettant le décompte du montant de la retraite des ouvriers d'Etat sur les quatre années les mieux classées des quinze dernières années de service. Si lorsqu'il s'agit d'un déclassement de catégorie pour raison de service, mutation ou raison de santé, il n'y a pas, semble-t-il, de difficultés, il existe, par contre, d'autres situations. Ainsi, dans un établissement de l'armée, arsenal ou poudrerie par exemple, la durée hebdomadaire du travail n'est pas restée constante pendant les quinze dernières années. Un ouvrier de catégorie 4, par exemple, prenant sa retraite maintenant pourrait-il la baser sur quatre années à 48 heures ou même, dans certains cas, 54 heures si ces durées correspondaient quatre années consécutives, même si maintenant il ne fait que 42 heures consécutives. Cette interprétation permettrait aux ouvriers d'Etat et à leurs veuves d'améliorer dans certains cas des retraites bien modestes.

13362. — 6 mars 1965. — M. André Beaugultte expose à M. le ministre des armées que les explications qu'il lui a données dans sa lettre du 13 février 1965, référence 21.633, et le tableau qui y était joint, laissent entières ses appréhensions relativement aux motifs pour lesquels des compressions d'effectifs sont effectuées dans la gendarmerie mobile. Sans méconnaître les impératifs budgétaires qui interviennent vraisemblablement en la circonstance, il lui rappelle que la gendarmerie mobile a fait ses preuves sans discontinuer, en particulier en ce qui concerne le maintien de l'ordre en Algérie, où elle a eu des tués en service commandé — et qu'il peut paraître paradoxal de réduire la substance de ses pelotons, donc l'importance de ses missions, au moment où d'autres forces de sécurité sont accrues. Il lui demande s'il peut réexaminer ce problème et lui fournir tous les apaisements souhaitables à son sujet.

13363. — 6 mars 1965. — M. Ducoloné demande à M. le ministre des armées s'il ne pense pas qu'il serait juste et souhaitable de faire bénéficier les recrues ayant eu un parent direct mort pour la France (ascendant, frère, ou demi-frère) des mêmes droits et avantages que les recrues classées soutien de famille, et notamment d'une affectation proche de leur domicile.

CONSTRUCTION

13364. — 6 mars 1965. — **M. Kroepli** expose à **M. le ministre de la construction** que les sociétés immobilières dont les statuts prévoient le réinvestissement des bénéfices dans la construction de logements (art. 2, 4^e alinéa, du décret du 9 août 1953) sont autorisées à collecter l'investissement obligatoire du 1 p. 100. Il lui demande: 1° si ces sociétés immobilières peuvent, à l'aide des fonds ainsi collectés, édifier des appartements de cadres dépassant les normes H. L. M.; 2° dans la négative, de préciser le ou les textes législatifs et réglementaires régissant cette question.

13365. — 6 mars 1965. — **M. Carter**, se référant à la réponse faite le 6 février 1965 à sa question n° 12.273 du 31 décembre 1964, précise à **M. le ministre de la construction** que cette dernière visait le cas où un fournisseur n'intervient, à la suite d'une commande à titre personnel d'un souscripteur d'appartement, que le laps de temps nécessaire à la livraison et éventuellement à la pose des fournitures, la garde du chantier demeurant toujours à l'entrepreneur de construction choisi par la société. La réponse susvisée du 6 février 1965 paraissant avoir envisagé une tout autre hypothèse, il lui demande, au vu des précisions ci-dessus, comment peut se régler le conflit entre fournisseur et client évoqué par la question du 31 décembre 1964.

13366. — 6 mars 1965. — **M. Becker** expose à **M. le ministre de la construction** que la circulaire du 11 avril 1964 a donné toutes précisions concernant le montant des rémunérations des promoteurs de constructions immobilières dans le cas des immeubles bénéficiant des primes à la construction et des prêts du Crédit foncier de France avec la garantie de l'Etat et que dans sa réponse à la question écrite n° 11416 de **M. Raffier** (parue au *Journal officiel*, débats A. N. du 28 novembre 1964) il a précisé que cette rémunération est exclusive de toute autre. Il lui demande: 1° quelle est l'incidence, sur la rémunération nette des promoteurs, de la taxe sur la valeur ajoutée se substituant aux droits de mutation, étendue aux opérations immobilières envisagées par l'article 27 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 et dont le débiteur est le vendeur conformément à l'article 73 de l'instruction générale du 14 août 1963; 2° si la taxe sur la valeur ajoutée, constituant ainsi une nouvelle charge très importante dans la majorité des cas, doit être ajoutée au montant de la marge de commercialisation de 6 p. 100; 3° si, en cas de réponse négative au 2° ci-dessus, il n'envisage pas de reconsidérer plus libéralement la situation des promoteurs qui, en raison de la nouvelle réglementation, verraient leur marge bénéficiaire réelle diminuée sensiblement par rapport à celle à laquelle ils pouvaient prétendre légalement au titre de l'ancienne réglementation.

EDUCATION NATIONALE

13367. — 6 mars 1965. — **M. Le Gall** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation de certains assistants de biologie des hôpitaux de Paris nommés au concours de décembre 1962 qui, en raison de leurs titres, de leur ancienneté, de leurs responsabilités, de leurs travaux, ont demandé leur intégration dans le cadre du personnel titulaire du centre hospitalier et universitaire de Paris au niveau de maître de conférence agrégé biologiste des hôpitaux. Il lui expose en effet que, malgré l'avis favorable de la commission nationale d'intégration, la réglementation actuelle ne permet cette intégration que dans le corps du personnel temporaire en qualité d'assistant de faculté, assistant de biologie des hôpitaux. Or, les intéressés, anciens internes des hôpitaux et maîtres de recherche, ne peuvent, en raison de leurs titres, accepter d'être ainsi rétrogradés à un niveau d'assistant de faculté, car dans la hiérarchie des organismes de recherche, tant au point de vue des responsabilités que de l'indice, maître de recherche correspond à maître de conférence agrégé. Il y a lieu de noter à cet égard que l'équivalence des titres de recherche n'a, malheureusement pour l'évolution et les progrès de la médecine française, jamais été prise en considération dans les textes réglementant le personnel des centres hospitalo-universitaires. En outre, le cadre de biologie et assistant de biologie des hôpitaux de Paris n'a jamais été créé à l'assistance publique de Paris dans l'ancien régime, le projet de statut préparé par cette administration n'ayant jamais été approuvé par les autorités de tutelle. Mais il lui fait remarquer que l'article 65 du décret n° 60-1030 du 24 septembre 1960 avait prévu un concours pour le recrutement de biologistes des hôpitaux; cet article dudit décret a été complété et modifié par l'article 8 du décret n° 62-398 du 7 avril 1962 qui prévoit de nouveau expressément que « pendant une période transitoire prenant fin le 31 décembre 1962, seront ouverts deux concours d'agrégation ainsi que des concours pour le recrutement d'assistants d'anesthésie-réanimation, de médecins, chirurgiens, spécialistes et biologistes des hôpitaux ». Or, l'administration n'a ouvert que les seuls concours d'assistants de biologie, en décembre 1962; par contre, le concours pour le recrutement de biologistes des hôpitaux, bien que formellement prévu ainsi qu'exposé plus haut, n'a jamais été ouvert,

alors que tous les autres concours prévus l'ont été normalement au titre de l'article 65 précité. Compte tenu du préjudice ainsi causé aux assistants de biologie des hôpitaux de Paris nommés au concours de décembre 1962, il lui demande s'il ne pourrait envisager, en accord avec **M. le ministre de la santé publique** et de la population, de modifier les textes en cause. Il lui suggère à cet effet de compléter l'énumération des bénéficiaires de l'article 68 du décret du 24 septembre 1960, modifié par l'article 11 du décret du 7 avril 1962, ce dernier article étant ainsi libellé: «... d'une part, les assistants d'anesthésie-réanimation, les médecins adjoints d'anesthésiologie des hôpitaux de Paris, les assistants de biologie des hôpitaux de Paris, les médecins...». Cette modification permettrait alors d'appliquer aux assistants de biologie des hôpitaux de Paris nommés au concours de décembre 1962 l'article 13 du décret du 7 avril 1962 modifiant l'article 70 du décret du 24 septembre 1960 et rendrait possible l'intégration de certains d'entre eux au niveau de maître de conférence agrégé biologiste des hôpitaux, après avis de la commission nationale d'intégration, compte tenu de leurs titres et travaux. Il lui fait remarquer qu'une telle mesure représenterait une simple application, aux assistants de biologie des hôpitaux de Paris, de la mesure prévue pour les assistants d'anesthésie-réanimation et pour les médecins adjoints d'anesthésiologie des hôpitaux de Paris par les textes précités, et ne constituerait en conséquence qu'une réparation du préjudice actuellement subi par les intéressés du fait de l'absence d'ouverture d'un concours.

13368. — 6 mars 1965. — **M. Tomasini** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'un certain nombre de directeurs de colonies de vacances des académies de Caen et de Rouen, réunis récemment en stage d'information à Houlgate, ont constaté que des difficultés d'organisation, de plus en plus grandes, se présentent dans les colonies dont ils ont la charge. Ces difficultés proviendraient, en particulier, du déséquilibre notoire qui existerait entre le nombre des enfants hébergés et les installations qui sont insuffisantes pour recevoir les jeunes ayant besoin de profiter au maximum de séjours de vacances. Les organismes qui ont la charge de ces colonies affirment qu'ils ne peuvent plus, de ce fait, répondre aux demandes, de plus en plus nombreuses, qui leur sont présentées. Il lui demande s'il envisage, comme cela paraît souhaitable, de prévoir les crédits nécessaires à la création de nouveaux centres de vacances. Il lui suggère également que des subventions soient accordées aux organismes intéressés pour leur permettre de recevoir tous les enfants et, plus particulièrement, ceux appartenant aux milieux les plus modestes.

13369. — 6 mars 1965. — **M. Vanier** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le douloureux problème des enfants infirmes mixtes (aveugles et infirmes moteurs). Il lui expose, à cet égard, qu'il n'existe en France que très peu d'établissements qualifiés destinés à prendre en charge l'éducation et l'instruction, en même temps que les soins spécialisés demandés par ces enfants. Il n'existe, à sa connaissance, en effet, qu'une maison dans la région parisienne (37 places) et une maison libre religieuse (5 places). Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre, avec **M. le ministre de la santé publique** et de la population, pour: 1° promouvoir l'édification d'établissements spécialisés; 2° prendre totalement en charge l'enseignement dispensé aux enfants infirmes mixtes; 3° accorder la gratuité de transport, aller et retour, pour les enfants, ainsi que pour les parents accompagnant ceux-ci, dans les centres spécialisés.

13370. — 6 mars 1965. — **M. de Tinguy** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** que, d'après les indications données dans une circulaire parue au *B. O. E. N.* du 16 juillet 1964, concernant les nouvelles structures des lycées techniques du second cycle, les élèves qui étaient en classe de 2^e I en 1963/1964, et qui sont entrés en octobre 1964 en première I, se présenteront en juin 1965 à la dernière session du brevet d'enseignement industriel (B. E. I.). Dans ces conditions, un grave problème d'orientation se posera au début de l'année scolaire 1965/1966 pour les élèves de première I qui auront échoué au B. E. I. en juin 1965. Ceux-ci, en effet, en raison de la nature spéciale du programme d'enseignement qu'ils ont suivi, ne pourront facilement être admis dans les classes auxquelles s'appliquent les nouveaux programmes prévus pour la préparation du brevet de technicien. Il serait profondément regrettable que la mise en place des nouvelles structures des lycées techniques ait pour résultat de priver ces élèves de la possibilité d'obtenir un diplôme leur permettant de justifier des connaissances qu'ils ont acquises. Les parents dont les enfants sont actuellement en première I s'inquiètent, à juste titre, de savoir quelles mesures seront prises pour éviter que les candidats ayant échoué en juin 1965 voient leur avenir définitivement compromis, alors que, pour certains de ces élèves, la cause de leur échec pourra être leur état de santé, ou toute autre circonstance fortuite n'ayant aucun rapport avec leur niveau intellectuel. Il lui demande s'il n'envisage pas, afin d'apaiser les légitimes inquiétudes qui se sont manifestées à ce sujet, de donner prochainement des informations officielles sur la solution qu'il compte apporter à ce problème.

13371. — 6 mars 1965. — M. Privat expose à M. le ministre de l'éducation nationale que si les classes dites d'accueil, qui sont par définition des classes à faible effectif, sont traitées comme des classes normales, il s'ensuit que les professeurs qui y enseignent sont pénalisés sous le rapport des heures supplémentaires. Il suffit en effet qu'un professeur, donnant six heures d'enseignement dans une classe de 4^e d'accueil, se trouve chargé de deux ou quatre heures normales de cours dans une seule autre classe de 18 élèves, pour qu'il subisse un abattement d'une heure. Il lui demande s'il n'estime pas justifié de prendre les mesures nécessaires pour que, par assimilation au régime dont bénéficient les classes nouvelles, celui des classes d'accueil soit défini au regard de l'abattement des heures des professeurs qui y enseignent.

13372. — 6 mars 1965. — M. Arthur Ramette demande à M. le ministre de l'éducation nationale : 1° à combien ses services estiment le nombre des enfants d'âge scolaire atteints de déficience visuelle (acuité visuelle comprise entre 1/50 et 4/10) : a) dans toute la France ; b) dans le département du Nord ; 2° combien il existe de classes spécialisées pour ces enfants, dans l'enseignement primaire public ; a) dans toute la France ; b) dans le département du Nord ; 3° quelles sont les méthodes de dépistage dont disposent ses services, et quelle est leur efficacité ; 4° quelles mesures il envisage de prendre pour assurer à cette catégorie d'enfants un enseignement approprié (formation de maîtres spécialisés, scolarisation, etc.), et pour permettre aux familles d'être mieux à même de résoudre les nombreuses difficultés qui résultent de ce handicap.

13373. — 6 mars 1965. — M. Paul Coste-Floret, se référant à la réponse donnée à sa question écrite n° 12443 (J. O. débats A. N. du 13 février 1965, p. 256) et aux instructions contenues dans la circulaire n° 65-53 du 4 février 1965 autorisant désormais le passage du second degré traditionnel au technique, et réciproquement, demande à M. le ministre de l'éducation nationale si, en attendant la promulgation d'un nouveau statut des personnels de direction et d'éducation, qui doit doter les lycées techniques d'Etat d'un corps de censeurs, et faute de l'existence de ce cadre dans ces établissements, il ne peut être envisagé : 1° de permettre aux surveillants généraux appartenant au cadre des lycées techniques de postuler, comme leurs homologues du « second degré », leur inscription sur la liste d'aptitude aux fonctions de censeur des lycées classiques et modernes, sous réserve qu'ils remplissent les conditions figurant au paragraphe 1 b et c de la réponse ministérielle susvisée ; 2° à défaut de la solution visée au 1° ci-dessus, et à titre de mesure transitoire, d'intégrer les surveillants généraux, 2^e ordre, des lycées techniques, qui rempliraient lesdites conditions, dans le cadre des surveillants généraux, 1^{er} ordre, de ces mêmes établissements ; 3° ou, tout au moins, d'intégrer d'office dans le corps des surveillants généraux, 1^{er} ordre, des lycées techniques les surveillants généraux, 2^e ordre, de ces mêmes établissements remplissant les conditions indiquées ci-dessus et qui, en plus de la licence, sont titulaires d'un diplôme de doctorat de 3^e cycle qui permet l'inscription sur la liste d'aptitude aux fonctions de maître assistant des facultés.

13374. — 6 mars 1965. — M. Tomasin expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'un certain nombre d'institutrices mères de famille sont souvent amenées, pour remplir leurs devoirs familiaux, à solliciter des mises en disponibilité pouvant durer plusieurs années, parfois même à renoncer à leur carrière et à abandonner définitivement l'enseignement ; que ces demandes de congés ou démissions, préjudiciables tant aux intéressées qu'à l'administration dont elles dépendent, proviennent de l'impossibilité pour une mère de famille de faire face en même temps aux tâches imposées par la bonne marche de son foyer et l'éducation de ses enfants et aux obligations professionnelles particulièrement lourdes de l'enseignement ; qu'en revanche une vie familiale normale paraît compatible avec la poursuite d'une activité professionnelle réduite. Il lui demande si, dans l'intérêt même de l'administration de l'éducation nationale dont le personnel comprend un grand nombre d'éléments féminins, il ne serait pas possible de prévoir et d'organiser le travail à mi-temps, et naturellement à demi-salaire, des institutrices mères de famille, en créant par exemple des postes à mi-temps, à chacun desquels seraient affectées deux institutrices de cette catégorie, soit dans certaines classes, soit dans les services centraux des académies ou au ministère même.

FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES

13375. — 6 mars 1965. — M. Peretti expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 28 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 n'a pas précisé la durée pendant laquelle le constructeur doit être assujéti au prélèvement de 15 p. 100 sur la plus-value réalisée à l'occasion de la vente de l'immeuble qu'il a construit. Il a cependant été répondu à M. Alduy

(Journal officiel, débats A. N. du 15 mai 1964, page 1216, question n° 7276) qu'une vente réalisée quarante ans après l'achèvement de la construction ne pouvait être considérée comme entrant dans les prévisions de l'article 35 du code général des impôts et devait donc être dispensée du prélèvement. Il lui demande : 1° s'il en serait de même dans l'hypothèse d'une vente intervenant cinq ans après l'achèvement de la construction ; 2° au cas où une telle vente ne serait pas dispensée du prélèvement, si le versement d'une somme à l'occasion d'une promesse de vente portant sur un logement achevé depuis cinq ans est de nature à enlever au prélèvement de 15 p. 100 son caractère libératoire.

13376. — 6 mars 1965. — M. Pasquini rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques sa question écrite n° 9116 à laquelle il a répondu par la voie du Journal officiel, débats A. N. du 29 août 1964. Il lui paraît que la réponse faite ne correspond pas à la question posée. Celle-ci avait, en effet, pour but de suggérer des dispositions permettant aux ingénieurs-topographes en retraite d'obtenir leur assimilation à un emploi métropolitain, celui d'inspecteur central du cadastre, comme ont pu le faire leurs anciens collègues du Maroc et de Tunisie. En effet, le décret n° 58-185 du 22 février 1958 stipule, dans son article 4, que les anciens fonctionnaires des cadres tunisiens et marocains pouvaient opter « pour une pension garantie, compte tenu de la rémunération afférente à un emploi métropolitain d'assimilation ». L'article 6 précise que : « Lorsque l'option s'est exercée en faveur d'une pension calculée par référence à la rémunération d'un emploi métropolitain, celle-ci est liquidée sur la base des émoluments soumis à retenues pour pension afférente à un emploi, classe et échelon d'assimilation. Les emplois, classes et échelons d'assimilation seront déterminés par des arrêtés conjoints des ministres des affaires étrangères, du secrétaire d'Etat au budget, du ministre chargé de la fonction publique et du ministre dont relève le corps métropolitain correspondant ». Si, par analogie avec ces dispositions, des mesures du même ordre étaient prises en faveur des ingénieurs-topographes en retraite du service de la topographie et de la propriété foncière en Algérie, leurs indices de retraite seraient à égalité avec ceux de leurs collègues du service topographique d'Algérie en activité, qui ont été intégrés dans le cadre d'inspecteur central du cadastre par le décret n° 61-1360 du 12 décembre 1961. Il lui demande s'il envisage de prendre les mesures ainsi suggérées.

13377. — 6 mars 1965. — Mme Ploux demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si, à son avis, les dispositions de l'article 79 de l'ancien code des pensions et l'article L. 106 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ne sont pas un empêchement impératif à la retenue sur lesdites pensions de certaines dettes n'ayant pas un caractère privilégié. Il semblerait, en effet, que fréquemment les trésoriers-payeurs généraux effectuent des retenues sur pension à la suite d'oppositions émanant de certains comptables du Trésor et de régies financières, de comptables municipaux ou de services et établissements ayant un caractère plus ou moins public, pour obtenir le paiement de créances telles que : frais de séjour au soins dans les hôpitaux ; loyers H. L. M. municipaux ; redevances d'eau ; remboursement de prêts consentis par divers organismes. Si ces retenues paraissent illégales, comme elle le suppose, à M. le ministre des finances et des affaires économiques, Mme Ploux lui demande quelles instructions il compte donner pour mettre fin à ces pratiques.

13378. — 6 mars 1965. — Mme Ploux demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il compte proposer pour le prochain budget une amélioration, tant en nombre qu'en rémunération, des personnels de la direction générale des impôts. Depuis plusieurs années l'évolution démographique, l'expansion économique, une législation plus complexe, l'extension continue des opérations domaniales ainsi que la rénovation du cadastre ont alourdi singulièrement la tâche de cette administration. La surcharge de ces services faisait déjà souhaiter par le rapporteur des finances en 1963 que le budget de 1964 ne soit qu'une étape de transit. Elle lui demande donc s'il est possible d'espérer un « recouvrement » des effectifs, et des mesures concrètes concernant les indemnités, et en particulier « la prime de responsabilité des comptables ».

13379. — 6 mars 1965. — M. Ziller demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques, si compte tenu que, dans les services extérieurs de l'administration des douanes, le grade de brigadier-chef est virtuellement supprimé, les anciens brigadiers-chefs de 1^{re} classe en retraite qui ont été écartés, antérieurement et arbitrairement, du bénéfice de l'assimilation au grade d'adjudant, peuvent espérer, conformément à l'article 61 de la loi des pensions du 20 septembre 1948, voir, dans un avenir rapproché, leur pension de retraite basée sur l'indice correspondant au grade d'adjudant.

13380. — 6 mars 1965. — **M. Rémy Montagne** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, depuis longtemps déjà, les coiffeurs pour hommes se plaignent des difficultés que leur cause le tarif qui leur est imposé. Il lui demande s'il envisage de réserver une suite favorable à ces revendications et, dans la négative, quelles sont les raisons qui s'y opposent.

13381. — 6 mars 1965. — **M. Jean Moulin** rappelle à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'en application de l'article 1630, 4°, du code général des impôts, le prélèvement sur les loyers perçu au profit du fonds national d'amélioration de l'habitat est applicable pendant une période de vingt années aux locaux créés ou aménagés avec le concours du F. N. A. H., ou situés dans des immeubles ayant bénéficié de ce concours, lorsque ces locaux sont occupés par leur propriétaire. L'article 11 de la loi de finances rectificative n° 64-1278 du 23 décembre 1964, dont les dispositions sont applicables à compter du 1^{er} janvier 1965, a ouvert aux propriétaires de tels locaux la possibilité de racheter les annuités de prélèvement restant à courir, les modalités de ce rachat devant être fixées par décret interministériel. Cette possibilité d'option peut être favorable à un certain nombre de propriétaires. Mais il en est également qui, ayant des ressources très modestes, et devant consacrer des sommes importantes à l'entretien de leur immeuble, sans pouvoir bénéficier du concours du F. N. A. H., auront beaucoup de difficultés pour acquitter les sommes correspondant au rachat du prélèvement si des conditions particulièrement libérales ne leur sont pas accordées. Il lui demande d'indiquer : 1° s'il a l'intention de faire paraître prochainement le décret prévu à l'article 11 de la loi du 23 décembre 1964 susvisée et s'il peut donner l'assurance qu'il sera tenu compte dans la fixation des modalités de rachat du prélèvement des possibilités financières réduites de nombreux propriétaires ; 2° si les propriétaires qui continuent à verser le prélèvement sur des loyers fictifs ne pourraient, en contrepartie, être admis éventuellement à bénéficier du concours du fonds, alors que le maintien en bon état de leur immeuble absorbe la presque totalité de leurs revenus ; 3° si la solution à laquelle il est fait allusion dans la réponse à la question écrite n° 11035 de **M. Bizet** (*Journal officiel*, débats A. N., du 17 décembre 1964, p. 6160) est celle qui a fait l'objet de l'article 11 de la loi du 23 décembre 1964 susvisée, ou s'il est envisagé de prendre de nouvelles mesures en faveur des propriétaires en cause.

13382. — 6 mars 1965. — **M. d'Allières** attire l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur les très graves inconvénients que présente l'article 13 de la loi de finances pour 1965, n° 64-1279 du 23 décembre 1964, relative à la publicité routière, pour beaucoup de petites entreprises publicitaires qui risquent d'être acculées à la faillite. Le décret n° 65-32 du 14 janvier 1965, qui fixe les modalités d'application de la loi, prévoit, dans son article 7, que pourront bénéficier de mesures transitoires les affiches ayant fait l'objet d'un contrat de bail établi avant le 9 novembre 1964. Il lui demande si les plans directeurs des villes établis par les agences de publicité, à la demande des municipalités, mais généralement au moyen de contrats non enregistrés et qui sont d'une incontestable utilité, peuvent bénéficier des mesures en question, ce qui paraîtrait souhaitable.

13383. — 6 mars 1965. — **M. Jean Laine** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** le cas d'une société anonyme, qui comprend des apporteurs d'espèces et un apporteur de terrain à bâtir, et qui se propose de construire un immeuble dont elle vendra les appartements à des acquéreurs. Il lui précise que cette société n'aura pas la transparence fiscale, qu'elle réalisera un bénéfice qu'elle distribuera, puis, après la réalisation de la vente du dernier appartement, qu'elle entrera en dissolution et qu'elle n'aura donc fait qu'une seule opération. Il lui demande si, dans ces conditions, elle peut prétendre obtenir la taxation de ses bénéfices commerciaux au taux de faveur de 15 p. 100, le permis de construire étant obtenu avant le 1^{er} janvier 1966.

13384. — 6 mars 1965. — **M. Boscary-Monsservin** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'en matière de fiscalité immobilière et de taxe sur la valeur ajoutée, une instruction du 14 août 1963 a donné diverses directives administratives. Il lui demande de fournir des précisions sur les points suivants : 1° à quel moment doit-on considérer qu'un lotisseur réalise une livraison à lui-même ; 2° même question pour la construction d'un immeuble destiné à l'habitation par un professionnel ; 3° si un professionnel décide de respecter le fait générateur de la T. V. A. par l'acte constatant la mutation : A) quelles seront ses obligations comptables ; B) comment devra-t-il présenter ses déclarations ; c) sur des imprimés C. A. 3 normaux ; b) sur imprimés C. A. 3 fiscalité immobilière ; c) sur imprimés annexes IM 1 et 2.

13385. — 6 mars 1965. — **M. Kroepflé** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que « le droit de partage n'est exigible que si l'acte attribue à un ou plusieurs copropriétaires un droit exclusif sur certains biens, en échange du droit indivis qu'ils avaient sur tous les biens partagés (« Demante » n° 701) ». A cet égard, il lui demande si l'acte par lequel une société attribue, lors de sa liquidation, en indivision à tous ses associés, l'intégralité des valeurs composant son actif net, déduction faite du passif, constitue bien un partage soumis comme tel au droit de 0,80 p. 100 sur la valeur de l'actif net.

13386. — 6 mars 1965. — **M. Davoust** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que l'article 16 de la loi d'orientation agricole n° 60-808 du 5 août 1960 édicte des exonérations du droit de timbre, du droit de mutation et des taxes pour les opérations immobilières réalisées par les S. A. F. E. R. et que, d'autre part, en application de la loi complémentaire n° 62-933 du 8 août 1962 instituant un droit de préemption au profit des S. A. F. E. R., ce droit ne peut s'exercer contre le fermier qui conserve son droit de préemption propre et bénéficie, dans ce cas, des mêmes avantages fiscaux. Il souligne que ces avantages sont subordonnés à la condition que le preneur prenne l'engagement de continuer à exploiter personnellement le fonds pendant un délai de cinq ans. Il lui demande si un fermier ayant préempté, dans les conditions susvisées, les terres qu'il exploitait, pourrait se voir réclamer le paiement des droits de timbre et d'enregistrement éludés dans l'hypothèse où il échangerait avant l'expiration du délai de cinq ans, tout ou partie de ces terres en vue de leur remembrement ou si, au contraire cette opération d'échange pourrait être considérée comme ne modifiant pas la notion d'exploitation personnelle, compte tenu que ce fermier échangerait ces terres contre d'autres terres qu'il exploite déjà depuis de nombreuses années en qualité de fermier et que ce fermier continuerait d'exploiter tant les terres par lui cédées (en qualité de fermier) que les terres reçues en échange (en qualité de propriétaire exploitant), à charge par lui de prendre l'engagement d'exploiter toutes ces terres pendant cinq ans, pour lui et ses héritiers, conformément à l'article 1373 sections B du code général des impôts, compte tenu également de l'agrément accordé à cet échange par la commission départementale de réorganisation foncière.

13387. — 6 mars 1965. — **M. Paul Coste-Floret** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** s'il n'a pas l'intention de donner prochainement une solution à un problème qui intéresse particulièrement les sinistrés viticoles : celui des transferts achetés inutilement et non encore remboursés.

13388. — 6 mars 1965. — **M. Brettes** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que parfois les contribuables soumis à l'obligation de déposer une déclaration fiscale dans un délai imparti se trouvent empêchés, pour des raisons fortuites telles que retard de transmission des P. T. T. ou empêchement personnel insurmontable, de remplir leurs obligations dans le délai prescrit. Il devient alors possible de pénaliser pour déclaration tardive. Il lui demande s'il n'estime pas utile de donner à son administration des instructions pour que, dans des cas particuliers et sur justification, les contribuables fautifs puissent bénéficier systématiquement de la bienveillance de l'administration.

13389. — 6 mars 1965. — **M. Brettes** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'en matière de contributions directes, lorsque le dernier jour du délai pour le dépôt des déclarations tombe un jour férié, l'administration admet que le jour suivant, la date limite est encore valable. Par contre, en matière de déclarations de taxe sur le chiffre d'affaires, cette tolérance est refusée par certains contrôleurs. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable que le principe adopté en matière de contributions directes soit systématiquement admis pour toutes les déclarations fiscales.

13390. — 6 mars 1965. — **M. Boisson** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** : 1° quel a été le montant total des produits des jeux dans les casinos et cercles autorisés, constaté en 1961, 1962, 1963, 1964 ; 2° quel a été, pour chacune des années précitées, le montant du prélèvement revenant à l'Etat et le montant du prélèvement revenant aux communes. Il lui demande également d'indiquer : 1° le montant total des recettes enregistrées par le P. M. U. en 1961, 1962, 1963 et 1964 ; 2° le montant des sommes, pendant chaque année précitée : a) reversées aux turfistes ; b) prélevées par le Trésor ; c) ayant servi aux frais de fonctionnement ; 3° le nombre d'agences de P. M. U. ouvertes

au public en 1961, 1962, 1963 et 1964; 4° quelles sommes ont été consacrées à l'encouragement et à l'amélioration de la race chevaline, chacune de ces années; 5° quelle est la progression, de 1961 à 1964 : a) du nombre d'écuries de courses; b) du nombre de chevaux de courses; c) du cheptel chevalin en France; d) du nombre des réunions hippiques. L'engouement du public pour le P. M. U. allant sans cesse grandissant, à longueur d'année, des sommes de plus en plus importantes sont prélevées au profit exclusif de l'Etat, et au détriment du rendement de la taxe locale et de la taxe sur les spectacles. Il lui demande enfin s'il n'y aurait pas lieu de comparer le P. M. U. — s'agissant d'organisation de paris — à un établissement de jeux de hasard et si, en conséquence, les prélèvements actuellement opérés ne devraient pas être répartis, au même titre que ceux des casinos, non au profit exclusif de l'Etat, mais aussi au profit, soit des communes, soit des bureaux d'aide sociale où fonctionnent les agences du P. M. U.

13391. — 6 mars 1965. — M. Henry Rey demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il est possible d'étendre à la matière des taxes sur le chiffre d'affaires la solution ayant fait l'objet d'une réponse à une question écrite (n° 12064 parue au Journal officiel, Débats A. N. du 16 janvier 1965) en matière de bénéfices commerciaux, lorsque le commerçant dépasse le chiffre d'affaires limite au cours de la seconde année d'application du forfait, sans qu'il y ait eu de changement notable dans la nature ou les conditions de l'exploitation.

13392. — 6 mars 1965. — M. René Lecocq attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur une profession d'un genre particulier: la vente par correspondance à domicile, qui s'effectue en employant les moyens ordinaires de publicité: lettres annonces, prospectus, etc. Ceux qui la pratiquent ne fabriquent aucun produit: ils travaillent chez eux pour le compte d'un employeur qui fait les expéditions et les factures. Or, il se fait que les services des contributions directes et indirectes ne s'accordent pas sur le mode de taxation à appliquer aux personnes susvisées: les premières les considérant comme artisans inscrits aux registres de la chambre des métiers, les secondes les considérant comme commerçants et patentés, les taux de chiffre d'affaires appliqués étant alors respectivement de 8,50 et 2,75. Cette disposition est plutôt étrange alors qu'il s'agit de gens qui travaillent pour le compte d'un employeur dont ils reçoivent des pourcentages fixés d'avance. Etant donné l'ambiguïté de cette situation vis-à-vis du fisc, il lui demande si, dans un but de simplification et d'unification, ces employés ne pourraient pas être considérés comme des travailleurs salariés exerçant à domicile et imposés comme tels.

13393. — 6 mars 1965. — M. Charbonnel demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il n'envisagerait pas d'accorder aux marchands de marchés la gratuité de la « vignette automobile » pour les véhicules qu'ils utilisent dans le cadre de leur profession.

13394. — 6 mars 1965. — M. Bisson appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur les conséquences que comporte, pour les associations d'éducation populaire, le décret n° 64-1079 du 23 octobre 1964 qui a institué, à partir du 1^{er} novembre 1964, une taxe parafiscale destinée au soutien du théâtre privé. Cette taxe est due pour toutes les séances théâtrales à l'exception des théâtres nationaux et municipaux. La taxe est exigible des professionnels exploitants, fixes ou ambulants, et des sociétés légales organisant des manifestations occasionnelles, même si ces manifestations sont constituées par l'une des quatre séances annuelles bénéficiant de l'exonération de la taxe sur les spectacles. Le taux de la taxe représente un pourcentage de 10 à 20 p. 100 pour les prix de places de 1 à 2 F, qui sont en général ceux des spectacles pour enfants, et notamment des manifestations récréatives et culturelles organisées autour et au profit de l'école. Il lui demande s'il n'apparaît pas possible d'accorder l'exonération de ladite taxe aux associations d'éducation populaire.

13395. — 6 mars 1965. — M. Ansquer demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il ne pense pas souhaitable de modifier le 6^e alinéa de l'article 1^{er} de l'arrêté n° 25003 modifiant et complétant l'arrêté n° 24995 du 13 novembre 1964 relatif aux marges commerciales du poulet de chair. En effet, si l'arrêté avait comme objectif très louable d'éviter une hausse des prix du poulet de chair à la consommation, la taxation des marges des détaillants, définie au 6^e alinéa de l'arrêté, a eu pour effet d'inciter les détaillants à vendre des poulets à un prix inférieur à 4 F et pour conséquence fâcheuse de ne plus proposer aux consommateurs des poulets de qualité. Il semblerait important, par suite des difficultés actuelles rencontrées sur le marché du poulet de chair, de modifier la taxation pour promouvoir la vente des poulets de qualité.

13396. — 6 mars 1965. — M. Bérard expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques les faits suivants: Les personnels du cadre militaire du service des poudres, dépendant du ministère des armées, sont dans la quasi totalité des cas logés dans des immeubles construits par l'administration des poudres, compte tenu de ce que les poudreries sont généralement implantées dans des endroits isolés, et que les personnels se trouvent pour des raisons techniques dans l'obligation de loger à proximité. Lors du vote de la loi du 1^{er} septembre 1948, le montant des loyers demandé à ces personnels a été calculé sur la base des dites surfaces corrigées et prévues par le texte précité, et les faisait bénéficier d'abattements substantiels correspondant à la précarité d'occupation, au danger, à l'éloignement des grands centres, aux diverses obligations imposées aux cadres militaires. Le montant de ces loyers a donc fait l'objet des hausses semestrielles prévues par cette loi. A compter du 1^{er} janvier 1962, la société de gestion immobilière pour les armées, dite Sogima, a pris en charge la gestion des logements domaniaux appartenant au service des armées et a mis en place un système de pérennisation destiné à financer la construction de logements neufs, et la création de cette société s'est traduite par une augmentation brutale, 60 p. 100 environ, du montant du loyer, ce qui a créé une première différence de situation entre les personnels visés dans la présente question et les personnels des autres ministères dont le loyer a continué à être soumis au principe strict de la loi du 1^{er} septembre 1948. Par ailleurs, les intéressés ont été soumis, le 1^{er} janvier 1964, à une hausse de loyer de 12,50 p. 100. Par la suite, et dans le courant du mois de décembre 1964, ils ont été avisés qu'une nouvelle hausse de 9 p. 100 serait appliquée audit loyer à partir du 1^{er} janvier 1965, hausse qui était en réalité de 11 p. 100, puisque les baux se sont trouvés soumis à la taxe de 1,40 p. 100 à partir du 1^{er} octobre 1964. Les intéressés sont ainsi amenés à payer un loyer voisin des prestations mensuelles demandées aux citoyens français bénéficiant du système de l'accession à la propriété alors que, compte tenu des mutations nombreuses dont sont l'objet ces personnels, ils n'ont dans la pratique aucune possibilité de bénéficier de ce système d'accession à la propriété. Dans le même temps, les soldes des personnels visés n'ont été augmentés durant l'année 1964 que de 2 p. 100 le 1^{er} avril et de 2 p. 100 le 1^{er} octobre, si bien que le pouvoir d'achat des intéressés s'est ainsi trouvé indiscutablement diminuer. Il lui demande: 1° s'il estime que de telles mesures sont compatibles avec le plan de stabilisation actuellement en vigueur; 2° quelles mesures il compte prendre pour que ces augmentations successives ne neutralisent pas, sur le plan du pouvoir d'achat, les augmentations de soldes dont bénéficient périodiquement les intéressés.

13397. — 6 mars 1965. — M. Krieg attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur le sort réservé à un chômeur vivant en concubinage notoire avec une personne ayant un emploi salarié. Il se voit en effet refuser l'allocation de chômage en raison des ressources professionnelles de sa concubine, car ils sont considérés comme un ménage de fait. Par ailleurs, ils sont contraints de faire chacun une déclaration séparée d'impôt sur le revenu des personnes physiques en tant que célibataires. Il en résulte pour l'intéressé une situation anormale qu'il serait bon de faire disparaître. Il lui demande quelles mesures il compte prendre dans ce sens.

13398. — 6 mars 1965. — M. Tomasini attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la disposition du nouveau code des pensions civiles et militaires de retraite annexé à la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964, qui abroge les réductions d'âge pour droits à pension en ce qui concerne les fonctionnaires en service hors d'Europe. La période transitoire prévue à l'article 8, du fait de sa courte durée, a pratiquement pour effet de rejeter de son champ d'application la majorité des fonctionnaires en service outre-mer. Les nouvelles mesures auront donc pour effet, en ce qui concerne les fonctionnaires ayant servi au minimum dix à quinze ans outre-mer, de porter l'âge de leur retraite de 55 à 60 ans pour ceux classés en catégorie A (ou sédentaire), et de 50 à 55 ans pour ceux placés en catégorie B (ou active). Il semblerait normal que tout fonctionnaire ayant servi outre-mer et ayant acquis une réduction d'âge, pour faire valoir ses droits à pension, antérieurement à la promulgation de la nouvelle loi, doive bénéficier de cette réduction, même s'il fait valoir ses droits à une date postérieure à la fin de la période transitoire prévue à l'article 8, soit le 1^{er} décembre 1967. Dans ce cas, seuls les services effectués outre-mer postérieurement à cette date n'accorderaient plus droit à réduction d'âge. Les fonctionnaires assurant un service au titre de la coopération technique pourraient alors choisir ou non de continuer à servir dans des conditions connues d'avance. Il lui demande si les suggestions qui précèdent doivent être retenues dans les décrets d'application du nouveau code des pensions. Il lui fait remarquer que, si une interprétation moins favorable de la loi nouvelle était retenue, celle-ci aurait pour effet de supprimer des avantages acquis en vertu d'une loi précédemment en vigueur, et qu'elle créerait en outre une contradiction avec le principe et les dispositions réglementaires du régime contractuel du statut des personnels de la coopération technique.

13399. — 6 mars 1965. — M. Sanson expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, dans une question écrite n° 15199 posé le 27 avril 1962, M. Moitte, député, avait demandé si l'administration est fondée à réclamer l'impôt de distribution sur

la part du boni de liquidation d'une société financière revenant à la société mère, lorsque le montant cumulé de cette part et du nominal des droits sociaux correspondants n'exrède pas la valeur pour laquelle lesdits droits figurent dans les écritures de la société mère. La réponse affirmative, parue au *Journal officiel*, débats A. N., séance du 5 juillet 1962, précise que le boni de liquidation taxable doit être apprécié par rapport à la société filiale, et elle ajoute que la société mère peut, le cas échéant, se prévaloir du régime prévu aux articles 216 et 145 du code général des impôts. Il en résulte que, lorsqu'une société mère reçoit sa part de boni de liquidation de sa filiale, elle est fondée à opérer sur ses résultats, le retranchement prévu par l'article 216 précité à raison de la somme effectivement taxée à l'impôt de distribution, alors même que l'opération n'a, toute compensation faite, dégagé aucun profit dans les écritures de la société mère. Il lui demande si la doctrine administrative demeure bien fixée en ce sens.

13400. — 6 mars 1965. — **M. Fontanet**, se référant aux dispositions de l'article 6 (§ 1) de la loi n° 64-1279 du 23 décembre 1964 (loi de finances pour 1965), fait observer à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que les emprunts des communes, émis par voie de souscription publique, ne sont pas admis à la cote officielle d'une bourse de valeurs françaises et que, par conséquent, les exonérations d'impôts prévues à l'article 6 susvisé ne peuvent être appliquées aux revenus provenant de ces emprunts. Il serait cependant souhaitable que de telles exonérations soient accordées aux détenteurs de titres d'emprunts locaux, qui ont permis aux collectivités locales de réaliser des investissements n'ayant pu être financés par les caisses publiques (caisse des dépôts et consignations, Crédit foncier, caisse nationale de crédit agricole, etc.). Il lui demande s'il n'envisage pas de faire bénéficier cette catégorie de revenus d'exonérations analogues à celles prévues par l'article 6 (§ 1) de la loi de finances pour 1965 en faveur des revenus provenant des valeurs boursières.

13401. — 6 mars 1965. — **M. Bizet** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** le cas de deux fermes situées dans des communes non limitrophes, dont les propriétaires sont respectivement un frère et une sœur, la ferme appartenant au premier étant exploitée par la seconde et inversement. Les intéressés ont décidé de procéder à un échange afin que chacun devienne propriétaire de la ferme qu'il exploite. L'une des fermes est contiguë, pour partie, à un immeuble appartenant à l'un des échangeistes, indivis entre lui et son fils mineur. Il lui demande si, du fait de cette contiguïté, l'échange envisagé peut donner lieu à exemption de droit d'enregistrement accordée aux échanges d'immeubles ruraux et si cette indivision peut faire obstacle à la gratuité de l'acte.

13402. — 6 mars 1965. — **M. Davoust** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, d'après les indications données par **M. le secrétaire d'Etat** auprès du Premier ministre chargé du tourisme dans la réponse à sa question écrite n° 10799 (J. O., débats A. N., du 30 janvier 1965, page 174), une nouvelle réglementation concernant le plafond des redevances journalières dans chacune des quatre catégories de camping aménagé est actuellement à l'étude dans les services de la direction générale des prix et des enquêtes économiques, à la suite de la décision du Conseil d'Etat, en date du 13 novembre 1964, annulant la circulaire ministérielle du 13 avril 1963. Il est profondément souhaitable que la nouvelle tarification envisagée permette de créer des camps nouveaux en nombre suffisant pour que la masse des campeurs et caravaniers soit largement répartie sur l'ensemble de nos régions touristiques, et pour que cessent les entassements déplorables que l'on constate actuellement dans les zones d'affluence. Pour obtenir ce résultat, les prix devraient être fixés en fonction du coût réel des investissements nécessaires pour l'établissement et l'exploitation de camps. Il lui demande de préciser s'il a bien l'intention de prévoir une nouvelle tarification ainsi placée sous le signe de la « vérité des prix ».

13403. — 6 mars 1965. — **M. Péronnet** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** s'il entre dans les intentions du Gouvernement d'accorder l'exonération de la vignette fiscale automobile aux mutilés et victimes de guerre titulaires d'une pension d'invalidité de plus de 50 p. 100 et de la carte d'invalidité portant la mention « station debout pénible ». Seuls jusqu'à présent sont exonérés de cette taxe les pensionnés de guerre au taux de 80 p. 100.

13404. — 6 mars 1965. — **M. Phillibert** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que : 1° la loi de finances pour 1962 avait accordé à tous les militaires de carrière, titulaires d'une pension d'invalidité, le bénéfice du taux de grade, ce qui n'était que la réparation de l'injustice commise à leur égard par la loi du 30 avril 1920. Le nouveau code des pensions résultant de la loi n° 64-1339 du 28 décembre 1964, chapitre II, articles L. 34

et suivants, confirme la loi ci-dessus, mais la non-rétroactivité de ces lois lèse de nombreux retraités militaires et, en particulier, ceux de la gendarmerie. En effet, les titulaires d'une pension d'invalidité, mis à la retraite antérieurement au 3 août 1962, continuent à bénéficier du régime ancien, c'est-à-dire au taux du soldat, alors que ceux, mis à la retraite postérieurement à cette date, bénéficient du taux du grade. Il y a là une grave injustice qui crée deux catégories de pensionnés, à infirmités égales ; 2° la loi de 1937 (art. 119 de l'ancien code des pensions) avait, pour tenir compte de sa particularité vis-à-vis des autres « armes », institué une majoration spéciale pour les sous-officiers de la gendarmerie. Cette majoration est toujours fixée dérisoirement à la somme de 1,13 F par annuité liquidable au-dessus de quinze ans de services effectifs. L'article L. 82 du nouveau code des pensions dit que le montant de la majoration spéciale à la gendarmerie et les modalités d'attribution en seront fixés par un règlement d'administration publique. Pour être logique et maintenir la parité de traitement avec les personnels de police, qui bénéficient d'une annuité supplémentaire par fraction de cinq ans de service, la majoration spéciale pour les sous-officiers de la gendarmerie devrait, en toute justice, être revalorisée très substantiellement et fixée à au moins 1 p. 100 de la solde de base du grade pour chaque année d'activité au-delà de quinze ans de services. Il lui demande quelles mesures il compte prendre dans ces domaines, en faveur des retraités de la gendarmerie.

INDUSTRIE

13405. — 6 mars 1965. — **M. Barniaudy** expose à **M. le ministre de l'industrie** que l'indemnisation amiable par l'Electricité de France des dégâts causés aux terres fertiles de la plaine des Crottes (Hautes-Alpes) par la retenue de Serre-Ponçon a donné lieu à quelques réserves de la part du syndicat paysan de cette commune, notamment en ce qui concerne le classement des parcelles en première catégorie, et la révision des bases d'évaluation des biens expropriés (bases qui ont été fixées en 1956). A la suite des assurances formelles qui ont été données aux propriétaires intéressés concernant un règlement équitable du conflit selon l'esprit de la loi et conformément aux « accords Matignon » du 21 mars 1956, il lui demande d'indiquer quelles mesures sont envisagées en faveur de ces propriétaires, compte tenu de l'évolution des prix agricoles constatés entre 1956 et 1963, et de la situation privilégiée des terrains en cause.

INFORMATION

13406. — 6 mars 1965. — **M. Commenay** expose à **M. le ministre de l'information** qu'à plusieurs reprises, et plus particulièrement au cours de la dernière émission dite de « Cinq Colonnes à la Une », il a été présenté aux téléspectateurs un reportage sur le Sud Vietnam dans lequel s'étaient les violences les plus horribles et notamment une exécution capitale. Ainsi l'O. R. T. F., qui épargne à son public la mise à mort des taureaux de combat, n'hésite pas à lui offrir l'intégralité du supplice infligé à un condamné à mort. Il attire son attention sur le fait que la reproduction de semblables images risque fort d'ébranler la moralité publique, qui se relève à peine des séquelles des diverses guerres où la nation a été plongée. Il lui demande quelles mesures il compte prendre d'extrême urgence afin d'éviter la projection, sur les écrans de télévision, de séquences aussi démoralisantes qu'intolérables.

13407. — 6 mars 1965. — **M. Weber** expose à **M. le ministre de l'information** qu'un invalide de guerre au taux de 100 p. 100, n'ayant pas droit à l'assistance d'une tierce personne, s'est vu refuser l'exonération de la redevance de télévision parce qu'il héberge sa belle-mère, âgée de soixante et un ans, inapte à toute activité rémunérée. Cette personne qui est en position de longue maladie sera, dans un an, retraitée de la sécurité sociale pour inaptitude au travail. Cependant, elle ne pourra pas obtenir la carte d'invalidité prévue par la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 ou le décret n° 53-1186 du 29 septembre 1953 délivrée par les préfetures et exigée par l'O. R. T. F., et donnant droit à l'exonération. Les textes officiels ne régissant pas ces cas, il lui demande s'il n'estime pas qu'il y aurait lieu d'étendre cette exemption aux personnes dont la situation est analogue à celle décrite.

13408. — 6 mars 1965. — **M. Barberot** demande à **M. le ministre de l'information** s'il ne peut être envisagé de compléter les dispositions de l'article 16 du décret n° 60-1469 du 29 décembre 1960, modifié par l'article 6 du décret n° 61-727 du 10 juillet 1961, afin d'étendre le bénéfice de l'exonération de la redevance annuelle pour droit d'usage de postes récepteurs de télévision aux postes détenus par des personnes atteintes de surdit-mutité auxquelles, en raison de leur grave infirmité, il semble particulièrement souhaitable d'accorder cette exemption.

INTERIEUR

13409. — 6 mars 1965. — **M. Ponsellé** rappelle à **M. le ministre de l'Intérieur** la réponse qu'il a donnée au *Journal officiel*, débats A. N., séance du 29 mai 1964, à sa question écrite n° 8937 du 12 mai 1964 portant sur la situation défavorisée des commis de préfecture, par application de l'article 3 de la loi du 3 avril 1950. Il lui demande de lui faire connaître le résultat des discussions poursuivies avec les départements ministériels intéressés, en vue de l'application des dispositions de la circulaire du 6 mai 1959 aux commis de préfecture, dans des conditions identiques à celles adoptées dans différents ministères.

13410. — 6 mars 1965. — **M. Fiévez** expose à **M. le ministre de l'Intérieur** que, par délibération du 24 novembre 1964, le conseil municipal de la commune de Wavrechain-sous-Denain (Nord) a décidé de donner le nom de « Maurice-Thorez » à un nouveau groupe scolaire. En date du 12 janvier 1965, le sous-préfet de Valenciennes a envoyé la lettre ci-dessous au maire de la commune précitée: « J'ai l'honneur de vous faire connaître que par décision du 19 décembre 1954, M. le ministre de l'Intérieur a refusé d'approuver la délibération du conseil municipal de Wavrechain-sous-Denain, en date du 24 novembre 1964, décidant de donner le nom de « Maurice-Thorez » au nouveau groupe. Je vous fait retour, en conséquence, de la délibération ci-annexée portant règlement d'une dépense engagée pour l'achat d'une plaque de granit de l'occasion de l'inauguration de cet établissement scolaire, à laquelle je ne puis accorder mon approbation ». Il lui demande quelles raisons ont motivé sa décision.

13411. — 8 mars 1965. — **M. Arthur Richards** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Intérieur** sur le mécontentement qui règne actuellement parmi les officiers de police de la sûreté nationale en raison, d'une part, de la disparité existant entre les personnels en civil et les personnels en tenue en ce qui concerne leur classement indiciaire, d'autre part, des difficultés rencontrées par les intéressés en matière d'avancement et de débouchés de carrière. Il lui expose en effet que la plupart des officiers de police de la sûreté nationale n'ont aucune possibilité d'accéder au grade de commissaire ni même au principalat de leur propre corps avant leur mise à la retraite, en raison de l'abaissement à trente-cinq ans de la limite d'âge ainsi que du nombre restreint des postes à pourvoir. Afin de réparer le préjudice subi ainsi par les intéressés, il lui demande s'il envisage de prendre rapidement des mesures: 1° pour réaliser une parité totale entre les personnels en civil et les personnels en tenue, l'indice maximum pouvant être obtenu pour les officiers de police adjoints en cinq échelons, comme pour les officiers de paix, au lieu des neuf échelons et deux barrages actuels; 2° pour assurer aux officiers de police des débouchés de carrière supplémentaires par la création d'un corps de commissaires adjoints, avec possibilité d'intégration des officiers de police principaux comme commissaires adjoints de 1^{re} classe et des officiers de police comme commissaires adjoints de 2^e classe; 3° pour réaliser un déblocage suffisant des postes en surnombre d'officiers de police principaux, afin de porter le pourcentage des gradés du corps à 60 p 100 comme chez les commissaires de police; 4° pour attribuer aux officiers de police principaux, au titre de la promotion sociale, 20 p 100 des places vacantes dans le corps des commissaires de police.

13412. — 6 mars 1965. — **M. Fernand Grenier** expose à **M. le ministre de l'Intérieur** que, depuis plusieurs semaines, le dimanche en plein centre de Saint-Denis (Seine), des vendeurs d'« Europe-Action », venus de l'extérieur, hurlent des slogans racistes tels que « pas de logements pour les Noirs » ou « halte à l'invasion algérienne en France », et qu'ils procèdent la nuit à des inscriptions du même ordre en différents endroits de la ville. Ces manifestations ont visiblement pour but de développer une agitation de caractère fasciste et de susciter des incidents avec les travailleurs immigrés nombreux à Saint-Denis (Algériens, Espagnols, Portugais, Italiens, originaires d'Afrique noire), auxquels sont dévolus le plus souvent les logements les plus rudes, les salaires les plus bas et les taudis les plus infects. Hormis une poignée de racistes, les agissements de ces individus sont condamnés par la masse de la population, comme elle l'a démontré le dimanche 14 février 1965. Enfin, il s'agit pour les agitateurs d'« Europe-Action » non de confronter des idées et des programmes, mais uniquement de créer un climat de désordre et de violence susceptible d'aboutir à de graves incidents. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre d'urgence un terme à cette agitation raciste condamnée par la Constitution et interdire la parution de la revue « Europe-Action », dont le numéro 26 de février 1965 fait l'apologie du traité Brastlach, fusillé à la Libération pour collaboration avec l'ennemi et reproduit des théories racistes directement empruntées à l'idéologie hitlérienne.

13413. — 6 mars 1965. — **M. Robert Ballanger** expose à **M. le ministre de l'Intérieur** qu'il a été saisi par le syndicat des employés communaux du Blanc-Mesnil (Seine-et-Oise), section des femmes de service, de la motion suivante: « Les employées communales, femmes de service, réclament du Gouvernement la réunion immédiate de la commission nationale paritaire avec pour ordre du jour la revalorisation indiciaire de leur traitement, soit l'adoption des indices 165-210 au lieu de 100-180. De plus, elles réclament: l'augmentation générale des salaires; l'attribution d'une prime de fin d'année égale, au moins au traitement afférent à l'indice 100; une cinquième semaine de congé payé supplémentaire; la titularisation de toutes les auxiliaires en fonctions sans condition d'âge; la parution du décret d'application pour l'attribution de la prime de rendement; la semaine de quarante heures; la retraite à cinquante-cinq ans; la réversion de la pension sur le conjoint; seize semaines de congé-maternité; que le temps pris pour soigner un enfant soit payé ». Il lui demande quelles mesures le Gouvernement, auquel il appartient, entend prendre pour donner satisfaction à chacune de ces légitimes revendications des femmes de service, employées communales.

13414. — 6 mars 1965. — **M. Bolvilliers** rappelle à **M. le ministre de l'Intérieur** que l'arrêté du 14 mars 1964 portant reclassement indiciaire des emplois de direction et d'encadrement des services municipaux a supprimé l'emploi de sous-chef de bureau. La circulaire ministérielle, prise en application dudit arrêté, prévoit que les sous-chefs de bureau, actuellement en fonctions, peuvent opter: 1° soit pour le maintien dans leur grade actuel. Dans ce cas, ils conservent le droit de concourir aux emplois de secrétaire général, secrétaire général adjoint ou directeur administratif. Cette promesse est tout à fait hypothétique, car ces concours ayant lieu, la plupart du temps, sur titres, très peu, pour ne pas dire aucun, pourront bénéficier de cette promotion. Mais, toujours dans ce cas, il leur est interdit d'être nommé rédacteur principal; 2° soit pour le grade de rédacteur. Ils sont alors dégradés et vont se trouver à égalité (et quelquefois même placés à un indice inférieur) avec des agents qui étaient sous leurs ordres. D'autre part, pour l'accès au grade de chef de bureau, ils seront en compétition avec leurs collègues rédacteurs et rédacteurs principaux, alors que déjà, ils étaient dans un échelon supérieur de la hiérarchie administrative. Le fait de leur donner la faculté de choisir, en leur faisant espérer une problématique nomination au grade de rédacteur principal, ne peut faire oublier que ces agents sont rétrogradés. Compte tenu qu'il existe en France très peu d'agents du grade de sous-chef de bureau (ces postes n'existent que dans les communes de plus de 10.000 habitants), il lui demande s'il ne pourrait envisager la nomination de ces agents au grade de chef de bureau. Cette nomination pourrait être faite à titre personnel (poste d'attente), et ils ne pourraient avoir accès au grade supérieur que lorsqu'ils occuperaient réellement un poste inscrit au cadre du personnel de leur commune. A leur départ, les postes d'attente redeviendraient des postes de rédacteur.

13415. — 6 mars 1965. — **M. Barberot** rappelle à **M. le ministre de l'Intérieur** que l'arrêté du 14 mars 1964 portant reclassement indiciaire des emplois de direction et d'encadrement des services municipaux a supprimé l'emploi de sous-chef de bureau, et que la circulaire ministérielle, prise en application dudit arrêté, a accordé aux sous-chefs de bureau actuellement en fonctions, la possibilité d'opter, soit pour le maintien de leur grade actuel, avec accès aux concours ouverts pour les emplois de secrétaire général, secrétaire général adjoint ou directeur administratif, soit pour le grade de rédacteur. Il lui fait observer que, dans la première hypothèse, les concours ayant lieu la plupart du temps sur titres, un très petit nombre de chefs de bureau pourront bénéficier de la promotion qui leur est offerte. Dans la deuxième hypothèse, les intéressés vont se trouver à égalité (et quelquefois même avec un indice inférieur) avec des agents qui, antérieurement à cette réforme, étaient placés sous leurs ordres. D'autre part, pour l'accès au grade de chef de bureau, ils seront en compétition avec leurs collègues rédacteurs et rédacteurs principaux alors que, avant la réforme, ils occupaient un échelon supérieur de la hiérarchie administrative. Ainsi, dans l'un comme dans l'autre cas, ces agents se trouvent rétrogradés. Etant donné le très petit nombre d'agents ayant le grade de sous-chef de bureau qui se trouvent actuellement en fonctions, ces postes n'existent que dans les communes de plus de 10.000 habitants, il lui demande s'il ne pourrait être envisagé de nommer ces agents au grade de chef de bureau, cette nomination pouvant être faite à titre personnel (poste d'attente) et les intéressés ne pouvant avoir accès au grade supérieur que lorsqu'ils occuperaient réellement un poste inscrit au cadre du personnel de leur commune. A leur départ, les postes d'attente redeviendraient des postes de rédacteur.

13416. — 6 mars 1965. — **M. Barnlaudy** demande à **M. le ministre de l'Intérieur** si son département a entrepris, conjointement avec le ministère des postes et télécommunications, une étude en vue d'arriver à un accord étendant la franchise postale, dans les

limites de la commune, aux correspondances administratives des maires avec leurs administrés, étant fait observer que cette mesure permettrait, notamment, d'assurer avec plus de facilité et sans frais, les travaux exécutés dans les mairies au profit et pour le compte de l'Etat.

JEUNESSE ET SPORTS

13417. — 6 mars 1965. — M. Duceloné expose à M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports que la ville de Malakoff (Seine) a, depuis plusieurs années, déposé un projet de construction d'un gymnase omnisport pour lequel elle a sollicité des subventions, d'une part, du ministère de l'éducation nationale pour les dépenses incombant au groupe scolaire proprement dit qui serait édifié à côté de ce gymnase, d'autre part, du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports pour les autres dépenses. L'édification d'un tel gymnase est d'autant plus important pour cette ville de 35.000 habitants que les installations sportives couvertes sont insuffisantes du fait que scolaires et autres sportifs représentent 5.500 pratiquants. Les projets du gymnase ont été examinés favorablement par la commission départementale compétente au cours de sa séance du 16 mars 1964, en même temps que le projet de construction scolaire intéressant le même secteur. Le montant de la dépense subventionnable a été fixé. Mais aucune suite n'a pu être donnée car : 1° la commune de Malakoff a été avisée qu'aucune opération scolaire n'avait été retenue au titre du budget de 1964, un financement partiel étant envisagé pour 1965 ; 2° le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports a fait savoir qu'aucune subvention ne serait accordée à la commune au titre du plan d'équipement en cours pour cette opération, qui pourrait être prise en considération en 1966. Pour ne pas faire attendre les sportifs, le conseil municipal de Malakoff décidait le 30 juin 1964 de commencer l'exécution d'une tranche de travaux payés au moyen des ressources communales, en faisant appel à la procédure d'exception dite des « marchés sur concours ». Cette procédure est d'ailleurs reconnue justifiée par une lettre du préfet de la Seine en date du 27 janvier 1965. Or, le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports faisait alors connaître le 31 juillet 1964 que, s'il « appréciait vivement le désir de prompt réalisation », il regrettait de ne pouvoir réserver à la commune le droit à une subvention ultérieure. En conséquence, il lui demande : 1° pour quelles raisons on refuse à la commune de Malakoff une subvention qu'elle sollicite depuis plusieurs années pour la construction d'un gymnase omnisport, bien qu'elle ne possède aucune installation couverte réglementaire pour les écoles et les sportifs ; 2° la commune de Malakoff s'imposant des sacrifices énormes pour le préfinancement d'un gymnase dont l'utilité et le besoin sont d'une urgence indéniable, pourquoi la menace-t-on de la priver de subvention si les travaux sont exécutés avant l'attribution de celle-ci, alors qu'au contraire des initiatives de cet ordre devraient être encouragées dès lors que les projets présentés ont reçu l'approbation de l'autorité supérieure.

JUSTICE

13418. — 6 mars 1965. — M. Tricon expose à M. le ministre de la justice : 1° que la loi du 16 mars 1803, modifiée par la loi du 21 février 1926, dispose dans ses articles 15 et 16 fixant la forme des actes notariés, que les renvois et apostilles ne pourront être écrits qu'en marge, devront être signés ou paraphés, que les mots nuis devront être rayés de telle manière que l'on puisse les compter, et qu'à peine de nullité, il n'y aura dans le corps des actes ni surcharge, ni interligne, ni addition ; 2° que, d'autre part, les notaires reçoivent trois sortes d'actes : a) les actes authentiques auxquels ils concourent et auxquels ce concours confère le caractère d'actes authentiques restant déposés au rang des minutes du notaire rédacteur de l'acte ; b) les actes sous seing privé auxquels les notaires ne concourent pas, mais que les parties font transcrire dans un acte rédigé par le notaire et qui reste déposé au rang des minutes de ce notaire pour leur donner, sinon le caractère d'acte authentique, du moins un caractère d'authenticité. Tels sont les actes de société ; c) les actes en brevets dont la minute ne reste pas dans les archives du notaire et dont il ne reste d'autre trace dans l'étude qu'une mention enregistrée. Il lui demande de préciser si les actes sous seing privé, visés au paragraphe 2° ci-dessus, qui ne sont ni des actes authentiques, ni des actes en brevets, mais qui restent au rang des minutes du notaire rédacteur de l'acte, et qui sont donc visés par l'article 13 de la loi précitée, sont assujettis aux conditions de forme prévues par les articles 15 et 16 de la même loi, conditions exigées à peine de nullité pour les actes authentiques et pour les actes en brevets. Dans la négative, il lui demande si les renvois, apostilles, surcharges, interlignes, additions et autres altérations dont ils pourront être l'objet, sans que ces conditions de forme aient été respectées, feront foi.

13419. — 6 mars 1965. — M. Drouet-L'Herminie demande à M. le ministre de la justice quelles mesures il compte prendre au sujet d'une organisation commerciale de vente de vin, laquelle, sans aucun scrupule, s'adresse particulièrement à des vieillards pour leur faire souscrire des commandes hors de proportion avec leurs

besoins et leurs moyens. Un récent suicide d'une de ces victimes, qui a été relaté par toute la presse, est la démonstration douloureuse, mais suffisante, de la nocivité de telles pratiques. Il lui demande s'il ne lui serait pas possible de faire en sorte qu'une précision soit apportée à l'article 379 du code pénal, et faisant jouer celui-ci automatiquement dans les cas relevés ci-dessus, c'est-à-dire de les considérer systématiquement comme soustraction frauduleuse et de les assimiler à du vol qualifié. Il s'estimerait satisfait si d'autres mesures prises par M. le garde des sceaux pouvaient mettre fin à ce scandale déplorable.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

13420. — 6 mars 1965. — M. Fenton expose à M. le ministre des postes et télécommunications que les contrôleurs des installations électromécaniques de son administration se trouvent dans une situation particulièrement défavorisée. En effet, leur carrière débute à l'indice 235 et se termine à l'indice 420, et ne comporte que des débouchés extrêmement rares puisqu'il n'existe que 50 postes de contrôleur divisionnaire (indice de fin de carrière : 545) pour un effectif dépassant 6.000 contrôleurs. Or, les intéressés, qui appartiennent au cadre B, assument des fonctions identiques à celles des inspecteurs de cadre A, dont la carrière s'échelonne sur 13 années avec des indices variant de 265 à 545, et comporte des débouchés dont l'indice de fin de carrière est de 745. Compte tenu du développement des activités des installations électromécaniques, il lui demande s'il envisage d'étudier la possibilité d'améliorer la situation administrative des contrôleurs des installations électromécaniques en leur accordant, d'une part, des indices variant de 270 à 500 et ce sur une durée de 15 ans et, d'autre part, en prévoyant des débouchés de nature à attirer vers ces emplois de nouveaux candidats.

13421. — 6 mars 1965. — M. Dupuy attire l'attention de M. le ministre des postes et télécommunications sur la situation administrative des contrôleurs des installations électromécaniques des postes et télécommunications. La carrière de ces agents, d'une durée de vingt-deux ans, débute à l'indice 235 et se termine à l'indice 420, avec très peu de possibilités d'accéder à l'emploi de contrôleur divisionnaire. Ces agents assurent les mêmes fonctions aux services techniques que les inspecteurs du cadre A qui, eux, ont une carrière en treize ans (indices 265-545) avec débouchés à 745 par tableau d'avancement, alors que les débouchés des contrôleurs des installations électromécaniques, à l'emploi de contrôleurs divisionnaires, s'établissent par la voie d'examen professionnels, et que le nombre de ces emplois est très restreint (50 personnes en 1965 pour 6.000 contrôleurs). Il lui demande s'il entend examiner les possibilités d'améliorer la situation de ces agents, d'une part en portant leurs indices à 270-500 sur une durée de quinze ans et, d'autre part, en offrant aux intéressés des débouchés correspondant à leur qualification.

13422. — 6 mars 1965. — M. Ruffe expose à M. le ministre des postes et télécommunications qu'un agent de son administration, porteur de télégrammes à Treignac (Corrèze) depuis près de dix ans, a été licencié en juillet 1964. Il apparaît que cette sanction ne repose sur aucune raison d'ordre professionnel, mais a été en fait exclusivement motivée par les opinions politiques de l'intéressé. Un comité de défense des libertés s'est constitué à Treignac où l'opinion publique s'est, à juste titre, émue d'une pareille atteinte aux droits des travailleurs et aux libertés civiques. Il demande la réintégration de l'intéressé et que celui-ci obtienne réparation du préjudice subi. Il lui demande d'indiquer : 1° les raisons de la sanction très grave infligée à l'intéressé ; 2° s'il entend annuler le licenciement, réintégrer l'intéressé dans ses fonctions, et lui donner réparation du préjudice subi.

13423. — 6 mars 1965. — M. Ansquer demande à M. le ministre des postes et télécommunications s'il a l'intention de fermer totalement les bureaux de poste les jours fériés qui tombent un samedi ou un lundi.

13424. — 6 mars 1965. — M. Tomesini attire l'attention de M. le ministre des postes et télécommunications sur certaines conséquences du décret n° 64-345 du 18 avril 1964 relatif aux comptes courants postaux des comptables publics et des régisseurs de recettes ou de dépenses. En effet, aux termes de ce décret, le maire ou le secrétaire de mairie d'une petite commune ne peut plus percevoir le montant du mandat que lui envoie un particulier lorsqu'il demande une pièce administrative, notamment un extrait de naissance. Ce mandat est en général de un franc, auquel s'ajoute le prix du timbre-poste pour permettre l'expédition de la pièce demandée. Or, s'il est facile de verser au C. C. P. la somme de un franc qui doit être virée ensuite au crédit du compte du receveur municipal, par contre il est impossible de procéder de même pour l'expédition du prix du timbre en incluant celui-ci dans le montant du versement, le prix du timbre

ne pouvant en effet être enregistré dans la comptabilité communale; il en résulterait donc des écritures comptables compliquées, impliquant des frais administratifs supplémentaires. Il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas opportun de modifier cette nouvelle réglementation qui, outre les inconvénients ci-dessus mentionnés, apparaît comme une manifestation de méfiance vis-à-vis des municipalités.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET QUESTIONS ATOMIQUES ET SPATIALES

13425. — 6 mars 1965. — M. Le Guen attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales sur l'aggravation du déficit de la balance française des brevets et licences. Depuis une quinzaine d'années, l'I. N. P. I. délivre annuellement environ 15.000 brevets à des entreprises ou à des inventeurs français, alors que le nombre des titres déposés par des ressortissants étrangers est passé progressivement de 8.000 en 1952 à 25.000 en 1962. En 1956, 41 p. 100 des brevets classés en France étaient d'origine autochtone; en 1962 ce rapport est tombé à 34 p. 100. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour renverser cette tendance, dont l'effet est d'établir notre dépendance technique vis-à-vis d'un certain nombre de nos concurrents, et pour favoriser les techniques industrielles de pointe.

REFORME ADMINISTRATIVE

13426. — 6 mars 1965 — M. Jean Moulin appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative sur la situation défavorisée dans laquelle se trouvent, en matière de pensions de retraite, un certain nombre d'auxiliaires de l'administration des P. T. T. travaillant à temps partiel dans des emplois permanents comportant une durée journalière de travail inférieure à six heures. Dans l'état actuel de la réglementation, les services ainsi accomplis ne peuvent être validés, et n'entrent en compte, ni pour la constitution du droit à pension, ni pour la liquidation de cette pension. Ces dispositions causent un grave préjudice aux agents intéressés, et il semble conforme à la plus stricte équité de leur apporter les aménagements nécessaires afin que, dans la pension de retraite accordée aux agents des postes et télécommunications, tous les services accomplis dans cette administration soient pris en compte, dès lors qu'ils ont été effectués dans des emplois permanents. Il lui demande s'il ne serait pas possible, pour les services d'auxiliaires comportant une durée de travail journalière inférieure à six heures, d'autoriser leur validation pour la pension, au prorata du temps d'utilisation, un auxiliaire ayant travaillé, par exemple, cinq heures trente par jour pendant un an, alors que la durée journalière du travail à temps complet est de sept heures trente, étant autorisé

$$\frac{360 \times 11}{15} = 264 \text{ jours.}$$

13427. — 6 mars 1965. — Mme Ploix demande à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative 1° si le conseil supérieur de la fonction publique a été saisi des revendications des sténodactylographes des postes et télécommunications qui demandent: a) leur intégration dans le grade et l'échelle des agents d'exploitation (E. S. 4) avec maintien des attributions et prérogatives actuelles; b) la revalorisation à 70 F par mois de l'indemnité de technicité; 2° s'il est envisagé de revoir l'ensemble des emplois de la fonction publique. En effet, des personnels de formation semblable, et occupant des emplois identiques, ont des traitements et des avantages différents — suivant les ministères auxquels ils appartiennent, et même dans un même ministère — suivant la direction à laquelle ils servent; 3° si un alignement de la fonction publique et des services nationalisés est prévu dans un avenir proche.

13428. — 6 mars 1965. — M. Tomasini attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative sur les dispositions de l'article L. 24 du nouveau code des pensions civiles et militaires de retraite (loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964) lequel stipule que « sont rangés dans la catégorie B (ou active) les emplois présentant un risque particulier ou des fatigues exceptionnelles. La nomenclature en est établie par décrets en Conseil d'Etat ». Il lui fait remarquer à cet égard qu'il serait équitable que l'ensemble des fonctionnaires en service dans les zones tropicales d'outre-mer (ex-territoriale de la catégorie B), quel que soit leur cadre d'origine et en raison des sujétions climatiques subies par eux, soient assimilés à la catégorie B pendant leur période de détachement en application des critères définis ci-dessus. Il y a lieu de souligner que l'option entre les régimes de retraites « C. R. F. O. M. » et le régime des « Pensions civiles » n'a pas été applicable aux fonctionnaires en position de détachement d'une administration d'origine métropolitaine qui n'ont pas été antérieurement intégrés dans les cadres d'outre-mer, en raison, dans certains cas, de l'existence de tels cadres. Les risques particuliers subis par les personnels qui servent

sous les climats déprimants de l'Afrique tropicale, ainsi que l'usure physique prématurée de ceux qui sont — ou seront — en fin de carrière, devraient trouver leur contrepartie, quel que soit le régime de retraite des intéressés, dans le maintien des bénéfices de réductions d'âge pour faire valoir les droits à pension, indépendamment d'un classement en catégorie B (ou active) à établir par décrets en Conseil d'Etat, en application de l'article L. 24 du nouveau code des pensions. Il lui demande s'il envisage, en accord avec M. le ministre des finances et des affaires économiques et M. le ministre délégué chargé de la coopération, de tenir compte des suggestions qui précèdent, dans la rédaction des décrets d'application du nouveau code des pensions.

13429. — 6 mars 1965. — M. Terrenoire appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative sur la réorganisation des services extérieurs du ministère de l'Agriculture. Il lui expose, à cet égard, que selon les informations recueillies, seuls les agents contractuels, pouvant justifier de diplômes et remplissant certaines conditions, verront leur situation régularisée. Or, il n'est pas douteux que l'application d'une telle mesure pourrait léser assez gravement les intérêts de contractuels qui ne remplissent pas lesdites conditions, mais dont les états de services dans l'administration sont néanmoins assez importants. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre, en accord avec M. le ministre de l'Agriculture, afin que l'ensemble des agents contractuels des services extérieurs du ministère de l'Agriculture aient la certitude de voir régulariser leur situation.

SANTE PUBLIQUE ET POPULATION

13430. — 6 mars 1965. — M. Juszkewski expose à M. le ministre de la santé publique et de la population qu'il ressort des résultats d'une enquête qui a porté sur près de deux cents établissements d'enfants inadaptés (ayant obtenu un agrément au titre de l'annexe XXIV du décret n° 56-284 du 9 mars 1956, recevant des enfants pris en charge par la sécurité sociale) et ayant pour objet « les vacances des enfants traités en institut médico-pédagogique », que ceux-ci sont dans la plupart des cas dans l'impossibilité de bénéficier de vacances. Si 91 p. 100 des chefs d'établissements estiment les vacances nécessaires, 13 p. 100 seulement en 1964 disposaient des locaux d'une colonie sanitaire pouvant recevoir leurs enfants. 46 p. 100 d'entre eux ont jugé que l'intérêt des enfants devait passer avant le respect de la réglementation et, avec l'accord des médecins traitants, ont organisé des séjours dans l'illégalité. D'autres renvoient les enfants dans leur famille (30 p. 100), afin de permettre les congés du personnel. Enfin, 11 p. 100 seulement ont conservé les enfants dans l'établissement. Considérant que par sa réponse à la question n° 9885 en date du 8 août 1964, M. le ministre du travail indiquait déjà qu'en accord avec les services du ministère de la santé publique, il était possible à un établissement de prendre lui-même en charge les frais de séjour en vacances, il lui demande de lui faire connaître les mesures qui ont été prises afin que cette importante question, dont l'actualité ne lui échappe certainement pas, trouve sa solution pour le bien de tous. Il ajoute qu'il paraît inconcevable que, seuls, les inadaptés pris en charge par la justice ou l'aide sociale à l'enfance aient le droit de bénéficier de colonies de vacances et camps, sans restriction depuis 1962, qu'en outre la caisse centrale de la mutualité agricole s'est prononcée favorablement en 1964 sous réserve de la continuité des traitements médicaux et psychopédagogiques, et que, malgré cela, les enfants des ressortissants des caisses du régime général soient tenus de rester dans les murs agréés, à l'époque où chacun a besoin de changement de rythme, de cadre, de conditions de vie. A son sens, il y aurait lieu de considérer que la continuité des traitements, plus que la qualité des murs, est un facteur de progrès chez des enfants placés en rééducation. Il estime regrettable qu'une caisse régionale ait pu, en 1964, interdire formellement, pour des raisons administratives, le déroulement d'un camp organisé dans d'excellentes conditions de confort et pour lequel le médecin conseil et les médecins traitants avaient donné leur accord.

13431. — 6 mars 1965. — M. Cousté demande à M. le ministre de la santé publique et de la population, à l'occasion des réunions préparatoires qui ont eu lieu à Lyon pour la création d'un centre international de recherche sur le cancer, de lui préciser la nature et les conditions d'élaboration des activités dont il s'agit ainsi que les perspectives d'avenir envisagées, en particulier pour la ville de Lyon.

13432. — 6 mars 1965. — M. Seramy appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la population sur la situation des handicapés physiques de naissance. Lorsque ceux-ci ont atteint leur vingtième année, ils cessent d'avoir droit aux prestations de la sécurité sociale et des allocations familiales et constituent pour leur famille une charge souvent insurmontable, que le bénéfice de la législation sur l'aide sociale n'atténue que très insuffisamment.

ment. Il lui demande si, dans le prolongement de l'effort déjà consenti et qui s'est traduit par l'institution d'une allocation d'éducation spécialisée, il n'envisage pas en faveur des handicapés physiques âgés de plus de vingt ans, dont l'état physique ou mental les fait échapper à toute action d'éducation ou de formation professionnelle, d'alléger la charge qu'ils constituent pour leur famille.

13433. — 6 mars 1965. — **Mme Ploux** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la population** : 1° s'il pense pouvoir tenir compte des avis émis par le conseil supérieur de la fonction hospitalière pour améliorer le sort de ses agents et, en particulier, de ceux des services de pharmacie, laboratoire, radiologie et services généraux; 2° si la titularisation de la totalité des auxiliaires peut être prochainement envisagée; 3° si les effectifs des personnels hospitaliers lui paraissent correspondre aux besoins réels des hôpitaux et hospices.

13434. — 6 mars 1965. — **M. Vanier** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la population** sur le douloureux problème des enfants infirmes mixtes (aveugles et infirmes moteurs). Il lui expose, à cet égard, qu'il n'existe en France que très peu d'établissements qualifiés destinés à prendre en charge l'éducation et l'instruction en même temps que les soins spécialisés demandés par ces enfants. Il n'existe à sa connaissance, en effet, qu'une maison dans la région parisienne (37 places) et une maison libre religieuse (5 places). Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre, avec **M. le ministre de l'éducation nationale**, pour : 1° promouvoir l'édification d'établissements spécialisés; 2° prendre totalement en charge l'enseignement dispensé aux enfants infirmes mixtes; 3° accorder la gratuité de transport, aller et retour, pour les enfants, ainsi que pour les parents accompagnant ceux-ci, dans les centres spécialisés.

13435. — 6 mars 1965. — **M. Trémollières** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la population** s'il ne jugerait pas utile d'envisager la création d'un centre d'information pour personnes âgées, implanté dans chaque commune, ou dans chaque arrondissement pour les villes, de telle façon que les vieillards qui désirent se renseigner, aussi bien sur les questions de retraite rattachées à la sécurité sociale que sur les problèmes d'assistance rattachés à son ministère, ou de documentation sur les loyers qui relèvent de la justice, ou sur les impôts ou redevances qui relèvent des finances, trouvent un fonctionnaire soit directement, soit par téléphone, susceptible de leur fournir des renseignements précis. La complexité croissante des lois sociales, et le nombre élevé des pièces à fournir réclamées pour la constitution de multiples dossiers imposent dans ce domaine une documentation proche du public, pour éviter aux personnes âgées des déplacements coûteux et pénibles. Il semble que les bureaux d'aide sociale seraient particulièrement compétents pour exercer ces fonctions de documentation.

TOURISME

13436. — 6 mars 1965. — **M. Terrenoire** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé du tourisme** sur le fait que, dans certaines stations thermales, des hôtels importants sont acquis soit par la sécurité sociale, soit par d'autres organismes, pour être transformés en maison de convalescence, de repos ou de retraite. Sans méconnaître l'utilité de tels établissements, il lui expose cependant l'émotion des municipalités en cause qui s'élevait contre le choix de ces organismes, lequel ne manque pas d'entraîner une véritable dégradation du thermalisme et un amoindrissement considérable de notre potentiel hôtelier, choix porté le plus souvent sur les hôtels les plus vastes et les mieux aménagés, à une époque où le thermalisme français doit faire face à une concurrence étrangère d'autant plus redoutable que les avantages consentis par les gouvernements des pays voisins en faveur de l'hôtellerie thermique et touristique sont plus substantiels. Compte tenu, en outre, de l'incidence fâcheuse de ces aliénations sur les recettes budgétaires communales — les organismes de sécurité sociale étant dispensés de la taxe locale et de la taxe de séjour — il lui demande quelles mesures il compte prendre en vue de limiter, au moins, les dites aliénations, au prix d'un accord avec **MM. les ministres du travail et de la santé publique et de la population**, de telle manière que soit également sauvegardé l'accès des assurés sociaux de modeste condition au bénéfice des cures médicales.

TRAVAIL

13437. — 6 mars 1965. — **M. René Lecocq** rappelle à **M. le ministre du travail** que la loi n° 62-789 du 13 juillet 1962 a permis aux salariés qui avaient été exclus de la sécurité sociale, en raison de l'importance de leurs appointements, de procéder au rachat de leurs cotisations d'assurances vieillesse, afin de les rétablir dans l'inté-

gralité des droits qu'ils auraient acquis si la législation de l'époque avait pu leur être appliquée. Ladite loi obligeait les intéressés à déposer leur demande, sous peine de forclusion, avant le 31 décembre 1963. Or, beaucoup de personnes, dans l'ignorance de cette loi, ont omis de faire les démarches requises en temps opportun. Toute nouvelle disposition légale qui leur serait favorable éviterait à des gens, qui ont eu une bonne situation sociale pendant la majeure partie de leur carrière, d'en être réduits, à l'âge de la retraite, à un état voisin de la médiocrité, à moins qu'ils ne soient condamnés à travailler toute leur vie. Il lui demande s'il juge possible de rouvrir un nouveau délai de forclusion — ainsi que cela s'est fait au profit des anciens combattants et des Résistants — afin que les personnes intéressées puissent profiter des avantages que leur offrirait la loi ci-dessus mentionnée.

13438. — 6 mars 1965. — **M. Duviard** demande à **M. le ministre du travail** s'il ne pourrait envisager d'accorder aux travailleurs, anciens prisonniers de guerre pendant cinq ans, la possibilité de demander la liquidation de leur retraite à taux plein dès l'âge de soixante ans. Il lui fait, en effet, remarquer que certains d'entre eux ont été particulièrement marqués physiquement et moralement par les années de captivité et éprouvent une fatigue prématurée qui, sans les rendre absolument inaptes au travail, se fait pourtant durement ressentir. Il lui demande s'il ne pourrait être tenu compte dans le calcul des annuités valables, en vue de la liquidation de la retraite des intéressés, des années passées en captivité.

13439. — 6 mars 1965. — **M. Péronnet** demande à **M. le ministre du travail** s'il entre dans les intentions du Gouvernement de procéder à une réforme du système de l'allocation de salaire unique prévoyant une augmentation de son montant.

13440. — 6 mars 1965. — **M. Juskiewski** expose à **M. le ministre du travail** qu'il ressort des résultats d'une enquête qui a porté sur près de deux cents établissements d'enfants inadaptés (ayant obtenu un agrément au titre de l'annexe XXIV du décret n° 56-284 du 9 mars 1956, recevant des enfants pris en charge par la sécurité sociale) et ayant pour objet « les vacances des enfants traités en institut médico-pédagogique », que ceux-ci sont dans la plupart des cas dans l'impossibilité de bénéficier de vacances. Si 91 p. 100 des chefs d'établissements estiment les vacances nécessaires, 13 p. 100 seulement en 1964 disposaient des locaux d'une colonie sanitaire pouvant recevoir leurs enfants. 46 p. 100 d'entre eux ont jugé que l'intérêt des enfants devait passer avant le respect de la réglementation et, avec l'accord des médecins traitants, ont organisé des séjours dans l'illégalité. D'autres renvoient les enfants dans leur famille (30 p. 100), afin de permettre les congés du personnel. Enfin, 11 p. 100 seulement ont conservé les enfants dans l'établissement. Considérant que, par sa réponse à la question n° 9885 en date du 8 août 1964, **M. le ministre du travail** indiquait déjà qu'en accord avec les services du ministère de la santé publique, il était possible à un établissement de prendre lui-même en charge les frais de séjour en vacances, il lui demande de lui faire connaître les mesures qui ont été prises afin que cette importante question, dont l'actualité ne lui échappe certainement pas, trouve sa solution pour le bien de tous. Il ajoute qu'il paraît inconcevable que, seuls, les inadaptés pris en charge par la justice ou l'aide sociale à l'enfance aient le droit de bénéficier de colonies de vacances et camps sans restriction depuis 1962, qu'en outre la caisse centrale de la mutualité agricole s'est prononcée favorablement en 1964 sous réserve de la continuité des traitements médicaux et psychopédagogiques, et que, malgré cela, les enfants des ressortissants des caisses du régime général soient tenus de rester dans les murs agréés, à l'époque où chacun a besoin de changement de rythme, de cadre, de conditions de vie. A son sens, il y aurait lieu de considérer que la continuité des traitements, plus que la qualité des murs, est un facteur de progrès chez des enfants placés en rééducation. Il estime regrettable qu'une caisse régionale ait pu, en 1964, interdire formellement, pour raisons administratives, le déroulement d'un camp organisé dans d'excellentes conditions de confort et pour lequel le médecin conseil et les médecins traitant avaient donné leur accord.

13441. — 6 mars 1965. — **M. Bertrand Denis** expose à **M. le ministre du travail** que, dans le taux des cotisations « Accident du travail » qui est notifié chaque année aux employeurs, entrent différents éléments, et en particulier une majoration dite de trajet. Celle-ci est actuellement calculée uniquement sur le plan national alors que, pour le risque « Accidents du travail », proprement dit, il est attribué à beaucoup d'entreprises un tarif différencié selon l'importance de leurs risques personnels. L'évolution de la majoration pour trajet, ci-dessus indiquée, est telle qu'à l'heure actuelle elle dépasse, pour certaines entreprises, le coût du risque « Accidents du travail » lui-même ce

qui souligne l'importance des accidents de trajet. Or, l'expérience prouve que, dans les entreprises où la direction s'est soucieuse de faciliter le trajet de ses salariés, notamment en organisant des transports collectifs en automobiles, les accidents de trajet ont été considérablement réduits. Il lui demande s'il ne lui semblerait pas équitable et donc souhaitable, pour le bien-être des travailleurs, d'intéresser chaque entreprise à l'amélioration des conditions de transport de son personnel, et en particulier à la diminution du risque dit de trajet, en faisant entrer dans le risque propre de ces organismes tout ou partie du pourcentage du coût réel des sinistres subis par leurs personnels au cours des déplacements que ces derniers effectuent pour se rendre à leur travail.

13442. — 6 mars 1965. — M. Antonin Ver demande à M. le ministre du travail quelles mesures il compte prendre pour le reclassement définitif en métropole du personnel rapatrié des caisses algériennes de congés payés.

13443. — 6 mars 1965. — Mme Ploux demande à M. le ministre du travail s'il ne lui paraît pas nécessaire que les infirmières de médecine du travail bénéficient d'une convention collective et, dans l'affirmative, par quelle procédure ce résultat pourrait être atteint.

13444. — 6 mars 1965. — M. Krœpfflé expose à M. le ministre du travail qu'une personne donnant son fonds de commerce en gérance libre n'est pas obligatoirement assujettie au régime d'assurance vieillesse des non-salariés (J. O., débats A. N., 14 février 1957, réponse à la question écrite n° 4917 de M. Moynet, p. 850). Il lui demande de préciser s'il en est de même pour une personne ayant apporté en jouissance seulement son fonds de commerce à une association en participation, dès lors que la gérance de l'association est assumée par un autre participant.

13445. — 6 mars 1965. — M. Le Theule attire l'attention de M. le ministre du travail sur le fait que la coordination entre les différents régimes de retraite n'est réglée que d'une façon très partielle. Cette constatation a d'ailleurs été faite par le rapport de la commission d'étude des problèmes de la vieillesse (rapport Laroque). Il lui expose le cas d'une salariée qui, après avoir accompli dix-neuf ans et neuf mois à la Société centrale de chemins de fer d'entreprises, a ensuite travaillé dix-sept ans neuf mois dans une banque. Or, pour l'ouverture du droit à pension au titre de retraite de banque, il faut justifier : soit de vingt annuités de banque validables, soit, dans la banque ou hors banque, de vingt annuités de services salariés validables et coordonnables. Les services bancaires validables de l'intéressée ne formant pas le maximum nécessaire de vingt annuités, il aurait fallu, pour le complément, que les services accomplis à la Société centrale des chemins de fer d'entreprises soient coordonnables. Mais les périodes d'emploi dans ladite société ont été validées par la caisse autonome mutuelle des retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways (C. A. M. E. R.), cette caisse appliquant un régime de retraite spécial et étant de ce fait écartée de la coordination instituée par la loi du 1^{er} décembre 1956, qui concerne exclusivement les régimes de retraites complémentaires de la sécurité sociale. L'intéressée ne peut, de ce fait, bénéficier de la coordination entre les différents régimes auxquels elle était successivement affiliée. Compte tenu de cette situation citée en exemple, il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour réaliser la coordination des deux régimes précités dans ce cas particulier ; 2° pour assurer, d'une manière générale, une coordination parfaite entre tous les différents régimes de retraite.

13446. — 6 mars 1965. — M. Lavigne expose à M. le ministre du travail le cas suivant : une femme, mariée sous le régime de la communauté, est propriétaire d'un domaine agricole qui constitue pour elle un bien propre provenant d'une succession. Ce bien propre est exploité sous son contrôle par des ouvriers agricoles. Cette femme mariée cotise pour les prestations de retraite de vieillesse et de maladie auprès d'une caisse de mutualité sociale agricole. Or cette caisse a décidé de supprimer toutes les prestations de maladie intervenues ou qui pourraient intervenir, au motif que l'intéressée, n'étant pas mariée sous le régime de la séparation de biens, n'aurait pas droit à ces différentes prestations. La caisse prétend même que le mari ayant, sous le régime de la communauté, l'administration des biens propres, la femme ne saurait être considérée comme exploitante agricole. Le mari, exerçant une profession libérale, ni lui, ni sa femme ne bénéficie donc d'un régime de sécurité sociale. Il lui demande sur quel texte s'appuie la caisse de mutualité sociale agricole pour refuser aux agriculteurs des prestations, alors que des cotisations sont versées sans aucune contrepartie.

13447. — 6 mars 1965. — M. Raymond Barbet attire l'attention de M. le ministre du travail sur la situation dans laquelle se trouveraient placés les travailleurs de la société S. A. V. I. E. M. à Suresnes (Seine) en cas d'application des décisions prises par la direction, de supprimer ses fabrications dans la région parisienne dès l'an prochain, pour les reporter à Blainville (Calvados). Depuis 1958, près de 1.000 ouvriers ayant été contraints de quitter l'entreprise, l'effectif du personnel a été ramené de 1.536 à 658, alors que les charges de travail de la société conduisent la direction à imposer au personnel encore occupé un horaire hebdomadaire de travail dépassant quarante-sept heures trente. Si les intentions que la direction vient de faire connaître au personnel par avis du 20 janvier 1965 entraînent en application, le transfert de la plus grande partie des fabrications pour fin juin toucherait 70 p. 100 du personnel employé à ces travaux. Or, le transfert des fabrications S. A. V. I. E. M. à Blainville ne saurait trouver des justifications valables, l'usine de Suresnes étant située dans une zone industrielle. Par ailleurs, si les fabrications de moteurs et de boîtes de vitesse équipant les châssis S. A. V. I. E. M., qui sont importés de l'étranger, étaient construits sur place, non seulement le personnel n'aurait pas à supporter de changement dans sa situation actuelle, mais des travailleurs actuellement victimes du chômage dans d'autres entreprises pourraient retrouver un emploi. C'est le cas, par exemple, de la société Willeme à Nanterre, fabricant de poids lourds, dont la situation financière a nécessité la désignation d'un administrateur provisoire et dont le potentiel industriel pourrait facilement être utilisé pour les fabrications de la S. A. V. I. E. M. Les organisations syndicales C. G. T. et C. G. T.-F. O. ont soumis à la direction des propositions pour le maintien des fabrications dans l'usine de Suresnes et de Saint-Cloud, en faisant effectuer : 1° l'usinage M. P. R. prototype et pré-série ; 2° le montage prototype et pré-série ; 3° l'outillage central, l'usinage et le montage des têtes de pont. Enfin, il faut rappeler que de nombreux travailleurs licenciés ou menacés de licenciement ayant dépassé l'âge de soixante ans ne peuvent bénéficier d'une retraite principale et complémentaire totale. Il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour obtenir de la S. A. V. I. E. M. que soient appliquées les propositions formulées par les organisations syndicales ; 2° pour examiner, conjointement avec M. le ministre de l'industrie, la suggestion de l'utilisation des établissements Willeme à Nanterre pour les fabrications S. A. V. I. E. M. ; 3° pour assurer aux travailleurs licenciés, âgés de soixante ans et plus, une retraite principale et complémentaire égale à celle qu'ils auraient perçue s'ils avaient atteint l'âge légal de la retraite de la sécurité sociale.

13448. — 6 mars 1965. — M. Robert Ballanger expose à M. le ministre du travail que l'article 31 G (2^e, d), chapitre IV bis, livre I^{er}, du code du travail, tel qu'il résulte de la loi n° 50-205 du 11 février 1950 relative aux conventions collectives de travail, stipule que : « Les conventions collectives nationales contiennent obligatoirement des dispositions concernant : les modalités d'application du principe « à travail égal, salaire égal » pour les jeunes. » Implicitement, cette disposition signifie que pour un même travail, quel que soit l'âge du travailleur, le salaire doit être le même. Mais dans la vie il n'en est pas ainsi. L'article 2 du décret du 23 août 1950 portant fixation du salaire minimum encourage à la violation de la loi. C'est ce que rappelle la circulaire ministérielle du 25 août 1950 relative à l'application de ce décret, laquelle indique notamment : « ... sous l'empire de l'ancienne réglementation dont je rappelle à nouveau qu'elle demeure en vigueur jusqu'à l'intervention de conventions collectives ou de sentences arbitrales tendant à les modifier, les salaires des jeunes travailleurs étaient fixés par des taux différentiels appliqués aux salaires de l'ouvrier adulte. Ces mêmes règles trouveraient leur emploi par l'application du décret du 23 août 1950, et les abattements à appliquer aux salaires des jeunes travailleurs continueraient à être fixés comme suit : quatorze à quinze ans, 50 p. 100 ; quinze à seize ans, 40 p. 100 ; seize à dix-sept ans, 30 p. 100 ; dix-sept à dix-huit ans, 20 p. 100 ». Cet état de fait s'est aggravé au cours des dernières années par le non-respect de la qualification professionnelle des jeunes et l'établissement de catégories professionnelles spéciales aux jeunes, telle celle d'O. P. P. (ouvrier en perfectionnement), permettant au patronat de réduire le salaire des jeunes par rapport à celui des adultes effectuant le même travail. Quant aux jeunes filles, leurs salaires sont inférieurs de 9 à 10 p. 100 par rapport aux jeunes gens. En fait, ce sont près de neuf jeunes sur dix qui subissent un abattement sur leur salaire excepté dans quelques entreprises et corporations où, par l'action, les travailleurs en ont obtenu la suppression. Pour en finir avec une telle injustice sociale et avec la surexploitation des jeunes, le principe « à travail égal, salaire égal » devrait recevoir une application pratique et générale. Il lui demande si le Gouvernement, auquel il appartient, entend prendre les mesures nécessaires pour que les salaires des jeunes gens et jeunes filles soient établis en comparaison avec les salaires des autres travailleurs, selon le principe « à travail égal, salaire égal », toutes dispositions contraires étant abrogées.

13449. — 6 mars 1965. — M. Roger Roucaute expose à M. le ministre du travail le cas d'un ancien employé de la Compagnie des chemins de fer du Maroc en fonctions du 15 novembre 1929 au 15 janvier 1947 et ayant démissionné à cette date pour rentrer en France. Depuis 1948, il est salarié et cotise au régime général

de la sécurité sociale. Aux termes des règlements de la Compagnie des chemins de fer du Maroc, ce salarié ne remplit pas les conditions requises pour bénéficier d'une pension de retraite. D'autre part, il ne peut bénéficier des dispositions de la loi du 22 décembre 1961 pour le rachat des cotisations, n'ayant pas déposé sa demande avant le 31 décembre 1963. De ce fait ce salarié, à l'âge de soixante-cinq ans, n'aura droit qu'à une pension proportionnelle du régime général de sécurité sociale tout en ayant plus de trente années d'activité salariée. Il lui demande s'il ne considère pas qu'il serait normal que le régime de retraite d'une compagnie, dont le siège est en France et l'activité dans un pays ayant été sous protectorat français, puisse bénéficier de la coordination avec le régime de la sécurité sociale en France, et quelles dispositions il compte prendre à cet effet.

13450. — 6 mars 1965. — M. Arthur Ramette expose à M. le ministre du travail que de nombreux jeunes, dans diverses régions de France, ont de plus en plus de difficultés pour assurer leur droit au travail. Comme le montrent les statistiques officielles, le nombre des chômeurs partiels a plus que doublé, et celui des chômeurs totaux augmente sans cesse. Il lui rappelle que, le 23 février 1965, il a dû lui-même reconnaître que parmi les demandeurs d'emplois, le nombre des moins de dix-huit ans augmentait : 10,8 p. 100 du total pour le premier trimestre 1964 contre 8 p. 100 en 1962 et 5 p. 100 en 1957. Mais ces chiffres ne donnent qu'une idée partielle de la réalité. En Bretagne, 20.000 jeunes, faute d'écoles techniques ou d'emplois, sont obligés de quitter chaque année leur ville ou leur village. La situation créée dans le Nord, dans l'industrie du textile, pèse lourdement sur les salariés et notamment les plus jeunes; on compte officiellement 150.000 salariés du textile dans ce département, 25.000 chômeurs partiels et plus de 10.000 chômeurs totaux. En réalité, tous les travailleurs du textile sont touchés par le chômage partiel. Ils subissent une perte de salaire allant de 70 F à 150 F par mois. Si leur salaire atteint 90 p. 100 du salaire minimum basé sur quarante heures de travail par semaine, ils ne peuvent toucher l'allocation de chômage. Pour les femmes et les jeunes, cette allocation subit un abattement dans la mesure où ceux-ci ne sont pas considérés comme chef de famille. Pour les jeunes qui n'ont pas dix-huit ans, un abattement supplémentaire est opéré. Les difficultés accrues que rencontrent de nombreux jeunes pour obtenir un emploi à la sortie de l'école, si elles sont liées à l'impossibilité actuelle pour un jeune sur deux d'apprendre un métier, reflètent bien le rétrécissement du marché de l'emploi. De nombreux jeunes n'arrivent pas à trouver un premier emploi et ne sont pas de ce fait reconnus comme chômeurs. C'est pourquoi, alors que l'âge de la scolarité obligatoire reste toujours fixé à quatorze ans (du fait du report à 1972 par le Gouvernement de l'obligation de scolarité jusqu'à seize ans), la législation actuellement en vigueur qui stipule qu'un jeune — garçon ou fille — qui n'a jamais travaillé et qui se trouve sans emploi n'a droit à aucune allocation de chômage avant l'âge de dix-sept ans, est source d'injustice. Il ne peut avoir droit aux allocations de chômage total que si les conditions suivantes sont remplies : 1° avoir dix-sept ans au moins; 2° avoir terminé ses études depuis moins d'un an, ce délai étant prolongé de la durée du service militaire et du maintien sous les drapeaux pour les jeunes gens incorporés à la fin de leurs études; 3° être titulaire d'un diplôme de sortie d'une école technique ou professionnelle reconnue ou d'un diplôme de licence reconnu équivalent; 4° être inscrit depuis plus de six mois dans un service de main-d'œuvre, sans qu'il ait été possible de lui procurer un emploi; 5° ne pas être atteint par le plafond des ressources familiales. Il lui demande si le Gouvernement, auquel il appartient, n'a pas l'intention de prendre sans délai les mesures suivantes : a) que tout jeune garçon ou fille qui n'a jamais travaillé et qui a dépassé l'âge de la scolarité obligatoire (quatorze ans), inscrit au bureau de la main-d'œuvre, perçoive immédiatement une allocation journalière de chômage égale à 35 p. 100 du S. M. I. G., soit actuellement 5,60 F. Cette allocation devrait d'ailleurs être portée à 7 F comme le demande à juste titre la C. G. T.; b) que tous les jeunes en chômage partiel aient droit à l'indemnité sans abattement d'âge.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

13451. — 6 mars 1965. — Mme Ploux demande à M. le ministre des travaux publics et des transports s'il ne juge pas utile de rendre obligatoire la circulation à gauche des piétons. Certainement de nombreux accidents seraient ainsi évités, la plupart mortels, comme ce fut le cas il y a quelques jours dans le Finistère.

13452. — 6 mars 1965. — M. René Lecocq attire l'attention de M. le ministre des travaux publics et des transports sur le paragraphe E de l'article L. 12 du code des pensions civiles et militaires qui stipule que des bonifications sont accordées aux fonctionnaires demeurés dans les régions envahies ou les localités bombardées au cours de la guerre de 1914-1918. Or, beaucoup de cheminots — dont le nombre a aujourd'hui singulièrement diminué — sont restés dans les régions envahies dans les conditions ci-dessus indiquées. Il lui demande s'il lui serait possible de prendre les mesures requises pour que les cheminots puissent profiter des avantages dont jouissent les fonctionnaires.

13453. — 6 mars 1965. — M. Delong attire l'attention de M. le ministre des travaux publics et des transports sur la situation actuelle des ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées. En effet, d'une part, leur rémunération est demeurée sensiblement constante depuis le 1^{er} avril 1963, d'autre part, le projet de statut les concernant, et dont l'heureuse solution est d'importance vitale, n'est pas encore entré dans les faits. Il apparaît que, sur 12.000 ouvriers des parcs, 8.000 environ sont maintenus dans la situation d'auxiliaires malgré, pour certains d'entre eux, plusieurs dizaines d'années de présence au service. Or, ces auxiliaires sont payés sur des crédits départementaux, et leur titularisation n'entraînerait aucune dépense supplémentaire pour le budget de l'Etat, en adoptant la procédure des fonds de concours départementaux. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre, dans un proche avenir, pour remédier à cet état de fait.

13454. — 6 mars 1965. — M. Jean Lainé expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que, par application des dispositions du code de la route, il arrive que de simples voies rurales se trouvent avoir priorité sur certaines routes départementales et nationales, et même que, sur certains parcours, cette priorité se retrouve dix fois en moins de 15 kilomètres. Attirant son attention sur le fait que les automobilistes circulant sur des routes nationales ou départementales croient à tort avoir toujours la priorité — ce qui entraîne malheureusement de nombreux et graves accidents — il lui demande quelles mesures il compte prendre pour renforcer la sécurité de la circulation routière.

13455. — 6 mars 1965. — M. Hauret demande à M. le ministre des travaux publics et des transports si la responsabilité du propriétaire d'une cave traversant un chemin communal peut être engagée en cas d'effondrement causé par les transports lourds utilisant ce chemin.

13456. — 6 mars 1965. — M. Hauret demande à M. le ministre des travaux publics et des transports quelle autorité est habilitée à fixer une limite de tonnage aux transports effectués sur un chemin communal où un risque d'effondrement est possible.

13457. — 6 mars 1965. — M. Houël expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que le rapport de la commission d'enquête (*Journal officiel*, documents administratifs, n° 14 du 1^{er} octobre 1964), à la suite de l'accident du Viscount survenu à Trarroyes (Ain) le 12 août 1963, laisse apparaître des imperfections dans les liaisons entre les différents services de la météorologie et ceux de la navigation aérienne. La nécessité d'apporter certaines améliorations au radar panoramique de Lyon-Bron, pour que son utilisation soit plus efficace, paraît évidente. Considérant l'accroissement du trafic aérien à l'aéroport de Lyon-Bron, il lui demande s'il n'estime pas que tout doit être mis en œuvre pour assurer la sécurité aérienne dans les meilleures conditions possibles, les carences relevées par la commission d'enquête, notamment en matière de personnel et d'installations techniques appropriées à Lyon-Bron, pouvant être à l'origine d'accidents aériens. Il lui rappelle, à ce sujet, que les syndicats C. G. T., C. F. T. C. et F. O. de la météorologie nationale, section Lyon-Bron, ont, en de multiples occasions, attiré l'attention des autorités sur l'effectif insuffisant du personnel et sur la nécessité d'améliorer les installations au sol.

13458. — 6 mars 1965. — M. Le Guen demande à M. le ministre des travaux publics et des transports où en est l'application de la loi n° 63-1178 du 23 novembre 1963 relative au domaine public maritime, et quelles mesures il envisage de prendre afin d'aménager nos côtes et nos plages dans l'intérêt des touristes. Il lui demande également s'il n'estime pas nécessaire que soient incorporés au domaine public maritime les lais et relais de la mer, futurs et anciens.

13459. — 6 mars 1965. — M. Le Guen expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que des mesures s'imposent pour empêcher que l'accès à nos plages et le passage le long de notre littoral deviennent de plus en plus difficiles, par suite de l'accaparement progressif du littoral par des particuliers qui en achètent chaque jour de nouvelles tranches. Il lui demande s'il n'envisage pas d'interdire l'appropriation à l'avenir d'une frange littorale — dont la profondeur peut varier de 20 à 50 ou 100 mètres selon les lieux — par des particuliers et d'instituer une servitude de passage le long des côtes au bénéfice des touristes.

REPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

11005. — M. Raoul Bayou expose à M. le Premier ministre que les 4 et 30 septembre 1964 des orages extrêmement violents se sont abattus sur le département de l'Hérault causant des dégâts énormes à la voirie nationale, départementale et communale, aux habitations et aux caves, ainsi qu'aux terres et aux vignes. Il lui demande s'il ne pense pas que les travaux d'aménagement du littoral prévus devraient comporter également la régularisation des cours d'eau côtiers et l'écrêtement des crues, qui créent des dommages très importants et malheureusement fréquents tant à l'intérieur que sur les plages et dans les stations balnéaires. (Question du 6 octobre 1964.)

Réponse. — Le problème des inondations dans le département de l'Hérault et d'ailleurs sur l'ensemble du littoral Languedoc-Roussillon a préoccupé, dès sa création, la mission interministérielle. Dans le voisinage des stations qu'elle crée ou qu'elle améliore, elle s'est efforcée et s'efforcera d'adapter les travaux projetés pour la mise en valeur touristique à la diminution des risques d'inondation ; c'est ce qui sera fait notamment à l'embouchure du Vidourle.

AFFAIRES ETRANGERES

11662. — M. Sablé rappelle à M. le ministre des affaires étrangères que de nombreux Canadiens fréquentent la Martinique tout au long de l'année pour y villégiaturer, en dépit de l'absence actuelle d'équipement touristique, et qu'il s'établit ainsi un courant d'échanges dont l'inauguration du grand hôtel « Martinique » à Montréal en septembre dernier par des personnalités du département est une manifestation significative ; que des contacts plus réguliers sont pris par ailleurs en vue de l'exportation de nos produits tels que rhum, bananes et ananas vers le Canada, qui se découvre chaque jour davantage, par la langue, une certaine solidarité avec les Iles françaises. Il lui demande s'il ne croit pas nécessaire d'inviter le Gouvernement d'Ottawa à ouvrir, à Port-de-France, un consulat en vue de faciliter le séjour de ses ressortissants aux Antilles, cette représentation diplomatique paraissant plus conforme à nos affinités et à nos affaires que celles d'autres pays avec lesquels nous n'avons que des relations protocolaires. (Question du 17 novembre 1964.)

Réponse. — Il existe un consulat du Canada chargé des intérêts de ce pays dans nos trois départements d'Amérique. Son siège est à Port-d'Espagne (Trinité). Au cas où le Canada envisagerait d'ouvrir un consulat à Fort-de-France ou à Pointe-à-Pitre, le Gouvernement accueillerait favorablement cette proposition.

11750. — M. Davoust demande à M. le ministre des affaires étrangères quelles mesures le Gouvernement a prises, ou compte prendre, pour assurer en toutes circonstances la protection et la sécurité des ressortissants français au Congo ex-belge. (Question du 24 novembre 1964.)

Réponse. — La protection des Français résidant au Congo-Léopoldville est naturellement une préoccupation constante du Gouvernement. Des dispositions ont été prises dont la mise en œuvre a eu des résultats satisfaisants dans leur ensemble. Notre ambassade à Léopoldville a été pourvue de moyens exceptionnels. Elle a été dotée d'une vedette fluviale et un avion de transport a été mis à sa disposition. Un crédit lui a été en outre ouvert et elle a été munie d'un stock de vivres et de médicaments qui lui a servi et qui lui sert encore à subvenir aux premiers besoins des réfugiés. Il a été enfin décidé de compléter notre représentation consulaire au Congo par l'ouverture de nouvelles agences consulaires à Matadi, Bukavu, Goma et Stanleyville. Notre ambassadeur et ses collaborateurs se sont rendus aussitôt dans les zones où des ressortissants français devaient être secourus tandis que les consuls demeurent sur place, agissaient et intervenaient conformément à leur mission. Le Gouvernement a, d'autre part, mené une action diplomatique auprès d'un certain nombre de gouvernements africains qui, en leur qualité de membres de la commission ad hoc de l'O. U. A. chargée de l'affaire congolaise, pouvaient le plus utilement agir pour que soit assurée la sécurité des étrangers résidant au Congo. Il est intervenu en particulier auprès du président Kenyatta afin que des missions de la Croix-Rouge internationale soient installées au Congo pour y veiller au respect des conventions de Genève et y assurer la protection des civils. A l'exception d'un de nos ressortissants, M. Genon, dont on doit déplorer la mort à Stanleyville, tous les Français sont sains et saufs et ont été provisoirement installés à Léopoldville ou rapatriés.

12549. — M. Bernioudy, se référant à la réponse donnée par M. le ministre des affaires étrangères à la question écrite n° 11313 de M. Raust (J. O. Débats A. N., du 2 décembre 1964, page 5758), lui demande de fournir les précisions complémentaires suivantes : 1° à quelle date les gouvernements français et tunisien ont-ils pris une décision concernant : a) le nouveau mode de calcul des salaires

des experts fonctionnaires français servant en Tunisie ; b) la création d'une indemnité spécifique destinée à compenser la diminution éventuelle de leur traitement à partir du 1^{er} octobre 1964 ; c) la prise en charge de cette indemnité par le Gouvernement tunisien ; d) le libellé en francs français des rémunérations allouées à ces experts ; 2° depuis quelle date les services français ont-ils cessé de verser aux experts la rémunération expressément prévue par le contrat ; 3° pour quelle raison le remboursement des frais de déménagement de retour est très sensiblement inférieur au remboursement des frais de déménagement d'aller pour les experts qui, à la demande des services français, se trouvent actuellement en Tunisie et qui, pour leur retour, vont subir un préjudice pouvant atteindre 5.000 à 6.000 francs par famille. (Question du 23 janvier 1965.)

Réponse. — 1° Des négociations s'étaient ouvertes, au mois d'avril 1964, entre des représentants français et des représentants tunisiens en vue de procéder au renouvellement du protocole franco-tunisien de coopération culturelle et technique du 15 avril 1959. Ces négociations, qui avaient pour objet de mettre sur pied un nouveau régime de contrat modifiant la répartition des charges entre la France et la Tunisie, furent interrompues au début du mois de mai à la suite de la dénonciation unilatérale par le Gouvernement tunisien des accords du 2 mars 1963 relatifs aux terres appartenant à des agriculteurs français. Au mois de septembre 1964, l'ambassade de France à Tunis fit savoir aux autorités tunisiennes que le Gouvernement entendait reconduire, à compter du 1^{er} octobre et pour la durée d'une année, les contrats des experts et enseignants français, selon de nouvelles modalités. Le montant de la participation française, fixée au double du traitement indiciaire français et libellée en francs français, serait désormais limité à 40 p. 100. Par ailleurs, le Gouvernement tunisien aurait la possibilité de verser à certains agents moins favorisés par la nouvelle réglementation une indemnité spécifique destinée à compenser une diminution éventuelle de leur traitement. 2° Les services de l'ambassade de France à Tunis n'ont jamais cessé de verser aux experts la rémunération prévue par leur contrat. La cessation de paiement n'a pu intervenir qu'à l'expiration ou au non-renouvellement des contrats des intéressés. Toutefois, l'entente en vigueur du nouveau régime de contrat modifiant la répartition des charges entre la France et la Tunisie a pu provoquer certains retards dans le paiement de la part française des traitements de plusieurs experts. Ce retard, qui n'a touché que les agents dont le contrat prenait fin le 30 juin dernier, s'explique par le fait qu'il était nécessaire, compte tenu de l'entrée en vigueur d'un nouveau type de contrat, de passer avec les intéressés un avenant aux contrats expirés, afin d'en proroger la validité jusqu'au 30 septembre. Cette procédure accomplie, les services de l'ambassade de France à Tunis ont versé aux experts la rémunération prévue à leur contrat. A compter du 1^{er} octobre, le paiement de la part française a été naturellement subordonné à la signature par les experts de leur nouveau contrat. 3° Les dispositions du protocole de 1959 relatives aux conditions de déménagement constituaient une exception au régime général. Il a été décidé d'y mettre fin en étendant au personnel en service en Tunisie la réglementation prévue par le décret n° 50-491 du 5 mai 1950, à laquelle est déjà soumis l'ensemble des assistants techniques que le ministère des affaires étrangères met à la disposition de tous les autres gouvernements étrangers, sauf le Maroc. Toutefois, à titre transitoire, il a été décidé de prolonger jusqu'au 30 septembre 1965 l'application des dispositions de l'ancien protocole en faveur des experts et enseignants dont la mission a commencé avant le 15 avril 1959.

AGRICULTURE

11053. — M. Albrand expose à M. le ministre de l'agriculture que le décret n° 64-902 du 31 août 1964 supprime l'aide que le Gouvernement apportait jusqu'ici aux exportateurs de vin de consommation courante. Il attire son attention sur le fait que cette aide était intégralement répercutée sur le prix d'achat des importateurs antillais, et que sa suppression aura pour conséquence aux Antilles une hausse sensible de 0,25 à 0,30 franc par litre de vin, augmentée du fret et de l'octroi de mer. Il lui demande de lui faire connaître, compte tenu de cet aspect du problème, s'il ne lui paraît pas nécessaire d'envisager la possibilité de rétablir cette aide en ce qui concerne l'exportation des vins à destination des départements d'outre-mer. (Question du 7 octobre 1964.)

Réponse. — Le décret n° 62-826 du 21 juillet 1962 autorisait les exportateurs de vins de consommation courante à libérer, d'un volat compensateur provenant de vins hors quantum, les quantités équivalentes à celles exportées. Cette mesure permettait de mettre en concurrence les quantités de vins hors quantum avec les prix pratiqués à l'étranger. Le décret du 31 août 1964 n'a pas repris cette mesure, les producteurs alléguant qu'ils supportaient la différence de prix entre les cours intérieurs et extérieurs, et a supprimé la distinction entre les quantités de vins excédentaires et les quantités de vins libres sur le marché intérieur. En ce qui concerne les exportations de vin à destination des départements d'outre-mer, il est certain que la modification apportée aussi à la structure du marché du vin a des répercussions importantes sur les prix ; le Gouvernement se préoccupe de cette question, bien qu'il paraisse difficile d'en pallier largement les conséquences.

11525. — M. Charbonnel appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les conditions dans lesquelles sont financées les opérations d'assainissement de prés. Si, en effet, le taux des subventions qui sont attribuées à cette fin est élevé, les agriculteurs

qui en bénéficient sont en revanche contraints d'avancer la totalité du coût de l'opération pour laquelle ils ne peuvent, le plus souvent, obtenir de devis précis, ce qui, dans l'état général de leur trésorerie, les gêne considérablement. Il lui demande quelles mesures il serait possible de prendre afin d'apporter une solution aux difficultés ainsi constatées. (Question du 7 novembre 1964.)

Réponse. — Il est signalé à l'honorable parlementaire que, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (arrêté du 25 juillet 1963 modifié par l'arrêté du 31 juillet 1964), les travaux d'équipement rural bénéficiant pour leur financement du concours de l'Etat ne peuvent effectivement être entrepris, sauf dérogation exceptionnellement accordée par le ministre, qu'autant que la subvention aura été attribuée au maître de l'ouvrage dont la trésorerie ne doit plus alors supporter que la part des dépenses restant à sa charge. Cependant, si l'honorable parlementaire fonde sa question sur un cas particulier et digne d'intérêt, je le prie de bien vouloir le préciser par lettre adressée au service local du génie rural qui me saisira du dossier.

11922. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'agriculture qu'aux termes de l'alinéa « C » de l'article 679 du code rural, la section viticole du fonds national de solidarité peut prendre en charge tout ou partie des quatre premières annuités des prêts réalisés par des viticulteurs sinistrés du gel, obligés de reconstituer leur vignoble. Il lui rappelle que la reconstitution d'un hectare de vignoble représente une dépense d'au moins 7.000 francs. De ce fait, il devient de plus en plus difficile et inquiétant pour un viticulteur d'un certain âge d'envisager d'arracher et de replanter son vignoble. Le problème est, hélas, le même pour un jeune ménage de viticulteurs, déjà souvent endetté pour avoir amélioré l'habitat rural ou renouvelé le matériel agricole. C'est pourquoi il faudrait envisager différemment les emprunts de sinistrés pour la reconstitution du vignoble : le taux d'intérêt devrait pouvoir être ramené à 1 p. 100 ; la durée de l'emprunt devrait pouvoir varier, au gré de l'emprunteur, de dix à quinze années ; l'emprunteur devrait pouvoir bénéficier de la prise en charge par l'Etat d'au moins cinq annuités. Par ailleurs, la clause, qui fait obligation d'arracher le quart de la superficie exploitée par catégorie, devrait être revue. En effet, nombreux sont les sinistrés qui ne possèdent qu'un ou deux hectares, et qui doivent arracher le tout parce qu'ils sont sinistrés à 100 p. 100. Il lui demande ce qu'il pense de ces suggestions et si son ministère n'envisage pas d'améliorer les procédures actuelles des prêts du crédit agricole. (Question du 2 décembre 1964.)

Réponse. — En l'état actuel de la législation, des prêts spéciaux à moyen terme, dont le taux d'intérêt est réduit à 3 p. 100, peuvent être accordés par les caisses régionales de crédit agricole mutuel aux cultivateurs victimes de calamités lorsque les dégâts atteignent 25 p. 100 au moins de la valeur des cultures, récoltes ou cheptel et sont survenus dans une zone et pendant une période délimitées par arrêté préfectoral. Conformément à l'article 679 du code rural, les viticulteurs peuvent bénéficier de la prise en charge, par la section viticole du Fonds national de solidarité agricole de tout ou partie des deux, trois ou quatre premières annuités de remboursement de leurs prêts, selon les cas. Cependant des mesures exceptionnelles ont été prises par décret du 26 octobre 1963 modifié par l'article 9 du décret du 31 décembre 1963, pour aider les viticulteurs sinistrés à la suite des gelées de l'hiver 1962-1963. Ces derniers peuvent obtenir, par dérogation à l'article 679 susvisé, sous réserve qu'une déclaration de sinistre ait été souscrite auprès de l'administration des contributions indirectes avant le 30 avril 1964, la remise totale ou partielle des quatre premières annuités des prêts spéciaux qui leur auront été consentis pour la reconstitution de leur vignoble ; ils peuvent même obtenir la remise de la cinquième et de la sixième annuité dans certains cas. Les prêts pour pertes de récoltes sont consentis en moyenne pour quatre ans, une certaine faculté d'appréciation étant sur ce point laissée aux caisses régionales de crédit agricole. En revanche, les prêts pour la réparation de pertes en capital, destinés à la réalisation de travaux dont la productivité n'est pas immédiate sont accordés pour une durée maximum de quinze ans dans le cas de replantation et de dix ans lorsqu'il s'agit de recépage. Enfin, il est indiqué qu'un crédit d'un million de francs a été attribué exceptionnellement aux Pyrénées-Orientales en vue d'aider financièrement les viticulteurs du département qui ont été gravement sinistrés en 1964.

12074. — M. Leudrin demande à M. le ministre de l'agriculture s'il a l'intention de fixer par un texte législatif ou réglementaire la situation juridique des entreprises qui consacrent la presque totalité de leur activité aux travaux connexes du remembrement (arasement de talus, construction de chemins ruraux pour désenclaver les fermes, construction de chemins d'exploitation, nivellement de terrain, défrichement, irrigation, drainage), c'est-à-dire à la mise en valeur totale du sol. Il se trouve, en effet, que la sécurité sociale revendique leur appartenance au régime général et menace de les pénaliser, avec effet rétroactif, pour n'avoir pas acquitté les charges sociales auxquelles elles auraient été soumises. Il semble, au contraire, qu'en vertu de l'article 1060 du code rural, elles doivent relever pour leurs obligations sociales du régime agricole. (Question du 10 décembre 1964.)

Réponse. — La situation des entreprises en question, au regard des législations de protection sociale, ne peut être définie qu'après

détermination de l'activité prédominante qu'elles exercent. Elles peuvent, selon les cas, être considérées comme entreprises de travaux agricoles ou entreprises de travaux publics et, par conséquent, être rattachées au régime agricole ou au régime général de sécurité sociale. Des instructions ont été données dans ce sens en vue du règlement de la situation de certaines entreprises du département du Morbihan au sujet desquelles des difficultés avaient été signalées.

12246. — M. Arthur Richards rappelle à M. le ministre de l'agriculture que les services de contrôle du conditionnement ont été créés dans les anciennes colonies pour la défense de la qualité et la standardisation des produits originaires de ces territoires, afin qu'ils soutiennent sur les marchés, tant métropolitains qu'étrangers, la concurrence des produits étrangers similaires. Après la départementalisation des Antilles, de la Guyane, de la Réunion, ces services sont devenus départementaux, puis ils furent étatisés par l'intégration dans les services de la répression des fraudes dépendant du ministère de l'agriculture. Cette mesure a été réalisée par l'article 41 de la loi de finances pour 1963, n° 63-156 du 23 février 1963. Un décret d'application est prévu pour la régularisation de la situation des personnels qui doivent être intégrés et reclassés. Il lui demande, compte tenu du long délai qui s'est écoulé depuis cette décision, à quelle date doit intervenir le décret en cause. D'autre part, il lui signale que, pendant la période où ces services étaient départementaux, un concours pour le recrutement d'inspecteurs du conditionnement avait été ouvert à la Martinique. Les résultats de ce concours ont été publiés au recueil des actes administratifs de la Martinique, n° 14, du mois de décembre 1959. Il lui demande également s'il peut veiller à ce que la commission d'intégration prévue au décret à paraître, tienne compte de ce concours qui a eu lieu avec toutes les garanties requises pour les concours administratifs. Cela paraît possible, car l'effectif statutaire prévu crée un certain nombre de postes vacants à pourvoir, pour lesquels les lauréats reçus à ce concours ont incontestablement acquis des droits moraux. (Question du 18 décembre 1964.)

Réponse. — 1° L'avant-projet de décret d'intégration prévu par l'article 41 de la loi de finances pour 1963 vient d'obtenir l'accord du département des finances sur une rédaction différant assez peu de celle qui a déjà été soumise à M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. Il est fort probable que les divers ministères intéressés élaboreront aisément une rédaction conciliant leurs points de vue respectifs. Dans ces conditions, le Conseil d'Etat pourrait être lui-même saisi en février ou mars et le texte définitif devrait pouvoir intervenir dans le courant du printemps prochain. 2° Les résultats du concours subi en 1959 à la Martinique par des contrôleurs du conditionnement en vue d'obtenir le grade d'inspecteur de ce service figurent dans les dossiers personnels des intéressés qui seront soumis à la commission d'intégration prévue par le décret ; cette commission sera donc en mesure d'émettre son avis en toute connaissance de cause. 3° Le département des finances ayant lui-même demandé que les emplois à créer ne soient ventilés entre les divers grades des corps du service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité qu'une fois connu l'avis de la commission d'intégration, il est certain que les effectifs seront dans chaque grade adaptés aux droits reconnus des candidats à l'intégration.

12553. — M. Delong appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le fait que la nouvelle réglementation existant dans le régime général de la sécurité sociale, concernant les prestations de longue maladie, ne s'applique pas encore aux ayants droit des assurances mutuelles agricoles. Cette différence de régime et l'espoir de voir prochainement cette législation étendue suscitent une impatience bien compréhensible chez les malades du régime agricole. Il lui demande dans quels délais et par quels moyens il pense étendre la réglementation du régime général au régime agricole. (Question du 23 janvier 1965.)

Réponse. — Un projet de décret pris en application de l'article 1040 du code rural relatif au remboursement des frais de maladie et de maternité aux assurés sociaux agricoles est actuellement à l'étude. Ce projet prévoit notamment les modalités d'application aux bénéficiaires des régimes agricoles de protection sociale, des dispositions législatives inscrites dans l'article L. 286 du code de la sécurité sociale concernant les affections de longue durée.

12699. — M. Lathière expose à M. le ministre de l'agriculture que les caisses mutuelles d'assurances « maladie, invalidité, maternité » des exploitants agricoles remboursent à leurs assurés les frais pharmaceutiques au taux de 70 p. 100. Il lui demande, en conséquence, s'il n'envisage pas de prendre les mesures nécessaires pour que ces dépenses soient remboursées — à parité avec le régime général — au taux minimum de 80 p. 100. (Question du 30 janvier 1965.)

Réponse. — Les divers assureurs qui gèrent le régime obligatoire d'assurance maladie, invalidité, maternité des exploitants agricoles sont tenus de rembourser les frais pharmaceutiques aux assurés sur les bases en vigueur en ce qui concerne les assurés sociaux salariés, tant agricoles que non agricoles. Le taux de remboursement

des préparations magistrales est de 80 p. 100 du tarif pharmaceutique national, mais les spécialités pharmaceutiques ne sont remboursées aux assurés salariés ou non qu'à concurrence de 70 p. 100 — à l'exception de certaines spécialités irremplaçables pour lesquelles la participation de l'assuré est ramenée à 10 p. 100.

12802. — M. le Guen attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les doléances de plus en plus nombreuses auxquelles donne lieu le système actuel d'attribution des bourses d'enseignement et, notamment, sur les méthodes qui sont employées dans le cas d'enfants d'agriculteurs, la revenu de ceux-ci étant estimé de manière forfaitaire. Il lui demande s'il n'envisage pas de procéder, en collaboration avec les organisations professionnelles agricoles, à la détermination de nouveaux critères d'attribution des bourses. (Question du 6 février 1965.)

Réponse. — La procédure déconcentrée mise en œuvre à la rentrée de l'année scolaire 1963-1964 répond notamment à la préoccupation de réaliser les conditions les plus favorables pour ajuster les attributions de bourses aux facultés contributives réelles des familles. Les commissions consultatives départementales ont un rôle essentiel à jouer dans le choix des méthodes les mieux adaptées à la détermination du revenu agricole disponible dans sa complexité et dans ses aléas. L'expérience enregistrée à ce jour a permis de constater que la procédure ainsi instituée était de nature à répondre d'autant mieux aux légitimes soucis du milieu agricole qu'elle associe de très près les représentants des organisations professionnelles. Toutes possibilités de perfectionner le dispositif en application seront en toute hypothèse considérées très attentivement dans la perspective de donner sur le plan social le maximum de signification et de portée aux encouragements en faveur des progrès de la scolarisation en milieu rural. Dans cet esprit, une étude est actuellement menée, conjointement avec l'éducation nationale, en vue d'apporter aux commissions départementales, aux barèmes et aux critères d'octroi des bourses, les améliorations nécessaires.

12803. — M. Le Guen expose à **M. le ministre de l'agriculture** que la recalification des sols en Bretagne se présente comme une œuvre de longue haleine et qu'il apparaît souhaitable qu'elle soit poursuivie avec les taux de subvention accordés en 1964, c'est-à-dire 25 p. 100 (35 p. 100 pour la zone spéciale d'action rurale). Il lui demande s'il a bien l'intention de recourir pour 1965 les subventions accordées pour achat d'amendements calcaires dans les départements bretons. (Question du 6 février 1965.)

Réponse. — Il entre dans les intentions du Gouvernement d'accorder des subventions pour l'emploi des amendements calcaires au litre de la campagne 1965. Toutefois, aucune décision n'est encore intervenue tant en ce qui concerne la désignation des départements bénéficiaires, que la fixation du taux de subvention applicable à chacun d'eux.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

13105. — M. Lollive demande à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre**: 1° à combien d'anciens combattants de la guerre de 1939-1945 la retraite du combattant est actuellement servie; 2° combien, parmi les anciens combattants de 1939-1945, sont actuellement âgés de plus de 65 ans et perçoivent la retraite au taux réduit de 35 F. (Question du 20 février 1965.)

Réponse. — Le ministère des anciens combattants et victimes de guerre n'étant pas en mesure de fournir de nouveaux éléments statistiques, l'honorable parlementaire voudra bien se référer à la réponse qui a été faite à sa question écrite n° 7354 (Journal officiel, Débats parlementaires, Assemblée nationale, du 12 septembre 1964, p. 2773).

ARMEES

11859. — M. Boulay attire l'attention de **M. le ministre des armées** sur le fait que la haute spécialisation des matériels achetés par l'Etat au titre de l'équipement militaire de la force nucléaire stratégique risque de produire, à plus ou moins long terme, la constitution d'ententes professionnelles entre les entreprises fournissant lesdits matériels, provoquant en particulier de graves entraves à la concurrence, au détriment des finances publiques. Il lui demande: 1° quels modes de passation des marchés ont été mis en application pour les achats des matériels destinés à la force nucléaire stratégique depuis l'entrée en vigueur de la loi de programme relative à certains équipements militaires n° 60-1305 du 8 décembre 1960, et quel est le nombre d'entreprises qui, pour chaque marché, a présenté des offres de fournitures; 2° quelles sont les entreprises qui, depuis la mise en application de la loi de programme relative à certains équipements militaires, ont fourni des matériels à l'Etat, et pour quel montant; 3° combien d'entreprises ont été fusionnées entre elles, en ce qui concerne les fournisseurs des matériels de la force nucléaire stratégique depuis la

mise en application de ladite loi de programme; 4° de combien, en valeur absolue et en pourcentage, les prix payés par l'Etat en ce qui concerne les acquisitions de matériels destinés à la force nucléaire stratégique ont varié depuis la mise en application de la loi de programme, et quelles ont été les causes de ces variations de prix; 5° quelles sont les entreprises, parmi celles qui ont bénéficié d'achats destinés à l'équipement de la force nucléaire stratégique, qui ont bénéficié de prêts ou d'avances de l'Etat pour la recherche, celles qui ont perçu des subventions et celles qui ont procédé, dans leurs déclarations fiscales, aux amortissements exceptionnels de 25 p. 100 et aux faveurs accordées par la législation aux investissements des entreprises privées consacrées à la recherche scientifique et technique. (Question du 1^{er} décembre 1964.)

Réponse. — 1° Les matériels achetés par l'Etat au titre de l'équipement militaire de la force nucléaire stratégique ont fait l'objet de marchés passés le plus souvent de gré à gré. L'emploi de cette procédure est, en effet, une nécessité, d'ailleurs prévue par la réglementation en vigueur sur les marchés de l'Etat lorsque, en raison de motifs techniques impérieux ou d'investissements importants préalables, le marché ne peut être confié qu'à un fournisseur déterminé. Ce cas est évidemment celui de la plupart des matériels en cause qui demandent en particulier d'importantes études préalables. Cependant, les commandes d'approvisionnement passées par les établissements du ministère des armées pour la réalisation des matériels exécutés par ceux-ci ont fait l'objet d'appels d'offres chaque fois que la nature de l'approvisionnement à commander le permettait; 2° l'établissement d'une liste des entreprises ayant reçu commande des matériels de l'espèce nécessiterait un travail de dépouillement très important qui, au demeurant, ne présenterait pas une grande signification. Cette liste ferait en effet apparaître certaines entreprises n'ayant reçu que des marchés de faible montant, alors que d'autres ayant fourni des prestations beaucoup plus importantes, mais à titre de sous-traitant seulement, n'y figureraient pas. On peut citer parmi les principales entreprises en cause (classées par ordre alphabétique): Compagnie générale de T. S. F. (C. S. F.); Electronique Marcel Dassault (E. M. D.); Générale aéronautique Marcel Dassault (G. A. M. D.); Le Matériel téléphonique (L. M. T.); Société d'optique, de mécanique, d'électricité et de radio (Omera-Segid); Société pour l'étude et la réalisation d'engins balistiques (S. E. R. E. B.); Société nationale d'études et de construction de moteurs d'avions (S. N. E. C. M. A.); Sud-Aviation; Télécommunications radioélectriques et téléphoniques (T. R. T.); 3° à la connaissance du ministère des armées, il n'existe pas de cas de fusion entre ces diverses sociétés; 4° on peut estimer à 5 p. 100 par an environ la hausse moyenne intervenue sur les matériels en cause du fait de la variation des conditions économiques. Les autres hausses pouvant survenir sont dues en général à des révisions de programmes ou de définition des matériels résultant essentiellement de l'évolution permanente de la technique dans les domaines intéressés. De toute façon, ces hausses ont été incluses dans les budgets successifs des armées, dont le montant depuis 1960 a été constamment décroissant en valeur relative par rapport au produits national brut; 5° les entreprises en cause n'ont bénéficié de la part du ministère des armées, ni de prêts, ni de subventions pour la recherche. Elles n'ont reçu d'avances de ce ministère que dans le cadre des marchés qui leur ont été passés par celui-ci.

11953. — M. Gaudin attire l'attention de **M. le ministre des armées** sur la situation des instructeurs professionnels et moniteurs d'éducation physique qui dépendent de la direction des constructions et armes navales. Ces personnels remplissent des fonctions très semblables à leurs homologues du ministère de l'éducation nationale, mais leur classification dans le ministère des armées entraîne une différence sensible d'indice et de carrière. Ce problème est en instance depuis plusieurs années, et il aurait été envisagé par ses services d'améliorer la situation de ces personnels. Il semble toutefois que, par suite de l'opposition du ministère des finances, aucune mesure n'ait pu être prise en leur faveur. Il lui demande s'il n'envisage pas d'apporter enfin à la situation de ces personnels les améliorations de carrière attendues, permettant par exemple l'accession progressive des instructeurs et moniteurs hors catégorie. (Question du 4 décembre 1964.)

Réponse. — L'amélioration des bases de rémunération des personnels auxquels s'intéresse l'honorable parlementaire a fait l'objet d'une démarche du ministère des armées auprès du département des finances et des affaires économiques en vue d'aligner leur situation sur celle des professeurs techniques adjoints de l'éducation nationale. Ces propositions ont été rejetées définitivement, compte tenu de la différence fondamentale de statut juridique et de recrutement existant entre les moniteurs d'apprentissage des armées et les professeurs techniques adjoints de l'éducation nationale. Néanmoins, certaines mesures ont été prises en faveur de ces personnels, notamment en ce qui concerne la possibilité d'accès en hors-catégorie. L'ensemble de cette question peut difficilement être dissocié du problème général, actuellement à l'étude, de l'avenir des moyens de formation relevant de la délégation ministérielle pour l'armement.

12270. — M. Louis Dupont expose à **M. le ministre des armées** qu'à diverses reprises, il a été amené, ainsi que **M. le chef d'état-major de l'armée de terre**, à prendre un certain nombre de décisions et mesures concernant des officiers et sous-officiers qui avaient été ou seraient reconnus coupables de brutalités, de brimades et de châtements corporels envers les soldats du contin-

gent. La note du 3 mars 1964, n° 876 EMAT/CAB/31, précise « qu'indépendamment des punitions d'arrêts et des poursuites judiciaires éventuelles, les responsables des fautes commises aux divers échelons de la hiérarchie s'exposeront désormais à une élimination immédiate de l'armée ». Ainsi qu'il est précisé dans le texte précité, il est, en effet indispensable « que disparaissent totalement ces pratiques indignes de notre armée ». Or, dans un certain nombre de corps, ces méthodes n'ont pas encore complètement disparu, et les sanctions qui s'imposent ne sont pas toujours appliquées. Ainsi, au 61^e R. A. C. à Saint-Avoid (Moselle), un certain nombre de faits provoquent l'inquiétude parmi la population de cette localité, notamment les agissements d'un sous-officier adjoint au chef de service auto pour la B. II. R. (batterie hors rang). Ce sous-officier, qui se vante auprès des recrues d'avoir accompli des actes odieux de cruauté et de sadisme tant en Indochine qu'en Algérie, aurait un passé peu reluisant au regard du respect du règlement militaire et de la conduite morale que l'on est en droit d'exiger d'un gradé. Ce sous-officier utilise envers les soldats du contingent les pires brimades, allant jusqu'à les frapper. Mais un fait plus grave encore s'est produit récemment, qui conduit à poser la question de savoir s'il est exact : a) que les soldats se soient plaints à plusieurs reprises de ces faits auprès des autorités supérieures de la caserne, sans que des mesures soient prises pour faire cesser les activités de ce sous-officier ; b) que tout dernièrement ce sous-officier, ayant entraîné un soldat de 2^e classe à boire, lui ait fait subir les pires outrages sous la menace d'un rasoir ; c) que le soldat qui a subi les sévices de ce sous-officier ait fait un rapport au colonel commandant ce régiment, et que celui-ci n'ait pas encore pris les mesures qui relèvent de son autorité. Il lui demande donc quelles sont les mesures qu'il compte prendre immédiatement et quelles sont les décisions qu'il compte faire appliquer, notamment en fonction de la note 876 EMAT/CAB/31 du 3 mars 1964, dans le cas considéré, et particulièrement s'il estime que les faits relatés impliquent l'exclusion immédiate de l'armée du sous-officier en cause et sa traduction devant la juridiction pénale compétente. (Question du 31 décembre 1964.)

Réponse. — Le sous-officier dont il s'agit ne s'est rendu coupable des faits évoqués qu'une seule fois, au début du mois de décembre dernier ; encore conviendrait-il de noter qu'il n'a, à aucun moment, menacé sa victime d'un rasoir. Dès que ses graves agissements ont été connus du commandement, il a fait l'objet d'une sanction ; une procédure de cassation de son grade et une action judiciaire ont été aussitôt entreprises.

12565. — M. Maurice Bardet expose à M. le ministre des armées qu'à l'exception du relèvement indiciaire, d'ailleurs très faible, accretés à compter du 1^{er} juillet 1961, les personnels militaires retraités n'ont bénéficié, ainsi qu'il résulte de sa réponse faite le 24 août 1963 à la question écrite qu'il lui a posée le 18 juillet 1963, sous le n° 4176, d'aucune des mesures particulières destinées à l'amélioration de la situation des personnels militaires en activité de service, mesures que le Gouvernement considère comme substantielles si l'on se reporte aux nombreuses réponses ministérielles traitant de ce sujet. Il lui demande, pour lui permettre d'apprécier la portée réelle de ces mesures particulières, de lui indiquer le montant mensuel de l'augmentation de solde et accessoires de solde (en distinguant par indemnité) accordée de leur chef à un maître mécanicien de la marine, servant après dix ans au 1^{er} janvier 1957, admis au cadre de maistrance, classé à l'échelle de solde n° 3, marié, 1 enfant de plus de cinq ans, en résidence à Lorient. La comparaison pourrait se porter sur la période du 1^{er} janvier 1957 au 1^{er} janvier 1965. (Question du 23 janvier 1965.)

Réponse. — Les éléments de comparaison demandés par l'honorable parlementaire sont fournis par le tableau ci-dessous :

	AU 1 ^{er} JANVIER 1957	AU 1 ^{er} JANVIER 1965	AUGMEN- TATION
	Indice brut 255.	Indice brut 260.	
	F	F	F
Solde mensuelle.....	339,90	673,50	333,60
Charges militaires.....	52,80	76,50	23,70
Indemnité de résidence...	90,60	129 »	38,40
Supplément familial.....	5,10	9,90	4,80
Sécurité sociale (retenues).	— 9 »	— 18 »	— 9 »
Total.....	479,40	870,90	391,50

12567. — M. Bignon expose à M. le ministre des armées que l'article 5 de la loi n° 59-1482 du 28 décembre 1959 créant des limites d'âge inférieures et supérieures pour les militaires non officiers des armées de terre et de mer, précise que « les autorisations de servir au-delà des limites d'âge précédemment en vigueur qui auraient été accordées antérieurement à la promulgation de la présente loi restent valables, même si elles doivent avoir pour effet de maintenir les intéressés en service au-delà des nouvelles limites d'âge supérieures ». Ce texte est suffisamment clair et n'a besoin d'aucune interprétation ; et, de ce fait, toutes instructions publiées allant à son encontre sont absolument illégales.

Il lui précise que des sous-officiers du service de la chancellerie sont mis d'office à la retraite avant d'avoir atteint la limite d'âge de cinquante ans, alors qu'ils avaient été autorisés préalablement à la promulgation de la loi du 28 décembre 1959 à servir jusqu'à l'âge de cinquante ans. Notamment, pour ne citer qu'un seul cas, le sergent-major O., intégré dans le cadre des agents de chancellerie le 1^{er} mai 1958 et titulaire du certificat d'aptitude professionnelle de ce cadre, a été autorisé à servir jusqu'à la limite d'âge supérieure de cinquante ans par décision ministérielle du 1^{er} juillet 1958, en application du décret n° 52-135 du 4 février 1952 ; néanmoins, par décision ministérielle du 10 novembre 1964, ce sous-officier, âgé de quarante ans, a été mis d'office à la retraite à compter du 1^{er} février 1965. Il y a là une violation caractérisée de la loi. Il lui demande de lui faire connaître ses intentions à l'égard des décisions arbitraires ainsi prises à l'égard des sous-officiers du cadre de la Chancellerie et notamment si ces décisions ne doivent pas être purement et simplement annulées. (Question du 23 janvier 1965.)

Réponse. — Le décret n° 54-491 du 10 mai 1954, dans son article 1^{er}, fixe à cinquante ans la limite d'âge normale des sous-officiers des services. Il n'apparaît donc pas que le sous-officier dont le cas fait l'objet de la présente question ait pu être autorisé « à servir jusqu'à la limite d'âge supérieure de cinquante ans », par une décision ministérielle du 1^{er} juillet 1958, alors que le texte précité était en vigueur à cette date. Par conséquent, l'article 5 de la loi n° 59-1482 du 28 décembre 1959, auquel se réfère l'honorable parlementaire, n'est pas applicable à ce sous-officier, qui servait simplement jusqu'à la limite d'âge normale. Dans ces conditions, l'article 1^{er} du décret n° 60-1491 du 26 décembre 1960 ayant fixé à quarante ans au 1^{er} janvier 1965 la limite d'âge des sous-officiers des services non admis à la limite supérieure, il n'y a lieu de voir dans la mesure prise à l'égard de l'intéressé ni décision arbitraire, ni violation de la loi.

12706. — M. Escande demande à M. le ministre des armées si un ancien combattant de la guerre 1914-1918, réformé à 85 p. 100 à la suite d'une blessure de guerre par gaz de combat, peut déposer un dossier de candidature pour la médaille militaire et, dans la négative, sur quelles décisions il peut s'appuyer pour refuser le dépôt et l'étude dudit dossier. (Question du 30 janvier 1965.)

Réponse. — Si l'intoxication par gaz a été homologuée comme blessure de guerre, l'ancien combattant qui fait l'objet de la présente question peut, conformément aux dispositions spéciales concernant les mutilés de guerre de 65 à 95 p. 100 (article R. 39 à 41 du code de la légion d'honneur et de la médaille militaire), constituer un dossier de candidature pour la médaille militaire. Il convient cependant de rappeler que, selon la jurisprudence constante du Conseil d'Etat, les décisions du ministère des anciens combattants et victimes de guerre ne s'imposent pas au ministre des armées, seul compétent pour mentionner sur les pièces matricules des militaires les blessures, accidents ou maladies dont ils ont été victimes au cours de leur service.

12708. — M. Bignon expose à M. le ministre des armées qu'une circulaire en date du 19 novembre 1954 (B. O. P. T. n° 53), relative au recrutement des personnels civils non fonctionnaires des services extérieurs « terre », rappelle aux autorités compétentes « que les embauchages de personnels civils ou militaires titulaires d'une pension de retraite ne sont pas autorisés, sauf en cas tout à fait exceptionnel, cette interdiction ne s'appliquant pas toutefois aux sous-officiers susceptibles d'occuper un emploi technique ». Il s'agit là d'une mesure discriminatoire à l'égard d'anciens sous-officiers, titulaires d'une modeste retraite proportionnelle et qui ont servi le pays sur les différents théâtres d'opérations de guerre et qui n'ont pas sollicité d'emplois réservés auxquels ils pouvaient prétendre, ayant dans la résidence où ils ont choisi de se retirer une modeste maison. Un humble emploi temporaire leur permettrait de vivre, d'ailleurs très modestement, et, et s'étonne que les services du ministère des armées ferme leurs portes à ces bons serviteurs de la nation et qu'on les traite sur le même pied que les civils qui sont, eux, titulaires d'une pension d'ancienneté. Il lui demande, en l'absence de toute loi interdisant un tel embauchage, s'il ne lui semble pas nécessaire de revenir sur cette interdiction. (Question du 30 janvier 1965.)

Réponse. — Le ministère des armées a entrepris une réforme d'ensemble des structures militaires afin de les adapter aux tâches nouvelles qui lui incombent ; cette réforme impose notamment une déflation progressive des effectifs, tant militaires que civils. C'est dans le cadre de cette politique de compression des personnels appliquée aux agents contractuels qu'a été rédigée la circulaire citée par l'honorable parlementaire : les embauchages devant être limités, il a été décidé de tenir compte des ressources connues dont disposent les agents pour en déterminer l'ordre. Cette mesure a un caractère très général et n'est nullement discriminatoire à l'égard des anciens sous-officiers, qui peuvent toujours bénéficier de la réglementation relative aux emplois réservés, et se voir attribuer à ce titre un emploi de titulaire. Par ailleurs, des dérogations à ces règles sont admises, pour permettre aussi bien de résoudre les cas sociaux les plus dignes d'intérêt que de satisfaire certains besoins particuliers des services.

12985. — **M. Paul Coste-Floret** expose à **M. le ministre des armées** le cas d'un fonctionnaire, M. X... qui, ayant été requis le 30 mai 1944 au titre du S. T. O. pour un départ en Allemagne, s'est évadé de France, est passé en Espagne, puis en Afrique du Nord et est rentré en France le 5 avril 1945. En 1959, l'intéressé a déposé à l'office des anciens combattants une demande d'homologation du temps passé hors de France afin de bénéficier des avantages accordés aux fonctionnaires résistants. En mai 1964, il lui a été délivré une carte de réfractaire, mais cette qualité ne lui a été reconnue que pour la période comprise entre le 30 mai 1944, date à laquelle il a quitté la France, et le 22 août 1944, date à laquelle les occupants ont quitté son département de résidence. Sur le conseil du secrétaire général de l'office des anciens combattants, il a alors adressé au général commandant la subdivision militaire une demande en vue d'obtenir la carte des évadés et de faire ainsi homologuer toute la période qu'il a effectivement passée hors de France. Cette demande a été refusée en raison de la foreclusion intervenue depuis décembre 1963. Etant donné qu'un premier dossier a été constitué par l'intéressé dès 1949 et que celui-ci ne peut être rendu responsable du long délai écoulé entre la date de dépôt de cette demande et la date à laquelle il a reçu la carte de réfractaire, il lui demande s'il n'estime pas équitable qu'une décision exceptionnelle soit prise en vue de lever la foreclusion dont l'intéressé est actuellement victime en ce qui concerne sa demande de carte des évadés. (Question du 13 février 1965.)

Réponse. — Le décret n° 59-282 du 7 février 1959 qui réglemente l'attribution de la médaille des évadés a précisé en son article 13 : « Une commission nommée par arrêté du ministre des armées est chargée d'examiner les candidatures et de soumettre ses propositions à ce ministre, qui attribue la médaille par arrêté. « Les candidatures devront avoir été déposées au plus tard le 31 décembre 1963 ». Ce texte étant signé par le Premier ministre, et contresigné par le ministre des armées, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'intérieur et le ministre des anciens combattants, il n'est pas possible au ministre des armées de relever un candidat de la foreclusion, quels que soient les motifs invoqués. En outre, la médaille des évadés étant attribuée depuis 1944, les personnes intéressées ont eu largement le loisir de faire valoir leurs droits pour ne pas se laisser surprendre par la foreclusion, qui était prévue depuis près de 5 ans.

CONSTRUCTION

12709. — **M. Le Guen** expose à **M. le ministre de la construction** que l'apparition à Paris, à la porte de certains immeubles, de pancartes portant l'indication « Appartements à louer » a suscité une certaine surprise auprès des personnes ayant des revenus modestes qui sont à la recherche d'un logement depuis plusieurs années et qui ne peuvent aboutir à une solution, n'ayant pas les moyens de payer les loyers réclamés pour les logements situés dans les immeubles neufs ou d'acheter un appartement. Dans le même temps, on constate qu'un nombre de plus en plus grand d'appartements nouveaux ne peuvent trouver acquéreur ou locataire, et certains cabinets immobiliers ont vu leur chiffre d'affaires baisser de 20 à 50 p. 100 depuis quelques mois. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de prendre toutes mesures utiles pour mettre fin à cette situation anormale dans laquelle on constate, d'une part, une pénurie de l'offre de logements, et d'autre part, une relative pénurie. (Question du 30 janvier 1965.)

Réponse. — L'apparition à Paris et dans quelques grandes villes de province de pancartes portant l'indication « Appartements à louer » comme la relative pénurie de certains appartements neufs, et en particulier de ceux dits de « haut luxe », sont les premiers signes d'une certaine détérioration survenue au cours de ces derniers mois dans le marché du logement. Cette situation n'intéresse certes, pour le moment, que les personnes disposant de revenus élevés. Mais elle marque une tendance qui mérite d'être soulignée. Pour la première fois depuis 1959 et selon les indications fournies récemment par des agents de publicité ou agents immobiliers, les prix de vente de certains appartements ont baissé de 20 à 25 p. 100. Il en est de même semble-t-il pour les loyers des logements dits de grand standing qui, faute de preneur, ont diminué dans les mêmes proportions. Ainsi s'amorce l'assainissement du marché des logements les plus chers, en même temps que le Gouvernement a mis fin, par les mesures prises en décembre 1963, aux pratiques spéculatives auxquelles pouvait donner lieu la vente des logements bénéficiant de l'aide de l'Etat, c'est-à-dire des logements les moins chers. De tout ceci résulte évidemment une réduction sensible du volume des transactions immobilières comme aussi des marges bénéficiaires abusives pratiquées par certains cabinets immobiliers, agents d'affaires ou intermédiaires de toute sorte, qui ne paraissent pas devoir faire l'objet d'une protection particulière de la part du ministre de la construction.

12712. — **M. Trémolières** demande à **M. le ministre de la construction** si, pour mettre un terme aux injustices qui se produisent lors de la répartition des appartements H. L. M. entre les inscrits au fichier des mal logés du département de la Seine, puisque certaines demandes sont en attente depuis plus de dix ans, il n'envisage pas d'établir des fiches de présentation entièrement anonymes, comme

cela a été pratiqué par l'administration préfectorale de Marseille pour les rapatriés, à la satisfaction générale. (Question du 30 janvier 1965.)

Réponse. — Le préfet de la Seine, sous l'autorité directe duquel se trouve placé le « fichier central des mal logés », a été saisi des suggestions de l'honorable parlementaire. Le Gouvernement a récemment demandé à ce haut fonctionnaire de procéder à une réorganisation dudit fichier, de façon à assurer une affectation aussi équitable que possible des logements sociaux construits dans la région parisienne.

12718. — **M. Tomasini** attire l'attention de **M. le ministre de la construction** sur certaines dispositions tendant à limiter la spéculation sur les terrains à bâtir. L'une d'elles fait l'objet de l'article 22 de la loi n° 62-848 du 26 juillet 1962, qui modifie l'article 21 de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 en précisant que les biens faisant l'objet d'une expropriation « sont estimés d'après la valeur qu'ils ont acquise en raison de leurs possibilités, dûment justifiées, d'utilisation immédiate un an avant l'ouverture de l'enquête prévue à l'article premier ». Cette disposition est tempérée par un alinéa suivant qui prévoit que : « cette valeur est révisée, compte tenu des variations du coût de la construction constatées par l'Institut national de la statistique entre la date de référence et celle du jugement fixant les indemnités ». L'intention du législateur, lorsqu'il adopta ces mesures, était sans équivoque ; il souhaitait que des spéculateurs éventuels ne bénéficient point d'une hausse de la valeur des terrains à exproprier, pouvant intervenir dès le moment où circulaient des bruits relatifs à une opération d'urbanisme par exemple, envisagée par une collectivité publique expropriatrice. Ce souci explique la précaution prise de fixer l'estimation des biens à la valeur qu'ils possédaient un an avant l'ouverture de l'enquête d'expropriation. En fait, il arrive fréquemment que cette mesure lèse gravement les propriétaires expropriés (malgré la révision ci-dessus rappelée) car la chambre d'expropriation, prévue à l'article 12 nouveau de l'ordonnance du 23 octobre 1958, est obligée de tenir compte d'une estimation antérieure d'un an à l'ouverture de l'enquête, estimation souvent différente de la valeur qu'ont réellement acquise, même sans raison spéculative, les terrains en cause au moment où l'estimation est faite. Par ailleurs, l'application draconienne des dispositions prévues par l'article 3 de la loi de finances pour 1964, n° 63-1241 du 19 décembre 1963, est un motif supplémentaire pour les propriétaires expropriés de subir un préjudice parfois considérable. Lui rappelant que le législateur, en adoptant les deux textes précités, s'il avait voulu supprimer la hausse spéculative sur les terrains, avait également entendu protéger les intérêts légitimes des propriétaires, il lui demande s'il compte mettre à l'étude des dispositions tendant à modifier ces textes en leur donnant plus de souplesse, de façon à ce qu'ils fassent disparaître les préjudices incontestables que subissent les propriétaires expropriés. (Question du 30 janvier 1965.)

Réponse. — 1° La période dont il est tenu compte pour la révision, en fonction de l'indice du coût de la construction, de l'estimation de la valeur des biens expropriés, s'étend de la date à laquelle cette valeur a été estimée (c'est-à-dire un an avant l'ouverture de l'enquête d'utilité publique) à celle du jugement fixant les indemnités. Elle couvre, en conséquence, et dépasse la période d'un an qui précède l'enquête. Les causes de hausse spéculative étant, par hypothèse, antérieures à cette enquête et pouvant intervenir, ainsi que le reconnaît l'honorable parlementaire « dès que circulent des bruits relatifs à une opération d'urbanisme », les dispositions de l'article 21 de l'ordonnance modifiée du 23 octobre 1958 paraissent dès lors les mieux à même de permettre d'intégrer dans l'indemnité, par le jeu des indices, l'augmentation de valeur de caractère non spéculatif qui fait l'objet de la question et d'en exclure, en revanche, ce qui est le but de la loi, toute augmentation provoquée par l'annonce des travaux que la collectivité publique intéressée se propose d'entreprendre. 2° En ce qui concerne l'application de l'article 3 de la loi de finances pour 1964, la question est posée à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

12824. — **M. Carter**, se référant aux dispositions de l'article 13 de la loi de finances rectificative pour 1964 n° 64-1278 du 23 décembre 1964 prévoyant un loyer maximum pour certains logéco's, demande à **M. le ministre de la construction** s'il entend se référer, pour la détermination de ce maximum, au prix de 400 francs pour un quatre pièces, avancé lors de l'annonce récente d'un programme de logements sociaux dans la région parisienne, et, dans la négative, comment il entend éviter l'écueil d'un double secteur dans le domaine du logement social, le propriétaire particulier étant une nouvelle fois appelé à faire seul les plus gros sacrifices. (Question du 6 février 1965.)

Réponse. — Les textes réglementaires prévus par l'article 13 de la loi de finances rectificative pour 1964 sont actuellement à l'étude, le loyer maximum devant être fixé par arrêté conjoint du ministre de la construction et du ministre des finances et des affaires économiques. Par ailleurs, il est rappelé qu'un double secteur de logement social et locatif existe en fait depuis qu'un arrêté du 11 janvier 1960 (art. 2) a prévu d'accorder des avantages particuliers pour les logements économiques et familiaux destinés à la location, en contrepartie du double engagement contractuel de respecter un loyer maximum, d'une part, et de maintenir la destination locative du logement jusqu'à complet remboursement du prêt, d'autre part. Les dispositions législatives susvisées ont donc

en fait pour objectif de faire obstacle aux manœuvres spéculatives développées sur des logements qui n'ont pu être réalisés que grâce à une aide financière accordée par l'Etat dans des conditions particulièrement avantageuses.

12825. — M. Pierre Bas appelle l'attention de M. le ministre de la construction sur l'intérêt de l'organisation d'un financement privé à long terme de la construction de logements. A la fin de l'année 1963, le Gouvernement a décidé de réserver l'aide de l'Etat en matière de construction aux familles à revenus modestes, les investissements privés devant assurer le relais du financement public pour les autres. En pratique, cela signifie que ces dernières disposent, pour remplacer les prêts du Crédit foncier à quinze ou vingt ans, de prêts à neuf ans d'organismes privés. Le nombre de familles françaises pouvant payer une maison ou un appartement en neuf ans seulement est restreint. Ce fait n'a pas échappé à M. le ministre de la construction, qui a déclaré à l'intention de la presse, le 14 avril 1964, qu'un groupe de travail sur le financement privé de la construction allait s'efforcer de dégager la possibilité de créer un système de prêts d'une durée minimum de quinze ans à un taux d'intérêt non prohibitif. Une telle initiative apporterait en effet un remède à un certain nombre de maux dont souffre la construction du logement en France, et dont la presse de toutes tendances s'est récemment fait l'écho. Il lui demande de faire connaître les conclusions auxquelles a abouti le groupe de travail en question et quelles sont ses décisions en ce domaine. (Question du 6 février 1965.)

Réponse. — Le groupe de travail dont la constitution avait été annoncée par le ministre de la construction le 14 avril 1964 a déposé son rapport. Il ressort de ses conclusions que le développement du financement privé de la construction est essentiellement lié à l'investissement, dans ce secteur de l'économie, de l'épargne collectée par les instituts de prévoyance (notamment les sociétés d'assurance-vie et de capitalisation), les caisses d'épargne et surtout les banques. Un double objectif doit donc être poursuivi : d'une part, rendre moins mobile l'épargne déposée, d'autre part, repenser les structures sur lesquelles doit s'appuyer le financement privé de la construction. Les possibilités offertes par certaines institutions déjà en place — épargne-crédit, sociétés immobilières d'investissement — devront être accrues. Des régimes de financement nouveaux sont suggérés : création d'un nouveau régime de prêts du Crédit foncier, possibilité pour les banques de consentir des prêts à plus long terme pour la construction de logements, organisation d'un marché des créances hypothécaires, communément désigné sous le vocable de « marché hypothécaire ». L'étendue des problèmes juridiques et financiers inhérents à cette dernière proposition a justifié la constitution d'un groupe de travail spécifique. Ce second groupe de travail vient également de déposer son rapport, soumis conjointement au Premier ministre, au ministre des finances et au garde des sceaux. Il est, en conséquence, possible d'espérer qu'un ensemble de mesures, de portée générale, seront prises dans les prochains mois, dans le sens souhaité par l'honorable parlementaire.

12996. — M. Trémolières demande à M. le ministre de la construction de lui indiquer le nombre d'inscrits au fichier central des Mal-Logés, qui, au cours de l'année 1964, ont été relogés par l'office d'I. L. M. de Paris, 49, rue du Cardinal-Lemoine, en précisant par arrondissement le nombre de familles relogées, la classification étant faite selon le domicile avant relogement. (Question du 13 février 1965.)

Réponse. — Les renseignements demandés par l'honorable parlementaire ne figurent pas parmi les données statistiques régulièrement suivies par l'administration centrale du ministère de la construction et doivent être spécialement réunis. La préfecture de la Seine a, en conséquence, été saisie. Le caractère très précis des statistiques à fournir nécessitera, selon toute vraisemblance, une étude particulière à l'échelon départemental. Les résultats de cette étude seront communiqués ultérieurement à l'honorable parlementaire.

12997. — M. Trémolières demande à M. le ministre de la construction s'il ne lui semble pas opportun, au moment où des chiffres très différents sont avancés par des organismes officiels en ce qui concerne le nombre des inscrits au fichier des mal-logés, de faire procéder par le service du logement du département de la Seine à une vérification du nombre des inscrits au fichier central des mal-logés pour connaître les besoins exacts en éliminant tous ceux qui sont décédés, ou partis en province, ou à la retraite dans une autre localité, ou relogés par leurs propres moyens, par leur entreprise ou leur administration, de telle façon que des programmes de construction puissent être élaborés sur des bases certaines. (Question du 13 février 1965.)

Réponse. — La mise à jour du fichier central des mal-logés est une tâche difficile. Bon nombre de familles qui ont obtenu un logement ou ont abandonné la région parisienne négligent de le signaler aux services qui ont la charge de cette mise à jour. Un sondage rapide a permis de constater qu'un tiers au moins des inscriptions étaient devenues sans objet. Pour porter remède à cette situation, le Gouvernement vient de décider la révision d'ensemble dudit fichier, en particulier celui des « prioritaires ». Cette décision répond aux préoccupations exprimées par l'honorable parlementaire.

EDUCATION NATIONALE

9696. — M. Privat demande à M. le ministre de l'éducation nationale de lui faire connaître, pour chacune des années 1959, 1960, 1961, 1962 et 1963 : 1° Le nombre de classes neuves du premier degré dont la construction a été terminée, en distinguant les classes construites au moyen des procédés traditionnels et celles construites au moyen des procédés dits de préfabrication ; 2° Le nombre de classes du premier degré dont la construction est prévue au moyen des méthodes traditionnelles et a été effectivement commencée ; 3° La liste des établissements neufs du deuxième degré (classique, moderne, et technique) dont la construction a été achevée et qui ont été effectivement mis en service ; 4° La liste des établissements nouveaux du deuxième degré, dont la construction a été effectivement commencée. (Question du 16 juin 1964.)

Réponse. — 1° Nombre de classes neuves du premier degré (primaires et maternelles) dont la construction a été terminée au cours des années 1958 à 1963 en distinguant les classes construites au moyen de procédés traditionnels et celles construites au moyen des procédés dits de préfabrication :

ANNÉES	TOTAL des classes construites.	ANNÉES	TOTAL des classes construites.
1959	11.559	1962	6.837
1960	9.641	1963	6.030
1961	8.044		

Il n'a pas été distingué entre les classes construites au moyen de procédés traditionnels et celles construites au moyen de procédés dits de préfabrication, les statistiques concernant les mises en service de locaux à chaque rentrée scolaire ne comportant pas ces renseignements. 2° Nombre de classes du premier degré, dont la construction est prévue au moyen de méthodes traditionnelles et a été effectivement commencée. Le nombre de classes du premier degré dont la construction est prévue au moyen de méthodes traditionnelles et a été effectivement commencée est de 9107. 3° et 4° Les listes des établissements du second degré mis en service après achèvement et de ceux dont la construction est entreprise, ne peuvent, en raison de leur volume, être insérées ici. Elles sont adressées par courrier à l'honorable parlementaire.

11897. — M. Vial-Massat expose à M. le ministre de l'éducation nationale l'intérêt que les populations du canton de Bourg-Argental (Loire) et de l'agglomération stéphanoise portent au collège d'enseignement général public de Bourg-Argental. Compte tenu des difficultés anciennes et actuelles du fonctionnement de cet établissement, qui accueille 140 élèves, il lui demande : 1° si le décret du 28 septembre 1964 est appliqué au collège d'enseignement général de Bourg-Argental et signifie que cet établissement est assimilé à un lycée municipal et, dans l'affirmative, quelles sont les règles de répartition affectées à son fonctionnement ; 2° quelle suite il compte donner à la demande faite par la municipalité de Bourg-Argental de mise en régie d'Etat de l'internat de cet établissement. (Question du 1^{er} décembre 1964.)

Réponse. — L'application du décret du 28 septembre 1964 va faire l'objet de décisions individuelles prises après étude du cas particulier que constitue chaque établissement. Les collèges d'enseignement général, qui correspondent aux besoins déterminés par les récentes études relatives à la carte scolaire, seront progressivement dotés d'un statut analogue à celui des lycées municipaux. La suite donnée à la demande de mise en régie d'Etat dépendra de la situation faite au collège d'enseignement général de Bourg-Argental après l'application de ce décret.

12115. — M. Davoust demande à M. le ministre de l'éducation nationale dans quelles conditions sera appliquée la réforme scolaire en ce qui concerne l'entrée des enfants de onze ans dans les classes de transition. Actuellement, les centres de transition n'ont pas été désignés, les bâtiments scolaires ne sont pas implantés, le ramassage scolaire n'est pas prévu, et les municipalités, qui vont devoir voter leurs budgets, sont dans l'incertitude en particulier sur les dépenses qu'elles auront à supporter. Il lui demande en outre, au cas où les textes ne seraient pas appliqués en 1965, quel diplôme ou certificat sera remis à ces enfants qui resteront à l'école primaire, puisque l'examen du certificat d'études n'est pas prévu pour eux. (Question du 14 décembre 1964.)

Réponse. — La mise en application progressive de la réforme de l'enseignement public s'est faite, à titre expérimental, dès la rentrée scolaire de 1962. Maintenant, les classes de transition sont systématiquement ouvertes dans les collèges d'enseignement secondaire dont le fonctionnement est autorisé. Par ailleurs, chaque fois que les moyens en maîtres et en locaux l'ont permis, ces mêmes classes ont été ouvertes dans les collèges d'enseignement général. Dans l'un comme dans l'autre cas, les circuits de ramassage ont

été organisés pour assurer le transport des élèves fréquentant toutes les classes secondaires, les classes de transition comprises. En ce qui concerne la sanction des études suivies dans les classes de transition, des dispositions spéciales ont été prises de manière à ce que ces élèves puissent se présenter au certificat d'études primaires élémentaires. Elles ont fait l'objet de la circulaire n° 64-155 du 25 mars 1964, publiée au *Bulletin officiel de l'éducation nationale* n° 14 du 9 avril 1964, page 860, et intéressent les épreuves d'histoire, de géographie et de sciences.

12279. — M. La Combe expose à M. le ministre de l'éducation nationale que la fixation, dans le département de Maine-et-Loire, de la période des vacances scolaires d'été, du 10 juillet au 15 septembre, n'a pas pour effet, bien au contraire, de décongestionner le mois d'août. Elle présente, d'autre part, l'inconvénient de ne pas permettre, comme par le passé, l'organisation de deux séjours consécutifs d'un mois de colonies de vacances en juillet et août, septembre ne pouvant convenir à l'établissement de tel séjour. Par ailleurs, il est remarquable de constater que, pour ce qui concerne plus particulièrement la région de Cholet, le maintien de la date de départ des congés scolaires au 10 juillet ferait que les vacances des parents commenceraient avant celles de leurs enfants. Il lui demande s'il ne pourrait envisager de prendre des mesures tendant à consacrer pleinement les mois de juillet et d'août aux congés scolaires. (*Question du 31 décembre 1964.*)

Réponse. — Le Gouvernement ayant décidé de prendre toutes mesures utiles pour favoriser un étalement des congés de la profession qui, en 1964, furent pris en août dans la proportion de 90 p. 100, le ministre de l'éducation nationale a procédé à l'étalement des vacances entre deux groupes A et B d'académies. Par application des mesures prises, la période d'ensemble des vacances scolaires s'ouvrira dès le 1^{er} juillet pour le groupe A qui compte les deux tiers des élèves et elle s'achèvera le 1^{er} octobre pour le groupe B. Il s'ensuit que le mois d'août peut, en ce qui concerne les congés payés, être décongestionné au profit des mois de juillet et de septembre. Dans le cas particulier du Maine-et-Loire qui appartient au groupe B, les vacances vont soit du 7 juillet au 1^{er} octobre pour le second degré, soit du 10 juillet au 27 septembre pour le premier degré. L'on ne peut donc considérer qu'il y a impossibilité à organiser à la belle saison deux séjours consécutifs de colonies de vacances, ces séjours ayant habituellement une durée comprise entre trois et quatre semaines.

12372. — M. Cachat expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, pour donner un minimum de culture aux enfants de classe de fin d'études, des directeurs d'écoles, de communes près de Paris, ont bien voulu organiser pour ces élèves des visites de certains monuments historiques, tels que la Sainte-Chapelle, Notre-Dame, etc. Mais il est regrettable que le dévouement de ces maîtres soit entravé par des questions financières. Chaque visite, tant entrée que rémunération des conférencières, revient à 60 F, en plus du transport. Comme la plupart des enfants sont de familles modestes, faute de moyens, ils sont contraints de renoncer à ces visites pourtant si utiles pour eux. Il lui demande si la gratuité de l'entrée et la rémunération des conférencières ne pourraient être accordées à ces élèves de classe de fin d'études. (*Question du 9 janvier 1965.*)

Réponse. — Les classes de fin d'études, partout où elles subsistent, continuent à appartenir à l'enseignement primaire élémentaire. Or, le budget de l'Etat ne supporte pour cet enseignement que les dépenses de rémunération des maîtres correspondant aux enseignements obligatoires, les dépenses de fonctionnement et notamment celles résultant d'enseignements complémentaires ou d'activités dirigées assurées à l'initiative des collectivités locales, soit à la charge de ces dernières. S'agissant de communes de la banlieue parisienne, l'intervention de l'honorable parlementaire devrait être transmise à M. le préfet de la Seine, direction générale des enseignements, en attirant son attention sur l'intérêt de la prise en charge par les budgets communaux ou le budget départemental des dépenses correspondant aux activités périscolaires en cause.

12446. — M. René Caille attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation des maîtres auxiliaires de l'enseignement technique. Les professeurs techniques adjoints et les professeurs d'enseignement technique théorique n'ont pu bénéficier des concours spéciaux qui ont eu lieu ces deux dernières années. Leur charge professionnelle ne leur permet pas de préparer dans de bonnes conditions le concours normal. Ils se trouvent de ce fait particulièrement défavorisés par rapport aux jeunes postulants qui présentent leur candidature dès la fin de leur formation. Les professeurs d'enseignement général bacheliers doivent fournir un certificat de propédeutique pour subir les épreuves d'un concours normal. La préparation d'un tel certificat n'est plus possible dès lors qu'ils ont la charge de plusieurs classes dans un collège d'enseignement technique. En conséquence les maîtres auxiliaires stagnent dans une situation précaire sans issue. Il convient également de préciser : 1° qu'un grand nombre de maîtres auxiliaires ont dix années d'ancienneté et plus. Leurs valeurs pédagogiques et professionnelles ont été confirmées par les notes d'inspection obtenues et par les

résultats de leurs élèves aux examens ; 2° que les nominations ne sont adressées aux maîtres auxiliaires qu'aux derniers jours de vacances scolaires ; 3° qu'un maître auxiliaire peut être licencié sans préavis en cours d'année scolaire ou déplacé sans que soit tenu compte de son ancienneté et de sa situation de famille. Considérant que la fonction de maître auxiliaire ne peut avoir un caractère définitif pour des membres du corps enseignant il lui demande quelle est sa position sur ce problème. (*Question du 16 janvier 1965.*)

12448. — M. Degraeve appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les sérieuses difficultés que rencontrent, du fait des obligations que leur impose leur charge d'enseignants, les maîtres auxiliaires de l'enseignement technique désirant préparer l'unique concours qui leur ouvre le droit à la titularisation. Il lui demande s'il n'est pas dans ses intentions de rétablir, dès cette année, le concours parallèle spécialement institué pour les années 1962 et 1963 et qui, réservé aux seuls maîtres auxiliaires, leur permettrait de prétendre à la titularisation avec d'équales chances de succès. (*Question du 16 janvier 1965.*)

12451. — M. Charvet appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les sérieuses difficultés que rencontrent, du fait des obligations que leur impose leur charge d'enseignements, les maîtres auxiliaires de l'enseignement technique désirant préparer l'unique concours qui leur ouvre le droit à la titularisation. Il lui demande s'il n'est pas dans ses intentions de rétablir, dès cette année, le concours parallèle spécialement institué pour les années 1962 et 1963 et qui, réservé aux seuls maîtres auxiliaires, leur permettrait de prétendre à la titularisation avec d'équales chances de succès. (*Question du 16 janvier 1965.*)

Réponse. — La situation du personnel auxiliaire recruté par les administrations quelle que soit cette administration et quelle que soit la catégorie de personnel recruté, présente les caractéristiques suivantes : 1° les auxiliaires sont recrutés à titre temporaire sans engagement de la part de l'administration ; 2° cette situation temporaire ne peut se transformer en situation de fonctionnaire titulaire que si l'auxiliaire, possédant ou ayant acquis les titres requis pour s'inscrire au concours de recrutement, en subit les épreuves avec succès. Les auxiliaires qui ne se présentent pas aux concours menant à la titularisation ou qui n'y réussissent pas ne peuvent se plaindre de ne pas « faire carrière ». Si la pénurie de personnel permet de leur conserver, parfois pendant plusieurs années, des postes qui devraient revenir à des titulaires, cela ne leur confère aucun droit supplémentaire et doit être considéré par eux comme un avantage. L'exercice d'une activité d'enseignant, pour laquelle ils sont rémunérés, leur permet d'acquiescer ou de confirmer des aptitudes pédagogiques qui leur seront très utiles pour affronter dans de bonnes conditions les épreuves pratiques des concours. Lorsque des concours exceptionnels sont organisés, c'est en raison des nécessités du service et des difficultés de recrutement ; ces concours ne peuvent donc devenir une règle et il est normal qu'ils disparaissent lorsque les difficultés de recrutement s'atténuent.

12586. — M. Chandernagor appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les conditions d'application de l'article 2 du décret n° 60-1127 du 27 octobre 1960, qui détermine les conditions d'ouverture du droit à concourir au certificat d'aptitude pédagogique des collèges d'enseignement général et précise la durée d'exercice dans une école publique du premier degré. Aux termes de ces dispositions, il semble qu'un maître en congé d'étude, bénéficiant d'une délégation rectorale dans un établissement du second degré pour un enseignement à temps partiel, ne puisse bénéficier pour autant d'une réduction de cette durée d'exercice. Les dispositions transitoires fixées par l'arrêté du 23 août 1961 permettent aux maîtres intéressés, après trois années d'exercice dans un C. E. G. d'être dispensés des épreuves théoriques et d'être soumis aux épreuves pratiques, ce qui fait qu'un élève-maître délégué stagiaire en 1960 dans un C. E. G. satisfait aux conditions requises pour subir les épreuves pratiques du C. A. P.-C. E. G. depuis 1964. Or, ce même élève-maître, s'il a été autorisé, en raison de ses résultats scolaires, à solliciter une bourse pour continuation d'études, ayant de ce fait acquis une qualification et nommé en qualité de stagiaire dans un C. E. G. en septembre 1964, devra attendre 1968 pour subir les épreuves pratiques du C. A. P.-C. E. G., bien qu'ayant enseigné à temps partiel dans un lycée. Il apparaît ainsi que l'application littérale du décret n° 60-1127 susvisé semble pénaliser les meilleurs élèves-maîtres qui ont cependant obtenu une qualification souhaitable dans le premier cycle court de l'enseignement du second degré, à la suite d'études prolongées et d'enseignement à horaire réduit dans un établissement du second degré. Il lui demande s'il n'envisage pas d'accorder aux enseignants en cause toutes facilités pour se présenter dans les meilleurs délais au certificat d'aptitude pédagogique des collèges d'enseignement général. (*Question du 23 janvier 1965.*)

Réponse. — La situation des élèves-maîtres qui continuent leurs études est différente suivant qu'ils ont obtenu une bourse de continuation d'études ou un congé pour études. Dans le premier cas, est compté comme services d'enseignement, jusqu'à concurrence de deux ans, le temps pendant lequel l'élève-maître a bénéficié d'une bourse de continuation d'études (circulaire du 30 avril 1963), ce qui,

par le jeu des temps d'ancienneté divers requis des candidats au C. A. P.-C. E. G. suivant les diplômes qu'ils possèdent, leur permet de se présenter en même temps que leurs camarades qui ont pris un poste dès leur sortie de l'école normale. Dans le second cas, les intéressés sont en disponibilité et cessent de bénéficier, dans cette position statutaire réglementaire, de leurs droits à l'avancement et à la retraite. Ce temps ne peut donc en principe être pris en compte pour l'ancienneté requise des candidats au C. A. P.-C. E. G. La plupart de ces élèves-maîtres obtiennent d'ailleurs un ou plusieurs certificats d'études supérieures, et de ce fait, peuvent se présenter au C. A. P.-C. E. G. au terme d'un délai réduit (quatre ans pour les titulaires d'un certificat de propédeutique, un an pour les licenciés). Rien n'empêche au surplus que les situations particulières telles que celle qui est évoquée soient étudiées et qu'une décision éventuellement favorable puisse intervenir en tenant compte des services d'enseignement réellement accomplis.

12721. — M. Denvers demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il est exact que les crédits destinés au département du Nord, en 1965, ne permettraient pas de construire plus de cinquante classes primaires, et, dans la négative, quel serait alors, pour ce département, le nombre de classes primaires susceptibles d'être financées au cours de la présente année. (Question du 30 janvier 1965.)

Réponse. — Les crédits attribués en première dotation à la région du Nord, ont permis l'élaboration d'un programme de financement des constructions scolaires du premier degré qui, pour le département intéressé comprend : 108 classes primaires et maternelles, et deux cantines en procédés traditionnels ; 100 classes légères préfabriquées. Soit au total 208 classes. Une dotation complémentaire permettant la réalisation de 30 classes en procédé traditionnel vient d'être notifiée au préfet de région.

12835. — M. Cornette expose à M. le ministre de l'éducation nationale que la situation des personnels de l'orientation scolaire et professionnelle, malgré les promesses antérieurement faites, n'est pas encore réglée. Les intéressés attendent toujours la parution du statut qui est depuis de nombreux mois en préparation. L'absence de ce statut rend difficile le recrutement des conseillers d'orientation et gêne la marche des services, dont le rôle et la mission sont de plus en plus essentiels pour la jeunesse. Il lui demande dans quel délai le statut des personnels d'orientation scolaire et professionnelle sera publié. (Question du 6 février 1965.)

Réponse. — Un avant-projet de statut des personnels d'orientation scolaire et professionnelle est en cours d'élaboration. Il sera soumis, dès que la mise au point en sera achevée, aux instances compétentes. Il n'est pas possible toutefois, de prévoir à quelle date ce texte sera en état d'être publié.

12839. — M. Gilbert Faure expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les institutrices et instituteurs, maîtres d'application temporaires, perçoivent une indemnité dérisoire (50 F par an en Ariège) pour recevoir, conseiller et guider dans leur classe, pendant au moins cinq semaines au cours de l'année scolaire, des élèves maîtres ou maîtresses de 4^e année. Cette somme ne leur permet même pas de payer l'achat du matériel nécessaire à l'exécution des leçons modèles alors que, par contre, les maîtres d'application permanents bénéficient, très justement d'ailleurs, d'un indice supérieur. Tenant compte de la difficulté de plus en plus grande de recruter et de conserver ce personnel d'élite, nécessaire à la formation des jeunes maîtres, il lui demande s'il n'est pas possible d'accorder une majoration substantielle d'indice à tous les maîtres d'application temporaires qui auraient un certain nombre d'années consécutives de service dans cette fonction. (Question du 6 février 1965.)

Réponse. — Il n'est pas possible de faire bénéficier les maîtres des classes temporaires d'application des indices de rémunération applicables à leurs collègues des classes permanentes. Les obligations de service en effet sont différentes pour chacune de ces catégories d'instituteurs. Alors que les maîtres permanents sont constamment à la disposition des directeurs d'école normale, les maîtres temporaires ne sont tenus à recevoir et conseiller des stagiaires que pendant une période maximum de trois mois par an. En revanche pour tenir compte des sujétions qu'implique ce service, une révision du taux de l'indemnité a été mise à l'étude.

FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES

10759. — M. Escande signale à M. le ministre des finances et des affaires économiques que certaines communes de Saône-et-Loire, traversées par l'autoroute en construction, subiront une réduction sensible de leurs recettes budgétaires du fait que la part qui leur revenait sur la contribution foncière des terrains ainsi expropriés n'existera plus. Il lui demande s'il n'envisage pas une solution qui leur permettrait de récupérer ces recettes de la même façon que cela s'est fait par exemple pour les terrains expropriés pour les besoins de la S. N. C. F. (Question du 19 septembre 1964.)

Réponse. — L'article 1400-1^o du code général des impôts prévoit que les routes nationales, comme les chemins départementaux et les voies communales, y compris les places publiques, bénéficient d'une exemption permanente de contribution foncière des propriétés non bâties. Cette exemption est générale et n'est soumise à aucune condition. Ainsi que le Conseil d'Etat vient d'ailleurs de le confirmer par un arrêt du 20 novembre 1964 (req. n^o 56911 à 56916), elle trouve notamment son application à l'égard des autoroutes, alors même que celles-ci donneraient lieu à la perception d'un péage. L'administration se trouve donc empêchée, en l'état actuel de la législation, de soumettre les terrains occupés par les autoroutes à la contribution foncière et leur assimilation, sur le plan fiscal, à l'emprise des voies ferrées ne pourrait résulter que d'une disposition expresse de la loi. Mais le caractère commercial de l'exploitation, qui justifie l'imposition des terrains d'emprise des voies ferrées, ne peut être invoqué à l'égard des autoroutes. D'ailleurs, lorsque l'utilisation de ces dernières donne lieu à la perception d'un droit de péage, la société d'exploitation concessionnaire est soumise à la contribution des patentes dans chacune des communes traversées. Les pertes de recettes résultant, pour lesdites communes, de l'exemption de contribution foncière se trouve donc compensée par le produit de cette imposition. D'autre part, si l'assimilation aux terrains occupés par les installations de la S. N. C. F. devait être admise, il n'y aurait pas de raison qu'elle ne soit pas étendue, par analogie, aux autres voies de communication et plus particulièrement aux parties de la voirie communale dont l'occupation donne lieu à la perception de redevances (droits de place, notamment). Etant observé, enfin, que l'imposition des autoroutes ne pourrait, de toute manière, prouquer aux collectivités intéressées que des ressources relativement faibles, une telle mesure ne paraît pas, en définitive, devoir être envisagée.

11650. — M. Pasquini, se référant à la réponse apportée à sa question écrite n^o 8259 (J. O., débats A. N., du 25 juillet 1964) concernant la position fiscale d'un contribuable de nationalité française, domicilié en Polynésie française à la date du 1^{er} janvier 1963, demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il peut compléter les précisions contenues dans cette réponse en lui indiquant notamment : 1^o si la règle d'évaluation forfaitaire prévue à l'article 164-2 du code général des impôts est opposable aux magistrats, fonctionnaires et officiers appelés à servir en Polynésie française et possédant une résidence secondaire en France, étant fait remarquer que la présomption de dissimulation qui paraît constituer le fondement juridique de l'imposition forfaitaire précitée ne saurait être retenue dans le cas de ce fonctionnaire ; 2^o s'il ne lui apparaît pas équitable que cette règle, qui ne semble pas avoir reçu d'application jusqu'à cette année, soit appliquée pour la première fois, avec effet rétroactif, à un fonctionnaire rentrant en métropole après son admission à la retraite alors qu'il n'avait pu avoir, jusque là, connaissance de ces dispositions fiscales pouvant le concerner. M. Pasquini rappelle à M. le ministre des affaires économiques que, s'il n'a pas été jusqu'ici perçu d'impôt sur le revenu des personnes physiques en Polynésie française, par contre, les fonctionnaires et officiers servant dans ce territoire ont vu, depuis 1956, réduire de plus de 20 p. 100 le montant en monnaie locale de leurs traitements, le taux de l'index de correction appliqué à leurs traitements en francs métropolitains ayant été ramené de 2,75 à 2,1. Or, cette mesure, qui a été conjuguée avec l'introduction dans ce territoire des échelles de traitement appliquées dans la métropole, a été justifiée à l'époque par l'exonération de l'impôt global sur le revenu dont bénéficiaient alors ces fonctionnaires. Il lui demande, en conséquence, à la lumière de ces explications, si cette imposition forfaitaire, dont serait aujourd'hui menacés les seuls fonctionnaires ayant conservé un pied-à-terre ou possédant un bien de famille en métropole, ne lui apparaît pas comme doublement anormale. (Question du 17 novembre 1964.)

Réponse. — 1^o Lorsqu'ils disposent en France d'une résidence secondaire, la règle d'évaluation forfaitaire prévue à l'article 164-2 du code général des impôts est effectivement applicable aux fonctionnaires et agents de l'Etat servant en Polynésie française ; 2^o s'il apparaissait que, dans certains cas particuliers, l'application de cette disposition soit susceptible d'aboutir à des conséquences inéquitables, l'administration ferait volontiers procéder à un examen attentif des situations qui lui seraient soumises.

11735. — M. Chauvet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, par interprétation de l'article 1049, paragraphe 2, du code général des impôts, il a été décidé de refuser l'exonération de taxe unique sur les assurances aux personnes diplomatiques et consulaires étrangères pour tout contrat souscrit dans le but de couvrir des risques courus en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur (cf. B. E. E. D. 9269). Cette décision a été motivée par le fait que « s'agissant de fonctionnaires étrangers en résidence officielle en France appelés à circuler principalement dans notre pays, il ne paraît pas possible d'admettre que le risque couvert soit situé hors de France par suite de l'extranéité fictive du domicile des intéressés ». Il lui demande s'il peut confirmer : 1^o qu'en application des mêmes principes il faut considérer « *contrario* » que les contrats souscrits auprès de compagnies françaises par les membres des forces stationnées sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne ne couvrent pas des risques situés en France et doivent bénéficier de l'exemption de taxe prévue à l'article 1049, paragraphe 2, du code précité ; 2^o que les mêmes contrats demeurent exonérés en

toute hypothèse de la contribution des assurés pour l'alimentation du fonds de garantie automobile, à laquelle il paraît impossible de faire participer des personnes qui ne peuvent qu'exceptionnellement circuler en France, au même titre que des touristes étrangers. (Question du 20 novembre 1964.)

Réponse. — 1° Il paraît possible d'admettre que les risques courus en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur par les membres des forces françaises stationnées sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne ont une situation matérielle certaine hors de France et que les contrats d'assurances destinés à couvrir ces risques et souscrits auprès de compagnies françaises sont dispensés de la taxe unique sur les conventions d'assurances en application des dispositions de l'article 1049-2° du code général des impôts; 2° en revanche et conformément aux dispositions des articles 365-AA-3° et 305 AE de l'annexe I audit code, ces contrats donnent ouverture à la taxe d'alimentation du fonds de garantie automobile, dès lors qu'ils sont souscrits auprès de sociétés d'assurances ou d'assureurs mentionnés à l'alinéa 3 de l'article 1a de la loi n° 51-1508 du 31 décembre 1951.

11865. — M. René Ribière expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en application de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, l'acquisition d'immeubles ruraux faite par un locataire jouissant de droit de préemption est exempte des droits de timbre et d'enregistrement. Il lui demande si une acquisition faite par adjudication à la barre du tribunal au bénéfice d'un locataire disposant du droit de préemption, le 28 juin 1962, enregistré le 26 juillet 1962 et publié au bureau des hypothèques le 22 septembre 1962, bénéficie de l'exemption des droits de timbre et d'enregistrement. Il le prie de préciser si la date à retenir pour bénéficier de l'exemption des droits de timbre et d'enregistrement est celle du jour de la vente ou bien celle de l'enregistrement, ou encore celle de la publication du bureau des hypothèques. (Question du 1^{er} décembre 1964.)

Réponse. — Conformément aux principes généraux régissant la perception des droits de timbre et d'enregistrement, le régime fiscal applicable aux mutations à titre onéreux de propriété d'immeubles est déterminé en se plaçant à la date de leur réalisation. Or, aux termes du premier alinéa de l'article 84 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963, les dispositions des troisième, quatrième et cinquième alinéas de l'article 7-III de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, qui ont institué une exonération de droits de timbre et d'enregistrement en faveur des acquisitions faites par les preneurs de baux ruraux titulaires du droit de préemption prennent effet à compter du 8 août 1962 (art. 1373 series B du code général des impôts). Dès lors qu'elle est intervenue antérieurement à cette date, l'acquisition visée par l'honorable parlementaire ne peut être admise au bénéfice du régime de faveur dont il s'agit.

11881. — M. Henri Rey rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en application de l'article 1439 du code général des impôts, dans certaines communes dont celles « comptant au moins 5.000 âmes de population agglomérée... la base de la contribution mobilière est obtenue en retranchant obligatoirement du loyer matriciel de chaque redevable, pour chaque personne à charge, une somme au moins égale au quotient convenablement arrondi du loyer matriciel moyen par douze fois le nombre moyen de personnes à charge par foyer ». Cette disposition date de la fin de la guerre. Or, depuis cette époque, la répartition de la population a beaucoup évolué. Le nombre d'habitants dans certaines communes a largement dépassé 5.000, bien que la population « agglomérée » soit restée inférieure à ce chiffre. Il lui demande si, pour tenir compte de cet état de fait extrêmement regrettable, il ne peut envisager de modifier la rédaction de l'article 1439 de façon à ce que celui-ci ne comporte plus de référence à la population « agglomérée ». (Question du 1^{er} décembre 1964.)

Réponse. — En vertu des dispositions de l'article 1439 du code général des impôts, les conseils municipaux des communes comptant moins de 5.000 habitants de population agglomérée ont la faculté de demander qu'il soit procédé au recensement sur place des contribuables pour l'établissement de la contribution mobilière et, ainsi, qu'il soit tenu compte, pour le calcul de cette contribution, des abattements pour charges de famille visés audit article. Cette mesure répond, pour une large part, aux préoccupations de l'honorable parlementaire. La mise en vigueur de la réforme des impositions perçues au profit des collectivités locales, prévue par l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959, aura d'ailleurs pour effet de rendre obligatoire, pour toutes les communes, l'institution d'abattements pour charges de famille. Dans ces conditions, une modification sur ce point de la législation existante ne paraît pas susceptible d'être envisagée.

11943. — M. Lecornu, se référant aux articles 188-3 et 793 du code rural et à la loi d'orientation agricole, expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas suivant : M. E... possède 10 hectares de terres dans le département du Calvados où la superficie maximum pour bénéficier du droit de préemption est de 40 hectares. Il achète, en sa qualité de fermier, preneur en place, la ferme qu'il exploite dans le Calvados, d'une contenance de 30 hectares. M. E... est également propriétaire dans le département de la Charente, où la superficie maximum pour bénéficier du droit

de préemption est de 15 hectares (superficie portée depuis à 30 hectares), d'une ferme d'une contenance de 25 hectares, en grande partie en nature de bois, landes. Cette ferme est louée à un tiers. M. E... voit son droit de préemption contesté par l'administration de l'enregistrement. Il lui demande si cette contestation est légitime et, dans l'affirmative, s'il n'entend pas faire cesser une anomalie, privant un fermier preneur en place des avantages fiscaux accordés aux agriculteurs par la législation sur l'orientation agricole. (Question du 3 décembre 1964.)

Réponse. — Aux termes du premier alinéa de l'article 793 du code rural le preneur d'un bail rural ne bénéficie pas du droit de préemption et, partant, des exonérations de droits de timbre et d'enregistrement prévues à l'article 1373 series B du code général des impôts, lorsqu'au jour de la vente il est propriétaire de parcelles représentant une superficie totale supérieure à un maximum déterminé par arrêté préfectoral sur avis de la commission consultative des baux ruraux. D'après la jurisprudence de la cour de cassation, les biens à prendre en considération pour le calcul de cette superficie se composent de tous les biens ruraux sur lesquels le preneur exerce un droit de propriété sans distinguer selon leur nature leur rendement ou leur qualité. Par ailleurs, le maximum de superficie à retenir est celui fixé pour le département où les biens dont le fermier est propriétaire sont situés, observation faite que dans l'hypothèse où les biens déjà possédés sont situés dans des départements différents il y a lieu d'établir par département le rapport de la superficie desdits biens au maximum départemental et d'effectuer la somme des fractions ainsi obtenues en vue d'apprécier si, selon que ladite somme est inférieure ou supérieure à l'unité, le preneur peut se prévaloir, ou non, du droit de préemption. Au cas particulier évoqué par l'honorable parlementaire et en l'état des indications fournies, c'est donc à juste titre, semble-t-il, que le service local des impôts (enregistrement) se refuse à considérer le preneur comme titulaire du droit de préemption et à le faire bénéficier des immunités fiscales en cause. Il ne saurait, toutefois, être pris parti avec certitude que si l'administration était mise en mesure de procéder à une enquête. A cet effet, il serait nécessaire de connaître le nom et le domicile des parties ainsi que la situation précise des immeubles dont l'acquéreur est déjà propriétaire.

12066. — M. Antoine Caill expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les titulaires de charges ou offices, tels que les notaires, peuvent acquiescer de leurs revenus professionnels, les frais d'acte afférents à l'acquisition de leur office et du matériel professionnel, qu'il s'agisse d'une acquisition à titre onéreux, ou d'une donation par le titulaire à un descendant successeur. Il lui relate le cas d'un notaire ayant succédé à son père, mais n'ayant été nommé que postérieurement au décès de celui-ci, l'étude ayant été gérée par suppléance, notamment, jusqu'à ce qu'il satisfasse à ses obligations militaires. Par la suite, postérieurement à sa nomination, dans un acte de donation-partage sans soule effectuée par l'ascendant survivant au profit de ses enfants dont le notaire, la valeur de l'étude, qui appartenait en propre au titulaire décédé, a été comprise dans l'attribution du notaire. Du fait de cet acte, ce dernier se trouve ne plus devoir des droits de cession à titre onéreux de l'office. Et de même, par suite de l'effet déclaratif, tant civil que fiscal, ce cet acte, le notaire est réputé rétroactivement débiteur à l'enregistrement des droits de succession afférents à cet office (réponse ministérielle du 13 août 1960, J. O. Débats A. N., à la question écrite n° 6473 de M. Charvet). Il lui demande si le notaire peut déduire de ses revenus ces droits de mutation à titre gratuit, d'un montant égal à des droits de donation entre vifs ; étant fait observer que ces droits ont été en fait acquittés avant sa nomination, et n'ont pas été comptabilisés d'une façon distincte des autres droits de succession, mais qu'il peut aisément en justifier du montant. Sinon, il ne pourrait pas déduire les droits de mutation de l'office, pourtant effectivement payés, alors qu'il sera débiteur, comme tout autre, de la plus-value réalisée sur cette étude à la fin de son exercice. (Question du 10 décembre 1964.)

Réponse. — Il ne pourrait être répondu avec certitude à la question posée par l'honorable parlementaire que si, par l'indication du nom et de l'adresse du contribuable intéressé, l'administration était mise en mesure de faire recueillir certains renseignements complémentaires sur la situation de fait.

12217. — M. Voyer attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la situation suivante : un agriculteur, père de quatre enfants mineurs, victime d'un accident de la route, dont la responsabilité a été reconnue à un tiers, est décédé saisi de ses droits dans la succession de son père. Lors de son décès, il exploitait la ferme dépendant de la succession de ce dernier. Il est envisagé, conformément aux articles 1075 et suivants du code civil, de procéder tant au partage des biens dépendant de la succession du grand-père qu'au partage de ceux appartenant en propre à la grand-mère, toujours vivante. L'attribution conjointe aux petits-enfants mineurs, représentant leur père, de la ferme dont l'exploitation est continuée par leur mère doit laisser subsister une soule à leur charge. Les mineurs étant dans l'incapacité de prendre l'engagement d'exploiter, il lui demande s'il est possible, néanmoins, d'obtenir l'application du régime de faveur résultant de l'article 710-1 du code général des impôts et dont aurait bénéficié leur auteur s'il eût été lui-même attributaire et, dans ce cas, si l'engagement qui serait pris par la mère tutrice pourrait y suppléer. En d'autres

termes, il désirerait savoir si le fait même du décès va faire perdre aux petits-enfants le régime de faveur qui a été accordé en vue d'encourager le maintien des exploitations familiales. (Question du 18 décembre 1964.)

Réponse. — L'exonération de droits de soultte prévue à l'article 710 du code général des impôts pourra bénéficier au partage d'ascendant visé par l'honorable parlementaire si, toutes autres conditions étant supposées remplies, l'engagement de mettre en valeur l'exploitation pendant un délai minimum de cinq ans à compter de l'attribution est pris, au nom des enfants mineurs, par la mère, tutrice de ces derniers.

12303. — M. Paquet demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il peut lui faire connaître : 1° le montant des sommes versées à l'Etat par les agriculteurs, pendant l'année 1964, au titre des différentes impositions sur les transactions immobilières, ainsi que leur ventilation par secteur (enregistrement, droits

de succession, etc.); 2° le montant des crédits affectés par l'Etat pour favoriser le regroupement foncier et l'aménagement de l'infrastructure rurale (remembrement, voirie, adductions d'eau, etc.). (Question du 31 décembre 1964.)

Réponse. — 1° Aucune des statistiques actuellement élaborées sur le plan national par la direction générale des impôts ne permet de ventiler les droits d'enregistrement sur les transactions immobilières, selon la profession des parties contractantes. Il n'est donc pas possible de connaître le montant des sommes versées à l'Etat par les agriculteurs, au titre des différentes impositions sur les transactions immobilières, durant l'année 1964. Les seuls renseignements disponibles, dans ce domaine, ne portent que sur les achats d'immeubles effectués en 1963 par les agriculteurs et les salariés agriculteurs dans les départements du Gard et du Nord. Ils sont récapitulés dans les tableaux ci-après, mais ils ne sont donnés qu'à titre indicatif, aucune relation précise ne permettant d'en déduire à l'échelon national le nombre et l'importance des mutations immobilières réalisées par les agriculteurs.

NATURE DES BIENS	CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE DE L'ACQUEREUR						TOTAL	
	Agriculteurs.		Salariés agriculteurs.		Ensemble.		pour l'ensemble du département.	
	Nombre de mutations.	Prix déclarés en milliers.	Nombre de mutations.	Prix déclarés en milliers.	Nombre de mutations.	Prix déclarés en milliers.	Nombre de mutations.	Prix déclarés en milliers.
Département du Gard.								
Propriétés bâties :								
Immeubles à usage d'habitation.....	225	4.924	40	349	265	5.273	3.358	86.517
Immeubles à usage industriel et commercial.....	9	154	2	12	11	166	205	11.685
Autres immeubles bâtis.....	37	1.070	6	13	43	1.083	450	15.358
	271	6.148	48	374	319	6.522	4.013	113.560
Propriétés non bâties :								
Terrains à bâtir, jardins.....	204	428	35	73	239	501	2.525	28.197
Prés, cultures, vignes, vergers.....	744	3.454	32	136	776	3.590	3.928	20.029
Bols, étangs.....	68	116	3	5	71	121	405	1.377
Autres immeubles non bâtis.....	149	149	4	5	153	154	738	1.591
	1.165	4.147	74	219	1.239	4.366	7.596	51.194
Exploitations agricoles :								
Prés, pâturages.....	48	278	9	14	57	292	329	2.449
Terrains de culture.....	32	781	4	17	36	798	146	2.825
Vignes.....	27	448	7	14	34	462	149	1.959
Vergers.....	7	177	»	»	7	177	28	538
Autres exploitations.....	»	»	»	»	»	»	6	159
	114	1.684	20	45	134	1.729	658	7.930
Département du Nord.								
Propriétés bâties :								
Immeubles à usage d'habitation.....	286	5.024	73	719	339	5.743	11.820	256.813
Immeubles à usage industriel et commercial.....	28	1.189	5	76	33	1.265	1.064	48.624
Autres immeubles bâtis.....	55	2.647	2	36	57	2.683	590	32.450
	349	8.860	80	831	429	9.691	13.474	337.887
Propriétés non bâties :								
Terrains à bâtir, jardins.....	146	915	30	112	176	1.027	4.670	64.502
Prés, cultures, vignes, vergers.....	069	7.741	25	166	1.134	7.907	2.859	32.317
Bols, étangs.....	12	33	»	»	12	33	117	1.834
Autres immeubles non bâtis.....	5	20	»	»	5	20	82	277
	1.133	8.709	55	278	1.328	8.987	7.728	98.930
Exploitations agricoles :								
Prés, pâturages.....	43	1.089	9	215	52	1.304	500	7.609
Terrains de culture.....	27	413	3	6	30	419	217	3.197
Vignes.....	»	»	»	»	»	»	»	»
Vergers.....	1	13	»	»	1	13	5	91
Autres exploitations.....	3	77	»	»	3	77	16	776
	74	1.592	12	221	86	1.813	738	11.673

2° Les autorisations de programme et les crédits de paiement affectés par l'Etat au regroupement foncier, à l'aménagement de l'infrastructure rurale et à l'équipement collectif rural, en général, sont présentés dans le tableau ci-après détaillé par chapitre :

	A. P. Francs.	C. P. Francs.
Chapitre 61-60. — Subventions d'équipement pour le génie rural (partie des crédits réservés plus spécialement à l'hydraulique agricole, à la voirie rurale, à l'alimentation en eau potable, à l'aménagement des villages et à l'électrification rurale).....	392.000.000	412.300.000
Chapitre 61-61. — Subventions pour l'aménagement des grandes régions agricoles. Etudes et régie et à l'entreprise et travaux.....	127.000.000	135.000.000
Chapitre 61-70. — Subventions d'équipement pour le génie rural. Remembrement et aménagements fonciers où sont imputées les dépenses de remembrement et de regroupement foncier..	298.800.000	218.000.000
Chapitre 61-72. — Subventions d'équipement pour le génie rural, habitat rural.....	65.000.000	96.000.000
Chapitre 61-80. — Subventions d'équipement des eaux et forêts.....	3.870.000	1.200.000
Totaux	886.670.000	862.500.000

12605. — M. Ruffe expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'il a été saisi par le syndicat C. G. T. de la manufacture de tabacs de Tonneins (Lot-et-Garonne) des revendications des retraités du Seita, spécialement de ceux qui, admis à la retraite avant le 1^{er} janvier 1961, sont restés soumis au régime de la loi du 2 août 1949 et du décret du 24 juin 1950. Les intéressés se félicitent d'avoir pu obtenir, au terme des actions syndicales, la suppression de l'abattement du sixième. Mais le vœu unanime des retraités et des travailleurs du Seita, à Tonneins, et, de façon générale, est que la suppression décidée de cet abattement soit pleinement effective dès le 1^{er} décembre 1965 et non seulement au 1^{er} décembre 1967. S'associant aux revendications des ouvriers et retraités du Seita, il lui demande s'il entend leur donner satisfaction. (Question du 23 janvier 1965.)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire comporte une réponse négative. Pour des raisons d'ordre financier, la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964, portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite, dispose dans son article 4, I, que la suppression de « l'abattement du sixième » sera réalisée en quatre étapes, la dernière intervenant le 1^{er} décembre 1967. Le projet de décret, actuellement en cours d'élaboration, en vue d'étendre aux ouvriers tributaires du fonds spécial de retraites des ouvriers des établissements industriels de l'Etat, les dispositions de la loi du 26 décembre 1964 et du code qui y est annexé, ne peut que reprendre sur ce point et pour les mêmes motifs les modalités de la suppression de l'abattement du sixième prévues en faveur des fonctionnaires retraités.

12609. — M. Le Goazquen rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 27 de la loi n° 52-757 du 30 juin 1952, modifiée par l'ordonnance n° 59-116 du 7 janvier 1959, prévoit, à l'égard des officiers de réserve maintenus en situation d'activité, que, s'ils appartiennent au personnel navigant de l'armée de l'air et de l'aéronautique navale, ils ont la faculté, s'ils parviennent à atteindre quinze années de services militaires actifs, de demander à bénéficier des dispositions de l'article 7 de la loi du 30 mars 1928 portant statut du personnel navigant de l'aéronautique. D'après ce dernier texte, les officiers appartenant au personnel navigant, qui en font la demande et qui sont en possession de droits à pension de retraite proportionnelle peuvent bénéficier d'un congé avec solde nette du grade, et indemnités pour charges de famille. Les officiers ayant bénéficié de ce congé sont, à l'issue de celui-ci, admis « d'office » à la retraite proportionnelle, avec jouissance immédiate de celle-ci. Par ailleurs, l'article L. 86 du nouveau code des pensions civiles et militaires de retraite prévoit qu'une rémunération d'activité, servie par l'une des collectivités énumérées à l'article L. 84, ne peut être cumulée avec une pension de retraite lorsqu'il s'agit de pensionnés qui ont été admis à la retraite « sur leur demande ». Tel n'est pas le cas des officiers du cadre navigant servant en situation d'activité, tel qu'il a été précédemment exposé puisqu'ils sont admis « d'office » à la retraite proportionnelle. Il lui demande si, dans ces conditions, les officiers en cause peuvent cumuler cette retraite avec la rémunération servie par une des collectivités visées par l'article L. 84 du code des pensions civiles et militaires de retraite. Il ajoute, d'ailleurs, que des dispositions libérales concernant le cumul sont intervenues en faveur des officiers d'active bénéficiaires des lois concernant le dégagement des cadres et qu'une interprétation libérale des textes cités devrait, à son sens, intervenir en faveur des officiers, servant en situation d'activité, se trouvant dans la position précédemment exposée. (Question du 23 janvier 1965.)

Réponse. — Les personnels de l'armée de l'air et de l'aéronautique navale admis à la retraite à l'issue d'un congé définitif du personnel navigant ne peuvent pas cumuler leur pension de retraite et la rémunération correspondant à une nouvelle activité, à moins d'avoir atteint la limite d'âge de leur emploi de navigant. La pension est donc suspendue tant que cette limite d'âge n'est pas atteinte, conformément aux dispositions de l'article L. 86 du nouveau code des pensions civiles et militaires de retraite, qui reprend les termes de l'article 51 de la loi de finances du 23 février 1963. Les mêmes dispositions sont applicables aux officiers de réserve servant en situation d'activité. En effet, les intéressés n'appartiennent pas aux cadres de l'armée active, et l'obligation dans laquelle ils se trouvent de cesser leur activité dès qu'ils atteignent quinze ans de services ne peut conduire à assimiler cette limite de durée des services à une limite d'âge. Dans ces conditions, les intéressés ne peuvent, lorsqu'ils reprennent une nouvelle activité publique, percevoir leur pension qu'à compter de la date à laquelle ils atteignent la limite d'âge applicable aux officiers de l'armée active détenant le même grade.

12614. — M. Maurice Bardet attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur les réponses de son département aux questions écrites qui lui sont posées au sujet de la rémunération des personnels militaires. Il lui demande, en particulier, de lui préciser les avantages en nature dont bénéficient, par exemple, les sous-officiers de carrière de l'armée de terre et qui ne correspondraient pas à une nécessité de service. Il lui demande également, comme suite à la question écrite n° 4630 qui lui a été posée le 2 octobre 1964 par un sénateur, s'il peut lui confirmer que ses services considèrent la limite d'âge comme un « avantage » et, dans l'affirmative, de lui indiquer la portée de cet avantage pour un sous-officier admis d'office à la retraite par limite d'âge à quarante-deux ans, sans avoir pu accomplir vingt-cinq ans de services, qui est marié et a à sa charge quatre enfants de quatorze à dix-neuf ans qui poursuivent leurs études. Il est précisé que l'intéressé ne peut, du fait de son âge, postuler un emploi réservé et que son reclassement est souvent difficile. Il semble que l'intéressé soit, dans ce cas, non pas avantagé mais gravement lésé par cette limite d'âge et que sa préférence ait été de continuer à servir dans l'armée afin de pouvoir faire face aux dépenses occasionnées par les études de ses enfants. (Question du 23 janvier 1965.)

Réponse. — Les réponses données antérieurement aux questions posées sur les situations relatives des personnels civils et militaires ont mis l'accent sur la difficulté qu'il y a, en ce domaine, à opérer des comparaisons rigoureuses qui doivent tenir compte des divers éléments d'appréciation de la situation des personnels militaires — avantages en nature, primes, indemnités, limites d'âge. Pour les sous-officiers, les nécessités de l'emploi dans le métier des armes justifient la fixation de limites d'âge basses, qui sont généralement considérées comme un « avantage », puisqu'elles ouvrent droit à une pension à jouissance immédiate, tout en constituant un atout important pour un éventuel reclassement dans le secteur privé. Les sous-officiers atteints par la limite d'âge inférieure de leur grade peuvent en outre, sous certaines conditions, demander à être maintenus en service jusqu'à une limite d'âge plus élevée, variable pour chaque grade. La question de savoir pourquoi une prolongation de service n'a pu être accordée, dans le cas d'espèce auquel se réfère l'honorable parlementaire, relève de la compétence du ministre des armées.

12853. — M. Herman appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la situation particulièrement digne d'intérêt des parents de disparus et morts pour la France. Il lui demande si, en accord avec M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre, il ne pourrait envisager de ne plus considérer la pension versée à ceux-ci comme l'éventuelle dette alimentaire du fils disparu, mais d'attribuer automatiquement cette pension à tous les ascendants quelle que soit leur situation de fortune, exactement comme est attribuée la retraite du combattant. (Question du 6 février 1965.)

Réponse. — L'attention de l'honorable parlementaire est appelée sur le fait qu'un droit à pension en faveur des ascendants n'est reconnu par aucune législation tendant à réparer des dommages, autre que celle relative à l'indemnisation des victimes de la guerre ou d'événements assimilés. Ce droit spécifique à la législation applicable aux victimes de la guerre ou à leurs ayants cause, est fondé sur l'obligation alimentaire à laquelle l'enfant décédé aurait été éventuellement tenu à l'égard de ses parents âgés. Le caractère particulier de ce droit implique donc l'existence de conditions de ressources. Il ne permet pas en outre une comparaison valable avec les conditions d'attribution aux victimes de la guerre des autres prestations viagères prévues par le code des pensions militaires d'invalidité.

12854. — M. Herman expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'attribution des pensions d'ascendants est subordonnée à un plafond de ressources précisé par l'article L. 67 du code des pensions militaires d'invalidité : aux termes de cet article, les ascendants doivent pour avoir droit à pension, soit justifier de ne pas être imposables à l'impôt sur le revenu, soit ne

pas avoir cotisé audit impôt pour un revenu net ne dépassant pas, à compter du 1^{er} janvier 1964, 5.898 F pour une part et demie ou 7.448 F pour deux parts. Or, la prise en compte, pour la détermination de ce plafond de ressources, des pensions d'invalidité ou de vieillesse de la sécurité sociale ou complémentaire fait perdre, dans la majorité des cas, le droit à la totalité de la pension d'ascendant. Compte tenu du fait que la situation des parents des tués morts pour la France est particulièrement digne d'intérêt, il lui demande si, en accord avec M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre, il ne pourrait envisager : 1° soit de ne prendre en compte, pour la détermination du droit à pension d'ascendant, que des seuls salaires ou autres revenus à l'exclusion des pensions ou retraites ; 2° soit une augmentation très sensible de ce plafond de ressources. (Question du 6 février 1965.)

Réponse. — Le droit à pension des ascendants de victimes de la guerre en une subrogation de l'Etat dans l'obligation alimentaire incombant aux enfants à l'égard de leurs parents âgés. Il est donc légitime que ce droit soit subordonné à des conditions d'âge et de ressources. S'agissant de l'appréciation de la condition de ressources, l'article L. 67 du code des pensions militaires d'invalidité fait référence à la législation fiscale applicable aux personnes physiques tirant leurs revenus d'un travail salarié. Or si en vertu des dispositions de l'article 81-4° et 5° du code des impôts les pensions servies aux victimes de la guerre ou à leurs ayants cause échappent à l'imposition, il n'en est pas de même des autres pensions ou retraites qui sont considérées comme des revenus imposables. Quant au plafond net de ressources dont les ascendants de victimes de la guerre doivent justifier pour prétendre à pension, son montant se trouve à la suite des aménagements apportés à la décade en faveur des contribuables âgés, relevé de près de 26 p. 100 pour les revenus de l'année 1964 lorsque l'intéressé bénéficie d'une part et demie d'abattement (cas des ascendants). Dans ces conditions il n'est pas possible de réserver une suite favorable à la demande formulée par l'honorable parlementaire qui apparaît comme contraire à la fois au fondement du droit à pension pour les ascendants de victimes de la guerre, et aux critères de la législation fiscale en vigueur pour déterminer la nature des revenus imposables.

12886. — M. Bernard Rocher demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si les nouvelles dispositions du code des pensions — loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 — prévoyant une majoration de retraite pour les fonctionnaires dont le conjoint aurait eu des enfants naturels reconnus, seront applicables aux agents retraités des collectivités locales et, dans l'affirmative, si cette majoration serait applicable aux agents ayant pris leur retraite avant le 1^{er} décembre 1964 (Question du 6 février 1965.)

Réponse. — Un texte en préparation, portant règlement de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, prévoit l'extension, aux tributaires de ce régime, des dispositions de l'article L. 18-1-2°, alinéa du nouveau code des pensions civiles et militaires de retraite. Conformément aux dispositions de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964, à laquelle ce code est annexé, les majorations de pension auxquelles fait allusion l'honorable parlementaire ne seront applicables qu'aux agents des collectivités locales et à leurs ayants cause dont les droits résultant de la radiation des cadres ou du décès, s'ouvriront à partir du 1^{er} décembre 1964.

INFORMATION

12624. — M. Poudevigne expose à M. le ministre de l'Information les difficultés rencontrées par les personnes âgées, pour obtenir l'exonération de la taxe sur les postes récepteurs de télévision. Il lui demande si, compte tenu de l'évolution du nombre de postes en France, il ne serait pas possible d'étendre aux postes de télévision les exonérations prévues pour les postes de radio, dont bénéficient, dans certaines conditions, les personnes âgées. Il semble, en effet, inhumain de priver ces personnes, dénuées de ressources, de la possibilité d'une distraction à la portée du plus grand nombre. (Question du 23 janvier 1965.)

Réponse. — Aux termes de l'article 16 du décret du 29 décembre 1960, sont exemptés de la taxe de télévision les récepteurs détenus par les mutilés et invalides civils ou militaires atteints d'une incapacité de 100 p. 100 résultant en outre, les deux conditions suivantes : ne pas être imposable à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; vivre soit seul, soit avec le conjoint et les enfants à charge de l'ayant droit, soit encore avec une tierce personne chargée d'une assistance permanente. D'autre part, l'article 10 de l'ordonnance n° 59-273 du 4 février 1959 stipule dans son deuxième alinéa que « si des exonérations ou tarifs spéciaux étaient institués au profit de nouvelles catégories de bénéficiaires, ils ne pourraient prendre effet que moyennant compensation intégrale de la perte de recettes en résultant par une subvention inscrite au budget de l'Etat ». Il apparaît donc difficile d'envisager l'extension de l'exonération souhaitée par l'honorable parlementaire. En revanche, les cas particuliers les plus dignes d'intérêt peuvent exceptionnellement recevoir une solution dans le cadre de l'article 18 du décret du 29 décembre 1960, qui donne à l'O. R. T. F. la faculté d'accorder aux redevables en état de gêne ou d'indigence qui en font la demande une remise gracieuse totale ou partielle.

12625. — M. Waldeck Rochet expose à M. le ministre de l'Information qu'il a été informé par le maire de la Courneuve que plusieurs centaines de foyers de cette ville sont pratiquement privés de télévision depuis quelques mois, les images qu'ils reçoivent étant dans la majeure partie des cas absolument déformées. Ce phénomène est apparu depuis la construction d'immeubles faisant partie du grand ensemble édifié par l'office d'H. L. M. de la ville de Paris. D'après les spécialistes, ces bâtiments en béton armé ne laisseraient pas passer les ondes radio-électriques et formeraient un véritable écran qui arrêterait les ondes transmises par l'émetteur de télévision. Quelles qu'en soient les raisons exactes, d'après une enquête approfondie effectuée par la municipalité de la Courneuve auprès des intéressés, c'est plus d'un millier de personnes qui sont privées pour la plupart de leur seule distraction. Nombreuses sont celles qui ont dû faire des sacrifices pour l'achat d'un poste de télévision, et à qui l'on réclame cependant la taxe de l'O. R. T. F. Il s'agit d'un préjudice sérieux qui leur est causé, et il lui demande quelles mesures il envisage de prendre afin qu'une solution soit apportée à cette situation. (Question du 23 janvier 1965.)

Réponse. — Les réceptions des émissions de télévision à la Courneuve dans certaines zones voisines de grands immeubles construits récemment sur le territoire de cette commune sont, effectivement, affectées d'échos. La seule possibilité de remédier à cette situation consiste dans l'installation d'un récepteur, laquelle ne peut être prise en charge par l'O. R. T. F. puisque ce dernier n'est, en aucune façon, responsable de la gêne éprouvée, à l'heure actuelle, par certains téléspectateurs. Un projet, visant à la mise en place d'un récepteur, est actuellement à l'étude ; les conditions de sa réalisation devront faire l'objet d'une convention qui sera prochainement proposée par l'O. R. T. F. à la municipalité de la Courneuve.

12757. — M. Béraud demande à M. le ministre de l'Information : 1° si les arrêtés du 21 mars 1957 et du 12 août 1959 imposant l'antiparasitage des véhicules et engins utilisant des moteurs à explosion sont toujours en vigueur. En effet, les réceptions de télévision et de modulation de fréquence sont de plus en plus troublées par des parasites émis à partir de tels engins ; 2° dans l'affirmative, quelles mesures l'administration compte prendre pour faire respecter les termes de ces arrêtés. (Question du 30 janvier 1965.)

Réponse. — L'arrêté du 21 mars 1957 rendant obligatoire l'antiparasitage des véhicules à moteur thermique et fixant des limites aux rayonnements perturbateurs émis par lesdits moteurs est toujours en vigueur ; quant à l'arrêté du 12 août 1959, il fixe les dates d'application de ces obligations. D'après les renseignements portés à la connaissance des services intéressés, il semble que la majorité des cas d'observation des règlements est due à des initiatives des réparateurs. Ces derniers attribuent, à tort, l'origine de certains défauts de fonctionnement des moteurs à la pose d'un dispositif antiparasite, et se permettent, en conséquence, de le supprimer ou de le remplacer par un dispositif non agréé. L'office de radiodiffusion-télévision française s'efforcera de multiplier les contrôles. Il se propose aussi de rappeler aux organismes professionnels intéressés les responsabilités des garagistes ou réparateurs qui agissent de la sorte ainsi que les inconvénients qui pourraient en résulter pour leurs clients susceptibles de faire l'objet de contraventions.

INTERIEUR

12396. — M. Arthur Richards appelle l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur le classement indiciaire des agents communaux. Lors du reclassement de 1948, les emplois communaux, présentant une analogie avec certains emplois de l'Etat, ont été assimilés à ces derniers aussi bien en matière de rémunération que de recrutement. Depuis, ces parités ont souvent été rompues au détriment des agents communaux, à la suite d'améliorations indiciaires de leurs homologues de l'Etat. Afin de rétablir les parités précédemment reconnues, un projet a été établi et soumis à la fois aux ministres de l'Intérieur et des finances. Il lui demande la position qu'il envisage de prendre, en accord avec son collègue M. le ministre des finances et des affaires économiques, à l'égard de ce projet. (Question du 9 janvier 1965.)

Réponse. — Au cours des années 1963 et 1964, le classement indiciaire d'un grand nombre d'emplois communaux a été modifié pour tenir compte des décisions qui avaient été prises en faveur des fonctionnaires de l'Etat situés à un niveau hiérarchique comparable. Il en a été ainsi des emplois communaux d'exécution qui ont été classés dans les échelles-types des catégories C et D de l'Etat. Il en a été de même des emplois de rédacteur et d'adjoint technique auxquels ont été attribués non seulement les mêmes échelles indiciaires que celles dont sont assortis les emplois de catégorie B de l'Etat, mais également les mêmes avantages de carrière. Enfin, les agents chargés de fonctions d'encadrement et de direction ont vu leur situation indiciaire améliorée par le nouveau classement résultant de l'application des arrêtés des 14 mars et 28 mai 1964 qui leur ont consenti les gains compatibles avec la politique de stabilité économique. Il n'est pas exclu que la

situation de ces derniers personnels fasse, le moment venu, l'objet d'un nouvel examen qui portera plus particulièrement sur l'accroissement des responsabilités assumées par eux et sur les conséquences à en tirer.

12917. — M. Palméro expose à M. le ministre de l'intérieur qu'aux termes des instructions en vigueur pour l'application de l'arrêté du 10 mars 1962 modifié par l'arrêté du 18 juillet 1963, les personnes rentrées d'Algérie avant le 1^{er} juillet 1961 doivent être reconnues dans leur qualité de rapatrié pour solliciter l'attribution de l'indemnité particulière prévue par la réglementation et fournir, à cet effet, tous documents susceptibles d'apporter la preuve de leur départ d'Algérie pour raison de sécurité. De nombreuses personnes âgées, ayant été dans l'obligation de partir pour des raisons de santé, se voient refuser le bénéfice de cette prestation sociale. Il lui demande s'il peut être envisagé, sur le plan humain, l'assouplissement desdits textes, afin que les rapatriés et spoliés, rentrés avant le 1^{er} juillet 1961 pour des raisons de santé, puissent obtenir cette aide sociale. (Question du 6 février 1965.)

Réponse. — Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 26 décembre 1961, le concours de l'Etat est réservé aux Français qui ont estimé devoir quitter, par suite d'événements politiques, un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France et ayant accédé à l'indépendance. Par application de l'article 3 de la loi, un décret du 2 avril 1962 a étendu le bénéfice des diverses aides au rapatriement aux Français rentrant d'Algérie et du Sahara; dès lors que ce texte concerne un territoire qui n'avait pas accédé à l'indépendance, seul le critère « d'événements politiques » est susceptible d'ouvrir vocation aux prestations. L'attribution de l'indemnité particulière 4 des personnes rentrées d'Algérie uniquement pour raison de santé irait à l'encontre des conditions fondamentales imposées par le législateur. Il convient cependant d'observer qu'en ce qui concerne l'Algérie, la notion « d'événements politiques » a donné lieu à deux mesures interprétatives extrêmement libérales: 1^o tous les Français ayant quitté ce territoire après le 1^{er} juillet 1961 sont présumés rentrés en France pour motifs politiques et de sécurité, quelle que soit, en fait, la raison de leur départ; 2^o en ce qui concerne les Français rentrés avant cette date et qui ne peuvent présenter des documents probants justifiant leur retour pour motifs politiques et de sécurité, une commission interministérielle procède à l'examen des dossiers individuels présentant des cas sociaux caractérisés; sans exiger alors la production de documents précis, la commission est habilitée à tenir compte du climat d'insécurité qui pouvait régner dans la région considérée et proposer en conséquence l'attribution de telle prestation sociale ou de reclassement correspondant à la situation de l'intéressé.

12919. — M. Paul Coste-Floret demande à M. le ministre de l'intérieur s'il ne pourrait être envisagé de demander au préfet de la Seine la réouverture de l'intégralité des stations du métropolitain. En effet, certaines d'entre elles, fermées lors de la période de recession, sont toujours fermées, ce qui semble inadmissible et gêne les habitants et les visiteurs de Paris. (Question du 6 février 1965.)

Réponse. — La préfecture de la Seine s'est déjà préoccupée de ce problème dont elle a saisi le syndicat des transports parisiens qui, avant d'adopter une solution doit, dans chaque cas, en étudier les multiples aspects aussi bien sous l'angle technique et financier que sous l'angle social. Cette étude est actuellement en cours et ses conclusions doivent prochainement donner lieu à une décision.

12920. — M. Henry Rey rappelle à M. le ministre de l'intérieur que la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961, relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer, prévoit que le concours de l'Etat sera accordé aux Français « ayant dû ou estimé devoir quitter, par suite d'événements politiques, le territoire où ils étaient établis et qui était antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France ». L'article 3 du même texte prévoit que le Gouvernement pourra étendre par décret, en totalité ou en partie, les mesures prises en application de cette loi « à des Français ayant dû ou estimé devoir quitter, par suite d'événements politiques, un territoire non visé à l'article 1^{er} ». Il semble que les mesures prévues par cette loi: prestations de retour, prestations de subsistances, prêts à taux réduits, subventions d'installations, de reclassement, facilité d'accès à la profession, prestations sociales, secours exceptionnels, logements pour rapatriés, ne sont pas applicables aux Français qui résidaient en Syrie ou au Liban. Or, depuis plusieurs années, certains de nos ressortissants dans ces pays ont fait l'objet de mesures d'expulsion ou ont estimé devoir les quitter par suite d'événements politiques. Il lui demande si le Gouvernement ne pourrait envisager, en application de l'article 3 de la loi du 26 décembre 1961, d'étendre les dispositions de ce texte aux Français « ayant dû ou estimé devoir quitter les territoires de la Syrie ou du Liban ». (Question du 6 février 1965.)

Réponse. — L'admission au bénéfice des prestations instituées par la loi du 26 décembre 1961 est subordonnée à deux conditions

essentielles: 1^o avoir été installé sur un territoire devenu indépendant et antérieurement placé (sauf les exceptions de l'article 3 de la loi) sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France; 2^o avoir quitté ce territoire par suite d'événements politiques: la notion « d'événements politiques » doit s'entendre de circonstances concomitantes à l'indépendance du territoire considéré, ou ayant immédiatement suivi l'indépendance; il s'agit notamment de troubles graves ayant compromis la sécurité de nos compatriotes, de mesures discriminatoires contre les Français considérés en tant que tels, ou encore d'une situation politique, économique et sociale rendant impossible le maintien de la résidence ou l'exercice de la profession. Cette condition n'étant pas remplie en ce qui concerne la Syrie et le Liban, la loi du 26 décembre 1961 n'est pas applicable à ces territoires.

JEUNESSE ET SPORTS

12997. — M. Tourné expose à M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports que les sports d'hiver, le ski notamment, se développent à un rythme rapide. Cette situation est heureuse à tous les égards. Sur le plan humain, les sports d'hiver permettent aux jeunes garçons et jeunes filles de France de cultiver le goût de l'effort individuel et aussi de la discipline collective. Les sports d'hiver permettent de mettre en valeur la santé de ceux qui les pratiquent, qu'ils soient jeunes, adolescents ou adultes. Sur le plan économique et social, les sports d'hiver sont un élément de dynamisme pour le commerce, les transports, l'hôtellerie et le tourisme. Il convient de répondre aux besoins de la jeunesse par une aide officielle: aide aux jeunes pour leur équipement, aide pour rendre moins onéreux les séjours dans les stations des ports d'hiver, aide à l'équipement des stations, notamment celles qui dépendent des collectivités. A travers tout le pays, les champs de neige offrent des possibilités immenses et variées, des Alpes au Pyrénées, sans oublier le Massif Central, les Vosges et le Jura. Il lui demande: 1^o ce que l'Etat a décidé, de façon concrète, pour encourager et aider la création d'une industrie populaire de production d'équipement pour les sports d'hiver; 2^o quelle aide peuvent attendre de l'Etat les organismes scolaires sociaux ou sportifs à caractère non lucratif, qui pratiquent les sports d'hiver. Comment se manifeste cette aide de façon concrète; 3^o comment se répartissent, par région et par station de sports d'hiver, les efforts financiers de l'Etat, en millions de francs, à partir de 1964 et ce qui a été prévu pour les cinq années à venir, toujours par région et par station. (Question du 9 janvier 1965.)

Réponse. — 1^o Le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports s'efforce depuis plusieurs années de favoriser au maximum la pratique du ski. Son action et l'appui qu'il apporte aux associations sportives et aux mouvements de jeunesse permettent d'accroître chaque année le nombre des jeunes qui bénéficient d'un séjour en montagne. Il ne peut, n'étant pas compétent en cette matière, intervenir directement dans le domaine industriel de la production d'équipement. Mais ses services techniques, et en particulier les cadres affectés à l'école nationale de ski et d'alpinisme, sont à la disposition des fabricants et industriels désireux de bénéficier de conseils ou de voir étudier leur matériel de façon pratique par des spécialistes; 2^o l'aide accordée par le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports aux organismes scolaires, sociaux et sportifs à caractère non lucratif se manifeste dans les domaines de: l'enseignement du ski; la formation des cadres; l'aide financière et technique. a) Enseignement du ski et formation des cadres: l'école nationale de ski et d'alpinisme installée à Chamonix, assure la formation et le perfectionnement des moniteurs et cadres appelés à enseigner le ski. Elle forme également les jardinières de neige destinées aux collectivités ayant la charge d'enfants de moins de 10 ans et assure la formation des « éducateurs scolaires ». Le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports veille enfin à l'application de la loi du 18 février 1948 relative à l'enseignement du ski; b) aide financière et technique: le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports apporte un appui concret aux associations sportives et aux associations de jeunesse afin de faciliter l'initiation et l'accès au ski des jeunes. Secteur scolaires: les services de la jeunesse et des sports favorisent la pratique du ski dans le cadre des activités scolaires. C'est ainsi que, des jeudis de neige sont organisés dans l'Ariège (2.500 participants en 1964), les Basses-Pyrénées (6.625 journées-élèves), la Meurthe-et-Moselle (1.200 participants en 1964), l'Ain (10.000 jeudis de neige), etc. Des demi-journées de plein air sont d'autre part consacrées à la pratique du ski dans les départements de montagnes, à savoir l'Ariège, les Basses-Pyrénées, le Jura, la Savoie, l'Aveyron, les Pyrénées-Orientales, le Haut-Rhin, le Bas-Rhin, la Haute-Savoie, etc. Enfin, des classes à « horaires aménagés » consacrent trois demi-journées par semaine au ski dans l'Ariège (C. E. T. d'Ax-les-Thermes), le Haut-Rhin (écoles des vallées de Saint-Amarin et de Munster), etc. Dans d'autres départements (Hautes-Pyrénées par exemple) des maîtres auxiliaires saisonniers assurent 15 à 20 heures d'enseignement du ski par semaine dans les écoles. Les services de la jeunesse et des sports des départements du Jura et de la Haute-Savoie apportent également une aide appréciable à l'Union sportive de l'enseignement primaire (U. S. E. P.) en favorisant notamment le développement de la pratique du ski dès l'école primaire. Nos services créent aussi des centres d'initiation au ski pour les scolaires de 12 à 15 ans. Le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports apporte encore un large appui aux classes de neige. C'est ainsi que le nombre des enfants envoyés à la montagne progresse chaque année, en 1965, près de 35.000 écoliers partiront en classe de neige... ils étaient 32 en 1953. Secteur non scolaire: notre effort a porté sur l'organisation de bases de neige. C'est ainsi que certains de nos services départementaux animent

des châteaux, équipés le plus souvent d'entente avec les collectivités locales (conseils généraux, municipaux, etc.) et y organisent régulièrement tout l'hiver et au printemps des sorties de fin de semaine, des jeudis de neige, des séjours à l'occasion des congés prêtant aux jeunes le matériel nécessaire à la pratique du ski (chaussures, skis), facilitant leur séjour par l'organisation de voyages collectifs, assurant leur hébergement dans des conditions intéressantes, mettant des moniteurs à leur disposition. Cette action est particulièrement importante dans la Drôme (château du col du Rousset, la Savoie, chalet du Rocher-Blanc, l'Isère (Chamrousse), le Bas-Rhin, les Basses-Pyrénées, l'Allier, le Doubs, l'Ardèche, les Vosges, le Jura, etc. Cette action se traduit par des milliers de journées de neige dont profite des jeunes de milieu ouvrier qui sans l'aide du secrétariat à la jeunesse et aux sports n'auraient pu pratiquer le ski. Le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports subventionne également (750.000 F en 1965) le fonctionnement de l'U. N. C. M., institution technique gérée par les mouvements de jeunesse et les fédérations françaises de ski et de montagne, qui a pour mission de développer chez les jeunes le goût de la montagne et la pratique du ski. Les 19 centres de l'U. N. C. M. ont donné à 22.000 jeunes plus de 200.000 journées de ski au cours de l'année 1964. Le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports a d'autre part créé des bourses de neige lesquelles permettent chaque année à des jeunes filles et à des jeunes gens de 17 à 25 ans de découvrir, au cours de séjours organisés dans des centres U. N. C. M. ou dans des Auberges de jeunesse, les joies du ski. En 1965, 5.600 bourses de neige, représentant 43.000 journées de stage, seront réparties. De même 2.000 allocations de neige seront attribuées à des étudiants par le canal des centres régionaux des œuvres universitaires. Enfin le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports prend à sa charge le remboursement à la S. N. C. F. des réductions consenties aux associations sportives et de jeunesse pour leurs déplacements à la neige grâce à l'octroi à ces organismes des bons au titre « Collectif Plein Air » ; 3° le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports accorde son aide aux collectivités locales ou aux organisations privées préalablement agréées pour : a) l'aménagement de locaux d'accueil (centres de vacances d'adolescents, colonies de vacances utilisées éventuellement en classes de neige) ; b) l'aménagement d'installations sportives (tremplins de saut, pistes) ; c) exceptionnellement, la construction de petits engins de remontées principalement utilisés par les scolaires (remonte-pente). Le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports s'attache plus au développement des activités de loisirs et de sports chez les jeunes qu'au développement des stations elles-mêmes. Cette dernière question est, en effet, de la compétence du commissariat général au tourisme. Des commissions interministérielles assurent la liaison entre les deux départements. L'aide apportée par le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports en faveur des activités ci-dessus indiquées se monte, en chiffres ronds, à 5.300.000 F pour l'année 1964. Pour l'année 1965, elle sera de 6 millions de francs. Il n'est pas possible d'indiquer dès à présent l'effort financier qui sera consenti à partir de 1966. Il sera fonction de l'enveloppe budgétaire qui sera votée par le Parlement pour la période du V^e plan quinquennal 1966-1970.

12503. — M. Robert Ballanger rappelle à M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports que, dans une déclaration sur le camping publiée par la revue des tissus Macofil, il a indiqué que de 1956 à 1963 le nombre de campeurs en France a presque triplé et qu'il encourage la création et l'aménagement de terrains dont la situation naturelle se prête à la pratique d'un sport. Il lui demande : 1° quel est le nombre de campeurs qui ont séjourné sur la Côte d'Azur au cours des mêmes années ; 2° quelles sont les mesures prises pour le développement du camping sur la Côte d'Azur, et en particulier quel est le nombre de camps créés ces dernières années et leur capacité d'accueil. (Question du 16 janvier 1965.)

Réponse. — Le tableau ci-après répond à la question relative au nombre de campeurs qui ont séjourné sur la Côte d'Azur au cours des années 1956 à 1963 :

ANNEES	NOMBRE de campeurs.	ANNEES	NOMBRE de campeurs.
1956	4.3.767	1960	729.564
1957	466.978	1961	837.518
1958	519.042	1962	864.230
1959	649.519	1963	1.010.625

Les conditions dans lesquelles le camping était pratiqué sur le littoral de la Côte d'Azur n'avaient pas échappé au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports qui, dès 1962, en avait saisi la commission nationale du camping. Pour répondre aux vœux exprimés par cette commission nationale et afin de favoriser le développement, dans les meilleures conditions, de la pratique du camping sur la Côte d'Azur, MM. les préfets des départements concernés ont autorisé l'ouverture en 1963 et 1964 de 56 terrains de camping, représentant une capacité d'accueil journalière de 15.900 campeurs.

12633. — M. Davoust demande à M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports si le Gouvernement n'envisage pas de modifier sa position d'interdiction de l'organisation des concours de pronostics d'après les résultats des matches de football, compte tenu de la mise sur pied, par l'O. R. T. F., d'un concours basé sur les résultats de l'équipe de France de rugby dans le tournoi des cinq nations. (Question du 23 janvier 1965.)

Réponse. — Le concours organisé par l'O. R. T. F. et dont fait état l'honorable parlementaire est présenté par la radio sous le titre « Allez XV de France ». Il a pour seul objet, compte tenu de la vogue que connaît actuellement le rugby sur les antennes notamment, d'inciter les auditeurs aux émissions de France-Inter et, partant, d'accroître leur nombre au sein de l'O. R. T. F. Il convient de préciser que, de par sa nature et son règlement, ce concours, qui ne comporte pas de versement d'argent, présente des caractéristiques similaires à celles des concours organisés plus particulièrement par certains organes de presse ou par la voie de la presse ; en effet, ceux-ci ne constituent pas une infraction à la loi du 21 mai 1836, modifiée par la loi du 18 avril 1924 et par l'article 410 du code pénal réglementant l'organisation des loteries, dès lors qu'ils ne font pas naître l'espérance d'un gain qui serait acquis par la voie du sort. C'est ainsi que la cour de cassation a jugé, dans un arrêt du 21 mai 1908, que les concours offerts au public tombent sous le coup de l'interdiction, quand le hasard prédomine sur les questions d'intelligence. Le Gouvernement n'envisage pas pour autant de reconsidérer le problème de l'organisation de concours de pronostics portant sur les résultats de compétitions sportives et qui, basés sur des versements d'argent, seraient nécessairement assimilables à des paris.

JUSTICE

12765. — M. René Ribière demande à M. le ministre de la justice en vertu de quel texte il peut être fait obligation à un greffier de tribunal d'instance d'accepter la suppléance d'un greffe géographiquement voisin du sien, dont le titulaire vient de décéder. (Question du 30 janvier 1965.)

Réponse. — Lorsqu'un greffe de tribunal d'instance est vacant par suite du décès de son titulaire, la gestion de l'office est assurée par un suppléant désigné par le tribunal de grande instance en application de l'article 5 du décret du 20 mai 1955 et de l'article 1^{er} du décret du 29 février 1956. L'obligation pour le suppléant d'assurer la gestion de l'office vacant résulte donc d'une décision de justice rendue en vertu de dispositions réglementaires précises et, d'ailleurs, du principe général de la continuité du service public. Il convient d'observer au surplus que le monopole dont jouissent les greffiers des tribunaux en vertu de leurs statuts trouve une contrepartie dans l'obligation d'assurer cette continuité du service, ce qui implique en particulier la gestion des offices vacants.

12925. — M. Marcenet demande à M. le ministre de la justice, au moment où le Gouvernement annonce qu'il a amélioré la situation des cadres de la catégorie A, de lui indiquer à titre d'exemple, en ce qui concerne la magistrature : a) à quel indice débute normalement un magistrat ; b) quel est le pourcentage approximatif de magistrats qui bénéficient des échelles-lettres ; c) quel est l'indice qu'un magistrat peut espérer atteindre en fin de carrière (Question du 6 février 1965.)

Réponse. — a) Un magistrat débute normalement à l'indice nouveau 365 correspondant au premier échelon du deuxième grade, 1^{er} groupe ; b) à la date du 1^{er} janvier 1965, 24 p. 100 des magistrats du corps judiciaire bénéficiaient des échelles-lettres ; c) l'indice qu'un magistrat peut atteindre en fin de carrière est lié au grade et au groupe de fonctions auxquels l'intéressé se trouve classé lors de son admission à la retraite. L'indice maximum, pour chacun des grades et groupes de fonctions, est le suivant : 2^e grade, 1^{er} groupe : indice nouveau, 722 ; 2^e grade, 2^e groupe : indice nouveau, 760 ; 1^{er} grade, 1^{er} groupe : échelle-lettre A ; 1^{er} grade, 2^e groupe : échelle-lettre B ; hors hiérarchie : échelle-lettre C, D, E.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

12644. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre des postes et télécommunications qu'à dater du 20 décembre dernier, de nouveaux barèmes de taxation des relations automatiques et semi-automatiques sont entrés en vigueur ; que ces nouvelles taxations sont affectées : a) d'une taxe dite de mise en relation ; b) d'une taxe par impulsion périodique ; que ce nouveau système devrait présenter, pour les usagers, un avantage certain. Il lui demande : 1° comment on doit interpréter la taxe de relation, laquelle jusqu'alors n'existait pas ; 2° si cette dernière n'a pas pour effet certain d'augmenter au moins d'une unité (0,27) le prix des communications interurbaines lorsque la durée de la conversation sera de trois minutes, comme précédemment ; 3° si, dans l'avenir, les communications entre abonnés, dans le secteur de Bordeaux, seront affectées de la taxe de relation, alors qu'il était

décompté une unité par communication; 4° comment, en l'occurrence, pouvoir se rendre compte de la durée de la communication, et s'il est prévu un signal de fin de chacune des impulsions. (Question du 23 janvier 1965.)

Réponse. — 1° Dans le système de taxation par impulsion périodique, la taxation se décompose en deux éléments: a) une taxe par impulsion périodique qui doit, en principe, couvrir des frais en relation avec la durée de la communication; b) une taxe dite de mise en relation qui a pour objet de couvrir en principe une partie des frais indépendants de la durée des communications (immobilisation des organes et des circuits pendant le temps de recherche du poste demandé). Nulle pour les communications de circonscription, pour les communications de voisinage entre chefs-lieux de circonscriptions distants de moins de 25 km, elle est pour les autres communications de 0,27 F, 0,54 F ou 0,81 F, selon la distance. 2° La taxation par impulsion périodique permet d'adapter la somme payée par l'utilisateur proportionnellement à la durée de sa communication de façon beaucoup plus juste que la taxation par unité de 3 minutes. Mais elle n'a pas pour effet de réduire systématiquement pour l'utilisateur, par rapport à la taxation à l'unité de 3 minutes, le coût de ses conversations téléphoniques. Elle est moins avantageuse pour les durées multiples exactes de 3 minutes (3, 6, 9 minutes, etc.), elle est plus avantageuse dans les autres cas. En gros, compte tenu de la durée moyenne constatée des communications, les usagers paieront finalement des redevances de communications inférieures d'environ 10 p. 100 à celles qu'ils payaient dans l'ancien système de taxation. 3° Il n'est pas envisagé de modifier la tarification téléphonique à l'intérieur des circonscriptions, donc, en particulier, à l'intérieur de la circonscription de Bordeaux. 4° Dans le système de taxation par impulsion périodique, il n'est pas possible de maintenir le signal qui, dans le système de taxation par unités de trois minutes, indique l'approche de la fin des périodes de trois minutes. Répété à des intervalles très courts, ce signal générerait la conversation.

12768. — M. Emile-Pierre Halbout signale à M. le ministre des postes et télécommunications que, d'après les indications données dans la réponse à la question écrite n° 10372 de M. Michel Jacquet (J. O. Débats A. N. du 12 septembre 1964), il semble qu'aucune mesure ne soit actuellement à l'étude pour améliorer la situation administrative des contrôleurs des installations électromécaniques. Cependant, il apparaît indispensable que des initiatives soient prises pour assurer à ces contrôleurs un déroulement de carrière comparable à celui des catégories voisines ou équivalent à celui des techniciens appartenant à d'autres secteurs ministériels et recrutés dans des conditions analogues (armement, enseignement technique, etc.). Les intéressés souhaitent, en particulier, obtenir un raccourcissement de quinze ans de la durée de leur échelonnement indiciaire, celui-ci étant fixé aux indices 270-500, ainsi que la création d'un emploi de débouché (reconnaissance de la responsabilité technique au même niveau que la maîtrise) atteignant l'indice 645. Il lui demande quelles sont ses intentions à l'égard de cette catégorie d'agents de son administration et, en particulier, quelle suite il envisage de donner aux propositions de la commission qui a été chargée de mettre à l'étude un projet de statut d'un corps de « techniciens des télécommunications ». (Question du 30 janvier 1965.)

Réponse. — Compte tenu de leur niveau de recrutement, les contrôleurs de la branche « installations électromécaniques » sont classés au sein de la fonction publique, dans la catégorie B et, à ce titre, la durée de leur carrière ainsi que les traitements qu'ils reçoivent sont fixés par des décisions de portée interministérielle prises à l'initiative du ministre d'Etat chargé de la réforme administrative et du ministre des finances et des affaires économiques. C'est ainsi que les intéressés ont bénéficié récemment, avec effet du 1^{er} janvier 1963, d'un relèvement des cinq premiers échelons de traitement. S'agissant des débouchés, les contrôleurs de la branche « installations électromécaniques » disposent, comme l'ensemble des contrôleurs, des emplois de chef de section et de contrôleur divisionnaire. Ils ont, en outre, la faculté de devenir inspecteurs par la voie d'un concours interne ouvert pour la moitié des places d'inspecteur-élève. Il apparaît donc que les intéressés disposent de possibilités d'avancement variées. Par ailleurs, les services dans lesquels travaillent la grande majorité des contrôleurs masculins (exploitation et installations électromécaniques) sont pourvus d'un nombre d'emplois d'inspecteur central très suffisant pour assurer l'encadrement des intéressés. Toutefois, il entre bien dans les intentions de l'administration de demander, à chaque budget, la transformation d'un certain contingent d'emplois d'inspecteur masculin en emplois de contrôleur divisionnaire masculin; c'est ainsi que 250 transformations de l'espèce figurent dans le budget de 1965.

12927. — M. Grenet expose à M. le ministre des postes et télécommunications que la création d'un nouveau grade de contrôleur divisionnaire dans la nomenclature des emplois des postes et télécommunications devait permettre aux contrôleurs des installations électromécaniques d'obtenir un avancement de carrière. Or, 700 agents ne pourront bénéficier de cette mesure du fait de la réforme d'un corps d'exploitation afin d'éviter un pareil préjudice, la commission administrative présidée par M. Petit a établi un projet

de statut portant création d'un corps de « techniciens des télécommunications » à partir de la situation actuelle des agents en cause (contrôleurs des installations électromécaniques). Il lui demande de lui faire connaître la suite qu'il entend donner aux propositions de la commission Petit. (Question du 6 février 1965.)

Réponse. — Contrairement à ce qu'ils paraissent croire, les contrôleurs de la branche « installations électromécaniques » bénéficient des mêmes débouchés que les contrôleurs masculins de la branche « exploitation ». C'est ainsi qu'ils disposent, comme l'ensemble des contrôleurs, des emplois de chef de section et de contrôleur divisionnaire, et qu'ils ont la faculté de devenir inspecteurs par la voie d'un concours interne ouvert pour la moitié des places d'inspecteur-élève. Il apparaît donc que les intéressés disposent de possibilités d'avancement variées. Toutefois, les uns et les autres prétendent avoir subi un préjudice lors de la récente création des emplois de contrôleur divisionnaire du fait de l'intégration prioritaire dans ces emplois des anciennes surveillantes. L'administration ne partage absolument pas ce point de vue: les surveillantes assuraient déjà des fonctions d'encadrement et se situaient hiérarchiquement au-dessus des contrôleurs, lesquels assurent des fonctions d'exécution. D'autre part, il est également inexact d'affirmer qu'une commission administrative ait été chargée d'établir de nouveaux projets de statut. En effet, si un groupe de travail a bien été réuni c'est pour examiner si certains regroupements d'emplois étaient possibles et souhaitables. Enfin, il est précisé, à titre d'information, que l'administration a bien l'intention de demander à chaque budget la transformation d'un certain nombre d'emplois d'inspecteur masculin en emplois de contrôleur divisionnaire masculin: c'est ainsi que 250 transformations de l'espèce figurent dans le budget de 1965, le bénéfice en sera réservé aux contrôleurs masculins (branche de l'exploitation et branche des installations électromécaniques).

13058. — M. Chaze expose à M. le ministre des postes et télécommunications que les syndicats C. G. T. et C. F. D. T. des postes et télécommunications du département des Hautes-Alpes, à l'issue de la grève du 27 janvier 1965, ont rappelé les revendications immédiates des postiers, à savoir: pas de traitement de base en-dessous de 65.000 anciens francs; revalorisation des retraites; suppression des zones de salaires; intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement; reclassement de toutes les catégories, en particulier C. D. et B. et titularisation des auxiliaires; diminution de la durée et des cadences de travail avec augmentation nécessaire des effectifs. Il lui demande quelles mesures concrètes le Gouvernement auquel il appartient entend prendre pour donner satisfaction à chacune de ces légitimes revendications. (Question du 13 février 1965.)

Réponse. — L'adaptation des effectifs aux nécessités du service, compte tenu de l'accroissement du trafic, fait l'objet de préoccupations constantes de la part de l'administration des postes et télécommunications. C'est ainsi que, chaque année, des créations d'emplois sont demandées et obtenues à cet effet. Pour 1965, notamment, le budget prévoit 7.657 emplois nouveaux. De même, la question de la durée du travail est suivie avec une particulière attention. Des allègements ont ainsi été apportés ces dernières années à l'horaire des vacances des fonctionnaires affectés dans certains services ayant des conditions particulières de travail. Quant aux autres questions évoquées par l'honorable parlementaire, elles concernent toutes les administrations de l'Etat et posent de ce fait des problèmes interministériels dont la solution d'ensemble intéresse le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative et le ministre des finances et des affaires économiques.

REFORME ADMINISTRATIVE

11815. — M. Paul Coste-Floret se référant à la réponse donnée par M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative à la question écrite n° 8991 (Journal officiel, débats A. N. du 11 juillet 1964, p. 2464), lui fait observer qu'il semble résulter de cette réponse que la règle selon laquelle il est pourvu aux besoins permanents de l'administration par un personnel titulaire n'est plus appelée à régir le droit de la fonction publique, l'Etat ne paraissant pas disposé à renoncer, en raison des avantages qu'il y trouve, à la pratique qui consiste à faire également appel à un personnel non-fonctionnaire pour satisfaire aux mêmes besoins. Une telle pratique aboutit en définitive à l'emploi de « personnels au rabais », même lorsqu'il s'agit d'agents contractuels titulaires de diplômes d'études supérieures. Elle est en opposition flagrante avec la politique de promotion sociale et c'est pourquoi à plusieurs reprises dans le passé, en 1941, 1945, 1946 et 1950, le législateur, qui en avait alors les moyens, n'a pas hésité, devant des abus de ce genre, à adopter les solutions que commandait la plus élémentaire équité. Il lui demande si le Gouvernement n'envisage pas de prendre, à l'heure actuelle, les mesures qui s'imposent pour mettre fin à de telles pratiques. (Question du 26 novembre 1964.)

Réponse. — La participation d'agents non titulaires au fonctionnement des services publics répond au souci de doter l'administration, en sus de fonctionnaires soumis aux règles du statut général assurant des tâches permanentes, d'agents en nombre limité soumis à des règles plus souples destinés à l'accomplissement des tâches non permanentes ou présentant certaines particularités, qu'il ne serait pas rationnel de confier à des fonctionnaires titulaires voués définitivement au service public. Le régime de ces agents apparaît ainsi comme un palliatif à un régime de

statut général qui répond le plus souvent aux nécessités, mais auquel il est parfois reproché de ne pas, à raison d'une certaine rigidité, répondre à des besoins spéciaux ou exceptionnels ou temporaires de l'administration. Il n'en résulte pas pour autant que les agents non titulaires constituent des agents de seconde zone ou traités moins équitablement que les autres. Les conditions de recrutement des contractuels, en particulier, au niveau de la catégorie A et de la catégorie B sont entourées de garanties et de prises en considération des titres et des diplômes. De plus le régime contractuel tend dans de nombreux cas à évoluer vers un régime d'agents temporaires, qui comporte à l'image de ce qui existe pour les fonctionnaires titulaires des carrières structurées, dont les classements et les échelonnements sont établis par référence aux classements et aux échelonnements des carrières de titulaires. Enfin l'Etat a pratiqué une politique de titularisation, qui a permis d'accueillir bon nombre d'agents non titulaires dans des corps de fonctionnaires titulaires. Les études poursuivies à l'heure actuelle portent plus spécialement sur le cas de certains agents d'exécution non titulaires auxquels seraient proposées les perspectives d'une titularisation et d'une carrière de fonctionnaires. Le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative vient précisément de transmettre au Conseil d'Etat un décret permettant dans certaines limites et à certaines conditions la titularisation d'un nombre non négligeable d'auxiliaires. Toutefois la portée de toute politique de titularisation, quelles que puissent être les modalités retenues, est limitée par la nécessité pour l'administration de disposer en permanence pour faire face à tout moment, à ses missions de toute nature, d'un volant minimum de personnel non titulaire.

12516. — M. Paquet expose à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative que de nombreux fonctionnaires français des anciens cadres tunisiens n'ont pas obtenu, en dépit de leurs demandes réitérées, la réparation intégrale des préjudices qu'ils ont subis dans leur carrière. Il lui rappelle que, dans la réponse parue au *Journal officiel*, débats de l'Assemblée nationale, séance du 3 décembre 1963, page 7612, à la question écrite qu'il lui avait posée sous le n° 4772, il lui avait précisé qu'« en ce qui concerne les fonctionnaires n'appartenant pas à des corps régis par des statuts communs, les renseignements utiles ont été demandés aux différents départements ministériels intéressés et seront, dès réception, portés à la connaissance de l'honorable parlementaire ». Il lui demande quelles mesures il compte prendre prochainement pour que soient enfin : 1° réunies les commissions compétentes pour l'examen des requêtes présentées au titre de l'ordonnance n° 59-114 du 7 janvier 1959 ; 2° notifiées aux intéressés les décisions prises à la suite des réunions des commissions réglementaires compétentes. (Question du 16 janvier 1965.)

Réponse. — De l'enquête à laquelle le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative a fait procéder auprès des différents départements ministériels visés par la question écrite n° 4772 du 21 septembre 1963, il résulte qu'un seul dossier concernant l'application des dispositions de l'article 2 de l'ordonnance n° 52-114 du 7 janvier 1959 relative à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires et agents civils et militaires en service en Tunisie, serait demeuré en instance. Selon les indications de l'administration intéressée, ce cas particulier doit faire l'objet d'une décision à bref délai. Les autres administrations concernées ont indiqué que les demandes de révision de carrière dont elles ont été saisies dans les délais prescrits par la législation en cause, avaient été examinées et que les situations de l'espèce, à l'exception de celles qui ont provoqué des décisions déferées aux juridictions administratives, avaient reçu un règlement définitif. Il est demandé à l'honorable parlementaire de bien vouloir signaler les cas particuliers dont il pourrait avoir connaissance et

qui n'auraient pas fait l'objet à ce jour, soit d'un examen par la commission spéciale de reclassement, soit d'une décision de l'autorité administrative compétente, prise après avis de cet organisme et régulièrement notifiée aux intéressés.

12648. — M. Bignon expose à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative que l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires semble avoir oublié le cas des agents de la fonction publique qui se trouvent dans l'obligation de faire des cures thermales. En particulier dans les dispositions prévues pour les différents congés avec traitement que peuvent solliciter les fonctionnaires, les séjours dans des établissements thermaux ne sont pas mentionnés, de sorte que les administrations prennent à l'égard de leurs agents des décisions différentes, les uns considérant que le séjour en cure thermique doit être diminué du congé annuel normal, les autres, au contraire, valant ces séjours comme congés de maladie. Il lui demande donc de préciser les droits des administrations et des fonctionnaires à l'égard des cas suivants : 1° un fonctionnaire invalide de guerre, autorisé à ce titre par l'autorité militaire à effectuer une cure ; 2° un fonctionnaire à qui son médecin traitant ordonne ou conseille de faire une cure. (Question du 23 janvier 1965.)

Réponse. — L'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, en son article 36 qui fait l'objet du décret d'application n° 59-310 du 14 février 1959, ne prévoit pas de congé particulier pour les cures thermales. L'instruction n° 7 du 23 mars 1950 relative aux congés annuels indique seulement *in fine* que les cures ne peuvent être suivies que pendant une période régulière de congé de maladie ou à l'occasion du congé annuel. Cette réglementation n'établit aucune distinction selon que le fonctionnaire est ou non invalide de guerre. Dans les deux cas, si le médecin ordonne une cure, il n'y a lieu à congé de maladie que dans les conditions de droit commun prévues par l'article 36 (2°) de l'ordonnance de 1959 et les articles 17 et 18 du décret d'application, c'est-à-dire si une maladie dûment constatée met le fonctionnaire dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions. A défaut de ces conditions, la cure ne peut être suivie que pendant un congé annuel pour l'octroi duquel il appartient à l'administration d'apprécier comment concilier l'intérêt légitime du fonctionnaire et les nécessités du bon fonctionnement des services.

SANTE PUBLIQUE ET POPULATION

12330. — M. Tourné demande à M. le ministre de la santé publique et de la population combien il y a eu de malades hospitalisés dans les hôpitaux psychiatriques ou établissements similaires au cours de l'année 1963 pour les catégories de pensionnaires suivants : a) âgés de moins de quinze ans ; b) âgés de quinze à vingt ans ; c) âgés de vingt et un à trente ans ; d) âgés de trente à cinquante ans ; e) âgés de cinquante à soixante ans ; d) âgés de plus de soixante ans. (Question du 31 décembre 1964.)

Réponse. — Conformément aux normes internationales la répartition par sexe et par âge des malades dans les établissements psychiatriques est effectuée comme suit : moins de quinze ans, quinze à vingt-quatre ans, vingt-cinq à trente-quatre ans, trente-cinq à quarante-quatre ans, quarante-cinq à cinquante-quatre ans, cinquante-cinq ans à soixante-quatre ans, soixante-cinq ans à soixante-quatre ans, soixante-cinq ans et plus. Les tableaux ci-dessous indiquent : 1° la répartition par sexe et par âge des admissions au cours de l'année 1963 ; 2° la répartition par sexe et par âge des malades existants au 31 décembre 1963.

2.6. — Répartition, par âge et par sexe, des admissions de 1963 dans les services d'adultes des établissements psychiatriques.

	MOINS de 15 ans.	15 à 24 ans.	25 à 34 ans.	35 à 44 ans.	45 à 54 ans.	55 à 64 ans.	65 à 74 ans.	75 ANS et plus.	TOTAL
a) Effectifs.									
Hommes	260	4.950	11.051	15.069	9.736	7.302	3.339	1.950	51.657
Femmes	297	4.507	7.538	8.703	7.014	6.911	5.336	4.493	44.799
Ensemble	557	9.457	18.589	21.772	16.750	14.213	8.675	6.443	96.456
b) Répartition pour 1.000.									
Hommes	5	96	214	233	188	141	65	38	1.000
Femmes	7	101	188	194	157	154	119	100	1.000
Ensemble	6	98	193	223	174	147	90	87	1.000

1.1. — Répartition, par sexe et par âge, des malades existants au 31 décembre 1963 dans les établissements psychiatriques.

(Services d'adultes.)

	MOINS de 15 ans.	15 à 24 ans.	25 à 34 ans.	35 à 44 ans.	45 à 54 ans.	55 à 64 ans.	65 à 74 ans.	75 ANS et plus.	TOTAL
a) Effectifs.									
Hommes	218	5.153	10.478	13.036	10.692	10.010	4.710	1.860	58.157
Femmes	210	3.045	6.622	8.880	9.449	12.161	10.267	7.257	58.251
Ensemble	428	8.558	17.100	21.916	20.141	22.171	14.977	9.117	114.408
b) Répartition pour 1.000.									
Hommes	4	92	187	232	190	178	84	33	1.000
Femmes	4	58	114	152	162	209	178	125	1.000
Ensemble	4	75	149	191	176	124	131	80	1.000

12525. — M. Odru expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que l'hôpital intercommunal de Montreuil (Seine) est terminé depuis plusieurs semaines. Chaque jour, des sommes considérables sont dépensées en pure perte pour assurer le gardiennage, le chauffage et l'entretien d'installations qui ne peuvent être mises en service, faute de la mise en place du personnel de direction et du personnel médical. De plus, l'équipement en mobilier reste à faire et ne pourra être effectué que par la commission administrative après désignation du directeur et de l'économiste. Il lui demande s'il ne compte pas intervenir d'urgence, pour qu'il soit procédé sans retard aux nominations indispensables à la mise en service rapide de l'hôpital intercommunal de Montreuil. (Question du 16 janvier 1965.)

Réponse. — L'arrêté prononçant la nomination du directeur de l'hôpital de Montreuil est intervenu le 21 février 1965. Toutes instructions ont été données le 22 février 1965 à M. le préfet de la Seine pour la nomination de l'économiste, cette mesure relevant de la compétence de ce haut fonctionnaire.

12655. — M. Mainguy expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que le recrutement des médecins de dispensaires et des médecins-adjoints des sanatoriums publics est assez difficile, au point qu'un nombre important de ces postes restent continuellement vacants. Il lui demande si, pour donner plus d'attrait à cette profession, il ne serait pas possible de prendre en compte, lors de la titularisation, sinon les années d'études, du moins les années passées dans les hôpitaux comme externes et internes nommés au concours. Une telle mesure serait comparable à celle qui existe déjà en ce qui concerne les infirmières diplômées d'Etat, dont les années d'étude sont prises en compte pour l'avancement et la retraite. (Question du 23 janvier 1965.)

Réponse. — En vue d'améliorer la situation et de favoriser le recrutement des médecins de dispensaires et des médecins-adjoints des sanatoriums publics le ministre de la santé publique et de la population a mis à l'étude la réforme du statut actuel de ces médecins, fixé par le décret n° 48-974 du 12 juin 1948. La possibilité de prendre en compte, au moins partiellement, les temps de service passés comme interne, voire comme externe nommés au concours est envisagée. Mais il serait prématuré de prendre un engagement avant que les autres ministères intéressés eussent été consultés.

12773. — Mlle Dienesch demande à M. le ministre de la santé publique et de la population d'indiquer combien il existe actuellement de classes spécialisées susceptibles de donner un enseignement approprié aux enfants déficients visuels (acuité visuelle comprise entre 1/50 et 4/10) en fournissant séparément ces renseignements : 1° pour l'ensemble du territoire français ; 2° pour les quatre départements de Bretagne ; 3° pour le département des Côtes-du-Nord. (Question du 30 janvier 1965.)

Réponse. — Les précisions sur le degré d'acuité visuelle dont fait état l'honorable parlementaire permettent de considérer que la question posée concerne les enfants dits « amblyopes ». Le ministre de la santé publique et de la population a favorisé la création de quelques internats pour cette catégorie de déficients sensoriels. D'autre part plusieurs établissements pour aveugles ont ouvert des sections où ils admettent des amblyopes et des mal-voyants. Un recensement effectué en 1960 auprès des internats publics et privés recevant des déficients visuels permettait de dénombrer environ

600 amblyopes scolarisés. Depuis cette date deux autres établissements pour amblyopes se sont ouverts, l'un en Seine-Maritime qui pourra, après réalisation des constructions projetées, recevoir 80 amblyopes, l'autre en Gironde qui compte 35 places. Dans la région de Bretagne, l'institution de la Chartreuse à Auray (Morbihan), reçoit des amblyopes d'âge scolaire et le centre de la Villeneuve-Sainte-Odile à Plénée-Jugon (Côtes-du-Nord), des adolescents amblyopes de 16 à 25 ans. Les chiffres ci-dessus mentionnés ne tiennent pas compte des amblyopes reçus dans les nombreuses classes ouvertes pour cette catégorie de mineurs par l'éducation nationale. Seul ce département ministériel pourrait donner avec précision à l'honorable parlementaire les renseignements qu'elle sollicite.

12775. — M. Rossi demande à M. le ministre de la santé publique et de la population s'il n'entre pas dans ses intentions de faire paraître prochainement les textes reprenant au profit des bénéficiaires de l'aide sociale les nouveaux plafonds de ressources fixés par le décret n° 65-12 du 8 janvier 1965, en permettant ainsi de calculer les diverses allocations servies aux personnes âgées, infirmes et grands infirmes sur la base du taux de l'allocation aux vieux travailleurs salariés. (Question du 30 janvier 1965.)

Réponse. — Le décret n° 65-105 du 15 février 1965 modifiant le décret n° 54-1128 du 15 novembre 1954 portant majoration d'allocation d'aide sociale, publié au Journal officiel du 18 février 1965 contient les dispositions réglementaires qui répondent au vœu formulé par l'honorable parlementaire.

12933. — M. Ponsellé appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la population sur la situation des personnels des services de mécanographie sur cartes perforées dans les établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics. Il lui demande si le nouveau projet d'arrêté ministériel relatif aux conditions de recrutement, d'avancement et de rémunération des personnels précités, qui a été soumis au ministre des finances et des affaires économiques, sera publié prochainement. (Question du 6 février 1965.)

Réponse. — Le projet d'arrêté interministériel relatif aux conditions de recrutement, d'avancement et de rémunération des personnels des services de mécanographie sur cartes perforées des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics est toujours en cours de discussion avec le ministère des finances et des affaires économiques. Dans ces conditions, la date de publication de ce texte ne saurait être préjugée.

12935. — M. Tourné expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que les placements en internat des enfants inadaptés déficients mentaux deviennent de plus en plus difficiles. Les parents de ces enfants, les assistantes sociales et tous ceux et toute celles que préoccupe le grave problème de l'enfance inadaptée en sont désespérés. Il n'y a presque plus d'espoir d'un placement approprié tellement les besoins sont grands par rapport au petit nombre de places disponibles. Des directeurs ou directrices d'établissements pour enfants malades mentaux sont amenés, dans certains cas, à promettre une place éventuelle après des années d'attente. Cependant, il serait question de créer un peu partout des établissements nouveaux, notamment dans le cadre de l'exécution du V^e plan. Or, ces projets à caractère national ou à caractère régional ou départemental semblent n'être connus pour l'instant que des services

administratifs. Poursuivant l'opinion publique et les parents d'élèves déficients, notamment, doivent être informés d'urgence. Il est nécessaire que soient bien connus les projets d'établissements destinés aux enfants déficients. Dans cette nécessaire perspective, il lui demande : 1° quel est le nombre des projets à caractère public destinés à des enfants déficients, malades mentaux et autres retenus par son ministère dans le cadre du V^e plan, avec internat, avec demi-internat, pour toute la France ; 2° dans quels départements ces établissements seront implantés et quelle sera leur capacité suivant l'âge et les catégories de déficiences (déficients mentaux légers, moyens, profonds) ; 3° dans le cadre des deux premières demandes de renseignements précitées, quelle est la situation pour les établissements créés par divers autres organismes : parents d'enfants inadaptés, associations privées, départements, communes, caisses mutuelles, allocations familiales, sécurité sociale, etc. (Question du 6 février 1965.)

Réponse. — Le ministre de la santé publique et de la population n'ignore pas les difficultés éprouvées actuellement pour placer les enfants déficients mentaux dans des établissements spécialisés. On peut espérer toutefois que la situation s'améliorera progressivement au fur et à mesure que seront mises en service les nouvelles réalisations financées de 1962 à 1965 sur les crédits du IV^e plan d'équipement social. 14.000 places nouvelles pour enfants inadaptés dont plus de 9.000 pour débiles mentaux doivent être créées dans le cadre de ce plan mais les 2/3 environ sont encore en chantier. La liste des établissements pour enfants inadaptés en service au 1^{er} janvier 1966 ou en cours de réalisation à cette date sera diffusée au cours de la présente année. Elle sera périodiquement complétée par les projets mis en chantier au cours du V^e plan. Pour le V^e plan la création de 51.000 places pour enfants inadaptés dont 39.000 pour les déficients mentaux avait été demandée comme techniquement réalisable ; aucune décision définitive n'étant encore intervenue sur le montant des crédits qui pourront être affectés à l'enfance inadaptée de 1966 à 1970, il n'est pas possible de déterminer dès maintenant le nombre des projets qui seront retenus dans le cadre de ce plan. Le recensement des projets actuellement en instance dans les différentes régions, fait ressortir un total de 614 projets se répartissant comme suit : établissements pour mineurs présentant des troubles du comportement : 178 projets permettant l'amélioration de 1.600 places et la création de 7.100 places ; établissements pour déficients mentaux : 389 projets permettant l'amélioration de 1.300 places et la création de 24.700 places dont 16.500 en internat et 8.200 en externat (ou demi-pension) ; établissements pour infirmes moteurs et sensoriels : 47 projets permettant l'amélioration de 900 places et la création de 2.700 places. Sur ces 614 projets, 70 seulement émanent de collectivités publiques, départements, communes, établissements publics hospitaliers ; les autres promoteurs sont des associations de la loi de 1901 (association de parents d'enfants inadaptés notamment) des organismes de sécurité sociale, des centres techniques régionaux de l'enfance inadaptée (anciennes associations régionales de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence) des sociétés mutualistes. Il appartiendra aux conférences administratives régionales appelées à déterminer les tranches opératoires d'établir la liste par ordre de priorité des projets à retenir au titre du V^e plan, dans le cadre des enveloppes financières qui seront affectées aux différentes régions.

12937. — M. Le Guen expose à M. le ministre de la santé publique et de la population qu'il apparaît nécessaire de fixer un montant maximum de l'actif successoral au-delà duquel les allocations d'aide sociale peuvent être récupérées sur le montant de la succession des bénéficiaires desdites allocations ainsi que cela existe d'ailleurs pour l'allocation supplémentaire, puisque les arrérages servis au titre de cette dernière allocation ne sont recouverts sur la succession de l'allocataire que lorsque l'actif net de cette succession est au moins égal à 20.000 F. Il lui fait également observer que ce dernier chiffre devrait être relevé au moins à 30.000 F afin de tenir compte de la hausse du coût de la vie constatée depuis 1956. Il serait également souhaitable que soit relevé le chiffre de 10.000 F au-delà duquel les immeubles appartenant aux bénéficiaires de l'aide sociale sont grevés d'une hypothèque égale dont l'inscription est requise par le préfet dans les conditions prévues à l'article 2148 du code civil. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour améliorer en ce sens notre législation d'aide sociale. (Question du 6 février 1965.)

Réponse. — Comme il a eu l'occasion de le faire connaître à l'Assemblée nationale dans sa réponse à la question orale n° 4463 A. N. de M. Poudevigne, le ministre de la santé publique et de la population estime que dans les récupérations sur les successions des bénéficiaires de l'aide sociale sont justifiées par le caractère subsidiaire de ce système de protection sociale. Il a, en particulier, souligné qu'il n'était pas légitime que des héritiers plus ou moins éloignés qui parfois n'ont pas voulu aider leur parent dans le besoin tirent indirectement profit d'une aide financée entièrement par les contribuables de l'ensemble des citoyens. Dans cette perspective de justice sociale, il serait anormal que l'action en récupération de l'administration soit limitée par un chiffre minimum du montant de l'actif successoral au-dessous duquel rien ne pourrait être réclamé aux héritiers : avec une telle règle des enfants qui auraient fourni à leurs parents une aide appréciable risqueraient d'être inquiétés si l'actif successoral est supérieur à 20.000 F ou 30.000 F et d'autres, parents éloignés ou enfants méconnaissant leur devoir filial, seraient automatiquement exonérés si le bien dont ils héritent est inférieur à cette somme. En fait le problème réside dans l'usage excessif que certains services et certaines commissions font de ce droit de récu-

pération. Le ministre de la santé publique et de la population a insisté sur le fait qu'en cette matière la jurisprudence de la commission centrale lui paraissait exactement conforme à l'esprit qui doit inspirer l'application des dispositions relatives aux récupérations. Cette jurisprudence, appuyée sur des exemples concrets, sera portée à la connaissance des services départementaux d'aide sociale qui seront invités à s'y conformer dans les proportions faites aux commissions d'admission. D'autre part, pour réaliser l'unité de doctrine entre le système des récupérations et celui des garanties hypothécaires, le ministre de la santé publique et de la population s'efforce actuellement d'obtenir que ces mêmes commissions d'aide sociale appelées à se prononcer sur l'opportunité des récupérations, soient, au moment même de la demande d'aide sociale également appelées à apprécier le bien fondé d'une inscription hypothécaire. Comme pour les récupérations, la valeur du bien hypothéqué est sans intérêt au regard de la justification de l'hypothèque qui est d'ordre psychologique et moral.

TRAVAIL

11479. — M. Davoust demande à M. le ministre du travail de fournir les renseignements suivants : 1° nombre d'orphelins totaux ou partiels d'après le dernier recensement ; 2° nombre d'orphelins totaux ou partiels bénéficiant : a) d'une rente au titre de la législation sur les accidents du travail ; b) d'une rente au titre de la législation sur les pensions civiles et militaires de retraite ; c) d'une rente au titre de la législation sur les pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre. (Question du 4 novembre 1964.)

Réponse. — 1° Les questions qui ont été posées lors du dernier recensement général de la population du 7 mai 1962 ne permettent pas de dénombrer les orphelins totaux ou partiels. Cependant, des recherches récentes faites par le service du recrutement permettent d'estimer, par rapport au nombre total de jeunes hommes âgés de dix-huit ans, à 1,2 p. 100 le nombre des orphelins de père et de mère, à 8 p. 100 celui des orphelins de père et à 2,5 p. 100 celui des orphelins de mère. 2° Le nombre d'orphelins bénéficiant d'une rente s'établit comme suit : a) au titre de la législation sur les accidents du travail appliquée par les caisses du régime général des professions non agricoles : 19.868 au 31 décembre 1962 ; b) au titre de la législation sur les pensions civiles de retraite : 18.156 orphelins totaux, 12.290 orphelins partiels ; au titre de la législation sur les pensions militaires de retraite : 33.317 orphelins totaux, 22.820 orphelins partiels ; c) au titre de la législation sur les pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre : 15.200 orphelins totaux, 42.560 orphelins partiels.

12341. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre du travail que les contrôleurs de la sécurité sociale sont assésmentés et qu'ils établissent des rapports où ils mentionnent les déclarations des parties entendues (employeurs, salariés, tiers, etc.). En tout état de cause, ils expriment à leur manière ce qu'ils ont entendu sans que, pour autant, les ayants cause puissent posséder le double de leurs déclarations ou de ce que l'on pourrait leur faire dire. Il lui demande : s'il ne serait pas de la plus pure logique que le double des déclarations soit remis, au moment de leur audition, à tous ceux dont, à un titre quelconque (employeurs, salariés, tiers, etc.), il est fait état dans les rapports des contrôleurs, de façon à leur permettre de faire rectifier, s'il y avait lieu, l'exactitude de leurs déclarations. (Question du 31 décembre 1964.)

Réponse. — La procédure en cette matière est fixée par l'article 164 du décret n° 46-1378 du 8 juin 1946, aux termes duquel « les employeurs sont tenus de présenter aux fonctionnaires et aux agents de contrôle des caisses visés aux articles 43 et 44 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 tous documents nécessaires à l'exercice de leur contrôle. Les fonctionnaires et agents de contrôle susvisés peuvent interroger les ouvriers et employés, notamment pour connaître leur nom, adresse, rémunération y compris les avantages en nature dont ils bénéficient, et le montant des retenues effectuées sur leur salaire pour les assurances sociales. Ils doivent communiquer, le cas échéant, leurs observations à l'employeur en l'invitant à y répondre dans la huitaine. Ils peuvent consigner ces observations soit sur le livre de paie, soit sur un registre ouvert à cet effet. A l'expiration du délai susindiqué, ils transmettent leurs observations accompagnées de la résumé de l'employeur, d'une part, à la caisse dont ils relèvent, d'autre part, à la direction régionale de la sécurité sociale dans la circonscription de laquelle s'exerce leur activité ». La communication envisagée par l'honorable parlementaire n'est donc pas prévue par ce texte, dont l'application n'a pas soulevé jusqu'ici de difficultés particulières. Le ministère du travail désirent toutefois que les contacts entre les organismes de sécurité sociale et les assujettis se déroulent dans un climat de confiance et de compréhension, les suggestions formulées, qui rejoignent l'esprit du décret de 1946 sur ce point, seront soumises à un examen particulièrement attentif.

12347. — M. Palmero attire l'attention de M. le ministre du travail sur la situation des travailleurs saisonniers de l'hôtellerie à l'égard de la sécurité sociale. Il lui demande s'il ne pourrait pas être envisagé d'effectuer le paiement des prestations à leur domicile permanent. En effet, selon le lieu de travail, les intéressés changent

de caisse et cela pour de courtes périodes annuelles — deux ou trois mois quelquefois — ce qui fait qu'en fin de saison ils n'ont pratiquement plus de rapport avec ladite caisse, qui finalement change chaque année. (Question du 31 décembre 1964.)

Réponse. — Tout travailleur salarié ou assimilé, qui répond aux conditions de l'assurance obligatoire, doit être affilié à une caisse primaire de sécurité sociale. On entend par là qu'il doit être rattaché à une caisse déterminée afin de pouvoir bénéficier des prestations. En règle générale, et sauf exceptions fixées par arrêtés (travailleurs à domicile, pigistes, etc.) les assurés sont affiliés à la caisse primaire dans la circonscription de laquelle est situé leur lieu de travail. Cette affiliation est concrétisée, dans les faits, par l'immatriculation proprement dite qui consiste à conférer, à la personne en cause, une carte comportant les indications d'état civil et un numéro matricule. Mais l'immatriculation a un caractère définitif, quels que soient les changements qui peuvent intervenir dans la situation de l'intéressé au regard de ses conditions de travail. Néanmoins, l'assuré qui change de circonscription, par suite de changement de lieu de travail et d'employeur, doit, pour percevoir les prestations de la caisse primaire dans laquelle il exerce sa nouvelle activité, demander sa mutation. Cette règle s'applique, notamment, aux travailleurs de l'industrie hôtelière que leur profession entraîne à de fréquents changements d'employeurs. Il ne paraît pas possible d'apporter une dérogation à ce principe, en leur faveur, en raison des difficultés qui résulteraient d'une telle mesure, en ce qui concerne, notamment, l'exercice du contrôle médical.

12533. — M. Dupuy expose à M. le ministre du travail que le laboratoire de physiologie du travail du Conservatoire national des arts et métiers organise un cycle de formation relatif à l'adaptation du travail à l'homme. Ce cycle de formation est intitulé : enseignement supérieur d'ergonomie. Il est destiné principalement aux ingénieurs confirmés, aux médecins et psychologues du travail. L'introduction au programme de cet enseignement permet de constater que l'ergonomie y est définie, pour l'essentiel, au titre de la productivité et de la diminution du prix de revient à partir du progrès de la physiologie et de la psychologie. Il s'agit donc, pour les médecins du travail, d'une orientation en opposition formelle avec la loi du 11 octobre 1946 sur la médecine du travail et son décret d'application du 27 novembre 1952. Aux termes de la législation en vigueur le rôle du médecin consiste à éviter toute altération de la santé des travailleurs du fait de leur travail, ce qui ne le place donc en aucune façon au service de la production et des préoccupations commerciales. Il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre afin que l'orientation fixée à l'enseignement de l'ergonomie du Conservatoire national des arts et métiers n'entraîne aucune confusion quant au rôle fondamental du médecin du travail dans les entreprises. (Question du 16 janvier 1965.)

Réponse. — La législation et la réglementation relatives à la médecine du travail ont effectivement pour but la protection de la santé des travailleurs et il n'est pas question d'en changer l'orientation. Les travaux des centres de recherches spécialisées dans la physiologie du travail peuvent apporter une utile contribution à la connaissance des moyens propres à assurer une amélioration des conditions de travail en tenant compte des derniers progrès scientifiques. Dans ce domaine, un complément de formation est de nature à permettre aux médecins du travail, compte tenu notamment de la mission définie à l'article 16, 4° du décret du 27 novembre 1952, de mieux apprécier celles des mesures qui, prises pour accroître la productivité ou obéir à des préoccupations commerciales, retentiraient fâcheusement sur l'organisme humain avant même que se manifestent des signes pathologiques.

12536. — M. Chaze expose à M. le ministre du travail que, par jugement en date du 18 juin 1964, le tribunal de commerce de la Seine a déclaré le règlement judiciaire de la société « La Route plastique » et désigné deux coadministrateurs. Ceux-ci ont pu faire face au paiement de la fraction insaisissable des salaires du personnel par un emprunt de 300.000 F mais ils ne sont pas en mesure de dire si le solde des salaires pourra être réglé, la créance du Trésor public passant en priorité. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en accord avec M. le ministre des finances dans le cadre de la solidarité ministérielle pour que les salariés en cause puissent avoir l'assurance de percevoir la totalité des sommes qui leur sont dues, et cela dans les plus brefs délais. (Question du 18 janvier 1965.)

Réponse. — Le service de l'Inspection du travail a été invité à procéder à une enquête sur la situation des travailleurs créanciers de la société dont il s'agit et, compte tenu des renseignements recueillis, l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques a été appelée sur la question soulevée par l'honorable parlementaire.

12537. — M. Chaze porte à la connaissance de M. le ministre du travail la motion suivante adoptée par les représentants du personnel, au cours de la séance du conseil d'administration de la caisse primaire de sécurité sociale de Privas du 11 décembre 1964 : « Proclamant leur soutien à la grève ils demandent : la libre discussion et respect par le ministre du travail des accords signés entre

employeurs, Fédération nationale des organismes de sécurité sociale, Union nationale des caisses d'allocations familiales et organisations syndicales ; l'augmentation générale des salaires ; la nouvelle réduction des horaires de travail ; le déblocage intégral de la classification ; la suppression des abattements de zone ; l'abrogation du décret du 12 mai 1960 ». Il lui demande quelle suite, lui-même et le Gouvernement auquel il appartient, comptent donner aux légitimes revendications susévoquées. (Question du 16 janvier 1965.)

Réponse. — Il résulte de l'article 17-I du décret n° 60-452 du 12 mai 1960 que les conditions de travail du personnel des organismes de sécurité sociale du régime général sont fixées par une convention collective nationale de travail dont les dispositions ne deviennent applicables qu'après avoir reçu l'agrément du ministre du travail. En outre, conformément à l'article 6 du décret n° 53-707 du 9 août 1953, les dispositions relatives aux rémunérations de ce personnel doivent être également soumises avant décision à l'avis de la commission interministérielle de coordination en matière de salaires. Un effort substantiel a été effectué à la fin de l'année 1963 en faveur de l'ensemble de la classification du personnel. Par ailleurs, les mesures catégorielles de portée plus réduite ont toujours été examinées avec attention. Par contre, l'agrément ministériel a été refusé à des dispositions conventionnelles soumises dans le cadre des dispositions précitées et qui tendaient à la suppression des abattements de zone, une telle mesure ne pouvant être envisagée dans l'immédiat. De même des dispositions conventionnelles récentes, conclues le 21 octobre 1964 et relatives à une augmentation des salaires du personnel des organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales de 6,31 p. 100 et à une nouvelle réduction des horaires de travail n'ont pu davantage être agréées ; les parties signalaires ont été avisées de cette décision par lettre du 13 janvier 1965, dans laquelle il leur était précisé qu'un nouvel examen des problèmes concernant la rémunération du personnel aurait lieu au cours du premier trimestre 1965. Cet examen est actuellement en cours et une décision sera prise très prochainement. En ce qui concerne les horaires de travail du personnel des organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales, il y a lieu de préciser qu'il n'a pas été fait obstacle à ce que ces organismes procèdent en 1964, sous certaines conditions, à des aménagements de ces horaires. Les mesures prévues par l'avenant du 21 octobre 1964 et qui n'ont pu être agréées se seraient ajoutées aux aménagements déjà intervenus. Le ministre du travail a eu récemment un entretien sur ces différentes questions avec les représentants des organisations syndicales du personnel des organismes de sécurité sociale. Enfin, il est précisé que l'abrogation des décrets du 12 mai 1960 concernant la sécurité sociale n'est pas envisagée par le Gouvernement.

12666. — M. Poudévigne expose à M. le ministre du travail les difficultés rencontrées par les jeunes recrues récemment libérées des obligations militaires, à trouver un emploi. Il lui demande pour quelles raisons un jeune travailleur déchargé des obligations militaires et ayant poursuivi ses études jusqu'à son incorporation se voit privé de l'allocation chômage alors qu'il ne trouve pas de travail. (Question du 23 janvier 1965.)

Réponse. — Aux termes de l'article 2 du décret du 12 mars 1951 modifié, fixant les conditions d'attribution des allocations de chômage, sont considérés comme involontairement privés d'emploi et pouvant bénéficier des allocations publiques de chômage : « Les jeunes gens des deux sexes âgés de dix-sept ans au moins, qui justifient des deux conditions suivantes : a) avoir terminé leurs études depuis moins d'un an et être inscrits depuis plus de six mois dans un service de main-d'œuvre sans qu'il ait été possible de leur procurer un emploi. Toutefois, ce délai d'un an est reculé d'une durée égale à celle du service militaire obligatoire, pour les jeunes gens incorporés à l'expiration de leurs études ; b) être titulaires, soit d'un diplôme de licence ou d'un diplôme reconnu équivalent par le ministère de l'éducation nationale, soit d'un diplôme de sortie d'une école technique ou d'une école professionnelle reconnue par le ministère de l'éducation nationale ou de l'agriculture, ou d'un centre de formation professionnelle agréé par le ministère du travail ou de l'agriculture. » D'autre part, l'avenant F au règlement du régime national interprofessionnel d'allocations spéciales aux travailleurs sans emploi de l'industrie et du commerce (régime géré par l'Unedie) dispose que : « Les jeunes gens qui ont fini d'accomplir leur service militaire légal peuvent être admis au bénéfice des allocations spéciales s'ils remplissent les conditions suivantes : a) être inscrits comme demandeurs d'emploi au service départemental de la main-d'œuvre ou à défaut à la mairie de leur résidence en vue d'obtenir un emploi s'exerçant dans au moins une des branches d'activité comprises dans le champ d'application professionnel de la convention du 31 décembre 1958 ; b) déposer leur demande d'allocation dans le délai de six mois suivant leur libération ; c) être physiquement aptes à l'exercice d'un emploi ». Quant aux jeunes gens libérés du service militaire légal, remplissant les conditions exposées ci-dessus, qui ont été admis dans un centre de formation professionnelle pour adultes, ils peuvent recevoir des A. S. E. D. I. C. une allocation journalière de formation. En outre, en application des dispositions du décret du 24 février 1964 pris pour l'application de la loi du 18 décembre 1963 relative au fonds national de l'emploi, les jeunes gens libérés des obligations militaires d'activité depuis moins d'un an, inscrits comme demandeurs d'emploi et suivant un stage de formation professionnelle pour adultes dans un centre relevant du ministère du travail ou agréé par lui ont la possibilité de percevoir, en plus des prestations accordées au titre du décret du 12 mars 1951 modifié ou au titre du régime d'allocations spéciales, les allocations de conversion professionnelle instituées par l'article 2 de la loi du 18 décembre 1963.

12672. — M. Louis Dupont expose à **M. le ministre du travail** que les conducteurs d'engins et de poids lourds, du fait de leur profession, dans les chantiers, les mines de fer, les travaux publics, la réfection des routes, les transports en commun, sont souvent atteints d'une maladie professionnelle, à savoir des affaissements de vertèbres et des déformations de la colonne vertébrale. Tous les médecins du travail constatent que ces maladies sont dues à l'activité professionnelle. Il lui demande s'il n'entend pas reconnaître cette maladie comme professionnelle et, l'article L. 496 du code de la sécurité sociale prévoyant que « d'autres tableaux annexés au décret peuvent déterminer les affections présumées résultées d'une ambiance ou d'attitudes particulières nécessitées par l'exécution des travaux limitativement énumérés » s'il n'entend pas les compléter en faveur des conducteurs d'engins. (Question du 23 janvier 1965.)

Réponse. — La question de l'inscription éventuelle aux tableaux des maladies professionnelles de certaines manifestations ostéo-articulaires de la colonne vertébrale chez des conducteurs d'engins et de poids lourds a, depuis longtemps, retenu l'attention du ministre du travail. Celui-ci a suggéré au ministre des travaux publics et des transports d'entreprendre une enquête à ce sujet. La commission consultative médicale pour l'application de la médecine du travail dans les transports publics par route, qui siège auprès de ce dernier département ministériel et au sein de laquelle le ministre du travail est représenté par des praticiens qualifiés, a été saisie. Elle a établi les bases des investigations portant sur les divers aspects d'ordre médical, technique et professionnel de ce problème. L'enquête, qui portera sur plusieurs centaines de conducteurs, se poursuit actuellement dans plusieurs régions, avec le concours notamment de médecins du travail et de médecins conseillers de la sécurité sociale. La commission consultative est tenue informée des développements de cette enquête. Le ministre du travail ne manquera pas, pour sa part, de tirer des résultats de celle-ci, dès qu'ils lui seront communiqués, les conclusions qui s'imposeraient en vue de l'extension éventuelle des tableaux des maladies professionnelles.

12678. — M. Le Goasguen expose à **M. le ministre du travail** que le paragraphe IV de l'article 3 du décret n° 55-594 du 20 mai 1955 relatif à divers allègements fiscaux a prévu que les sociétés à responsabilité limitée à caractère familial pouvaient opter pour le régime d'imposition des sociétés de personnes tout en conservant leur caractère juridique (B. O. E. n° 7035, § 43). Les rémunérations perçues par les associés à titre de salaires ne sont plus déductibles des bénéfices imposables et sont taxables à l'impôt sur le revenu des personnes physiques et à la taxe complémentaire, mais le versement forfaitaire n'a plus à être effectué. Le lien de subordination existe toujours puisque les membres de la société doivent prendre l'engagement, dans la notification de l'option, de poursuivre l'exploitation pendant un délai minimum de cinq ans (B. O. R. n° 7035, § 45). Les associés exerçant effectivement des fonctions salariées dans l'entreprise et les gérants minoritaires conservent, vis-à-vis de la sécurité sociale, leur position de salariés et cotisent normalement. Toutefois, en ce qui concerne la retraite des cadres, l'article 5 de la convention du 14 mars 1947 dispose : « que ne peuvent être affiliés que les cadres dont la rémunération brute est soumise au versement forfaitaire de 5 p. 100 sur les salaires ». Il en résulte que lesdits cadres perdent le bénéfice de cette retraite et ne peuvent par ailleurs cotiser à la caisse de retraite vieillesse des commerçants ; leurs rémunérations restant soumises aux cotisations de sécurité sociale. Cette anomalie déduit tous les avantages que la loi fiscale a voulu accorder aux petites sociétés à caractère familial. Il lui demande s'il n'envisage pas de modifier l'article 5 de la convention du 14 mars 1947 pour éviter les conséquences désastreuses de cette interprétation administrative sur la retraite des cadres. (Question du 23 janvier 1965.)

Réponse. — Il est signalé, d'une part, à l'honorable parlementaire, que la convention collective de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947 ne peut être modifiée que par accord entre les organisations qui l'ont conclue. Il résulte, d'autre part, des renseignements recueillis, que la commission paritaire visée à l'article 15 de la convention du 14 mars 1947, et qui est notamment chargée d'étudier les modifications éventuelles à celle-ci, n'envisage pas d'examiner cette question, entendant réserver le régime de retraite des cadres aux personnes qui ont la qualité de salariés au sens fiscal.

12776. — M. Charvet expose à **M. le ministre du travail** qu'une caisse artisanale d'allocation de vieillesse réclame aux ayants droit d'un artisan décédé, pour le paiement d'un capital décès, la production d'une attestation certifiant que le décès n'est pas apparemment en relation avec les radiations atomiques, ni imputable à une action terroriste en liaison avec les événements d'Algérie, ni imputable à un homicide volontaire sur sa personne. Il lui demande s'il existe un texte réglementaire justifiant de telles exigences de la part de la caisse centrale et, dans la négative, quelles mesures il entend prendre pour mettre fin à ces errements, qui ont pour effet d'inquiéter inutilement les familles des artisans décédés et de leur occasionner de sérieuses difficultés. (Question du 30 janvier 1965.)

Réponse. — Les observations qui s'imposent en la matière ont été faites à la caisse nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale, qui a été invitée à mettre un terme aux initiatives signalées par l'honorable parlementaire. A cet effet, une circulaire du 11 février 1965, n° 1122, adressée par cet organisme aux diverses caisses d'allocation vieillesse artisanale, professionnelle et interprofessionnelle, rapporte les dispositions de la circulaire précédente n° 1116 relative à la production des pièces qui font l'objet de la question écrite. Il est précisé qu'il n'est pas fait obligation aux organisations autonomes de non-salariés de communiquer à l'administration de tutelle les circulaires d'ordre interne qu'elles établissent.

12777. — M. Desouches expose à **M. le ministre du travail** que la décision de procéder à une hausse des loyers à partir du 1^{er} juillet 1965 va créer beaucoup de difficultés dans les foyers de condition modeste, car le montant de l'allocation-logement n'étant calculé chaque année qu'à la date du loyer payé le 1^{er} janvier précédent, il va s'ensuivre un décalage qui sera préjudiciable aux locataires. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait logique qu'une harmonisation ait lieu entre les dates de référence ou bien que les loyers ne subissent une hausse qu'à partir du 1^{er} janvier et quelles mesures il compte prendre pour que la réglementation de l'allocation-logement soit aménagée de manière à ce que celle-ci soit calculée en fonction du loyer mensuel effectif. (Question du 30 janvier 1965.)

Réponse. — La formule qui permettrait de se référer, pour le calcul de l'allocation-logement, à des augmentations de loyer n'intervenant plus qu'à date fixe, est inconciliable avec l'extension progressive du régime de liberté des loyers qui permet à un nombre important de locataires de souscrire à tout moment de nouveaux baux. Quant à celle qui permettrait aux bénéficiaires de l'allocation-logement de percevoir une prestation tenant compte, immédiatement, du loyer effectivement augmenté, elle conduirait à des révisions, en cours d'exercice, du calcul de l'allocation provisionnelle et entraînerait un alourdissement de la gestion, générateur de retards et d'une augmentation sensible des frais de fonctionnement des organismes débiteurs. Telles sont les raisons pour lesquelles cette solution a toujours été rejetée par les ministres intéressés. Enfin, celle qui consisterait à prendre en considération, par anticipation, au début de chaque exercice, les majorations de loyers éventuellement prévisibles, n'a pas non plus été retenue parce qu'elle peut devenir sans objet par suite de modifications de la réglementation en cours d'exercice, ce qui obligerait les allocataires à rembourser des sommes indûment perçues. En conclusion, la réglementation de l'allocation-logement — en son état actuel — qui permet de tenir compte automatiquement, en fin d'exercice, lors de la révision du montant de l'allocation-logement, des augmentations de loyer effectivement intervenues au cours des douze mois de l'exercice, a concrétisé, après mûres réflexions, la solution qui apparaissait la plus rationnelle et la plus équitable.

12778. — M. Bourgoïn signale à **M. le ministre du travail** que tous les ex-agents permanents français d'Algérie ayant appartenu à des organismes semi-publics d'Afrique du Nord sont actuellement reclassés dans des organismes métropolitains identiques ou analogues, à l'exception cependant des anciens agents des caisses algériennes de congés payés qui, bien que bénéficiaires de texte prévoyant leur reclassement dans un organisme similaire métropolitain (ordonnance n° 62-401 du 11 avril 1962, décret n° 62-941 du 9 août 1962, arrêté du 29 mars 1963), ne sont pas encore à l'heure actuelle reclassés. Cela les place dans une situation particulière critique. En effet, ces agents, ne bénéficiant que d'une prise en charge très inférieure à celle prévue par l'arrêté du 21 novembre 1962, n'ont aucune possibilité de prévoir une installation définitive, ni d'organiser une vie normale, ni d'envisager leur avenir et celui de leur famille, ni de percevoir les traitements auxquels ils ont droit en application du décret du 21 novembre 1962, ni de cotiser à un régime de retraite, ni de connaître le sort auquel ils sont voués. Il lui demande quand pourra cesser cette anomalie et quand ces fonctionnaires pourront bénéficier des avantages dont eux tous les autres fonctionnaires rapatriés d'Afrique du Nord. (Question du 30 janvier 1965.)

Réponse. — La situation des personnels des caisses de congés payés du bâtiment et des travaux publics d'Alger, Constantine et Oran et des caisses portuaires de congés payés d'Algérie, évoquée par l'honorable parlementaire, est l'un des problèmes qui fait l'objet des préoccupations constantes du ministère du travail depuis que, par arrêté du 29 mars 1963, ces agents ont été rattachés au ministère du travail, qui se trouve chargé des opérations de prise en charge et de reclassement les concernant. En application des dispositions du décret n° 62-941 du 9 août 1962 (J. O. du 11 août) relatif aux conditions de reclassement des agents permanents français des organismes définis à l'article 3 de l'ordonnance précitée, ces agents sont susceptibles de prétendre aux avantages suivants : prise en charge ; remboursement des frais de transport ; indemnité forfaitaire de déménagement ; indemnité de réinstallation ; droit à reclassement. Tous les agents des caisses de congés payés d'Algérie sont manifestés depuis la publication de l'arrêté de prise en charge ont été pris en charge. Les modalités de calcul de la prise en charge ont été fixées par M. le ministre des finances et des affaires économiques.

(direction du budget) qui a eslimé que seuls devaient être retenus dans le calcul de la prise en charge les éléments de traitement suivants: salaire de base algérien, diminué de 20 p. 100; primes d'ancienneté et d'avancement au choix, prises pour leur intégralité; exclusion de toutes les autres primes, indemnités et heures supplémentaires. De même, tous ceux qui en ont fait la demande ont bénéficié du remboursement de leurs frais de voyage et de l'indemnité forfaitaire de déménagement dans les conditions prévues par le décret n° 60-599 du 22 juin 1960 et des circulaires prises pour son application. En contrepartie, ils doivent reverser au Trésor les prestations qui leur avaient été servies, au même titre, par le ministère des rapatriés. Enfin, il leur a été accordé la première fraction de l'indemnité de réinstallation, conformément aux dispositions de l'arrêté interministériel du 21 novembre 1962. En ce qui concerne le reclassement de ces agents, la situation est la suivante: les conditions de reclassement des agents des caisses de congés payés d'Algérie ont été fixées par le décret n° 62-941 du 9 août 1962 (articles 4, 5, 6 et 7). En application de ce texte, il appartient au ministère de rattachement de désigner les établissements ou organismes métropolitains analogues dans lesquels seront reclassés les agents bénéficiaires. Le reclassement doit intervenir ensuite par voie de convention ou, à défaut, par voie réglementaire. Aucune convention n'ayant pu être conclue, un projet de décret de reclassement dans les organismes métropolitains homologues des agents des caisses de congés payés du bâtiment et des travaux publics d'Alger, Constantine et Oran et des caisses portuaires de congés payés d'Algérie a été soumis à l'approbation des ministères intéressés. Ce texte est actuellement en cours de mise au point. Il y a tout lieu de penser que dans les semaines à venir le problème du reclassement des agents des caisses de congés payés d'Algérie et celui de leur régime de retraite qui est lié au reclassement, pourront être définitivement réglés.

12781. — M. Fossé rappelle à M. le ministre du travail qu'en l'état actuel de la législation le bénéfice de l'allocation-logement peut être supprimé après un délai de deux ans lorsque les conditions d'habitation ne répondent pas à certains critères. Ces dispositions assez rigoureuses sont souvent appliquées à des familles de ressources modestes qui, à l'occasion d'une ou de plusieurs naissances, voient disparaître les conditions d'habitabilité nécessaires pour obtenir le bénéfice de l'allocation-logement et ne peuvent, malgré leurs recherches, trouver un appartement ou une maison plus grande. Il lui demande, compte tenu de la pénurie actuelle de logements, s'il ne serait pas possible d'assouplir la législation relative à l'allocation-logement de manière à l'adapter à la situation des familles, afin que sa suppression trop brutale ne soit cause de difficultés financières très sérieuses. (Question du 30 janvier 1965.)

Réponse. — Il n'a jamais été envisagé de faire de l'allocation logement une institution permettant la prise en charge par la collectivité d'une fraction des dépenses de logement des familles. Il s'agit exclusivement d'une mesure sélective tendant à ce que les efforts à accomplir par les familles pour se loger dans des conditions satisfaisantes ne soient pas paralysés par des considérations financières. Mais les obstacles, dans la conjoncture actuelle, ne sont pas uniquement d'ordre financier; ils tiennent aussi pour une large part à l'insuffisance du nombre de logements existants. L'allocation-logement ne saurait évidemment se proposer de résoudre à elle seule ce dernier problème et il en résulte des cas tels que ceux mentionnés par l'honorable parlementaire: des familles ayant vu croître le nombre de leurs enfants et n'ayant pu trouver un logement plus vaste, perdent le bénéfice de l'allocation en raison du surpeuplement du logement qu'elles occupent. Le maintien de l'allocation sans limitation de durée transformerait totalement la nature de celle-ci, qui deviendrait, en fait, un procédé de financement par la collectivité d'une partie de la charge des logements familiaux, ce qui ne saurait être envisagé, ne serait-ce que pour de simples considérations financières. Le ministre du travail s'est néanmoins efforcé de réduire l'acuité du problème évoqué. Il rappelle à ce sujet que: 1° les normes prévues à titre transitoire par l'article 20 du décret n° 61-687 du 30 juin 1961 pour l'attribution de l'allocation-logement sont beaucoup moins sévères que celles qui résultent de l'article 3 du même texte et qui concernent les conditions dans lesquelles l'allocation-logement doit en principe être accordée; 2° en application du décret n° 58-1010 du 24 octobre 1958, lorsqu'un local devient surpeuplé par suite, soit de la naissance d'un ou plusieurs enfants, soit de la prise en charge d'enfants ou d'un proche parent, l'allocation est maintenue pendant deux ans. A l'expiration de cette période l'allocation est maintenue pour une nouvelle période de deux ans, le montant de la prestation étant alors calculé sans qu'il soit tenu compte des personnes qui, par leur présence au foyer, ont entraîné le surpeuplement; 3° une commission prévue par l'article 22 du décret n° 61-687 du 30 juin 1961, peut accorder l'allocation-logement, sous certaines conditions, bien que les normes de peuplement ne soient pas remplies; en outre, elle peut autoriser le versement de cette prestation au taux plein pendant les deux années de la période au cours de laquelle elle aurait dû être réduite en application des textes ci-dessus rappelés. Enfin, le département du travail, en liaison avec celui de la construction, met tout en œuvre pour que les organismes constructeurs adaptent mieux leurs projets aux besoins des familles, afin de permettre peu à peu à celles-ci de se loger dans de meilleures conditions.

12783. — M. Chérasse expose à M. le ministre du travail que, dans l'état actuel de la législation, de nombreuses familles se trouvent déchuës du bénéfice de l'allocation logement en cours de location, ce qui occasionne pour elles des difficultés financières sérieuses. Il rappelle que cette déchéance de droit à l'allocation logement intervient plus spécialement dans les cas suivants: a) lorsque la famille, occupante de bonne foi, a vu le nombre de ses enfants augmenter et que, malgré toutes ses recherches et son désir d'avoir un logement plus grand, elle n'a pu trouver d'autres habitations en raison de la pénurie des logements du type approprié; b) lorsque la famille, occupante de bonne foi, a dû à l'occasion d'un changement de situation du chef de famille, ou pour tout autre motif impérieux, quitter un logement pour ne trouver en contrepartie qu'une habitation plus petite et ceci toujours à cause de la pénurie dont il est fait état ci-dessus. Il lui demande s'il n'envisage pas de faire en sorte qu'un assouplissement soit apporté aux textes en vigueur (article L 537 du code de la sécurité sociale et article 1° du décret n° 58-1010 du 24 octobre 1958), que le bénéfice de l'allocation logement puisse être maintenu après enquête sur la situation de famille des intéressés au-delà de la tolérance prévue actuellement par les textes et qu'un droit de priorité de relogement soit accordé à ces familles, contraintes à déménager et qui laissent un appartement à la disposition d'une autre famille. (Question du 30 janvier 1965.)

Réponse. — Il n'a jamais été envisagé de faire de l'allocation logement une institution permettant la prise en charge par la collectivité d'une fraction des dépenses de logement des familles. Il s'agit exclusivement d'une mesure sélective tendant à ce que les efforts accomplis par les familles pour se loger dans des conditions satisfaisantes ne soient pas paralysés par des considérations financières. Mais les obstacles, dans la conjoncture actuelle, ne sont pas uniquement d'ordre financier; ils tiennent aussi, pour une large part, à l'insuffisance du nombre de logements existants. L'allocation logement ne saurait évidemment se proposer de résoudre, à elle seule, ce dernier problème et il en résulte des cas tels que ceux mentionnés par l'honorable parlementaire: des familles ayant vu croître le nombre de leurs enfants, et n'ayant pu trouver un logement plus vaste, perdent le bénéfice de l'allocation en raison du surpeuplement du logement qu'elles occupent. Le maintien de l'allocation, sans limitation de durée, transformerait totalement la nature de celle-ci, qui deviendrait, en fait, un procédé de financement par la collectivité d'une partie de la charge des logements familiaux, ce qui ne saurait être envisagé, ne serait-ce que pour de simples considérations financières. Le ministre du travail s'est néanmoins efforcé de réduire l'acuité du problème évoqué. Il rappelle à ce sujet que: 1° les normes prévues à titre transitoire par l'article 20 du décret n° 61-687 du 30 juin 1961, pour l'attribution de l'allocation logement, sont beaucoup moins sévères que celles qui résultent de l'article 3 du même texte et qui concernent les conditions dans lesquelles l'allocation logement doit, en principe, être accordée; 2° en application du décret n° 58-1010 du 24 octobre 1958, lorsqu'un local devient surpeuplé par suite, soit de la naissance d'un ou plusieurs enfants, soit de la prise en charge d'enfants ou d'un proche parent, l'allocation est maintenue pendant deux ans. A l'expiration de cette période, l'allocation est maintenue pour une nouvelle période de deux ans, le montant de la prestation étant alors calculé sans qu'il soit tenu compte des personnes qui, par leur présence au foyer, ont entraîné le surpeuplement; 3° une commission prévue par l'article 22 du décret n° 61-687 du 30 juin 1961, peut accorder l'allocation logement, sous certaines conditions, bien que les normes de peuplement ne soient pas remplies; en outre, elle peut autoriser le versement de cette prestation au taux plein pendant les deux années de la période au cours de laquelle elle aurait dû être réduite en application des textes ci-dessus rappelés. Enfin, le département du travail, en liaison avec celui de la construction, met tout en œuvre pour que les organismes constructeurs adaptent mieux leurs projets aux besoins des familles, afin de permettre peu à peu à celles-ci de se loger dans de meilleures conditions.

12790. — M. Bignon appelle l'attention de M. le ministre du travail sur la situation des anciens agents des caisses algériennes de congés payés qui n'ont, à ce jour, pas encore été reclassés. Il lui expose que ces agents permanents français d'organismes algériens peuvent prétendre à un reclassement dans un organisme similaire métropolitain en application de l'ordonnance n° 62-401 du 11 avril 1962, précisée par le décret n° 62-941 du 9 août 1962 et l'arrêté du 29 mars 1963. Compte tenu du fait que tous les ex-agents permanents français d'Algérie, ayant appartenu à des organismes semi-publics d'Afrique, sont actuellement reclassés dans des organismes métropolitains analogues, compte tenu également du préjudice subi par les intéressés qui ne peuvent ni percevoir les traitements auxquels ils ont droit en application du décret du 21 novembre 1962, ni cotiser à un régime de retraite, ni même s'installer, ni envisager leur avenir. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre, en accord avec M. le ministre des finances et des affaires économiques, pour régulariser le sort de ces agents par l'intervention rapide d'un texte devant régler les modalités particulières du reclassement de ceux-ci. (Question du 30 janvier 1965.)

Réponse. — La situation des personnels des caisses de congés payés du bâtiment et des travaux publics d'Alger, Constantine et Oran et des caisses portuaires de congés payés d'Algérie, évoquée par l'honorable parlementaire, est l'un des problèmes qui font l'objet des préoccupations constantes du ministère du travail depuis

que, par arrêté du 29 mars 1963, ces agents ont été rattachés au ministère du travail qui se trouve chargé des opérations de prise en charge et de reclassement les concernant. En application des dispositions du décret n° 62-941 du 9 août 1962 (J.O. du 11 août) relatif aux conditions de reclassement des agents permanents français des organismes définis à l'article 3 de l'ordonnance précitée, ces agents sont susceptibles de prétendre aux avantages suivants : prise en charge ; remboursement des frais de transports ; indemnité forfaitaire de déménagement ; indemnité de réinstallation ; droit à reclassement. Tous les agents des caisses de congés payés d'Algérie qui se sont manifestés depuis la publication de l'arrêté de rattachement ont été pris en charge. Les modalités de calcul de leur prise en charge ont été fixées par M. le ministre des finances et des affaires économiques (direction du budget) qui a estimé que seuls devaient être retenus dans le calcul de la prise en charge les éléments de traitement suivants : salaire de base algérien, diminué de 20 p. 100 ; primes d'ancienneté et d'avancement au choix, prises pour leur intégralité ; exclusion de toutes les autres primes, indemnités et heures supplémentaires. De même, tous ceux qui en ont fait la demande ont bénéficié du remboursement de leurs frais de voyage et de l'indemnité forfaitaire de déménagement dans les conditions prévues par le décret n° 60-599 du 22 juin 1960 et des circulaires prises pour son application. En contre partie, ils doivent reverser au Trésor les prestations qui leur avaient été servies, au même titre, par le ministère des rapatriés. Enfin, il leur a été accordé la première fraction de l'indemnité de réinstallation, conformément aux dispositions de l'arrêté interministériel du 21 novembre 1962. En ce qui concerne le reclassement de ces agents, la situation est la suivante : les conditions de reclassement des agents des caisses de congés payés d'Algérie ont été fixées par le décret n° 62-941 du 9 août 1962 (articles 4, 5, 6 et 7). En application de ce texte, il appartient au ministère de rattachement de désigner les établissements ou organismes métropolitains analogues dans lesquels seront reclassés les agents bénéficiaires. Le reclassement doit intervenir ensuite par voie de convention ou, à défaut, par voie réglementaire. Aucune convention n'ayant pu être conclue, un projet de décret de reclassement dans les organismes métropolitains homologues des agents des caisses de congés payés du bâtiment et des travaux publics d'Algérie, Constantine et Oran et des caisses portuaires de congés payés d'Algérie a été soumis à l'approbation des ministères intéressés. Ce texte est actuellement en cours de mise au point. Il y a tout lieu de penser que dans les semaines à venir le problème du reclassement des agents des caisses de congés payés d'Algérie, et celui de leur régime de retraite qui est lié au reclassement, pourront être définitivement réglés.

12941. — **M. Salardaine** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation au regard de la sécurité sociale des maîtres non laïcs enseignant dans les établissements privés placés sous le régime du contrat simple. Une circulaire de M. le ministre de l'éducation nationale en date du 21 février 1962 précisait notamment que « toutes personnes reconnues comme maîtres agréés dans des classes sous contrat simple et rétribuées par l'Etat en tant que tels doivent être affiliées au régime de la sécurité sociale ». Or, ces dispositions viennent d'être remises en question, et une nouvelle circulaire de M. le ministre de l'éducation nationale en date du 5 janvier 1965 signifie « qu'il y a lieu provisoirement de suspendre, pour les maîtres agréés non laïcs, tant le versement à titre d'avance de la cotisation patronale de sécurité sociale que la retenue sur le traitement de la cotisation ouvrière ». Il s'étonne de ce brusque changement de position et lui demande s'il n'envisage pas de reprendre l'examen de la question, pour un retour aux dispositions antérieures. (Question du 6 février 1965.)

Réponse. — L'appréciation de la situation, au regard du régime de la sécurité sociale, des maîtres non laïcs agréés pour enseigner dans des établissements privés ayant passé un contrat simple avec l'Etat est extrêmement délicate et donne lieu à un important contentieux devant les juridictions de sécurité sociale. Si, en effet, il ne paraît pas douteux que les maîtres laïcs exerçant leurs fonctions dans de tels établissements ont la qualité de salariés, on peut, pour diverses raisons, se demander s'il en est de même pour les maîtres clercs ou religieux. Toutefois, M. le ministre de l'éducation nationale avait cru devoir prescrire aux recteurs, inspecteurs d'administration et préfets, par circulaire du 21 février 1962 prise en accord avec les services du ministère du travail, que les intéressés devaient donner lieu aux mêmes formalités et aux mêmes versements que leurs collègues laïcs. Depuis cette date, est intervenu un arrêt de la cour de cassation, du 13 mars 1964, dans une espèce opposant une religieuse enseignante à une caisse primaire de sécurité sociale. Il résulte de cet arrêt, qui confirme un arrêt de la cour d'appel de Lyon, que le vœu d'obéissance donné par l'intéressée à la supérieure de sa congrégation exclut la possibilité pour la première de conclure un contrat de travail avec l'établissement d'enseignement, et, en conséquence, d'être assujettie à la sécurité sociale, au titre de son activité de professeur. A la suite de cet arrêt de principe et afin d'éviter les complications multiples qu'entraîneraient des régularisations rétroactives dans le versement des cotisations et des prestations si cette jurisprudence était confirmée, M. le ministre de l'éducation nationale a adressé, à la demande du ministère du travail de nouvelles instructions aux fonctionnaires ordonnateurs des traitements des maîtres en cause afin que les versements, à titre d'avance, des cotisations de sécurité sociale afférentes à leurs rémunérations soient suspendues. Il faut espérer que l'évolution de la jurisprudence permettra dans un proche avenir de fixer avec netteté la position qui s'imposera aux organismes de sécurité sociale.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

11875. — **M. du Halgouët** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** qu'il est choquant de plaider non coupable devant la commission de retrait des permis de conduire, étant donné l'impossibilité dans laquelle on se trouve de faire comparaître des témoins. Il serait donc souhaitable que, lorsqu'un justiciable plaide non coupable dans des conditions présentant un caractère normal de sérieux, la commission de retrait des permis de conduire sursoie à statuer en attendant la décision du tribunal, lequel est normalement outillé pour assurer au justiciable des moyens de défense, et notamment l'audition de témoins. Suivant l'état de choses actuel, un justiciable peut se voir acquitter devant le tribunal correctionnel après avoir été privé pendant plusieurs mois de son permis de conduire par la commission administrative, ce qui est un non-sens. (Question du 1^{er} décembre 1964.)

Réponse. — L'article R. 268 du code de la route prévoit que la suspension du permis de conduire par décision préfectorale n'est prononcée qu'après avis émis par une commission technique spéciale devant laquelle le conducteur est mis en mesure de présenter sa défense. Cette commission dont la composition et le fonctionnement ont été déterminés par arrêté interministériel du 10 septembre 1964 comprend des représentants des usagers, des services techniques et des services participant à la police de la circulation. Par ailleurs, le secrétariat de la commission constitue par affaire un dossier comportant le procès-verbal de contravention ou de constat d'accident et le cas échéant la fiche de comportement du conducteur, ainsi que le plan des lieux, une note du service national des examens du permis de conduire indiquant les sanctions administratives dont le conducteur a pu faire précédemment l'objet et en tant que de besoin toute autre pièce qui se révélerait utile, notamment un extrait du casier des contraventions. Le conducteur est convoqué dix jours au moins avant la séance de la commission au cours de laquelle son affaire doit être examinée et il lui est possible de s'y présenter soit seul, soit accompagné d'un conseil, de s'y faire représenter ou de faire parvenir ses observations écrites. Rien ne s'oppose à ce qu'il fasse état de témoignages recueillis par écrit et qui lui sembleraient de nature à éclairer les membres de la commission sur sa responsabilité. Enfin, la commission n'est saisie, en règle générale, que d'infractions nettement caractérisées et ne pouvant sérieusement donner lieu à contestation. Dans ces conditions et du triple point de vue de la compétence de ses membres, de la qualité de leur information et des garanties données aux contrevenants, la commission de suspension du permis de conduire est parfaitement qualifiée pour fournir au préfet un avis éclairé sur les affaires dont elle est saisie ; en éliminant le plus rapidement possible les conducteurs qui commettent des infractions graves ou multiples et se révèlent ainsi particulièrement dangereux, le préfet agit principalement en vue de la sécurité publique. Il ne serait donc pas souhaitable d'inciter cet organisme à surseoir systématiquement à statuer dès lors que les conducteurs lui en feraient la demande. Certes des faits de la nature de ceux évoqués par l'honorable parlementaire pourraient éventuellement se produire ; mais il y a lieu d'observer d'une part qu'ils demeureraient certainement fort rares, et d'autre part, qu'ils dériveraient moins d'un défaut d'information de la commission que de l'optique particulière à chaque instance, administrative ou judiciaire, en matière d'infractions au code de la route : alors que les tribunaux statuent sur des actes délictueux avec toutes les conséquences de droit pénal et parfois civil en dérivant, le préfet et la commission apprécient essentiellement le comportement d'un conducteur. Les divergences, aussi regrettables qu'elles soient, ne sauraient cependant justifier que soit apportée une entrave à l'action administrative qui doit, au contraire, être conduite avec toute la diligence nécessaire.

12138. — **M. Roger Roucaute** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** qu'une circulaire du 28 octobre 1963 accordait au personnel auxiliaire des ponts et chaussées : a) en cas de maladie, par période de douze mois, et sur production d'un certificat médical, des congés ainsi fixés : après six mois de présence : un mois à plein salaire, un mois à demi-salaire ; après trois ans de présence : deux mois à plein salaire, deux à demi-salaire ; b) en cas de grossesse, après un an de service et sur production d'un certificat médical, un congé de maternité à plein salaire d'une durée égale à celle fixée par l'article L. 293 du code de la sécurité sociale (quatorze semaines). La date d'effet était fixée au 1^{er} octobre 1963. Par lettre du 20 janvier 1964, M. le ministre des travaux publics et des transports indiquait que les mesures ci-dessus s'appliquent à tous les personnels quel que soit le chapitre d'imputation du salaire. Ces avantages ayant été retirés au personnel auxiliaire des ponts et chaussées dans le Gard, il lui demande quelles en sont les raisons, et quelles mesures il compte prendre pour que ce personnel puisse bénéficier complètement des décisions ministérielles du 28 octobre 1963 et du 20 janvier 1964. (Question du 15 décembre 1964.)

Réponse. — L'administration fait application des instructions contenues dans la circulaire du 28 octobre 1963 et du 20 janvier 1964 aux auxiliaires occupant des postes qui auraient donné droit au bénéfice de la loi du 3 avril 1950. C'est le cas notamment dans le département du Gard. Toutefois il est bien certain que ces dispositions ne peuvent être étendues aux ouvriers auxiliaires temporaires et auxiliaires techniques de ce département qui bénéficient du régime de la convention collective du bâtiment. En effet, ces agents ne peuvent cumuler des avantages qu'ils retirent du fait de leur assimilation à des personnels du secteur privé relevant de la convention collective et ceux accordés aux agents auxiliaires dans le secteur public.

12139. — M. Roger Roucaute expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que la convention collective du Languedoc-Roussillon (techniciens, agents de maîtrise, employés du bâtiment) qui régit actuellement les personnels auxiliaires des ponts et chaussées du Gard, prévoit en son titre IV, article 29, les primes d'ancienneté suivantes : 5 p. 100 pour les agents ayant cinq ans d'ancienneté ; 10 p. 100 pour les agents ayant dix ans d'ancienneté, etc. Ces avantages n'étant pas accordés au personnel auxiliaire des ponts et chaussées du Gard, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que ce personnel puisse bénéficier des dispositions de la convention collective du bâtiment susmentionnée. (Question du 15 décembre 1964).

Réponse. — Les ingénieurs en chef des ponts et chaussées rémunèrent les agents auxiliaires, soit par référence aux barèmes de la convention collective du bâtiment et ces personnels en ont alors tous les avantages notamment en matière de congés, soit sur la base des barèmes applicables aux auxiliaires de l'Etat et les intéressés sont soumis à la réglementation particulière à ces personnels. Les auxiliaires de bureau des ponts et chaussées du Gard auxquels s'intéresse l'honorable parlementaire sont dans le second cas ; la prime d'ancienneté prévue par la convention collective ne peut donc leur être accordée, faute de quoi ils cumuleraient les avantages du secteur privé et ceux du secteur public.

12387. — M. Séramy demande à M. le ministre des travaux publics et des transports de lui préciser les considérations qui ont prévalu pour écarter du bénéfice de l'intégration dans les cadres de la S. N. C. F. les cheminots français de Tunisie rangés dans les échelles 14 à 19, étant observé qu'une telle intégration a été réalisée en faveur de leurs collègues classés dans les échelles 1 à 13. Il lui demande également les raisons qui s'opposent éventuellement à ce qu'ils puissent prétendre au bénéfice des permis de circulation qui sont habituellement accordés par la S. N. C. F. à ses agents. (Question du 9 janvier 1965).

Réponse. — Tous les agents des réseaux tunisiens susceptibles de poursuivre leur carrière en France ont été intégrés à la S. N. C. F. Aucune catégorie de ces cheminots n'a été écartée du bénéfice de la convention passée à cet effet avec la Société nationale. En application de cette convention, les intéressés ont été reclassés à la S. N. C. F. compte tenu de leur carrière en Tunisie et des résultats du stage qu'ils ont dû effectuer à cette société. La question posée par l'honorable parlementaire semble donc viser la situation de retraite des anciens cheminots des réseaux tunisiens. Les règles adoptées en la matière sont les suivantes : les pensions garanties aux agents et anciens agents de nationalité française des réseaux tunisiens par l'article 11 de la loi n° 56-782 du 4 août 1956, doivent être liquidées, aux termes du décret n° 60-24 du 12 janvier 1960, sur la base des émoluments soumis à retenue pour pension d'un grade, échelle et échelon d'assimilation de la S. N. C. F. Les échelles d'assimilation ont été déterminées sur la base des résultats des statistiques établies par la S. N. C. F. à la suite des intégrations prononcées dans les cadres, de nombreux cheminots de Tunisie. Ces statistiques ont permis de constater que les intégrations peuvent être considérées comme étant faites à parité d'échelle jusqu'à l'échelle 13 incluse et qu'un abaissement d'une échelle doit être prévu pour les échelles 14 à 19. Elles traduisent donc un ensemble de situations dûment constatées et ne paraissent pas, dès lors, susceptibles d'être modifiées. Néanmoins, l'administration ne manque pas d'examiner périodiquement les statistiques d'intégration, afin de pouvoir, le cas échéant, faire procéder à l'établissement d'un arrêté portant assimilation sur des échelles se rapprochant le plus possible de celles acquises en Tunisie. En ce qui concerne le régime des facilités de circulation, il faut noter, d'une part, que la garantie de l'Etat prévue par la loi précitée du 4 août 1956, ne comprend pas le régime des facilités de circulation consenties par les réseaux. D'autre part, les agents des sociétés de chemins de fer des anciens pays de protectorat et de l'Union Française, avec lesquelles la S. N. C. F. a conclu des accords d'échange de facilités de circulation, cessent d'obtenir ces faveurs dès leur admission à la retraite. En effet, les anciens réseaux, puis la S. N. C. F., se sont toujours refusés, faute de réciprocité effective, à admettre au bénéfice des facilités de circulation les ex-agents des chemins de fer de l'Union Française, des pays de protectorat ou des pays étrangers. Il faut, enfin, préciser que la S. N. C. F., pour des raisons d'ordre financier, a dû adopter pour règle très stricte de n'accorder aucune facilité de circulation en dehors de celles qui sont prévues par des dispositions contractuelles ou réglementaires.

12540. — M. Fontanot expose à M. le ministre des travaux publics et des transports le cas d'un certain nombre de petits transporteurs possédant les uns un seul véhicule, les autres plusieurs véhicules, qui ont décidé de fonder un bureau commun d'exploitation en un lieu où ils ont tous ouvert une succursale. Demeurant propriétaires de leur clientèle et de leur licence, ils se sont simplement engagés réciproquement à mettre par priorité un certain tonnage à la disposition de ce bureau commun, afin d'assurer les transports commandés par certains clients de la place, se réservant la possibilité de satisfaire le reste de leur clientèle avec le surplus de leurs véhicules ou, en cas d'insuffisance par le bureau commun, avec les véhicules mis à la disposition de celui-ci. Ce bureau commun, dont le fonctionnement est régi par les clauses d'un contrat d'association en participation, a pour rôle de prendre les commandes de la clientèle, au nom et pour le compte du ou des associés dont les véhicules se trouvent disponibles à la date prévue pour le

transport, de rédiger les documents de transport, d'assurer la facturation au nom de chacun des transporteurs intéressés pour les prestations que ce transporteur aura fournies, le règlement étant effectué directement par le client au transporteur, et enfin de répartir entre tous les transporteurs associés ses frais de fonctionnement, au prorata des transports facturés, sans réalisation de bénéfices. Il lui demande si une telle organisation fait échec à la réglementation concernant la coordination des transports qui est actuellement en vigueur. (Question du 16 janvier 1965.)

Réponse. — Dans le cas évoqué d'une association en participation, c'est-à-dire d'une société dont l'existence ne se révèle pas aux tiers, et dont chaque associé contracte avec les tiers en son nom personnel (cf. art. 44 du code de commerce), les transports effectués par les associés doivent, pour être conformes à la réglementation relative à la coordination des transports, satisfaire aux conditions ci-après. Chaque commande de la clientèle doit être prise au nom de l'associé qui assure le transport avec des véhicules munis de licences à son nom, les documents de transports ainsi que la facturation et toutes pièces comptables devant être établis au nom de cet associé. Il importe de préciser qu'aucun des associés ne peut avoir, vis-à-vis des autres, une activité de commissionnaire de transport ou de courtier de fret s'il n'est titulaire de la licence réglementaire prévue à cet effet sauf dans les cas visés à l'article 7 du décret n° 61-679 du 30 juin 1961. Il résulte de ce qui précède, au regard de la réglementation du transport routier de marchandises, que l'administration chargée du contrôle des transports ne connaîtra, dans le cas évoqué, que des entreprises distinctes les unes des autres, chacune d'entre elles étant tenue, personnellement, de se conformer aux dispositions de cette réglementation, notamment en ce qui concerne l'établissement des feuilles de route et l'intervention des bureaux régionaux de fret pour la conclusion et l'enregistrement des contrats de transport. L'exploitation directe par le bureau commun, au nom et pour le compte des associés, ferait échec à la réglementation des transports, faute de la constitution préalable d'une société soumise à publicité.

12542. — M. Tomasini attire l'attention de M. le ministre des travaux publics et des transports sur le nombre toujours croissant d'automobilistes qui, au mépris des règles les plus élémentaires de la prudence et de la correction, se croient autorisés à remonter sur la voie de gauche en files d'automobiles, en attente à un feu rouge ou à un croisement. Cette façon de faire, absolument inadmissible, risque d'occasionner des accidents graves et provoque, de toute façon, un ralentissement de la circulation, la rentrée dans le rang de l'automobiliste fautif étant, à juste titre, l'objet de contestations. Il lui demande s'il compte faire étudier une série de mesures permettant de mettre un terme, de façon immédiate, à ce genre d'infraction. (Questions du 16 janvier 1965.)

Réponse. — L'article R. 14 du code de la route prescrit expressément que « lors du dépassement, le conducteur ne peut emprunter la moitié gauche de la chaussée que s'il ne gêne pas la circulation ». Dans le cas exposé par l'honorable parlementaire, le contrevenant est passible des peines d'amende (60 F. à 360 F.) et d'emprisonnement de huit jours au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement, telles qu'elles sont prévues par l'article R. 232, 3°, du code de la route. D'autre part, en application de l'article R. 266, 4°, du code de la route, les contraventions à l'article R. 14 susvisé peuvent donner lieu, dès la première infraction, à la suspension du permis de conduire par le Préfet. La solution au problème évoqué ne doit donc pas être recherchée dans l'intervention de prescriptions nouvelles, mais dans la répression des infractions à la réglementation existante, répression qui incombe aux services de police ou de gendarmerie, lesquels relèvent respectivement de M. le ministre de l'intérieur et de M. le ministre des armées.

12679. — M. Escande attire l'attention de M. le ministre des travaux publics et des transports sur l'état des salaires des ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées, qui n'ont pas été revalorisés depuis le 1^{er} avril 1963. Il lui demande si l'application du statut de ces ouvriers, en discussion depuis deux ans, peut être espérée dans un proche avenir. (Question du 23 janvier 1965.)

Réponse. — Le projet de statut des ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées et des bases aériennes a été soumis à M. le ministre des finances et des affaires économiques. De nombreux échanges de vues ont déjà eu lieu et se poursuivent à son sujet. La publication de ce statut souhaité par le ministre des travaux publics ne pourra intervenir que lorsque l'accord aura été réalisé entre les départements ministériels intéressés.

Rectificatif

au Journal officiel, débats Assemblée nationale, du 13 février 1965.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Page 250, 2^e colonne, 27^e et 28^e ligne de la réponse de M. le ministre de l'agriculture à la question n° 11673 de M. Catalifaud, au lieu de : « ... mais, pour la récolte 1963, il s'agissait d'un acompte correspondant en fait au prix définitif, dans la majeure partie des cas, un supplément... », lire : « ... mais, pour la récolte 1963, il s'agissait d'un acompte correspondant en fait au prix définitif, alors que, pour la récolte 1964, les producteurs percevront, dans la majeure partie des cas, un supplément... ».

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES
auxquelles il n'a pas été répondu
dans le mois qui suit leur publication.

(Application de l'article 138 [alinéas 2 et 6] du règlement.)

12261. — 31 décembre 1964. — **M. Fouchier** demande à **M. le ministre de l'agriculture** si, la condition d'amélioration d'une structure d'exploitation étant remplie par ailleurs, un propriétaire exploitant peut prétendre à l'indemnité viagère de départ servie par le fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles (F. A. S. A. S. A.) s'il consent un bail à métayage de sa propriété. Il lui semble qu'une réponse affirmative devrait être apportée à cette question en raison, d'une part, que la qualité de chef d'exploitation est maintenant unanimement reconnue au métayer et affirmée notamment par l'article 8 du décret n° 63-455 du 6 mai 1963 et, d'autre part, de la disposition de l'article 6 du même décret, qui considère comme disponible l'exploitation d'un propriétaire exploitant en faire-valoir direct lorsque celui-ci la « donne à bail », cette dernière expression semblant bien couvrir le bail à métayage comme le bail à ferme.

12267. — 31 décembre 1964. — **M. Christian Bonnet** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que, si l'accord intervenu à Bruxelles le 15 décembre 1964 entre les membres de la Communauté économique européenne doit se révéler bénéfique pour l'agriculture française prise dans son ensemble, il n'en pose pas moins des problèmes très graves pour certaines régions faiblement productrices en céréales et se livrant, par contre, à d'autres productions — notamment avicoles — sur lesquelles des concessions ont dû intervenir. Il lui demande sous quelle forme il entend, conformément aux déclarations qu'il a faites récemment à l'Assemblée nationale, au sujet des régions d'entraînement, remédier pour celles-ci aux inconvénients de l'accord intervenu.

12307. — 31 décembre 1964. — **M. Tourné** expose à **M. le ministre de l'industrie** qu'un des meilleurs moyens de sauver moralement et de récupérer progressivement les adolescents et semi-adultes déficients moteurs ou déficients mentaux, est d'obtenir qu'ils participent à la production. Pour cela, tenant compte que le marché du travail rejette systématiquement les sujets déficients, considérés comme ne pouvant pas apporter le maximum de plus-value, la formule de l'atelier protégé semble, pour l'instant, la meilleure. Dans de tels ateliers, il est possible aux infirmes de trouver leur place dans la société grâce au travail et à une vie sociale active. En tout cas, il devient ainsi possible, sinon en totalité, du moins en partie, de les libérer de la tutelle, de la surveillance et du contrôle permanents dont ils sont l'objet. Il devient possible également de les libérer de la douloureuse impression qu'ils ont de vivre d'aumônes attribuées par les diverses formes d'aide sociale. Ce sont des souffrances pénibles, que partagent les familles de tous les malheureux déficients à des titres divers. Mais les facteurs prix de revient, prix de vente, qualité des produits, ainsi que la recherche du profit maximum sont les éléments dominants des courants commerciaux actuels. C'est pourquoi toute production en provenance d'un milieu de déficients est vouée à l'échec sur le plan commercial, si elle n'est pas protégée par l'Etat. Il lui demande s'il ne pourrait pas prendre des dispositions en vue de créer trois secteurs protégés : 1° recherche et fourniture des matières premières ; 2° fabrication des produits finis ; 3° commercialisation de la production, de manière à permettre aux ateliers protégés pour infirmes d'avoir une place normale dans la vie sociale et économique du pays. En tout état de cause, sans de telles protections, l'existence des ateliers protégés risque d'être éphémère.

12308. — 31 décembre 1964. — **M. Bourgoïn** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur les conditions selon lesquelles la société d'intérêt collectif agricole d'électricité de la région de Versailles-Ouest assure la distribution d'électricité dans le secteur correspondant à son activité. Cette société de distribution bénéficie d'un accord avec Electricité de France pour assurer la distribution d'électricité, mais il semble que ses installations soient insuffisantes pour alimenter convenablement la région qu'elle dessert. Les pannes générales y sont beaucoup plus fréquentes qu'ailleurs, et surtout elle limite fréquemment l'importance de certaines installations qui lui sont demandées, en arguant de l'insuffisance des câbles dont elle dispose ou de tous autres motifs techniques. Les conditions de distribution ainsi rappelées paraissant évidemment anormales, il lui demande : 1° pour quelles raisons subsistent de telles entreprises, qui ne semblent pas disposer des moyens nécessaires pour faire face aux charges accrues qui leur sont imposées par des demandes de plus en plus importantes ; 2° quelles mesures il envisage de prendre pour remédier à une telle situation, intolérable en 1964.

12332. — 31 décembre 1934. — **M. Tourné** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la population** combien d'enfants, d'adolescents et de semi-adultes ont été amenés à séjourner dans un hospice, ou dans un quelconque établissement ayant le caractère d'un hospice, au cours de l'année 1963, par catégorie : a) moins de quatorze ans ; b) de quinze à vingt ans ; c) de vingt et un à trente ans, cela dans toute la France et dans chacun des départements français.

12686. — 30 janvier 1965. — **M. Zuccarelli** indique à **M. le Premier ministre** que la spécificité des problèmes qui se posent à la Corse entraîne, pour les administrations responsables de la région Provence-Côte d'Azur-Corse, d'innombrables difficultés d'appréciation, d'approche et de solution, et que la mission récemment nommée (J. O. du 20 janvier 1965) auprès du préfet des Bouches-du-Rhône ne va pas manquer de se heurter à ces difficultés dès les premiers travaux pour l'élaboration du chapitre régional du V^e Plan 1966-1970. Dans ces conditions et compte tenu des deux éléments du problème corse — insularité et développement économique — il lui demande s'il compte désigner rapidement une mission spéciale pour la Corse, comprenant au moins trois fonctionnaires à temps complet dont un spécialiste des transports, un spécialiste de la fiscalité et un spécialiste du développement économique dans les régions d'entraînement, et au moins deux fonctionnaires à temps partiel dont un spécialiste de l'agriculture et un spécialiste du tourisme.

12691. — 30 janvier 1965. — **M. ...** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** quelle est l'attitude du Gouvernement à l'égard de la résolution n° 280 relative à la position de l'Europe dans les relations économiques mondiales, qui a été adoptée par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe le 4 novembre 1964, et si le Gouvernement envisage d'y donner suite.

12692. — 30 janvier 1965. — **M. Radlus** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** quelle est la position du Gouvernement à l'égard de la recommandation n° 404 relative à la création d'un Office européen des jumelages et échanges internationaux, qui a été adoptée par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe le 7 novembre 1964, et si le Gouvernement a l'intention d'y donner suite.

12693. — 30 janvier 1965. — **M. de Montesquiou** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** quelle est l'attitude du Gouvernement à l'égard de la recommandation n° 403, adoptée par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe le 6 novembre 1964, relative aux contacts entre les membres de la Communauté économique européenne et les autres Etats membres du Conseil de l'Europe, et à l'union politique européenne.

12703. — 30 janvier 1965. — **M. Mer** s'étonne auprès de **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** de n'avoir pas reçu de réponse à sa question écrite n° 10811 du 26 septembre 1964, et ce malgré deux rappels successifs. Comme il souhaite connaître les réponses qui peuvent être apportées aux questions posées, il se permet de les rappeler. Elles faisaient suite à une précédente réponse du 29 août 1964 à la question n° 9403. Il lui demande donc : 1° quelles raisons ont empêché l'étude entreprise d'aboutir à un résultat positif ; 2° pour le cas où ces raisons seraient d'ordre financier, quel serait le coût global de l'octroi de l'indemnité spéciale envisagée, dite « d'usure de vêtements », en faveur des amputés d'un membre inférieur.

12704. — 30 janvier 1965. — **M. Le Guen** attire à nouveau l'attention de **M. le ministre des armées** sur le caractère d'urgence que présente la revalorisation de la condition des officiers-mariniers, sous-officiers et veuves qui, depuis 1948, ont subi un déclassement de 15 p. 100 par rapport à leurs homologues de la fonction publique. Il lui demande s'il envisage pas de prendre rapidement toutes mesures utiles pour rétablir au moins les parités qui existaient en 1948, de manière à améliorer la condition sociale des retraités et à assurer le recrutement d'un personnel qualifié dans le cadre de l'effort de modernisation des armées actuellement entrepris.

12707. — 30 janvier 1965. — **M. Manceau** expose à **M. le ministre des armées** que, lors de la discussion du budget de son département pour 1965, pour obtenir le retrait d'un amendement de la commission de la défense nationale et avant d'opposer l'article 42 de la loi organique relative aux lois de finances à cet

amendement, repris par le seul groupe communiste à l'Assemblée nationale, il s'est engagé à intervenir auprès du ministre des finances et du Premier ministre pour obtenir une révision indiciaire en faveur des sous-officiers et officiers marinières. Il lui demande s'il a soumis au Gouvernement auquel il appartient cette revendication unanime des intéressés; dans la négative, pour quelles raisons et à quelle date exacte il compte le faire; dans l'affirmative, quelles décisions ont été arrêtées dans le cadre de la solidarité interministérielle.

12713. — 30 janvier 1965. — **M. Flornoy** appelle l'attention de **M. le ministre de la construction** sur la proposition de loi n° 832 qu'il avait déposée et qui tendait à lier la délivrance du permis de construire certains grands ensembles à la construction de locaux sportifs ou socio-éducatifs. Il lui rappelle que les objectifs de cette proposition de loi, visant les ensembles d'habitations ayant un minimum de 500 logements, avaient été repris par la commission de la production et des échanges. Il lui demande s'il ne pourrait, par voie réglementaire, prévoir la mise en exécution d'une mesure à laquelle il semble favorable, et qui permettrait de mettre automatiquement à la disposition des jeunes, dans le cadre de « leur maison », les moyens essentiels d'un délassement sportif et de loisirs culturels indispensables.

12722. — 30 janvier 1965. — **M. Le Gall** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** que le problème du statut des personnels de collèges d'enseignement général a fait l'objet de nombreuses questions posées depuis plusieurs années par des parlementaires. Répondant à l'un d'eux (question n° 160, J. O., débats A. N. du 6 février 1963) il disait que « des études sont poursuivies en vue de déterminer quelles pourraient être les lignes directrices d'un éventuel statut des personnels de collèges d'enseignement général ». Une réponse faite deux ans plus tard à un autre parlementaire (question n° 11800, J. O., débats A. N. du 16 janvier 1965) permettait de penser que l'étude avait peu progressé puisqu'il est dit dans cette réponse: « Le projet de décret relatif au statut du personnel enseignant des collèges d'enseignement général est à l'étude; il n'est toutefois pas possible, compte tenu de la complexité des problèmes à résoudre, en liaison avec la réforme de l'enseignement, de prévoir à quel moment cette étude pourra aboutir ». Il apparaît particulièrement regrettable que des délais aussi longs soient nécessaires pour faire aboutir un texte, même s'il pose des problèmes, lorsqu'il s'agit de la publication d'un statut qu'attendent impatiemment les personnels en cause. La solution du problème qui vient d'être évoqué doit avoir des conséquences diverses, en particulier quant à la constitution des commissions administratives paritaires propres aux personnels des collèges d'enseignement général. Dans ce domaine, la réponse faite à la dernière question écrite déjà évoquée indique également que les services du ministère de l'éducation nationale étudient les problèmes posés par la mise sur pied de ces commissions administratives paritaires. Il lui demande si, compte tenu de la longueur excessive des études entreprises, il ne peut envisager de prendre des dispositions tendant à créer une commission administrative paritaire centrale et des commissions administratives paritaires académiques, commissions instituées pour les personnels de collèges d'enseignement général, et qui fonctionneraient à titre transitoire jusqu'à intervention du statut de ces personnels.

12723. — 30 janvier 1965. — **M. Rieubon** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que parmi tous les problèmes posés au sein de l'éducation nationale, celui du manque de personnel enseignant titulaire est un des plus graves. Dans la mesure où l'on porte remède à cette pénurie en faisant appel aux services des maîtres auxiliaires, il apparaît indispensable de prévoir leur avenir. Ces maîtres auxiliaires éprouvent, du fait de leurs lourdes charges d'enseignement, les plus grandes difficultés à se présenter aux concours de recrutement. Pour certaines spécialités, les concours nationaux n'existent pas ou les conditions requises ne permettent pas qu'ils se présentent. En outre, les maîtres auxiliaires sont victimes d'une précarité d'emploi totale, puisqu'ils ne bénéficient pas

de préavis en usage dans le secteur privé. Pour toutes ces raisons il conviendrait que des mesures soient prises rapidement en leur faveur: 1° des maîtres auxiliaires justifiant de trois ans d'ancienneté et d'une inspection favorable, devraient accéder sans concours au stage de formation pédagogique dans les écoles normales nationales d'apprentissage et être titularisés après réussite du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges d'enseignement technique; 2° pour être recrutés, tous les maîtres auxiliaires devraient satisfaire aux conditions requises pour les concours de recrutement. Afin de garantir une promotion interne, en vigueur dans de nombreuses administrations, les maîtres auxiliaires devraient bénéficier de cours de perfectionnement et de préparation aux concours, dans le cadre de leur temps de travail, ainsi que le recommande pour les travailleurs la commission officielle dite des aides à la promotion sociale; 3° sans préjudice de ces mesures générales propres à favoriser des débouchés normaux aux maîtres auxiliaires, il conviendrait enfin de prendre des mesures immédiates dont l'effet jouerait sur le prochain recrutement: a) reconduction des concours spéciaux des professeurs techniques adjoints et extension de ces concours à ceux qui n'en ont pas bénéficié; b) accès au concours normal des maîtres auxiliaires professeurs d'enseignement général, titulaires du baccalauréat et justifiant de trois années d'ancienneté. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour satisfaire ces légitimes revendications.

12726. — 30 janvier 1965. — **M. Tourné** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que l'éducation, la rééducation, la formation et l'orientation professionnelle des enfants qui naissent ou qui deviennent après leur naissance déficients mentaux ou déficients moteurs, ne sont pas, à l'heure actuelle, systématiquement prises en charge par l'Etat. Ces enfants et leurs parents subissent de ce fait des injustices, dont le caractère ne cesse de s'aggraver sur le plan humain comme sur le plan social. Une telle situation est d'autant plus injuste qu'en dehors de quelques milliers d'enfants débiles profonds, complètement irrécupérables, tous les autres enfants dits inadaptés, atteints de déficiences diverses, soit de naissance, soit à la suite de maladies ou d'accidents, peuvent progressivement, et au moins partiellement, être récupérés, intellectuellement et puis, à la longue, professionnellement et socialement. Il s'en manifeste des exemples chaque jour. En conséquence, le moment semble être arrivé où tous les enfants de France devraient pouvoir bénéficier d'un enseignement approprié à leurs facultés, enseignement obligatoire et égal pour tous, quelle que soit la déficience physique ou mentale dont ils sont porteurs. Il lui demande: 1° quelle est la doctrine de son ministère vis-à-vis de l'enseignement obligatoire pour tous les enfants de France, enfants déficients et inadaptés compris, quelle que soit leur déficience; 2° quelles mesures son ministère a prises ou compte prendre sur le plan des crédits, pour la formation de maîtres et professeurs spécialisés et sur le plan des locaux, pour assurer progressivement un enseignement et une formation professionnelle appropriés à tous les enfants inadaptés de France.

12727. — 30 janvier 1965. — **M. Tourné** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale**: 1° combien de demandes de bourses pour études secondaires ont été enregistrées, au cours de l'année 1964, dans chacune des académies; 2° combien ont été accordées dans chacune des académies: a) au taux plein; b) à un taux partiel.

12729. — 30 janvier 1965. — **M. Rossi** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le fait que le décret n° 64-1155 du 17 novembre 1964, en instituant des mesures spéciales en faveur des étudiants accomplissant leur service militaire, a prévu le cas des étudiants de l'enseignement supérieur et il lui demande à ce sujet si les écoles supérieures de commerce sont comprises dans le champ d'application de ce décret.

12731. — 30 janvier 1965. — **M. Yvon** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, par acte antérieur au 1^{er} janvier 1956, M. X. et Mme Y., son épouse, ont fait donation à titre de partage anticipé, à leurs enfants, de la totalité

des immeubles leur appartenant, tant comme propres à chacun d'eux que comme dépendant de leur communauté. Par cet acte, ils se sont réservés l'usufruit, pendant leur vie et celle du survivant d'eux, des immeubles donnés. M. X. donateur est décédé depuis le 1^{er} janvier 1956, laissant son épouse survivante bénéficiaire de la reversion d'usufruit résultant des stipulations du partage anticipé. Les enfants désirant vendre, avec l'accord et le concours de leur mère usufruitière survivante, des immeubles leur provenant de ce partage anticipé, le conservateur des hypothèques exige, préalablement à la publicité de la vente, le dépôt d'une attestation notariale constatant la transmission, au profit de la donatrice survivante, des droits d'usufruit, objet de la réversion. Il lui rappelle la réponse ministérielle publiée au *Journal officiel*, débats Assemblée nationale du 7 décembre 1956, page 5656 : « Il résulte implicitement de l'article 35, paragraphe 1^{er} du décret n° 55-1350 du 14 octobre 1955, que la consolidation du droit de propriété par le décès de l'usufruitier n'a pas, quelles que soient les dates de démembrement de la propriété et de la cessation de l'usufruit, à être publiée au bureau des hypothèques. Le nu-propiétaire n'est donc pas tenu, dans le cas de consolidation de son droit de propriété par le décès de l'usufruitier, de faire établir une attestation notariée ; mais, conformément audit article 35 du décret du 14 octobre 1955, il devra, dans les actes postérieurs à la consolidation et soumis à publicité, préciser le mode de consolidation de son droit ». Il lui demande si la réponse est la même en présence de deux usufruitiers successifs ; si l'attestation après le premier décès est exigible lorsqu'il y a réversion et, dans l'affirmative, si cette attestation peut encore être demandée après le décès du deuxième usufruitier, époque à laquelle tous droits d'usufruit seront éteints et le droit de propriété consolidé sur la tête des donataires.

12732. — 30 janvier 1965. — **M. Delong** appelle l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur le système de notation des employés du ministère des finances. Celle-ci se fait en fonction d'un contingent de points par cadre. Il en résulte que dans les départements à faible densité de population, où il y a peu d'employés de tel ou tel cadre, la répercussion de ce système ne permet aucune élasticité. Il n'est plus possible de noter à leur juste valeur les agents et il est évident que dans le cadre B, par exemple, dans des régions comme Paris, les agents de ces cadres peuvent avoir, à valeur égale, de meilleures notes que ceux de province. Il lui demande ce qui pourrait être envisagé pour pallier cet état de fait.

12733. — 30 janvier 1965. — **M. Antoine Caill** attire l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur le fait que l'article 710 du code général des impôts ne prévoit pas le cas où les héritiers attributaires d'une exploitation agricole sont mineurs et se trouvent, par suite, dans l'impossibilité de prendre l'engagement d'exploiter pendant cinq ans. L'absence de dispositions à cet égard, en retirant aux mineurs le bénéfice des dispositions de cet article, constitue une sorte de pénalisation de leur minorité qui les incite à quitter la terre. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour permettre aux mineurs de bénéficier de ce texte.

12735. — 30 janvier 1965. — **M. Fouet** attire l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur les dispositions relatives à la taxe à l'apprentissage. Il lui demande : 1° dans quelles conditions sont appliqués les textes réglementaires concernant la perception de cette taxe ; 2° quel est le montant total du produit pour les années 1962, 1963 et 1964 ; 3° parallèlement, pour ces trois années, quelles sommes ont été effectivement affectées au financement de la formation professionnelle.

12736. — 30 janvier 1965. — **M. Henri Duffaut** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, selon les dispositions de l'article 1^{er} du décret n° 64-941 du 12 août 1964, les renseignements que les entreprises industrielles et commerciales sont tenues, en vertu des dispositions de l'article 54 du code

général des impôts, de fournir, en même temps que la déclaration dont la production est prévue à l'article 53 dudit code, doivent être présentés sur des imprimés établis par l'administration. L'article 9 précise que les entreprises ont la faculté de développer à leur gré les subdivisions des comptes et du bilan type, à la condition d'en respecter les différentes rubriques. De ce fait, et sans préjuger la distribution tardive desdits imprimés, ce qui ne pourrait que provoquer des retards dans le dépôt des déclarations, les documents en cause édités par l'administration ne pourront pas permettre aux intéressés de bénéficier des facilités données par l'article 9. Il lui demande si les experts comptables peuvent utiliser, en se conformant aux prescriptions réglementaires, des imprimés établis par leurs soins et propres à faciliter l'exécution de leur travail.

12737. — 30 janvier 1965. — **M. Raoul Bayou** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** de lui fournir le volume de vins importés d'Algérie et les quantités mises à la consommation, à la suite des avis aux importateurs des 13 novembre et 23 décembre 1964, qui concernent : 1° 200.000 hectolitres de vins du secteur socialiste avec compensation, 400.000 hectolitres de vins français avec compensation, 400.000 hectolitres de vins dits socialistes avec le huitième du tarif extérieur commun ; 2° 300.000 hectolitres de vins français avec compensation, fournie par le syndicat des élaborateurs de jus de fruits.

12738. — 30 janvier 1965. — **M. Grenet** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que les agents du cadre métropolitain des contributions diverses d'Algérie étaient régis, sous l'empire du décret du 5 novembre 1931, par un statut identique à celui déterminé par le décret du 27 août 1929 pour leurs homologues des contributions indirectes en France. A raison de leurs fonctions particulières et de leur qualité de comptables du Trésor, les comptables recevaient en sus de leur rémunération hiérarchique, diverses rétributions soumises à retenue pour pensions civiles. En application de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, portant réforme du code des pensions civiles et militaires, un décret du 28 février 1951 a fixé — indépendamment du statut — les conditions dans lesquelles ces rétributions supplémentaires s'ajouteraient aux indices hiérarchiques pour le calcul des pensions civiles. L'intégration des personnels des contributions diverses dans les cadres de la direction générale des impôts, en application du décret n° 57-986 du 30 août 1957, n'a en rien modifié la situation antérieure ; nonobstant cette intégration, les attributions des personnels en service sont demeurées inchangées et sous leur nouvelle dénomination d'inspecteurs centraux ou de receveurs principaux des impôts, ex-receveurs ordinaires ou ex-receveurs centraux ont non seulement continué à exercer leurs anciennes fonctions différentes de celles des comptables de la direction générale des impôts, mais sont devenus comptables uniques des régies et du Trésor. Les rétributions particulières visées au décret du 28 février 1951 ont continué à leur être servies ; elles le sont encore aujourd'hui par le Gouvernement algérien, conformément aux accords d'Evian et aux protocoles d'accord sur la rémunération des fonctionnaires servant au titre de la coopération technique. Cependant, et dans un seul souci de régularité, la direction générale des finances d'Alger avait, en 1958, sollicité l'accord de l'administration française quant à la transposition pure et simple aux nouveaux grades du statut des dispositions du décret susvisé. Cette demande fit l'objet des propositions conformes de la direction générale des impôts, et de ce fait les personnels des contributions diverses ont reçu, tout au long de la procédure d'intégration et après réalisation de celle-ci, toutes assurances verbales et écrites des services algériens et métropolitains que les dispositions du décret du 28 février 1951 s'appliqueraient aux nouveaux grades des comptables. Sur la base de ces affirmations réitérées, les intéressés ont orienté leur carrière et, en fonction des événements, sollicité leur mutation, ou la mise à la retraite, ou la mise en congé spécial. Mais à ce jour, aucune décision n'est encore intervenue ; les retraites n'ont pu être définitivement liquidées, les rétributions globales à considérer ne sont pas fixées, retraités, veuves de retraités et autres agents ne recevant que des acomptes et subissant un préjudice matériel et moral immense. Contrairement à tous les engagements pris, il semble que certaines propositions de règlement n'ont eu pour effet que de neutraliser les majorations

des indices hiérarchiques de base intervenues depuis 1957 par décrets réguliers sur propositions du conseil supérieur de la fonction publique, ou de tenir pour nuis les reclassements des bureaux à raison de leur importance ou les avancements hiérarchiques des comptables. Or, le bénéfice des dispositions du décret du 28 février 1951 fait partie des droits acquis des fonctionnaires qui avaient vocation aux emplois comptables, et ce décret n'a pas été abrogé ni en fait ni en droit, et il continue d'ailleurs à être appliqué aux autres personnels qui y sont visés. En raison des propositions concrètes de la direction générale des impôts et de l'avis donné par la direction du personnel et du matériel en date du 10 février 1962 au directeur général des finances d'Alger, concernant les anciens comptables des contributions diverses d'Algérie retraités, en congé spécial, ou bien encore en activité, il lui demande s'il compte donner à ses services toutes instructions utiles pour l'accélération d'une décision qui, respectant tous les droits acquis, règle la situation d'ensemble, de telle sorte que les certitudes données à chacun ne soient pas démenties et qu'aucun comptable, quelle que soit la date de sa nomination, affectation ou promotion, et dans quelque situation qu'il se trouve, ne soit frustré des avantages de carrière qui ont dicté son option. S'agissant d'une véritable liquidation du passé, il estime au surplus que, compte tenu des conditions difficiles dans lesquelles ils ont dû exercer leurs fonctions depuis 1954, l'esprit le plus libéral doit marquer cette décision.

12739. — 30 janvier 1965. — M. Deschizeaux demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si un fonctionnaire de l'enregistrement, admis à la retraite, a le droit de créer un cabinet de contentieux fiscal dans la ville où il a exercé précédemment ses fonctions.

12740. — 30 janvier 1965. — M. Fossé expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en 1938 des époux ont fait, conformément au code civil, donation entre vifs à titre de partage anticipé à leurs trois enfants de la nue-propriété de divers biens, dont certains étaient propres à l'épouse et d'autres appartenaient à la communauté. Ces époux se sont réservé l'usufruit des biens donnés jusqu'au décès du survivant d'entre eux et ont, d'autre part, attribué en nue-propriété à deux de leurs enfants la moitié indivise d'une propriété bâtie et non bâtie à usage d'habitation, d'une superficie de 2 hectares 53 ares, propriété qui appartenait en propre à l'épouse donatrice. Cette donation-partage a eu lieu sans soule. Aujourd'hui, l'un des deux indivisaires de la propriété à usage d'habitation se propose de vendre à son copropriétaire la moitié qui lui appartient à titre de licitation faisant cesser l'indivision. Cette propriété doit être considérée comme « insuffisamment bâtie » au sens de l'article 3 de la loi de finances pour 1964. Etant donné que, pour la licitation projetée par les intéressés, l'origine de l'indivision n'est pas une succession, mais le résultat d'une attribution lors d'une donation à titre de partage anticipé, il lui demande si cette licitation constitue une « cession à titre onéreux » au sens de l'article 3 de la loi de finances n° 63-1241 du 19 décembre 1963 et si le vendeur sera imposable en raison de la plus-value foncière pouvant résulter de cette opération.

12741. — 30 janvier 1965. — M. Fossé rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le développement des investissements étrangers en France pose des problèmes d'ordre économique et juridique. En particulier, s'il n'est pas possible de s'opposer, dans le cadre du Marché commun, au développement de tels investissements, il serait souhaitable que les sociétés étrangères ne puissent pas trop facilement acquérir le contrôle total d'affaires nationales. Or, l'article premier de la loi du 13 novembre 1933, réglementant le droit de vote dans les assemblées d'actionnaires des sociétés par actions, autorise le double vote pour les actions nominatives libérées dès l'origine et pour celles ayant fait l'objet d'une inscription nominative pendant deux ans au nom du même actionnaire. Il ne peut être dérogé à ces dispositions que par les statuts de la société. Ceci permet, en fait, très rapidement, à des investisseurs étrangers d'obtenir le contrôle de certaines sociétés sans pos-

séder pour cela une part prépondérante du capital. Il lui demande s'il ne serait pas possible de modifier les dispositions de la loi du 13 novembre 1933, afin de limiter l'attribution du droit de double vote aux actions acquises avec des capitaux d'origine étrangère.

12742. — 30 janvier 1965. — M. Paul Coste-Floret demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques, à propos de la décision du Gouvernement de faire procéder, d'ici deux à trois mois, à la conversion en or d'une partie importante des réserves françaises de dollars, de lui fournir les renseignements suivants : 1° suivant quel taux de l'or doit s'effectuer cette conversion ; 2° en tant que participant au « pool » des grandes banques centrales, la France a-t-elle vendu de l'or afin de soutenir la livre, et à quel cours ; 3° nos réserves en dollars sont-elles productives d'intérêts, et à quel taux.

12743. — 30 janvier 1965. — M. Chauvet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas d'un industriel qui a deux activités distinctes et nettement différenciées, l'une soumise à la taxe sur la valeur ajoutée faisant moins de 40.000 francs par an, pour laquelle l'intéressé a opté en faveur de la taxe sur les prestations de services, l'autre soumise à la taxe unique sur les viandes dont le chiffre est constitué en totalité par des exportations. Il lui demande si l'option pour la T. P. S. dans la première activité est de nature à interdire à cet industriel la réception en suspension de taxe des emballages affectés uniquement à l'exportation des produits faisant l'objet de la deuxième activité soumise à la taxe unique sur les viandes.

12745. — 30 janvier 1965. — M. Edouard Charret rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les grossistes, c'est-à-dire ceux qui effectuent des reventes en l'état à des conditions autres que de détail, qui sont normalement assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée, ont cependant la possibilité d'opter en faveur de la taxe locale, en vertu de l'article 1573, 8°, du code général des impôts. Il résulte de cette option que la taxe locale est, dans de nombreux cas, perçue deux fois, la première lors de la vente par le grossiste, la seconde lors de la vente au détail. Mais le détaillant, ayant payé la taxe locale à l'achat, applique sa marge commerciale sur le montant total de la facture de son fournisseur et calcule, sur son prix de vente ainsi déterminé, sa propre taxe locale. Cette pratique, pourtant logique, ayant donné lieu à quelques contestations, il lui demande quelle est la position de l'administration des impôts à ce sujet.

12746. — 30 janvier 1965. — M. Lucien Richard attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur les très nombreux licenciements qui ont lieu actuellement dans l'Ouest. Cette situation s'accroissant tous les jours du fait du ralentissement de l'activité économique de certains secteurs plus durement touchés, dû en grande partie au resserrement du crédit, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour favoriser la relance des secteurs sensibles de cette région.

12747. — 30 janvier 1965. — M. Paul Rivière remercie M. le ministre des finances et des affaires économiques pour la réponse qu'il a apportée à sa question n° 9284 (J. O., débats A. N. du 12 septembre 1964). Toutefois, il lui fait remarquer que, malgré son affirmation suivant laquelle la circulaire du 20 juin 1963 admet « que la recherche des frais réellement exposés soit limitée à ceux des frais qui ont été classés dans la première catégorie, les autres frais étant évalués forfaitairement au plan national », la création des frais du groupe 3, ces frais représentant une indemnité théorique accordée au praticien conventionné pour le temps qu'il emploie à remplir les feuilles de maladie des assurés sociaux, implique que ceux-ci doivent faire l'objet d'une déclaration spéciale. Il lui fait remarquer, en outre, que ladite circulaire du 20 juin 1963 dispose également que « nonobstant le principe de la détermination des frais forfaitaires du groupe 2, les médecins conservent la

faculté de demander la déduction de leurs dépenses pour leur montant réel, à condition de fournir toutes les justifications nécessaires ». Il apparaît, en conséquence, que le forfait correspond exactement à la déclaration contrôlée au point de vue comptable, et comporte les mêmes obligations justificatives. Enfin, reprenant les termes de la conclusion de la réponse visée, il lui fait remarquer que, si aucune disposition législative ou réglementaire ne prévoit la possibilité pour un contribuable qui a choisi le régime de déclaration contrôlée de demander à être replacé sous le régime de l'évaluation administrative pour l'année considérée, aucune disposition ne semble l'interdire. Il lui cite, à cet égard, le cas d'un médecin qui, ayant fait sa déclaration sous la forme du bénéfice réel, a vu celle-ci traitée forfaitairement par l'inspecteur chargé de son dossier. D'autre part, pour l'année 1963, les praticiens conventionnés, qui ont opté avant le 31 janvier pour l'un des deux régimes, ont vu les données du problème modifiées après coup et profondément par l'administration. Compte tenu de ces arguments, il lui demande à nouveau : 1° s'il ne pourrait envisager d'autoriser les praticiens conventionnés, qui se sont placés sous le régime de la déclaration contrôlée, soit à poter avec effet rétroactif pour le régime de l'évaluation administrative, soit à inclure dans le calcul de leurs frais la déduction pour sujétions spéciales ; 2° s'il peut confirmer que les frais du groupe 3 peuvent toujours faire l'objet d'une déclaration spéciale par les praticiens appliquant les tarifs conventionnels.

12748. — 30 janvier 1965. — M. Waldeck Rochet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'aux termes des règlements en vigueur, les billets d'aller et retour populaires de congé annuel peuvent comprendre la femme ou les enfants mineurs, à la condition qu'ils habitent chez le demandeur. De ce fait, si le demandeur, faute d'avoir pu trouver un logement dans l'agglomération parisienne où il a son lieu de travail, est contraint de vivre à l'hôtel alors que sa femme et ses enfants résident en province, il ne peut bénéficier pour sa famille de la réduction de 30 p. 100 des tarifs de la S. N. C. F. lors de son congé annuel. Par ailleurs, si le demandeur est devenu chômeur, il ne peut obtenir pour lui-même la délivrance d'un billet populaire comportant la réduction de 30 p. 100, afin de pouvoir se rendre quelques jours en province auprès de sa femme et de ses enfants, alors que, dans cette éventualité, les services de chômage dispensent les intéressés du pointage pendant deux semaines. En réponse à sa question n° 10154 (J. O., débats A. N., 3^e séance du 8 décembre 1964), M. le ministre des travaux publics et des transports s'est prononcé en faveur d'une extension du bénéfice du tarif des billets populaires de congé annuel aux familles des salariés n'habitant pas avec le chef de famille ainsi qu'aux chômeurs, mais a subordonné toute décision à l'accord de M. le ministre des finances, compte tenu des incidences financières qu'aurait cette extension. En conséquence, il lui demande quelle décision il a prise ou compte prendre à ce sujet, dans le cadre de la solidarité ministérielle dont se prévaut le Gouvernement auquel il appartient.

12749. — 30 janvier 1965. — M. Odru expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le nombre de supermarchés est en progression en France. Or, la nomenclature de l'I. N. S. E. E. n'a pas prévu de classement pour cette nouvelle forme de vente et même dans la variété des articles vendus, les uns sont classés dans le groupe 712, les autres dans le groupe 597. En général, le critère pris en considération est l'activité principale du siège social, et non pas la forme de vente, la variété des articles et la surface de vente. Cette immatriculation différente a des répercussions sur la situation du personnel auquel on n'applique pas la même réglementation, notamment en matière d'horaire de travail. (Groupe 712 : 42 heures payées 40, groupe 597 : 46 heures payées 40.) Il apparaît, en fait, que le groupe auquel se rapporte le plus étroitement la définition des supermarchés est le groupe 712 : « Magasin divisé en rayons distincts pouvant avoir un personnel spécialisé et dont l'assortiment est limité aux articles de grandes ventes ». Il lui demande s'il entend, en accord avec M. le ministre du travail, faire classer les supermarchés dans le groupe 712 de la nomenclature de l'I. N. S. E. E., et de lui donner, en tout état de cause, son appréciation à cet égard.

12751. — 30 janvier 1965. — M. Hauret rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'à l'occasion de la discussion du projet de loi de finances pour 1965 et à la fin de la première lecture de celui-ci devant l'Assemblée nationale, il a pris l'engagement de relever à 30.000 F le plafond prévu par l'article 49 du décret du 26 juillet 1956, pour le recouvrement des arrrages de l'allocation supplémentaire du fonds de solidarité, lorsque l'actif successoral est au moins égal à 20.000 F ; que, d'autre part, il a déclaré, à cette occasion, que le Gouvernement examinerait dans quelles conditions les bâtiments agricoles pourraient être exclus de l'évaluation. Il lui demande dans quel délai il espère pouvoir accorder ces modifications tant attendues.

12752. — 30 janvier 1965. — M. Mer attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur les difficultés que crée aux professions de l'hôtellerie et de la restauration le blocage des tarifs qui leur est imposé. Ces difficultés s'accroissent du fait des hausses saisonnières d'un certain nombre de produits, et du fait de l'augmentation des charges de sécurité sociale intervenue depuis le 1^{er} janvier 1965. A cela s'ajoutent les augmentations de patentes qui, dans certaines villes, atteignent fréquemment 30 p. 100, ainsi que les majorations de loyers commerciaux en vertu de la législation de 1953, toujours en vigueur. Plus particulièrement lorsqu'il s'agit d'établissements servant des repas à prix bas ou modérés, il semble difficile de contester que ces hausses ne peuvent être absorbées par les restaurateurs sans augmentation de leurs prix. Afin de maintenir cependant des prix stables, ce qui est indispensable pour que ne diminue pas le courant touristique, il lui demande s'il ne peut étudier la possibilité de diminuer certaines charges de l'hôtellerie, par exemple par une réduction de la taxe sur les prestations de services ou par tout autre moyen qui lui semblerait préférable. Il lui signale que l'industrie hôtelière espagnole jouit, à cet égard, d'une situation privilégiée par rapport à la nôtre puisqu'elle n'acquitte que des taxes d'un montant de 2 p. 100, qui sont d'ailleurs redistribuées intégralement dans le secteur touristique.

12754. — 30 janvier 1965. — M. Tomasini attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur certaines dispositions tendant à limiter la spéculation sur les terrains à bâtir. L'une d'elles fait l'objet de l'article 22 de la loi n° 62-848 du 26 juillet 1962, qui modifie l'article 21 de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 en précisant que les biens faisant l'objet d'une expropriation « sont estimés d'après la valeur qu'ils ont acquise en raison de leurs possibilités, dûment justifiées, d'utilisation immédiate un an avant l'ouverture de l'enquête prévue à l'article premier ». Cette disposition est tempérée par un alinéa suivant qui prévoit que « cette valeur est révisée, compte tenu des variations du coût de la construction constatées par l'institut national de la statistique entre la date de référence et celle du jugement fixant les indemnités ». L'intention du législateur, lorsqu'il adopta ces mesures, était sans équivoque ; il souhaitait que des spéculateurs éventuels ne bénéficient point d'une hausse de la valeur des terrains à exproprier, pouvant intervenir dès le moment où circulaient des bruits relatifs à une opération d'urbanisme par exemple, envisagée par une collectivité publique expropriatrice. Ce souci explique la précaution prise de fixer l'estimation des biens à la valeur qu'ils possédaient un an avant l'ouverture de l'enquête d'expropriation. En fait, il arrive fréquemment que cette mesure lèse gravement les propriétaires expropriés (malgré la révision ci-dessus rappelée) car la chambre de l'expropriation, prévue à l'article 12 nouveau de l'ordonnance du 23 octobre 1953, est obligée de tenir compte d'une estimation souvent différente de la valeur qu'ont réellement acquise, même sans raison spéculative les terrains en cause au moment où l'estimation est faite. Par ailleurs, l'application draconienne des dispositions prévues par l'article 3 de la loi de finances pour 1964, n° 63-1241 du 19 décembre 1963, est un motif supplémentaire pour les propriétaires expropriés de subir un préjudice parfois considérable. Lui rappelant que le législateur, en adoptant les deux textes précités, s'il avait voulu supprimer la hausse spéculative sur les terrains, avait également entendu protéger les intérêts légitimes des propriétaires, il lui demande s'il compte mettre à l'étude des dispositions tendant à modifier ces textes en leur donnant plus de souplesse, de façon à ce qu'ils fassent disparaître les préjudices incontestables que subissent les propriétaires expropriés.

12755. — 30 janvier 1965. — **M. Dupuy** : tire l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur les graves inconvénients résultant de la présence d'une fonderie au 51, rue de Chevreur, à Choisy-le-Roi. Il lui rappelle que, depuis sa création en 1948, cette industrie a fait l'objet : 1° de nombreuses plaintes du voisinage, transmises au service des établissements classés (pétition portant 139 signatures); 2° d'une lettre du 27 juillet 1961, par laquelle il demandait au préfet de police de vouloir bien envisager, avec les ministères intéressés, le transfert de cette entreprise dans un lieu plus compatible avec son activité; 3° de la question écrite n° 314 posée le 30 septembre 1961 (réponse du 15 novembre 1961, B. M. O. de la ville de Paris). Compte tenu que cette entreprise provoque des troubles très réels et très graves chez les habitants du quartier, il lui demande s'il compte, usant de la législation en vigueur et plus particulièrement des dispositions du décret du 1^{er} avril 1964 : a) décider le transfert de cette industrie; b) préalablement à cette décision, prendre toutes mesures propres à sauvegarder la sécurité et la tranquillité au voisinage de cette exploitation par ailleurs située, au plan communal d'aménagement, en « secteur d'habitations collectives avec espaces verts ».

12758. — 30 janvier 1965. — **M. Gilbert Faure** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que, pendant la longue période de sécheresse de juillet à novembre 1964, de nombreuses communes rurales ont été complètement dépourvues d'eau. Il lui demande si, dans de semblables circonstances, une commune, centre de secours, peut utiliser son camion-citerne afin de ravitailler les populations intéressées, et de quelle façon les frais engagés peuvent être remboursés.

12759. — 30 janvier 1965. — **M. Chérasse** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la modicité des frais de déplacement alloués aux officiers de police chargés d'effectuer des enquêtes à l'extérieur de leur résidence, notamment ceux du S.R.P.J. A cet égard, le tarif journalier de 28 F, comprenant le règlement de deux repas, d'une chambre et d'un petit déjeuner, ne correspond plus aux tarifs hôteliers en vigueur. Il lui demande s'il n'envisage pas un relèvement des indemnités de l'espèce.

12760. — 30 janvier 1965. — **M. Fornoy** demande à **M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports** si la prochaine loi-programme d'équipement sportif et socio-éducatif pourra tenir compte des projets présentés par la commission de loisirs et de plein air du haut-comité à la jeunesse, qui tendent à développer l'organisation des sports de nature et à créer des parcs nationaux aménagés. Il lui serait reconnaissant de lui faire savoir si des « opérations pilotes » peuvent être prévues dans la région Est du district parisien, jusqu'à présent peu favorisée, et qui offre de nombreuses possibilités d'implantation.

12761. — 30 janvier 1965. — **M. Fornoy** demande à **M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports** s'il a l'intention de présenter au Parlement, lors de la prochaine session, le projet de loi-programme d'équipement sportif et socio-éducatif qui devrait entrer en application en 1966. Les résultats obtenus par la première loi-programme incitent les collectivités locales à envisager un certain nombre d'opérations pour les années à venir et il paraît utile que le Parlement puisse discuter, dans un délai assez proche, du texte qui doit lui être soumis.

12764. — 30 janvier 1965. — **M. Fossé** rappelle à **M. le ministre de la justice** que les valeurs mobilières appartenant à un mineur ne peuvent être converties en valeurs d'Etat qu'avec l'autorisation du tribunal civil. Les formalités administratives et judiciaires, dans ce cas, sont extrêmement compliquées et très longues. Etant donné

que la législation actuelle tend à assouplir les règles de gestion des biens des mineurs, sous la responsabilité du tuteur, il lui demande s'il ne serait pas possible, dans le cas précité, de supprimer la formalité de l'autorisation judiciaire, étant entendu que la responsabilité du tuteur resterait encore ou pourrait même être aggravée.

12770. — 30 janvier 1965. — **Mme de Hauteclocque** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative** sur la situation du personnel du réseau souterrain des égouts qui bénéficie, en raison du caractère insalubre de la profession, d'un régime particulier accordé par la loi n° 50-328 du 17 mars 1950 et le décret n° 50-1128 du 17 septembre 1950 pris en application de cette loi. Suivant ce régime, le personnel intéressé peut demander l'ouverture du droit à pension d'ancienneté après vingt ans de service et à l'âge de 50 ans, avec bonification de 50 p. 100 de la durée des services — sans que celle-ci puisse toutefois excéder dix ans. Or, le reclassement en cours, qui prévoit l'intégration de ce personnel dans les catégories C et D du personnel de l'Etat, classerait les égoutiers dans l'échelle ES. 3, ce qui aurait pour effet un allongement considérable de la carrière de ceux-ci, puisque le maximum ne serait atteint qu'en vingt-quatre années au lieu de douze années; par voie de conséquence les intéressés se verraient dans l'obligation de rester en service jusqu'à l'âge de 55 ans et même au-delà pour atteindre l'indice terminal. Il en résulterait donc la mise en cause de la notion d'insalubrité du travail en égout, les égoutiers se voyant contraints d'effectuer une carrière comparable à celle de l'ensemble des catégories du personnel de l'Etat. Compte tenu de l'atteinte ainsi portée au régime particulier de retraite du personnel du réseau souterrain des égouts, elle lui demande si, afin de permettre à celui-ci de bénéficier des avantages indiciaires de l'échelle ES. 3 dans le cadre de son régime particulier de retraite, il ne pourrait envisager, en accord avec **M. le ministre des finances et des affaires économiques**, la mise en place d'un système d'avancement spécial à cette catégorie de personnel avec réduction du temps dans chaque échelon.

12771. — 30 janvier 1965. — **M. Roques** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la population** que des erreurs se sont vraisemblablement produites dans l'interprétation de certaines dispositions du décret n° 63-1201 du 2 décembre 1963, en ce qui concerne la rémunération des médecins électroradiologistes à temps partiel des hôpitaux pratiquant des examens et effectuant des traitements aux malades hospitalisés en clinique ouverte. En effet, s'appuyant sur ledit décret, certains comptables hospitaliers ou trésoriers-payeurs généraux refusent actuellement de verser aux médecins électroradiologistes à temps partiel leurs honoraires de clinique ouverte, en virant purement et simplement ces honoraires à la « masse » hospitalière. Bien qu'il ait été avancé précédemment et tout à fait arbitrairement par son administration « qu'en ce qui concerne les électroradiologistes... à temps partiel, les règles normales de répartition des honoraires hospitaliers s'appliquent », il apparaît que cette interprétation est illégale. En effet, il est difficile de comprendre comment ces « règles normales » pourraient aboutir à verser à la masse les seuls honoraires de clinique ouverte des médecins électroradiologistes, alors que les honoraires des médecins, chirurgiens et autres « spécialistes », sont normalement (article 1^{er} du décret) recouvrés par les administrations pour le compte desdits médecins, chirurgiens et spécialistes hospitaliers, et crédités « trimestriellement au moins » au compte personnel de chaque praticien. Il convient du reste de noter que le décret n° 63-1201 est muet sur la répartition des honoraires de clinique ouverte des médecins exerçant à temps partiel. Il est donc évident que cette répartition doit se faire exactement comme pour tous les autres médecins, c'est-à-dire que les honoraires doivent être versés au compte particulier de chaque électroradiologiste. L'administration a donc pris, en ce qui concerne le non-reversement à ces électroradiologistes de leurs honoraires de clinique ouverte, une très grave décision, avec toutes les conséquences que cet acte pourrait comporter. Il lui demande s'il compte mettre un terme à la discrimination injuste dont sont ainsi victimes les médecins électroradiologistes à temps partiel.

12772. — 30 janvier 1965. — **M. Roques** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la population** que le décret n° 63-1201 du 2 décembre 1963, modifiant le décret n° 60-939 du 5 septembre 1960, comporte, en ce qui concerne la rémunération des médecins électroradiologistes hospitaliers qui donnent leurs soins aux malades admis dans les cliniques ouvertes, des dispositions particulières qui sont discriminatoires par rapport à celles qui sont appliquées aux autres praticiens médecins, chirurgiens et spécialistes des hôpitaux publics. En particulier, alors que le paragraphe 1 de l'article 1^{er} dudit décret précise que les chirurgiens, médecins et « spécialistes » des hôpitaux publics peuvent pratiquer en clinique ouverte « l'entente directe préalable » avec leurs malades « sous réserve des limitations de tarifs résultant de l'application des législations en vigueur, notamment en matière de sécurité sociale » ; le paragraphe II enlève aux médecins électroradiologistes (qui sont pourtant des « spécialistes ») le bénéfice de cette disposition administrative, en spécifiant que « les honoraires dus pour les examens, traitements ou analyses d'électroradiologie... sont calculés et recouvrés selon les règles applicables aux malades hospitalisés dans le secteur hospitalier normal ». Les médecins spécialistes électroradiologistes se trouvent donc soumis à une dérogation anormale, alors qu'en réalité aucune disposition réglementaire ne permet de considérer différemment cette catégorie de praticiens puisque eux-mêmes se trouvent dans une même situation légale que les autres médecins, chirurgiens et spécialistes des hôpitaux. A cette remarque faite à plusieurs reprises déjà par les intéressés et par plusieurs parlementaires, ses services ont répondu que ces dispositions particulières « s'expliquent par le fait que toutes les dépenses de fonctionnement des services hospitaliers d'électroradiologie..., dépenses de personnel autres que le personnel médical, fournitures diverses, amortissement des appareils, etc. sont comprises dans les prix de journée » et que « s'il était au surplus demandé aux malades de régler les honoraires d'électroradiologie... sur la base des tarifs de ville, le malade paierait deux fois la même prestation, puisque les honoraires de ville comprennent en sus de la rémunération du praticien les dépenses énumérées ci-dessus ». Or, cette réponse comporte une confusion, puisqu'un malade hospitalisé dans un service public verse effectivement, d'après les règlements en vigueur, des honoraires lorsqu'il subit un examen radiologique ou un traitement radiophysiothérapique. Mais il ne paie pas des honoraires complets, c'est-à-dire ceux qui sont perçus dans les consultations externes, lesquels comprennent à la fois les frais et les honoraires ; les malades hospitalisés versent des sommes qui correspondent à des honoraires purs, dont les frais sont déduits. Si l'on prend l'exemple de l'assistance publique de Paris, le malade est tenu de verser, en consultation externe, pour des actes d'électroradiologie, une somme correspondant au coefficient de l'acte multiplié par le coefficient 2,85 F, tandis que, s'il est hospitalisé, il verse des honoraires « purs », exempts de frais, calculés de la même manière, mais en appliquant un coefficient plus faible égal à 1,06 F. Donc le bénéficiaire de l'entente directe doit être donné, en clinique ouverte, aux médecins électroradiologistes hospitaliers en ce qui concerne précisément ces honoraires, à condition que leur évaluation tienne compte du fait qu'il s'agit d'honoraires à l'exclusion de tous frais. Il lui demande donc s'il n'envisage pas d'abroger le deuxième paragraphe de l'article 1^{er} du décret n° 63-1201 du 2 décembre 1963, et de le remplacer par une disposition explicitant les faits ci-dessus exposés.

12779. — 30 janvier 1965. — **M. Vivien** expose à **M. le ministre du travail** que, de plus en plus, malgré les besoins en main-d'œuvre des différentes professions, les travailleurs âgés de plus de quarante-cinq ans ne peuvent trouver d'emploi lorsqu'ils doivent changer de situation. Cette évolution lui apparaît inquiétante au moment même où l'allongement de la durée de la vie humaine pose le problème de la prolongation de l'âge d'activité. Il lui demande si son département ministériel se préoccupe de cette question et quelle politique il entend mener dans ce domaine.

12780. — 30 janvier 1965. — **M. Gilbert Faure** rappelle à **M. le ministre du travail** que, depuis plus de quatre mois, les travailleurs à domicile affilés à la sécurité sociale ou les artisans non affilés, occupés par de nombreuses entreprises textiles de la région de Lavelanet (Ariège), arrivent à ne plus exercer leur activité que

deux jours par semaine et que dans quelque temps ils risquent, comme déjà certains d'entre eux, de ne plus travailler du tout. Il lui demande quelles mesures pourraient être prises pour résoudre ce dramatique problème et s'il ne serait pas possible, devant un tel cas social, de faire bénéficier, dans l'immédiat, tous ces travailleurs des allocations de chômage partiel et total des Assedic et de l'Unedic.

12782. — 30 janvier 1965. — **M. Emile-Pierre Halbout** expose à **M. le ministre du travail** que, d'après certaines informations, des pourparlers auraient été engagés entre les organisations syndicales d'employés de commerce et les associations d'employeurs, en vue d'aboutir à la conclusion d'une convention collective nationale dans cette branche d'activité professionnelle. Il lui demande d'indiquer quel est l'état actuel de ces négociations et s'il est permis d'espérer qu'une telle convention sera prochainement conclue, de manière à permettre une amélioration de la situation de nombreux salariés qui perçoivent des rémunérations modestes et dont les conditions de travail sont souvent particulièrement pénibles.

12784. — 30 janvier 1965. — **M. Gosnat** expose à **M. le ministre du travail** que la réponse à sa question n° 11363 du 27 octobre 1964, insérée au *Journal officiel* (débat de l'Assemblée nationale) du 16 janvier 1965, semble malheureusement dépassée par les faits. Après les 42 licenciements de septembre, c'est l'ensemble du personnel de la S. O. F. A. M., usine de Vitry-sur-Seine, qui se trouve maintenant sous la menace de la cessation d'activité de toute l'entreprise, comme le souligne un communiqué émanant du comité de défense de l'emploi, qui groupe les unions locales C. G. T., C. G. T.-F. O., C. F. D. T. (C. F. T. C.), la municipalité et la plupart des organisations de Vitry-sur-Seine. Il lui demande donc : 1° quelles mesures il compte prendre d'urgence en faveur des 335 travailleurs menacés ; 2° s'il ne pense pas, contrairement à sa réponse du 16 janvier, qu'il serait souhaitable que le Gouvernement auquel il appartient ne s'oppose plus à la discussion et à l'adoption des nombreuses propositions de loi à objet social social déposées par le groupe parlementaire communiste au cours de la législature actuelle, et notamment de celle, n° 92, tendant à la réduction à quarante heures, sans diminution de salaire, de la durée hebdomadaire du travail, et ne fasse plus obstacle à la revalorisation des retraites et des pensions et à l'augmentation générale des salaires et des traitements.

12785. — 30 janvier 1965. — **M. Odru** rappelle à **M. le ministre du travail** que, le 26 novembre 1962, a été conclue une convention collective nationale pour les employés et cadres de l'optique-lunetterie de détail. Le 22 décembre 1963, la commission supérieure des conventions collectives a donné un avis favorable à cette extension. Depuis, malgré plusieurs démarches des syndicats ouvriers, l'arrêté d'extension n'a pas été publié. Or, un certain nombre de clauses de cette convention, et notamment l'institution d'une retraite complémentaire, ne sont applicables qu'après l'extension. De plus, la chambre syndicale patronale se refuse à toutes discussions concernant la quatrième semaine de congés tant que l'extension n'est pas acquise. Il lui demande s'il entend prendre d'urgence l'arrêté d'extension de la convention collective nationale des employés et cadres de l'optique-lunetterie de détail.

12786. — 30 janvier 1965. — **M. Duclon** porte à la connaissance de **M. le ministre du travail** les exposés présentés par les syndicats C. G. T. et C. F. D. T. des Etablissements Panhard à Paris, au cours d'une conférence de presse tenue le 21 janvier 1965. Depuis la mainmise de la Société André Citroën sur la Société Panhard et Levasor, les travailleurs des Etablissements Panhard, victimes de cette opération de concentration, font l'objet de mesures contraires à la sécurité de leur emploi (nombreux licenciements), aux droits de leur comité d'établissement et à l'exercice des libertés syndicales. A plusieurs reprises, les services de l'inspection du travail ont été alertés, ainsi que les services centraux de son ministère. Les syndicats ont proposé des solutions conformes à l'intérêt des travailleurs ; lesquelles tendent à obtenir : 1° que des mesures économiques soient prises pour assurer aux travailleurs : a) le plein emploi, sans réduction d'effectifs, dans l'usine de l'avenue d'Ivry, par l'utilisation rationnelle des moyens de production dont les investissements ont été prélevés sur le

fruit de leur travail et dont ils constatent le gaspillage ; b) la garantie de leur emploi et de leur classification acquise avec peine ; c) le retour progressif aux quarante heures sans perte de salaire ; d) l'amélioration immédiate de leurs salaires et dans une première phase l'alignement sur les salaires Citroën ; 2° que des discussions s'engagent entre la direction et les organisations syndicales pour aboutir à un protocole d'accord visant à régler les conditions générales des mutations qui ont eu lieu à l'intérieur comme à l'extérieur de l'établissement ; 3° que le comité d'établissement soit enfin consulté et informé comme le prévoit la loi : a) sur toute décision économique (transfert de fabrications, études de fabrications nouvelles, développement d'usines en province, etc.) ; b) sur toutes modifications des conditions touchant soit l'ensemble, soit une partie du personnel, que ce soit de manière temporaire ou définitive (aménagement d'horaires, créations ou suppressions de services, accroissements ou compressions des effectifs) ; 4° le respect et l'extension des libertés syndicales. Il lui demande quelles mesures il compte prendre et quelles interventions il envisage de faire pour remédier aux conséquences néfastes, pour les travailleurs des Etablissements Panhard, de l'absorption de ces établissements par la Société Citroën, et notamment s'il entend soutenir les solutions constructives susrappelées présentées par les syndicats C. G. T. et C. F. D. T.

12787. — 30 janvier 1965. — **M. Rossi** demande à **M. le ministre du travail** s'il ne lui semble pas opportun d'étendre, au profit des professions artisanales, le champ d'application du régime général de la sécurité sociale, tel que l'avait prévu la loi du 22 mai 1946.

12788. — 30 janvier 1965. — **M. de La Malène** demande à **M. le ministre du travail** si ses services entendent porter remède au fonctionnement défectueux de la caisse de retraite des compositeurs de musique et des auteurs dramatiques, dite G. A. V. M. U. En effet, actuellement cette caisse perçoit une cotisation identique de 650 F par an, quel que soit le gain encaissé au titre de la profession. Il en résulte que ceux qui encaissent le minimum fixé soit 1.500 F, ou à peine plus le minimum, perdent 40 p. 100 de leur gain, alors que ceux qui encaissent des sommes extrêmement considérables ne perdent pratiquement rien. Compte tenu de l'énorme disparité des revenus dans la profession, il y a là une situation difficilement tolérable. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour remédier à cet état de choses.

12789. — 30 janvier 1965. — **M. Boinvilliers** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur le fait que la coordination entre les différents régimes de retraite n'est réglée que d'une façon très partielle. Cette constatation a d'ailleurs été faite par le rapport de la commission d'étude des problèmes de la vieillesse (rapport Laroque). C'est ainsi qu'un employé de la S. N. C. F. ayant accompli, précédemment à son entrée dans cette société, plusieurs années de services dans une Compagnie de chemin de fer secondaire ne voit pas ces services pris en compte dans le calcul de sa pension S. N. C. F. Sans doute existe-t-il entre la S. N. C. F.

et les réseaux secondaires un décret de coordination du 16 mai 1940, mais il ne vise que les agents affiliés à la caisse autonome mutuelle de retraite de ces réseaux (C. A. M. R.), ce qui n'est pas toujours le cas des agents de la S. N. C. F. se trouvant dans la situation précédemment évoquée. Si l'intéressé, en raison de sa précédente activité salariée, a cotisé au régime général de sécurité sociale pendant une durée au moins égale à cinq ans, il est susceptible de bénéficier, conformément aux règles de coordination existant entre le régime spécial de la S. N. C. F. et le régime général de sécurité sociale, d'une fraction de pension de la part de ce dernier régime. Mais ce n'est pas toujours non plus le cas. Il existe donc un certain nombre de situations qui lésent les agents de la S. N. C. F. ayant eu une autre activité salariée. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour réaliser une meilleure coordination entre les différents régimes de retraite et, plus particulièrement, entre le régime spécial de la S. N. C. F. et les régimes complémentaires auxquels peuvent être affiliées les compagnies de chemin de fer secondaires.

12791. — 30 janvier 1965. — **Mme Aymé de La Chevrellère** signale à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que les conducteurs des travaux publics de l'Etat en fonctions dans le département des Deux-Sèvres ne sont pas encore dotés de véhicules de service alors que leurs collègues des départements voisins ont déjà reçu un nombre relativement important de ces véhicules. Elle lui demande s'il compte prendre toutes décisions utiles afin que les conducteurs des T. P. E. des Deux-Sèvres soient dotés de voitures de service dans les mêmes conditions que leurs collègues des autres départements et s'il envisage, en attendant l'attribution de ces voitures, d'accorder, à ceux de ces agents qui utilisent leur voiture personnelle pour le service, le remboursement immédiat de leurs frais de transports sur la base du tarif « voiture » et non pas seulement sur celle du tarif « moto ».

12792. — 30 janvier 1965. — **M. Bernard Rocher** attire l'attention de **M. le ministre des travaux publics et des transports** sur le fait suivant : la S. N. C. F. délivre aux salariés bénéficiaires de congés payés un billet de réduction de 30 p. 100 à raison d'un seul billet par an, entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre. Or, la période de référence qui ouvre aux salariés le droit aux trois ou quatre semaines de congés annuels part du 1^{er} juin et se termine le 31 mai de l'année suivante. Dans ces conditions, un salarié, avec l'accord de son employeur, peut parfaitement prendre en janvier 1965 les vacances auxquelles il a droit pour la période allant du 1^{er} juin 1964 au 31 mai 1965, et il lui est délivré un billet de réduction sur l'année 1965. Or, ce même salarié, toujours s'il est d'accord avec son employeur, peut très bien, pour la période allant du 1^{er} juin 1965 au 31 mai 1966, prendre ses vacances entre le 1^{er} juin et le 31 décembre 1965 et, dans ce cas, il n'aura pas droit à une réduction de 30 p. 100 puisqu'il lui aura déjà été délivré un billet en 1965. Il lui demande s'il n'est pas possible de faire coïncider la période d'attribution de la réduction annuelle sur le réseau S. N. C. F. avec celle des congés légaux, c'est-à-dire du 1^{er} juin au 31 mai de l'année suivante.